

Jean-Marc PIOTTE (1970)
Professeur à l'Université du Québec à Montréal

La pensée politique de GRAMSCI

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Piotte (1970)

La pensée politique de Gramsci.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Parti-Pris, 1970, 302 pages. Collection "Sociologie de la connaissance" dirigée par Lucien Goldmann.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 août 2002 à Chicoutimi, Québec.



Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Jean-Marc Piotte, *Sur Lénine*. Montréal: Éditions Parti pris, 1972. 302 pages.

Cette édition numérique a été rendue possible grâce à la double autorisation, accordée le 18 août 2002, par l'auteur, M. [Jean-Marc Piotte](#), professeur de science politique à [l'Université du Québec à Montréal](#), et par son éditeur, le [Groupe Ville-Marie-littérature](#), de Montréal.

Un grand merci au professeur Piotte de sa générosité et un grand merci à son éditeur, Le Groupe Ville-Marie-littérature, de nous avoir donné l'autorisation de produire une édition numérique accessible librement et gratuitement à partir du site web des Classiques des sciences sociales.



Pour rejoindre M. Piotte : piotte.jean-marc@uqam.ca

sociologie et connaissance

Collection dirigée par Lucien Goldmann

la pensée
politique
de GRAMSCI

par
Jean-Marc PIOTTE

Éditions Parti Pris

les Éditions Parti Pris /Ottawa. 1970

Table des matières

[Remerciements](#)

[Abréviations](#)

[Introduction](#)

I. [L'intellectuel organique](#)

[Le critère de différenciation](#)

[La place et la fonction de l'intellectuel](#)

[La relative autonomie des intellectuels](#)

[La hiérarchisation des intellectuels](#)

II. [L'intellectuel traditionnel](#)

[Les révolutions bourgeoises et les intellectuels traditionnels](#)

[Les intellectuels traditionnels au sein d'un mode de production](#)

[Caractéristiques et importance de ce concept](#)

III. [Le parti](#)

[Le parti comme représentant d'une classe](#)

[La structure du parti](#)

[Fonctionnement de la structure du parti](#)

IV. [La fonction hégémonique du parti](#)

[L'union parti-masses](#)

[Le sentir, le comprendre et le savoir](#)

[Spontanéité et direction](#)

V. [L'organisation de l'hégémonie](#)

[L'hégémonie du prolétariat](#)

[Le « Mezzogiorno »](#)

VI. [L'Orient et l'Occident](#)

[L'Orient et l'Occident](#)

[Les rapports de force au sein d'une nation](#)

[A Le moment économique](#)

[B Le moment politique](#)

[C Le moment militaire](#)

VII. [L'idéologie](#)

[Le champ de l'idéologie](#)

[La place de l'idéologie](#)

[Articulations internes de l'idéologie](#)

VIII. [l'État](#)

[Le régime libéral](#)

[Les limites de cette distinction](#)

[Conclusion](#)

[Appendice: Le Mouvement des Conseils d'usine](#)

[Organisation, fonctions et objectifs des Conseils](#)

[Parti-syndicats-conseils](#)

[Bibliographie commentée](#)

[Écrits de Gramsci](#)

[Analyses de la pensée gramscienne](#)

[Bibliographie générale](#)

Pour Lise

[Retour à la table des matières](#)

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Nous tenons à remercier M. Lucien Goldmann, notre directeur de thèse, qui a fourni toute l'aide nécessaire à la poursuite de cette recherche, le personnel de l'Istituto Gramsci de Rome, qui a toujours répondu avec bienveillance à nos demandes, Mme Elsa Fubini, de l'Istituto, qui a gracieusement mis à notre disposition l'ensemble du matériel qu'elle avait patiemment recueilli sur Gramsci ainsi qu'une copie du volume, à ce moment sous presse, contenant les articles de Gramsci couvrant la période 1923-26.

Abréviations

[Retour à la table des matières](#)

(Abréviations des principaux recueils de textes gramsciens. Pour références plus détaillées, voir la bibliographie à la fin de ce volume.)

M.S.:	Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce.
I.:	Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura.
R.:	Il Risorgimento.
Mach.:	Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno.
L.V.N.:	Letteratura e vita nazionale.
P.:	Passato e presente.
O.N.:	L'Ordine Nuovo (1919-1920).
O.C.:	CEuvres choisies.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La production intellectuelle de Gramsci se divisa en deux grandes périodes : avant et après son arrestation. De 1914 à 1926, son activité intellectuelle est directement orientée vers les événements politiques auxquels il participe. Il recourt alors à la forme journalistique pour commenter la conjoncture politique et pour lancer des mots d'ordre. Nous retrouvons dès cette période les qualités intellectuelles qui le caractérisent (sens du concret, intuition et imagination politiques, etc.) ainsi que les principaux thèmes qu'il développera par ci suite (culture, hégémonie, intellectuels, Mezzogiorno, etc.). De 1929 à 1935, dans les geôles de Mussolini, Gramsci couvre de ses réflexions politiques une trentaine de cahiers. Les *Quaderni del carcere* développent et enrichissent les intuitions de la période précédente. Ici se révèlent l'originalité, la richesse et la profondeur de sa pensée. Sans négliger les écrits de la période précédente, nous avons centré notre réflexion sur les *Quaderni*. Car si ceux-là permettent de comprendre l'expérience vécue dans laquelle s'enracinent les idées des *Quaderni*, ils contiennent peu de connaissances nouvelles, lesquelles seront reprises, corrigées et développées de façon plus originale durant la période d'emprisonnement.

L'étude de la pensée politique contenue dans les *Quaderni* soulève de nombreuses difficultés dont les trois plus grandes résident, à notre avis, dans l'édition, les conditions de la censure et l'état de l'œuvre.

Les cahiers (ou quaderni) furent publiés par l'éditeur Einaudi en six volumes. Mais au lieu de présenter les écrits selon leur ordre chronologique de rédaction, l'éditeur découpa les cahiers pour regrouper les notes sous certains thèmes. Le

caractère même de l'édition rend donc difficile une interprétation qui répondrait à toutes les normes scientifiques du genre ¹.

Pour détourner les soupçons de la censure, Gramsci camoufle souvent les noms des marxistes qu'il cite sous des pseudonymes et la terminologie classique du marxisme sous des expressions imprécises. Ces formulations ne posent pas de problème lorsque la signification en est évidente. Par exemple : « le fondateur de la philosophie de la praxis » pour Marx. Mais toutes les expressions n'ont pas cette transparence, et elles soulèvent alors des problèmes difficiles à résoudre. L'imprécision d'une formule est-elle due à la censure ou à un flottement dans la pensée même de Gramsci ? L'emploi de telle expression au lieu d'un concept classique du marxisme signifie-t-il que l'auteur veut attirer l'attention sur une réalité nouvelle et prendre ses distances par rapport aux implications du concept classique ? Ou bien est-elle simplement due à une lutte contre la censure ? Même si nous tentons d'apporter à ces questions des réponses valables, elles ne peuvent cependant être catégoriques.

La plus grande difficulté réside dans la méthode utilisée dans les *Quaderni* : l'examen de différents sujets exprimé sous forme de notes, de fragments... Gramsci ne pouvait obtenir tous les instruments de travail (livres, articles, documents, etc.) nécessaires à la conduite d'une recherche soutenue et précise. Il en était réduit à réfléchir sur les écrits disparates et de qualités diverses qui lui parvenaient de l'extérieur ou de la bibliothèque de la prison. Les thèmes mêmes qu'il veut étudier - et qu'il nous révèle dans ses différents plans - dépendent directement de la ration d'écrits qu'il réussit à obtenir. Sa pensée est ainsi déchirée entre les grands thèmes de sa recherche et les textes disparates offerts à sa réflexion. Les *Quaderni* sont donc sillonnés de réflexions discontinues et hétérogènes, tout en se rattachant évidemment plus ou moins directement aux grands thèmes qui le préoccupent. Gramsci réfléchit sur des objets hétérogènes en se posant des questions similaires. Cette démarche tâtonnante définit bien la méthode à laquelle en était réduit l'auteur : la prospection. Démarche, essentielle à toute recherche, mais démarche préliminaire qui ne trouve sa fin qu'hors d'elle-même : dans la production d'une pensée cohérente et articulée.

L'interprète ne peut répéter Gramsci, il ne peut adopter sa démarche tâtonnante, car il devrait se réduire alors à transcrire littéralement ses fragments. *Il doit produire ce que Gramsci n'a pu produire* : une pensée articulée, développée avec cohérence. Et en admettant que l'examen préliminaire et la production sont deux moments d'une recherche qualitativement différents, nous devons admettre que l'interprétation produite est *autre* que ce qu'a dit Gramsci. Il ne faut pas se leurrer : la pensée articulée ne se retrouve pas telle quelle dans les fragments, elle n'y est pas directement lisible ; il ne s'agit pas, par un travail d'archéologue, de découvrir ce qui était « déjà là », sous une forme cachée. Tout ce que l'interprète peut faire est de produire une pensée articulée en s'appuyant sur les analyses partielles de Gramsci et tenter de mener à terme la recherche entreprise par l'auteur sur tel ou tel problème.

Les difficultés soulevées par cette étude expliquent sans doute que même si de nombreux travaux ont été consacrés à la vie de l'auteur, on trouve peu d'interpré-

¹ Valentino Gerratana, de l'« Istituto Gramsci » de Rome, prépare actuellement une édition critique des *Quaderni del carcere* qui respectera l'ordre chronologique de la rédaction des fragments. Inutile d'insister sur l'importance qu'aura cette édition pour les études gramsciennes. A ce sujet, voir V. Gerratana, « Punti di riferimento per un'edizione critica dei *Quaderni del carcere* », *Critica marxista*, n° 3, 1967 : pp. 240-259.

tations d'ensemble de la pensée des *Quaderni*. L'originalité et la richesse qu'ils recèlent ne devraient pourtant pas être ignorées : ils méritent d'être étudiés.

Le caractère arbitraire de toute interprétation peut être plus ou moins grand. Comment limiter cet arbitraire ? Trois règles méthodologiques ont guidé notre recherche.

Il nous fallait trouver un concept-clef autour duquel articuler tous les concepts politiques importants des *Quaderni*. La découverte d'un tel concept nous permettrait de dégager les grandes lignes de l'architecture de la pensée politique de l'auteur. Nous avons trouvé ce pivot dans la notion d'intellectuel. Le rôle prédominant de cette notion dans la pensée politique de Gramsci est d'ailleurs confirmé par la majorité des interprètes, dont A. Buzzi qui, malheureusement, n'a pas su tirer profit de cette affirmation :

« Car il faut bien le dire, directement ou indirectement toutes les notes des *Quaderni* s'amassent autour du problème des intellectuels et c'est la mise en relief de la fonction de ceux-ci dans les secteurs de l'activité humaine qui constitue l'originalité de la pensée de Gramsci ¹. »

Notre plan de travail s'est élaboré à partir de cette notion. Dans le premier chapitre, nous avons étudié le concept d'intellectuel organique, c'est-à-dire de l'intellectuel en tant que relié à des classes sociales progressives. Dans le second chapitre, l'étude de l'intellectuel traditionnel, c'est-à-dire de celui qui est relié à des classes disparues ou en voie de disparition, nous a permis de mieux déterminer le sens du concept d'intellectuel organique. Ces deux chapitres contiennent sous une forme condensée la structure et les principaux concepts de la pensée politique de l'auteur. Après avoir constaté que le parti a les mêmes caractéristiques que l'intellectuel, que le parti est par excellence « l'intellectuel collectif », la matière des trois chapitres suivants nous était donnée : définition et fonctionnement interne du parti ; fonction hégémonique du parti ; organisation de cette hégémonie. Le chapitre six nous permet de comprendre les raisons de la prédominance accordée par l'auteur à la fonction idéologique des intellectuels et du parti par rapport à leur fonction de domination. Ce chapitre rend compte rétrospectivement des chapitres précédents en fondant l'importance accordée dans notre analyse aux différents processus idéologiques. Cela nous entraîne naturellement à étudier la sphère où s'exerce l'activité prédominante des intellectuels reliés à la classe ouvrière occidentale : l'idéologie. Enfin, le huitième et dernier chapitre est consacré à l'étude de l'État dont l'unité repose sur ceux qui le constituent, les intellectuels, et dont la distinction en société civile et société politique renvoie à la distinction entre les deux fonctions principales de l'intellectuel, fonction hégémonique et fonction de coercition. En appendice, nous cernerons les rapports liant Conseils d'usine, parti et syndicats durant la période *ordinoviste* de 1919-20. Cet appendice nous a paru nécessaire car, d'une part, l'interprétation de Gramsci par les socialistes italiens prend sa source dans cette période et, d'autre part, cette idéologie des Conseils exerce encore aujourd'hui une grande influence théorique, notamment sur des auteurs français comme Serge Mallet et André Gorz.

Ainsi le rôle central du concept d'intellectuel nous permet d'articuler dans un tout l'ensemble des concepts politiques de Gramsci. La compatibilité qui doit exister entre

¹ Buzzi A.R., *La théorie politique d'Antonio Gramsci*. Louvain, éd. Nauwelaerts, 1967, p. 38.

ces concepts, structurés par celui d'intellectuel, nous permet de préciser, de l'extérieur, le sens de chacun d'eux.

Dans des fragments plus étendus, Gramsci définit les principales caractéristiques de certains concepts. Tel est le cas, notamment, pour la notion d'intellectuel organique. Malheureusement, il ne les définit pas tous. Aussi, nous avons analysé soigneusement ces fragments car ils nous permettaient de clarifier de l'intérieur certaines notions centrales chez Gramsci. Ces définitions complétaient bien celles que nous avons déjà esquissées en déterminant le rôle de chacune des notions dans la structure conceptuelle globale de l'auteur. Par un jeu de va-et-vient entre la définition issue de l'organisation interne du concept et celle donnée par la place occupée dans la structure notionnelle, nous sommes parvenus à préciser le sens de chacun des concepts politiques utilisés par Gramsci.

Enfin, troisième règle, tout en tenant compte de la cohérence interne des concepts et de leur compatibilité, nous avons essayé de rendre compte du maximum de fragments.

Nous avons centré notre recherche sur les *Quaderni del carcere*. Ce faisant nous nous opposons à toutes les interprétations récurrentes qui consistent à réduire le Gramsci des *Quaderni* à celui de la période 1919-1920 (les socialistes italiens) ou à celui de la période 1921-1926 (les communistes italiens). Nous croyons que le Gramsci des *Quaderni* doit trouver son expression dans les *Quaderni* et non dans les écrits antérieurs. Nous avons toutefois utilisé les écrits gramsciens d'avant l'emprisonnement dans la mesure - et dans la mesure seulement - où ils pouvaient éclairer et compléter les affirmations des *Quaderni*.

Dans notre travail, nous insistons sur l'analyse *interne* de l'œuvre de Gramsci. Nous avons supprimé le plus possible les critiques que nous pourrions faire, et - la conclusion exceptée - souvent écarté les comparaisons possibles entre l'œuvre de Gramsci et celles d'autres marxistes afin de ne pas masquer par une analyse externe la pensée propre à l'auteur. Cette prédominance accordée à l'analyse interne sur l'analyse externe fait donc essentiellement de notre travail une monographie d'auteur.

Nous devons aussi faire remarquer que les *Quaderni* étant un ensemble de notes disparates, nous avons dû souvent extraire la pensée de l'auteur des analyses concrètes qu'il ébauchait. Gramsci n'ayant pas en main le matériel nécessaire pour approfondir et mener à terme ses analyses, nous ne devons jamais les prendre comme critère pour évaluer sa pensée. Au cours de ce travail, nous rapporterons quelquefois certaines analyses concrètes de Gramsci, non pas comme preuve de la valeur de sa pensée, mais pour l'éclairer et pour extraire de ces analyses sa méthode et son idéologie.

Nous aurions pu supprimer les contradictions en trouvant le plus petit commun dénominateur entre les fragments. Mais cette démarche nous aurait conduit à vider la pensée gramscienne de son originalité. Nous avons préféré nous situer à l'intérieur même des contradictions pour voir dans quelle mesure elles sont ou nécessaires, ou illusoire, ou surmontables. Cette démarche pour résoudre les contradictions disparaît en grande partie dans le résultat final qui représente une pensée cohérente et articulée. Nous avons préféré cette méthode d'exposition à celle qui aurait consisté à poser les contradictions, puis à les résoudre.

Les concepts renvoyant de façon circulaire les uns aux autres, nous avons repris chacun d'eux, selon les nécessités de l'exposition, dans des perspectives différentes - tout en essayant de supprimer les répétitions inutiles. Cependant, lorsque certains textes se révélaient particulièrement chargés de sens, nous les avons cités aussi souvent que notre étude l'exigeait. Enfin, nous nous sommes servis aussi souvent que possible de la traduction partielle des œuvres de Gramsci publiée aux Éditions Sociales. Cette édition est assez bien faite. Nous devons cependant souligner qu'elle ne contient aucun texte de la période *ordinoviste* sur le très important problème des Conseils d'usine et qu'elle ignore le texte philosophique qui est sans doute le plus important de l'auteur : « La scienza e le ideologie *scientifiche* »¹. La traduction des *Quaderni* est assez difficile car il s'agit de rendre en un français correct des notes que Gramsci a écrites d'un jet, en de longues phrases souvent mal articulées. À l'exemple des traducteurs des *Oeuvres choisies*, nous avons essayé, par respect pour la pensée de l'auteur, de nous rapprocher le plus près possible du texte italien, même si cela devait donner lieu à une expression française un peu lourde. Par ailleurs, nous avons toujours donné - en plus des références à l'édition française lorsque celle-ci était utilisée - les références à l'édition italienne.

Nous ne saurions trop insister sur le fait que si une pensée riche ne peut recevoir d'interprétation définitive - et la pensée de Gramsci est complexe et riche - l'état fragmentaire et prospecteur des réflexions des *Quaderni* nous condamne encore plus fortement à une interprétation qui n'est qu'une des interprétations possibles. Nous aurons atteint le but poursuivi si ce travail incite le lecteur à aller aux textes mêmes de Gramsci, à explorer cette pensée inquiète et mouvante et à en tirer sa propre interprétation.

¹ M.S., pp. 50-57.

Chapitre I

L'intellectuel organique

[Retour à la table des matières](#)

Antonio Gramsci délimite le concept d'intellectuel de deux façons. La première consiste à définir les intellectuels par la place et la fonction qu'ils occupent au sein d'une *structure* sociale. Nous avons donc ici une définition de type sociologique. Il donnera le nom *d'organique* à cette première spécification de l'intellectuel. La seconde définition, de type historique, consiste à déterminer les intellectuels par la place et la fonction qu'ils occupent au sein d'un *processus* historique. Par le qualificatif *traditionnel*, Gramsci caractérise les intellectuels organiquement reliés à des classes disparues ou en voie de disparition. Dans l'analyse historique, le terme organique prendra une nouvelle signification en étant précisé et limité par celui de traditionnel. Cette distinction entre perspective sociologique et perspective historique n'introduit donc pas une scission dans d'objet étudié : elle n'est qu'une distinction méthodologique qui sera d'ailleurs dépassée dans la mesure où le schème d'interprétation historique reprendra, intégrera et complétera le schème sociologique.

« Cette recherche sur l'histoire des intellectuels ne sera pas, dit Gramsci, de caractère « sociologique », mais donnera lieu à une série d'essais sur l'histoire de la culture (Kulturgeschichte) et de la science politique. Toutefois, il me sera difficile d'éviter quelques formes schématiques et abstraites qui rappellent celles de la sociologie... ¹ »

¹ I., p. XIII.

Dans ce premier chapitre, nous étudierons les formes sociologiques déterminant la catégorie des intellectuels alors que dans le second, nous limiterons et compléterons celles-ci par l'étude des formes historiques.

Le critère de différenciation.

[Retour à la table des matières](#)

Comment distinguer les intellectuels des non-intellectuels ?

« L'erreur de méthode la plus répandue me paraît être, dit l'auteur, d'avoir recherché ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités intellectuelles et non pas dans l'ensemble du système de rapports dans lequel ces activités (et par conséquent les groupes qui les personnifient) viennent à se trouver au sein du complexe général des rapports sociaux ¹. »

Le critère interne consiste à diviser la société en deux catégories : les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels. Mais cette division est arbitraire dans la mesure où dans tout travail manuel (même le plus dégradé, le plus « taylorisé ») existe un minimum de connaissances techniques et d'activités intellectuelles et dans la mesure où tout travail intellectuel (même le plus « spiritualisé ») exige un minimum de manipulations manuelles. L'utilisation d'un tel critère pose en outre des problèmes insolubles. Comment, par quelle règle, pourra-t-on juger que tel type de travail comprend plus d'activités intellectuelles que d'activités manuelles ? Dans la gradation insensible qui va du travail le moins intellectuel au plus intellectuel, comment déterminer le seuil où il y a passage de la quantité à la qualité, du manuel à l'intellectuel ? ².

L'aspect manuel et l'aspect intellectuel étant communs, dans des proportions variées, à tout travail, une définition de l'intellectuel fondée sur cette prétendue dichotomie ne peut donc nous aider à trouver ce qu'il y a de spécifique, d'irréductible à toutes autres catégories, dans celle d'intellectuel.

Gramsci emploiera donc un autre critère : l'intellectuel sera défini par la place et la *fonction* qu'il occupe dans l'ensemble des rapports sociaux. Ainsi, ce qui caractérise l'ouvrier n'est pas le caractère manuel de son travail, mais d'être, dans le mode de production capitaliste, non-propriétaire des moyens de production et producteur de valeur, donc de plus-value. Nous savons aussi que le capitaliste, en plus d'exploiter la force de travail, peut exercer directement un rôle d'organisateur dans la production - ce qui exige des qualifications techniques, administratives, etc. Mais ce qui spécifie le capitaliste *en tant que* capitaliste ne sont pas les qualifications intellectuelles que peut impliquer sa fonction dans les rapports de production, mais sa fonction elle-même,

¹ I., p. 6 ; O.C., p. 432.

² Bon Frédéric et Burnier Michel-Antoine, *Les nouveaux intellectuels*. Paris, Cujas, 1966, p. 19.

c'est-à-dire d'être propriétaire des moyens de production et accapareur de la plus-value.

Par cette définition, Gramsci s'oppose, à la fois, à ceux qui définissent intellectuel par rapport à manuel et à l'opinion commune qui limite ce terme à la désignation des créateurs d'idées.

« J'élargis beaucoup, dit-il, la notion d'intellectuel et je ne me limite pas à la notion courante qui ne tient compte que des grands intellectuels ¹. »

La place et la fonction de l'intellectuel.

[Retour à la table des matières](#)

Dans la mesure où chacun utilise à un degré plus ou moins élevé ses capacités cérébrales, tous les hommes peuvent être considérés comme des intellectuels. Mais, tous n'exercent pas, dit Gramsci, la fonction d'intellectuel. Quelle est cette fonction ? Quelle place occupe l'intellectuel dans les rapports de production ?

« Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle, dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social... ² »

Groupe social qui exerce une fonction essentielle dans le mode de production désigne, dans le langage employé par Gramsci pour mystifier ses geôliers, classe sociale. Soulignons tout de suite, pour empêcher tout malentendu, que Gramsci, appliquant ici une méthode qu'il emploie souvent, définit l'intellectuel à partir de son sens le plus général, quitte à le préciser et à le limiter subséquemment. Cette définition, en fait, ne s'applique qu'aux classes fondamentales, et Gramsci va d'ailleurs tirer ses exemples des classes ouvrière et capitaliste. Tout au long de ce chapitre, nous préciserons et limiterons cette définition afin de l'adapter aux classes non-fondamentales.

Les intellectuels qu'une classe crée au cours de son développement progressif accomplissent des tâches qui sont la plupart du temps des spécialisations des activités intellectuelles impliquées à l'origine dans la fonction qu'exerce cette classe par la place qu'elle occupe dans le mode de production. Ainsi, le chef d'entreprise doit posséder une capacité technique dans son domaine propre et, au moins, dans les domaines de production collatéraux. De même, il doit être un organisateur de la division

¹ Lettère, 7 settembre 1931, p. 481 ; Lettres, p. 213.

² I., p. 3 ; O.C., p. 429.

technique du travail, des ouvriers, de la confiance des actionnaires dans son entreprise et de la confiance des acheteurs dans les produits qu'il lance sur le marché. Et sinon tous, du moins une élite parmi les chefs d'entreprise, doivent être les organisateurs de l'hégémonie de la classe bourgeoise dans la société civile et les organisateurs de la coercition qu'exerce, par le moyen de l'État, la classe bourgeoise sur les autres classes. Or ces diverses activités de type intellectuel ne sont habituellement pas exercées par les dirigeants de la classe elle-même, mais par leurs commis, les intellectuels organiques.

Les intellectuels sont donc, premièrement, les organisateurs de la fonction *économique* de la classe à laquelle ils sont reliés organiquement. Ainsi, dans la première moitié du XXe siècle, la petite-bourgeoisie citadine italienne produisit des « techniciens » qui sont, au niveau économique, les intellectuels organiques des capitalistes. Certaines classes, dans certaines périodes historiques, ne réussissent pas à s'attacher des intellectuels autres que ceux exerçant une fonction de direction économique. Une des raisons de l'échec de la bourgeoisie italienne durant la période des Communes fut d'en être restée à la phase économique-corporative en ne réussissant pas à produire des intellectuels au niveau hégémonique. La faiblesse de la paysannerie italienne s'explique aussi, dit Antonio Gramsci, par le fait qu'elle ne produit des intellectuels organiques qu'au niveau économique-corporatif, fait qui est relié, en dernière analyse, à la dispersion et à l'isolement de la masse paysanne empêchant, dans la pratique, la formation de partis paysans. De même, on peut affirmer que le problème le plus important de la classe ouvrière américaine réside dans son incapacité à produire des intellectuels organiques au niveau politique - d'en demeurer au niveau économique-corporatif ou trade-unionisme.

Les intellectuels sont aussi les porteurs de la fonction *hégémonique* qu'exerce la classe dominante dans la société civile. Ils travaillent dans les différentes organisations culturelles (système scolaire, organismes de diffusion - journaux, revues, radio, cinéma - etc.) et dans les partis de la classe dominante, de façon à assurer le consentement passif sinon actif des classes dominées à la direction qu'imprime à la société la classe dominante. Le prolétariat peut ainsi produire des intellectuels au niveau hégémonique étant une classe qui, par la place qu'elle occupe dans le mode de production capitaliste, peut aspirer, de façon réaliste, à la direction de la société. Par le Parti, par les écoles qu'il met sur pied, par les moyens de diffusion qu'il emploie et par le rôle d'éducateur de ses militants, le prolétariat se dresse comme adversaire de l'hégémonie qu'exerce la bourgeoisie, et tend à la renverser. Les classes qui produisent de larges couches d'intellectuels au niveau hégémonique se limitent généralement aux groupes sociaux essentiels, ou fondamentaux, c'est-à-dire aux classes qui, de par la place qu'elles occupent au sein d'un mode de production historiquement déterminé, sont en mesure d'assumer ou aspirent à assumer le pouvoir et la direction des autres classes. Ainsi, dans le mode de production capitaliste, les groupes sociaux essentiels sont la bourgeoisie et le prolétariat.

Les intellectuels sont aussi les organisateurs de la *coercition* qu'exerce la classe dominante sur les autres classes par l'intermédiaire de l'État. Ils sont les ministres, les députés, les sénateurs.... et ils constituent les cadres de l'appareil administratif, politique, judiciaire et militaire. Le prolétariat peut aussi, dans certaines conditions, tenter de limiter le pouvoir de coercition de la classe dominante, en cherchant à s'emparer progressivement et « démocratiquement » de certains des leviers de contrôle de l'État. Il peut aussi, dans les périodes révolutionnaires, constituer sa propre armée, sa milice et son corps administratif. Quels que soient les moyens utilisés, le

prolétariat visant, de par la place qu'il occupe au sein du mode de production capitaliste, à s'emparer du pouvoir, tend naturellement à constituer un État dans l'État.

L'intellectuel a aussi pour fonction de susciter, chez les membres de la classe à laquelle il est relié organiquement, une prise de conscience de leur communauté d'intérêts, de provoquer au sein de cette classe une conception du monde *homogène* et *autonome*.

La conception du monde d'une classe sociale est « déterminée » par la place plus ou moins autonome qu'elle occupe au sein d'une structure sociale. *D'une part*, elle est « déterminée » par cette place elle-même, elle dépend des caractéristiques propres à la fonction qu'exerce cette classe au sein du mode de production. Ainsi, la conception du monde du prolétariat reposera sur le fait qu'il ne possède pas les moyens de production et qu'il est créateur de plus-value. Si cette conception est déterminée, elle est limitée : une classe ne pourra jamais avoir une conscience qui remettrait en question son existence si ses intérêts économiques et politiques vont à l'encontre de cette remise en question. Ainsi, la bourgeoisie est naturellement portée à poser le régime capitaliste comme éternel. Mais, *d'autre part*, la conception du monde d'une classe est l'expression d'une fonction qui s'incarne historiquement au sein d'une *situation*. Pour Gramsci, il n'y a pas une essence du prolétariat ou de la bourgeoisie qui serait au-delà des variations historiques. La conception du monde d'une classe surgit de sa fonction incarnée dans une situation. Aussi, la transformation de la situation doit provoquer une transformation de la conception. *De plus*, il faut tenir compte du fait que la conscience d'une classe est toujours conditionnée, influencée et déformée par les conceptions des autres classes sociales - la classe la plus influente étant la classe dominante. Ainsi la conception du monde de telle classe ouvrière de tel pays et de telle époque, si elle exprime la fonction exercée par cette classe dans telle situation, sera déformée par les expériences propres à cette classe ne correspondant plus à la situation présente, par l'idéologie de la bourgeoisie et par les idéologies qui ont survécu aux transformations des conditions qui les ont fait naître (le christianisme, par exemple). La conception du monde d'une classe est donc naturellement un amalgame hétéroclite de ce qui découle directement de sa fonction au sein d'une situation donnée et de ce qui dérive d'expériences passées ne correspondant plus à la situation actuelle et de l'influence idéologique exercée sur elle par les autres classes sociales.

L'intellectuel a pour fonction d'homogénéiser la conception du monde de la classe à laquelle il est organiquement relié, c'est-à-dire, positivement, de faire correspondre cette conception à la fonction objective de cette classe dans une situation historique déterminée ou, négativement, de la rendre autonome en expurgeant de cette conception tout ce qui lui est étranger. L'intellectuel n'est donc pas le reflet de la classe sociale : il joue un rôle positif pour rendre plus homogène la conception naturellement hétéroclite de cette classe.

Le prolétariat ne pourra pas connaître sa situation présente s'il ne connaît pas son passé. Le présent ne s'explique que par le passé, l'analyse structurale d'une société ne trouve sa raison d'être que dans l'explication génétique : ceci est la base de toute la philosophie historiciste de Gramsci. Mais, et ceci est important, la classe ouvrière ne pourra se donner une conscience de soi autonome et homogène que si elle connaît également le présent et le passé des autres classes sociales.

« Connaître soi-même veut dire être soi-même, veut dire être patron de soi-même, se distinguer, sortir du chaos, être un élément d'ordre, mais de son propre ordre et de sa propre discipline. Et on ne peut obtenir cela si on ne connaît pas aussi les autres, leur histoire, la succession des efforts qu'ils ont accomplis pour être ce qu'ils sont, pour créer la civilisation qu'ils ont créée et à laquelle nous voulons substituer la nôtre ¹. »

Gramsci insiste beaucoup sur le fait que le marxisme, en tant que philosophie de la classe ouvrière, est auto-suffisant. Vouloir fonder le marxisme sur des idéologies étrangères (kantisme, hégélianisme, etc.) c'est en fait vouloir soumettre le prolétariat à l'hégémonie des classes représentées par ces idéologies. Mais poser l'autonomie du marxisme comme conception du prolétariat n'implique pas que tout doit être rejeté des idéologies des autres classes sociales. Ainsi, Marx a utilisé la philosophie hégélienne, l'économie politique anglaise et la pensée politique française pour construire la philosophie propre du prolétariat. En ce sens, Gramsci dira que le prolétariat est l'héritier de ces trois courants de pensée. De la même façon, il utilisera Croce, représentant de la bourgeoisie libérale italienne, et incorporera certains de ses concepts au marxisme pour combattre la dégénérescence de cette philosophie entraînée dans le sillage du matérialisme vulgaire de Boukharine.

« Dans la discussion scientifique on se montre plus « avancé » si on se pose du point de vue que l'adversaire peut exprimer une exigence qui doit être incorporée, soit même comme moment subordonné, dans sa propre construction. Comprendre et évaluer de façon réaliste la position et les raisons de l'adversaire (et quelquefois est adversaire toute la pensée antérieure) signifie précisément être libre de la « prison » des idéologies (dans le sens détérioré d'aveugle fanatisme idéologique), c'est-à-dire se poser d'un point de vue « critique », l'unique point de vue fécond dans la recherche scientifique ². »

Cette fonction d'homogénéisation, l'intellectuel l'exerce à deux niveaux : au niveau du savoir et au niveau de la *diffusion*. Prenons pour exemple les intellectuels du prolétariat. D'une part, par l'analyse de la structure sociale ou par l'analyse de la pratique politique autonome du prolétariat (dans les moments de crise, lorsque le prolétariat agit organiquement, selon ses intérêts, et contre la bourgeoisie), ils doivent dégager et élaborer la conception du monde implicite à une telle pratique autonome ou exigée par les tâches qu'impose au prolétariat la place qu'il occupe au sein de la structure sociale et ils doivent expliquer pourquoi et comment cette conception n'est qu'implicite, pourquoi et comment elle ne correspond pas entièrement à la conception explicite et hétéroclite du prolétariat. (A ce titre, Marx est le plus grand intellectuel du prolétariat.) D'autre part, les intellectuels doivent susciter cette homogénéisation de la conscience de classe en diffusant la conception du monde qui est propre à cette classe et en critiquant les idéologies qui déforment cette conscience. (C'est ici Lénine qui est le plus grand intellectuel du prolétariat.)

Entre les fonctions économique, politique et sociale de l'intellectuel et son rôle d'« homogénéisateur », il n'existe pas de barrière. C'est plutôt par les fonctions économique, politique et sociale qu'il exerce que l'intellectuel suscitera une plus grande homogénéisation de la conscience de la classe à laquelle il est organiquement relié.

¹ Gramsci A., « Socialismo e cultura », 29 gennaio 1916 ; *Il Grido del popolo*. Article recueilli dans les *Scritti Giovanilli*, p. 25.

² M.S., p. 21.

Aussi, une classe subalterne qui, de par la place qu'elle occupe dans un mode de production, ne peut aspirer à diriger la société, ne produira le plus souvent que des intellectuels au niveau économique-corporatif, et aura donc une conscience du monde très hétéroclite. A l'autre extrême, la classe dominante aura des intellectuels spécialisés pour toutes les fonctions et possédera donc une conception du monde tendant vers une grande homogénéité.

Nous avons vu que la place plus ou moins subalterne de la classe au sein de la structure sociale entraîne la production d'une conception du monde plus ou moins homogène et la production de tel ou tel type d'intellectuel et que, d'autre part, les intellectuels œuvreront pour homogénéiser cette conception. Certains pourraient voir dans ce schéma une causalité unilatérale où les jeux sont faits, à l'origine, par la *place* et la *fonction* de la classe sociale : celles-ci détermineraient le degré d'efficacité des intellectuels en déterminant leur type et la conception de la classe. Cette interprétation irait à l'encontre de la pensée gramscienne. La place et la fonction des classes sociales délimitent le cadre dans lequel s'exerce l'activité des intellectuels, mais ceux-ci, en retour, agissent sur ce cadre et même le transforment. Nous n'avons pas un déterminisme pur, mais une causalité circulaire : la *nécessité* de la place et de la fonction des classes sociales est en rapport dialectique avec la *liberté* des intellectuels ou, plus précisément, cette place et cette fonction situent et limitent cette liberté sans l'annihiler. Gramsci s'inspire ici du passage où Marx dit :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes noient des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles (...). Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit (celui des rapports de production) et le poussent jusqu'au bout ¹. »

Et Gramsci explique que si, d'une part, les rapports de production sont nécessaires et indépendants de la volonté humaine, d'autre part, la prise de conscience de cette nécessité et la volonté de transformer les structures économiques dépendent, elles, directement des classes sociales, donc de leurs dirigeants, les intellectuels. Avoir conscience des rapports nécessaires, dit-il, « (c'est-à-dire connaître plus ou moins la façon dont on peut les modifier) les modifie déjà. Les rapports nécessaires eux-mêmes, dans la mesure où ils sont connus dans leur nécessité, changent d'aspect et d'importance. En ce sens, la connaissance est pouvoir » ². Ainsi la transformation des structures sociales exige des conflits objectifs, *nécessaires*, mais exige aussi la *conscience* et la *volonté* de résoudre ces conflits. Sans intellectuel, pas de transformation : la liberté est un élément *essentiel* du processus historique : la seule nécessité ou le déterminisme mécanique est a-historique.

¹ Marx Karl, Avant-propos à la Critique de l'économie politique (1859). Paris, La Pléiade, pp. 272-273.

² M.S., p. 29; O.C., p. 52.

*
**

Nous pouvons maintenant préciser les types d'intellectuels que produisent les différentes classes sociales. La classe *dominante*, par le contrôle qu'elle exerce sur l'État et la production économique, produit des intellectuels nombreux et variés de façon à pouvoir jouer son rôle de domination et de direction à tous les niveaux de la société. La complexité des fonctions exercées par les intellectuels de cette classe peut se mesurer objectivement par la quantité et la hiérarchisation des écoles spécialisées existantes dans le pays où domine cette classe : les progrès de l'industrialisation, exigeant la « complexification » des fonctions, entraînent la multiplication et la spécialisation des établissements scolaires. La classe qui *aspire* et peut un jour conquérir le pouvoir produit, selon la phase historique dans laquelle elle se trouve et la plus ou moins grande puissance hégémonique de la classe dominante, des couches d'intellectuels pouvant remplir toutes les fonctions et qui, dans les moments de crise politique, exercent de fait toutes les fonctions. Les autres classes produisent habituellement des intellectuels pour défendre leurs intérêts économique-corporatifs et peuvent, parfois, lorsqu'une crise traverse la société de haut en bas, produire un certain nombre d'intellectuels au niveau politique. Gramsci précise d'ailleurs que les couches intellectuelles « se forment en connexion avec tous les groupes sociaux, mais spécialement avec les groupes sociaux les plus importants et subissent une élaboration plus étendue et plus complexe en étroit rapport avec le groupe social dominant »¹.

Ainsi, la gradation et la « complexification » allant de l'économico-corporatif à l'hégémonie puis à la domination indiquent le mode d'apparition *historique* des fonctions exercées par les intellectuels reliés aux classes sociales essentielles et sont le signe de la *hiérarchie* articulant les classes sociales, de la classe la plus dépendante à la classe dominante.

La relative autonomie des intellectuels.

[Retour à la table des matières](#)

Les intellectuels sont reliés *organiquement* aux classes sociales, c'est-à-dire ont des liens plus ou moins étroits avec les classes sociales. Quelle est la nature de ces liens ?

Comme le terme organique peut le laisser entendre, les liens qui unissent les intellectuels aux classes sociales tiennent aux organisations dans lesquelles ces intellectuels œuvrent.

¹ I., p. 7; O.C., p. 434.

Il s'agit donc dans un premier moment d'évaluer la plus ou moins grande dépendance d'une organisation vis-à-vis d'une classe sociale donnée. Les premiers révolutionnaires russes de la fin du XIXe siècle par exemple, même précurseurs de 17, n'avaient pas de liens très organiques avec les masses populaires : ils n'ont pu unifier leurs fragiles organisations et les relier aux sentiments et aux aspirations des masses populaires, ils n'ont pu faire en sorte que leurs organisations représentent, pour les masses populaires, une avant-garde. Gramsci par ailleurs cite le Parti des Modérés durant le Risorgimento : pour un grand nombre d'intellectuels de ce parti, se trouvait réalisée l'identité du représentant et du représenté, les intellectuels et les organisateurs politiques étaient souvent chefs d'entreprise, commerçants, etc. Le caractère organique du lien existant entre l'intellectuel, l'organisation et la classe est donc ici très marqué. Cette observation de Gramsci sur le Parti des Modérés ne doit pas donner lieu à de fausses interprétations.

Premièrement, le capitaliste ne fait pas partie des dirigeants des Modérés en tant que capitaliste, mais en tant qu'intellectuel organique d'une classe. Il n'y représente pas ses intérêts privés, mais l'ensemble des intérêts d'une classe. En cas de conflits entre ceux-ci et ceux-là, le capitaliste se verra contraint d'abdiquer son poste d'intellectuel. Il n'y représente pas seulement les intérêts économico-corporatifs d'une classe, mais aussi les intérêts politiques de cette même classe. Durant la période des Communes, la bourgeoisie a perdu le pouvoir car elle n'a pas su soumettre ses intérêts économiques immédiats à ses intérêts politiques : par l'impôt sur la consommation, en faisant peser tout le poids des charges fiscales sur la paysannerie, elle a satisfait ses intérêts économico-corporatifs, mais elle contraria ses propres intérêts politiques en provoquant l'alliance des aristocrates et des paysans. La fonction du capitaliste et la fonction de l'intellectuel, quoique pouvant être unies chez un même individu, sont donc des fonctions distinctes : le *capitaliste* est propriétaire des moyens de production et accapareur de la plus-value, l'*intellectuel* est l'organisateur, aux niveaux économique, social, culturel et politique, de la direction et de la domination de cette classe sur l'ensemble de la société ¹. *Deuxièmement*, être-de-classe ² et organisation-de-classe ne s'identifient pas toujours. L'origine de classe d'un intellectuel peut être différente et même opposée à la classe à laquelle il est relié organiquement. Un individu, originaire de la classe ouvrière, peut devenir un intellectuel organique de la bourgeoisie. Ici comme ailleurs, il n'y a pas de déterminisme absolu. Même si

¹ Au niveau de l'entreprise, la fonction de l'intellectuel est subordonnée de façon beaucoup plus directe aux intérêts immédiats d'un groupe de capitalistes. Mais il peut se produire des conflits entre les principaux actionnaires et les technocrates lorsque ceux-ci insistent sur les intérêts économiques et politiques à long terme de l'entreprise et de l'ensemble de la classe capitaliste tandis que ceux-là exigent la satisfaction de leurs intérêts économiques immédiats.

Voir à ce sujet Bon et Burnier, op. cit.

² Badiou, travaillant un texte de Mao Tsé-Toung, produit les quatre concepts suivants : « L'être-de-classe : la classe à laquelle l'écrivain appartient par sa naissance. *La position-de-classe* : l'espace problématique général à partir de quoi toute pratique théorique se définit : l'écrivain progressiste doit se tenir « sur les positions » de la classe ouvrière (...) *L'attitude-de-classe* : l'investissement de la position-de-classe dans un problème pratique particulier (...). *L'étude-de-classe* : la structure et les instruments du théorique, en tant qu'ils ont pour charge de produire la légitimation de la position de classe. » Nous aurons l'occasion d'utiliser ces concepts pour éclairer certains aspects de la pensée de Gramsci.

Badiou A., « L'autonomie du processus esthétique ». Cahiers marxistes-léninistes, nos 12-13 (juillet-octobre 1966): pp. 78-79.

Mao Tsé-Toung, « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art, à Yen-an. Allocution d'ouverture, 2 mai 1942 ». Id., pp. 90-93.

habituellement les intellectuels sont reliés à la classe d'où ils sont issus, ils sont libres, à l'intérieur de certaines limites, de se rattacher à une autre classe. *Troisièmement*, si l'identification représenté et représentant est un signe de l'« organicité » du lien qui relie l'organisation à la classe, la non-identification ne signifie pas nécessairement un lien relâché. Lénine, le dirigeant de la Révolution de 17, était d'origine petite-bourgeoise : l'union étroite qui le reliait au prolétariat ne peut pourtant être mise en doute.

Si l'analyse des intellectuels chez Mao Tsé-Toung est centrée sur l'être-de-classe, la position-de-classe, l'attitude-de-classe et l'étude-de-classe, si celle de Sartre est centrée sur l'engagement (notion recouvrant la position et l'attitude de classe), l'analyse de Gramsci est orientée vers l'organisation de classe. Ce qui ne signifie pas qu'il récuserait les concepts maoïstes s'il les avait connus : sous une terminologie différente, il utilise en fait des concepts similaires pour dégager le caractère des liens unissant les organisations aux classes sociales.

En général, la dépendance d'une organisation par rapport à une classe sociale est directement proportionnelle à la force et à la cohésion de cette classe : à la fin du XIXe siècle en Russie, la fragilité des liens unissant les organisations révolutionnaires aux masses populaires provient, entre autres, de la faiblesse quantitative et qualitative du prolétariat ainsi que de la dispersion et de l'isolement des paysans.

Le caractère organique de l'intellectuel dépend donc du lien plus ou moins étroit qui unit l'organisation dont il est membre à la classe qu'il représente. Mais il dépend aussi de la place qu'occupe l'intellectuel dans les organisations-de-classe de la société civile (organisations hégémoniques ou économique-corporatives) ou de la société politique (organismes d'État).

« On pourrait mesurer le caractère « organique » des diverses couches d'intellectuels, leur liaison plus ou moins étroite avec un groupe social fondamental en établissant une échelle des fonctions et des superstructures de bas en haut (à partir de la base structurelle)¹. »

Ainsi, plus l'organisation dont fera partie l'intellectuel sera soumise à une classe *et plus il occupera une fonction élevée dans cette organisation*, plus il sera un intellectuel *organique* de cette classe.

Si les intellectuels sont « organiquement » reliés aux classes sociales, ils constituent toutefois des couches qui, en tant que telles, sont relativement autonomes par rapport aux classes sociales. L'intellectuel n'est pas membre d'une classe au même titre que les autres individus. Il n'est pas « englué » dans une classe sociale, il y est *relié*. D'où vient cette autonomie de l'intellectuel ?

L'autonomie des intellectuels relève, d'abord, de la, *spécificité* de leurs fonctions d'organisateur, d'éducateur, de savant et d'« homogénéisateur » de la conscience-de-classe aux niveaux économique, social et politique. Le caractère *nécessaire* de leurs fonctions entraîne déjà une certaine indépendance. Et, surtout, l'autonomie est engendrée par les *organisations* mêmes dans lesquelles ils œuvrent : si, d'une part, les intellectuels sont *liés* par les organisations aux classes sociales, l'existence même de

¹ I., p. 9 ; O.C., p. 436.

ces organisations produit, d'autre part, un certain hiatus entre les intellectuels et les classes sociales. Vérité paradoxale ! Mais il n'y a pas non plus ici de dépendance mécanique, unilatérale. Entre les intellectuels et les classes sociales, il existe un lien, un rapport, une relation où la prépondérance appartient évidemment aux classes sociales. Ainsi, au Moyen Âge, le clergé constituait la couche intellectuelle organiquement reliée à l'aristocratie, mais ce lien organique n'a pas empêché le clergé d'entrer quelquefois en opposition violente avec l'aristocratie. (Soulignons ici que la relative autonomie des intellectuels, engendrée par la spécificité de leurs fonctions et par le décentrement dû aux organisations, nous offre une hypothèse de recherche qui pourrait permettre de donner une explication *marxiste* du phénomène stalinien ou de ce que certains nomment, de façon erronée, « le culte de la personnalité ».)

Qu'un intellectuel critique sa propre classe ne signifie pas qu'il soit indépendant de cette classe. Le lien organique qui relie l'intellectuel à une classe implique précisément que celui-ci soit l'auto-conscience critique de cette classe. Un intellectuel, même s'il critique la bourgeoisie, demeure uni à cette classe s'il ne remet pas en question son pouvoir politique, économique et culturel, car c'est précisément par cette fonction critique qu'il accomplit correctement sa tâche.

« Qu'il y ait en Amérique un courant littéraire réaliste qui soit critique vis-à-vis des coutumes est un fait culturel très important ; il signifie que l'auto-critique s'étend, que naît une nouvelle civilisation américaine consciente de ses forces et de ses faiblesses : les intellectuels se détachent de la classe dominante pour s'unir à elle plus intimement, pour être une vraie superstructure, et non seulement un élément inorganique et indistinct de la structure économique¹. »

Il va de soi que si les intellectuels sont relativement autonomes par rapport aux classes sociales, le rapport qu'ils entretiendront avec la structure économique est aussi médiatisé. Entre les intellectuels et la structure économique interviendront deux décentrement : l'un exercé par les classes sociales, l'autre par les organisations dans lesquelles ils œuvrent. Ainsi, si l'étude de la structure économique peut donner un cadre général pour analyser la place et la fonction des intellectuels dans la société, cette analyse relèvera cependant directement de l'étude des classes sociales et des organisations existantes dans les sociétés civile et politique.

La hiérarchisation des intellectuels.

[Retour à la table des matières](#)

Dans ses analyses, Gramsci part le plus souvent de la définition la plus intégrale et la plus exhaustive et, par la suite, la précise et la nuance. Dans la définition exhaustive de l'intellectuel, nous percevons l'ombre de Lénine derrière la pensée de Gramsci : Lénine - le *savant* ou le producteur d'un nouveau savoir, *l'éducateur* du prolétariat par ses discours, ses pamphlets ou, plus simplement, par son travail de militant, *l'organisateur* de l'hégémonie du prolétariat sur les paysans et *l'organi-*

¹ Mach., p. 352.

sateur, comme chef d'État, de la coercition de la classe ouvrière sur la bourgeoisie - Lénine est le modèle de l'intellectuel intégral pour Gramsci.

Mais tous les intellectuels ne sont pas des Lénine. Les distinctions entre les quatre types d'intellectuels (chercheur, éducateur, organisateur d'hégémonie et organisateur de coercition), si elles ne doivent pas être poussées à l'absolu - ce qui reviendrait à nier le caractère commun de leurs fonctions - sont cependant importantes et doivent être judicieusement utilisées dans l'analyse. Ainsi la distinction très féconde, de Bon et Burnier, entre les technocrates et les techniciens, se fonde sur l'hypothèse que, durant la seconde moitié du XXe siècle, ceux-là exerceraient surtout le pouvoir tandis que ceux-ci auraient surtout une fonction de savoir¹. Il faut aussi être capable de dégager la hiérarchie qui relie - au sein d'une structure sociale historiquement déterminée - ces différents types d'intellectuels. Les technocrates, par exemple, auront une fonction intellectuelle plus importante que les techniciens, et seront donc liés plus étroitement à la bourgeoisie que les techniciens. Le lien organique des techniciens est d'ailleurs si lâche comparé à celui des technocrates que certains, extrapolant une tendance réelle, mais encore très isolée, ont pu affirmer que les techniciens constituaient une nouvelle classe ouvrière² ! Il faut enfin dégager la hiérarchie articulant les intellectuels d'un même type. Ainsi, dans le système d'éducation, il existe des différences appréciables entre les professeurs d'université et les instituteurs : ceux-ci, étant beaucoup plus près des masses populaires, peuvent facilement, durant les périodes révolutionnaires, basculer vers les forces progressistes tandis que la majorité de ceux-là accentueront leurs tendances réactionnaires.

De même que tout intellectuel n'est pas Lénine, tout individu faisant partie d'une organisation exerçant des fonctions intellectuelles n'est pas pour cela un intellectuel.

« En effet, même du point de vue intrinsèque, il faut distinguer dans l'activité intellectuelle différents degrés qui, à certains moments d'opposition extrême, donnent une différence qualitative...³ »

Gramsci, après avoir rejeté la méthode qui définit les intellectuels par opposition aux manuels, ne la réintègre-t-il pas par la suite ? Gramsci serait-il en contradiction avec lui-même ? Il le semble à première vue. Mais si nous analysons les exemples qu'il nous donne, nous remarquons que ce « point de vue intrinsèque » ne se fonde pas sur la distinction intellectuel-manuel, mais uniquement sur la *fonction* que doivent exercer les individus pour être des intellectuels. Dans les organisations militaire et administrative, en fait dans presque toutes les organisations exerçant les fonctions d'hégémonie et de domination, existent une variété d'emplois de pure exécution où ne s'accomplit aucune fonction d'organisation, d'éducation ou de recherche. Le simple soldat, même s'il fait partie d'un organisme de coercition, ne s'acquitte d'aucune fonction d'organisation, et n'est donc pas un intellectuel. Le gratte-papier d'une administration gouvernementale, dont la tâche consiste à remplir des formulaires, n'accomplit, lui non plus, aucune fonction intellectuelle : il n'est pas un intellectuel. Mais le militant d'un parti, lui, exerce une fonction intellectuelle ; tous les militants d'un parti sont des intellectuels. Il y a une différence essentielle entre le

¹ Bon et Burnier, op. cit.

² Voir, entre autres : Mallet, Serge, *La nouvelle classe ouvrière*. Seuil, 1963.

³ I., p. 10; O.C., p. 437.

gratte-papier qui travaille pour l'État afin de nourrir sa famille et l'ouvrier qui adhère volontairement à un parti afin de lutter pour imposer à la société les intérêts politiques de la classe ouvrière. En tant que membre du parti, il a une fonction de direction et d'organisation, une fonction éducative et intellectuelle auprès de la classe dont le parti est l'avant-garde. (Comme le bourgeois n'était pas membre du Parti des Modérés en tant que bourgeois, de la même façon l'ouvrier n'est pas membre du parti en tant qu'ouvrier, mais en tant qu'intellectuel. Il n'est pas membre du parti pour défendre son salaire et ses conditions de travail dans l'entreprise qui l'emploie, ni même pour défendre les intérêts économico-corporatifs de sa classe - les syndicats existent pour remplir cet objectif - mais afin de lutter pour l'ensemble des intérêts que sa classe représente. Le même individu peut ainsi accomplir dans la société deux fonctions : d'un côté, par exemple, être créateur de plus-value, de l'autre, intellectuel organique de la classe ouvrière.) Évidemment, il faut, ici aussi, considérer des degrés dans les qualifications intellectuelles des membres du parti. Mais même le plus modeste militant de la plus modeste cellule a une fonction d'éducateur auprès des individus de sa classe qui ne sont pas membres du parti. Remarquons que l'affirmation que tous les membres d'un parti sont des intellectuels s'applique surtout aux partis de type léniniste, mais elle peut, avec des nuances importantes, englober les partis de type traditionnel.

*
**

Marx, lui aussi, avait distingué les intellectuels bourgeois des capitalistes proprement dits :

« Elle (la division du travail, J.-M. P.) se manifeste sous forme de division entre le travail intellectuel et le travail manuel, si bien que nous aurons deux catégories d'individus à l'intérieur de cette même classe. Les uns seront les penseurs de cette classe (les idéologues qui réfléchissent et tirent leur substance principale de l'élaboration de l'illusion que cette classe se fait sur elle-même), tandis que les autres auront une attitude passive et plus réceptive en face de ces pensées et de ces illusions, parce qu'ils sont dans la réalité les membres actifs de cette classe et qu'ils ont moins le temps pour se faire des illusions et des idées sur leurs propres personnes. A l'intérieur de cette classe, cette scission peut même aboutir à une certaine opposition et à une certaine hostilité des deux parties en présence, Mais dès que survient un conflit politique où la classe tout entière est menacée, cette opposition tombe d'elle-même, tandis que l'on voit s'envoler l'illusion que les idées dominantes ne seraient pas les idées de la classe dominante et qu'elles auraient un pouvoir distinct du pouvoir de cette classe ¹. »

Malgré certaines ressemblances, on remarque tout de suite les différences importantes dans la façon de poser le problème des intellectuels. Pour Marx, la définition de l'intellectuel se fonde sur la distinction entre le travail manuel et le travail intellectuel. Gramsci récuse précisément la validité de cette distinction pour définir l'intellectuel par sa place et sa fonction dans les rapports de production. Le premier réduit l'extension du concept aux fabricateurs d'idéologie ; le second l'étend pour englober organisateurs et penseurs. L'un distingue intellectuels et capitalistes comme membres d'une même classe ; l'autre définit les intellectuels comme une *couche* organiquement reliée à la bourgeoisie. Pour Gramsci, l'idéologie est avant tout con-

¹ Marx Karl, *L'Idéologie allemande*. Paris, éd. Sociales, 1956, pp. 75-76.

naissance, même si elle peut impliquer, selon son support de classe, une certaine auto-illusion et une certaine mystification ; pour Marx, elle est essentiellement illusion et mystification. Si celui-ci semble accorder peu d'importance aux intellectuels par rapport aux « membres actifs » d'une classe, celui-là, comme nous l'avons vu, accorde une importance déterminante à la fonction des intellectuels.

Ainsi Gramsci, en définissant la catégorie des intellectuels par la *place* et la *fonction* qu'ils occupent au sein d'une structure sociale historiquement déterminée, donne une extension très grande à un concept qu'on réservait habituellement pour désigner les grands intellectuels. Mais par cette extension et cette compréhension du concept d'intellectuel, il apporte un instrument d'analyse fécond qui est appelé à renouveler des secteurs importants de la pensée marxiste concernant le politique et l'idéologique. Gramsci était d'ailleurs conscient de cet apport ¹.

¹ Voir à ce sujet la lettre de Gramsci à sa belle-sœur Tatiana du 7 septembre 1931: *Lettere*, pp. 479-483 ; *Lettres*, pp. 211-215.

Chapitre II

L'intellectuel traditionnel

[Retour à la table des matières](#)

Antonio Gramsci ne définit jamais de façon précise et définitive le sens et les limites du concept d'intellectuel traditionnel. Pourtant, il accorde une très grande importance à la distinction entre intellectuel organique et intellectuel traditionnel :

« Le point central du problème demeure, dit-il, la distinction entre intellectuels en tant que catégorie organique de chaque groupe social fondamental et intellectuels en tant que catégorie traditionnelle ; distinction qui fait naître toute une série de problèmes et de recherches théoriques possibles ¹. »

ou encore :

« La formation des intellectuels traditionnels est le problème historique le plus intéressant ². »

Pour réussir à définir l'intellectuel traditionnel, nous devons tenter de dégager cette distinction de l'ensemble des analyses parcellaires qui la contiennent. Ce qui n'ira pas sans difficultés car nous devons dégager une définition *cohérente* qui rende compte de la majorité des analyses appliquées de Gramsci. Nous commencerons ce

¹ I., p. 11 ; O.C., p. 439.

² I., p. 13 ; O.C., p. 441.

travail par l'étude du rapport impliqué par les différentes révolutions bourgeoises entre l'intellectuel traditionnel et l'intellectuel organique. En effet, ce rapport apparaît le plus clairement durant les périodes révolutionnaires, la société perdant ces mécanismes qui entravaient jusqu'alors, et plus ou moins efficacement, la lutte des classes sociales et de leurs représentants, les intellectuels.

Les révolutions bourgeoises et les intellectuels traditionnels.

[Retour à la table des matières](#)

Chaque groupe social essentiel, dit Gramsci,

« au moment où il émerge à la surface de l'histoire, venant de la précédente structure économique dont il exprime un de ses développements, a trouvé, du moins dans l'histoire telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à ce jour, des catégories d'intellectuels qui existaient avant lui et qui, de plus, apparaissaient comme les représentants d'une continuité historique que n'avaient même pas interrompue les changements les plus compliqués et les plus radicaux des formes sociales et politiques ¹. »

Ainsi la bourgeoisie, qui par le mercantilisme naît et se développe dans les pores de la société féodale, détruit peu à peu - selon des modalités variant avec les conditions concrètes des différents pays - la structure féodale et fonde progressivement le mode de production capitaliste. Or dans cette œuvre de destruction et de construction, la bourgeoisie trouve devant elle, en plus de la classe des aristocrates, les clercs qui se posent idéologiquement comme indépendants des classes sociales et comme représentants d'une continuité historique prenant origine dans le Christ. Malgré leurs prétentions idéologiques à l'universalité, les clercs ne sont pas indépendants des classes sociales : ils sont les intellectuels organiques de l'aristocratie foncière. Pendant tout le Moyen Âge, ils ont exercé, au profit de cette aristocratie, la fonction hégémonique dans la société civile en contrôlant les moyens d'éducation, de recherche et de diffusion. Ils partageaient aussi avec cette aristocratie l'exercice de la propriété féodale et les privilèges d'État qui y étaient rattachés. D'ailleurs, ce pouvoir hégémonique doublé d'un pouvoir économique entraîne, avec le renforcement du pouvoir monarchique et la constitution d'une noblesse de robe, des luttes entre le pouvoir des monarques et le pouvoir des clercs, luttes qui déchirèrent le Moyen Âge durant de longues périodes.

Ainsi cette auto-définition des clercs comme indépendants des classes sociales masque une origine de classe (ils sont durant le Moyen Âge les intellectuels organiques de l'aristocratie foncière) et une position de classe qui variera avec les époques historiques (durant le Moyen Âge, ils auront une position de classe aristocratique mais, après avoir traversé plusieurs crises graves, ils s'aligneront progressivement sur les positions de la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie). Cette auto-définition,

¹ I., p. 4 ; O.C., pp. 430-431.

pour être fausse, n'est cependant pas sans valeur politique : elle donne aux clercs un sentiment de solidarité de caste et une grande cohésion ; elle les entraîne à se donner des organisations relativement indépendantes des classes dominantes ; elle justifie - et permet par l'autonomie de ses organisations - la défense de ses intérêts de caste vis-à-vis des classes dominantes et, quelquefois, cette défense les entraîne à s'opposer violemment à certaine décision de ces classes ; enfin, elle sert à mystifier les classes sur lesquelles ils exercent leur hégémonie en masquant les positions de classe qu'ils défendent.

« Un des traits caractéristiques les plus importants de chaque groupe qui cherche à atteindre le pouvoir est, dit Gramsci, la lutte qu'il mène pour assimiler et conquérir « idéologiquement » les intellectuels traditionnels, assimilation et conquête qui sont d'autant plus rapides et efficaces que ce groupe donné a davantage modifié, en même temps, ses intellectuels organiques ¹. »

Les modalités de cette lutte que la bourgeoisie mènera pour assujettir, sinon pour assimiler, les clercs variera avec les différentes nations.

En France, en 1789, la bourgeoisie apparaît comme classe politique dirigeante tout en étant pourvue des différentes couches intellectuelles nécessaires à l'exercice des fonctions d'organisation et de direction dans les domaines culturel et économique et des fonctions d'hégémonie et de domination dans le domaine politique. La force de ces couches intellectuelles entraînera la bourgeoisie, non pas surtout à essayer d'assimiler les clercs, mais à tenter de les détruire. La période jacobine marquera l'apogée des mesures anti-cléricales : établissement du calendrier décadaire, des fêtes civiles et du culte de l'Être suprême ; nationalisation des biens cléricaux, fermeture des églises, expulsion des prêtres réfractaires, etc. Il faudra attendre Napoléon pour que s'établisse un certain compromis entre la classe dirigeante et le clergé.

En Angleterre, le développement de la bourgeoisie est bien différent. Elle réussit à former des intellectuels organiques au niveau économique, mais elle ne parvint pas à élaborer, au niveau de l'hégémonie et de la domination, des catégories intellectuelles assez puissantes pour exercer les fonctions politiques qui lui revenaient par sa suprématie économique. Par une série de compromis progressifs, et qui n'allèrent pas sans luttes, elle assimila à l'appareil d'État la vieille classe terrienne. En lui enlevant sa base économique, elle força celle-ci à jouer le rôle d'« intellectuels traditionnels » et, progressivement, a devenir les commis politiques de la bourgeoisie. Par un processus semblable, elle obligea peu à peu le clergé, qui conserva l'hégémonie dans la société civile, à accepter ses positions de classe.

Gramsci ne s'appesantira pas sur les révolutions bourgeoises en France et en Angleterre. Il les signale au passage comme exemples et comme hypothèses sommaires de recherche, et non pas comme affirmation de fait ². Mais il accordera plus d'importance, dans ses analyses, à l'étude des luttes de la bourgeoisie italienne pour

¹ I., p. 7 ; O.C., p. 434.

² Nicos Poulantzas développe de façon plus détaillée les analyses que Marx et Engels avaient esquissées sur les révolutions bourgeoises en Allemagne, en Angleterre et en France. Il les développe cependant non dans une perspective gramscienne, mais dans une perspective althussérienne. Cf. son livre *Pouvoir politique et classes sociales* et, plus particulièrement, la partie intitulée « Sur les modèles de la révolution bourgeoise », pp. 181-198.

instaurer son pouvoir politique et réaliser l'unité du pays. Nous examinerons rapidement la problématique qui permet à l'auteur d'expliquer ces luttes.

La classe bourgeoise italienne apparaît vers le XI^e siècle et se développe de façon plus précoce et plus puissante que toutes les autres bourgeoisies étrangères. Par le mouvement des Communes, elle réussit - ce que la bourgeoisie française n'accomplit que beaucoup plus tard - à renverser la domination politique des aristocrates. Mais si la bourgeoisie française sut s'allier la paysannerie pour lutter contre l'aristocratie et le pouvoir hégémonique du clergé, la bourgeoisie italienne ne sut pas dépasser ses intérêts économico-corporatifs pour instaurer des superstructures politiques et idéologiques correspondant à ses intérêts économiques. Elle ne sut pas constituer une structure politique unitaire (le pays demeura divisé en Communes) et les cadres d'une culture unitaire (parcellisation du pays en dialectes et en cultures hétérogènes). Elle ne gouverna que par la coercition politique et économique. Entre autres mesures de violence, elle rejeta sur le peuple les charges fiscales par l'institution de l'impôt sur la consommation.

Pour que la bourgeoisie communale eût pu réussir à instaurer son hégémonie sur le peuple italien, il aurait fallu qu'elle élabore des couches d'intellectuels organiques. Mais elle ne réussit pas et se trouva démunie face aux intellectuels traditionnels, c'est-à-dire aux clercs qui étaient les intellectuels organiques de l'aristocratie. Cette impuissance à constituer ses propres couches d'intellectuels organiques ou, tout au moins, à assimiler les intellectuels traditionnels entraîna la constitution de Principautés par l'aristocratie.

Le pouvoir du clergé fut particulièrement important en Italie. D'une part, contrôlant politiquement une partie du territoire italien, il s'opposa à toutes les tentatives d'unification de crainte de perdre le contrôle de son État. D'autre part, il exerçait une hégémonie internationale qui avait pris racine dans l'Empire romain et qui correspondait aux intérêts économiques de l'aristocratie, intérêts qui n'avaient pas un caractère national, si on entend nation dans le sens précis du mot, dans son sens bourgeois.

La lutte hégémonique du clergé contre la bourgeoisie italienne était orientée de façon à empêcher celle-ci de se constituer des couches d'intellectuels organiques. Négativement, elle contraignait à l'émigration les intellectuels qui ne voulaient pas se soumettre à sa discipline et, par conséquent, renforçait indirectement les bourgeoisies nationales des autres pays. Positivement, elle intégrait les intellectuels d'origine bourgeoise à son organisation et préparait ainsi le personnel pour la communauté catholique internationale. Par ces deux moyens, elle « dé-nationalisait » les intellectuels italiens d'origine bourgeoise, elle créait, dit Gramsci, des intellectuels cosmopolites. Alors que les bourgeoisies française et anglaise réussissaient à soumettre les clercs dans leurs pays respectifs, les intellectuels traditionnels italiens intégraient ou exilaient les intellectuels qui auraient dû devenir les commis de la bourgeoisie italienne.

Il faudra attendre le mouvement du Risorgimento pour que la bourgeoisie réussisse peu à peu à se constituer des intellectuels organiques. D'ailleurs, la Révolution française et les guerres de Napoléon, en affaiblissant la papauté, aidèrent beaucoup la bourgeoisie à accomplir cette tâche. La constitution de la nation italienne par l'unification du pays ne se produisit que près d'un siècle après la Révolution française. Le

pouvoir des intellectuels traditionnels en Italie fut, selon Gramsci, une des principales raisons de ce retard.

Ces quelques exemples schématiques peuvent illustrer l'importance que l'auteur accorde au concept d'intellectuel traditionnel pour analyser les luttes politiques marquant le passage d'un mode de production à un autre. Mais il utilise aussi ce concept pour désigner, au sein même d'un mode de production, les intellectuels reliés à des classes qui sont, par l'évolution même du mode de production, dans une phase descendante, dans une phase où elles perdent progressivement leur poids économique et politique. Nous examinerons rapidement ce deuxième emploi du concept d'intellectuel traditionnel.

Les intellectuels traditionnels au sein d'un mode de production.

[Retour à la table des matières](#)

« Les intellectuels de type rural sont, dit Gramsci, en grande partie « traditionnels » c'est-à-dire liés à la masse sociale paysanne et petite-bourgeoise des villes (surtout des centres mineurs) qui n'a pas encore été transformée et mise en mouvement par le système capitaliste...
1 »

Gramsci oppose ces intellectuels produits par la petite-bourgeoisie rurale aux intellectuels produits par la petite-bourgeoisie urbaine. Ces derniers sont les techniciens de l'industrie et, en tant que tels, les intellectuels organiques de la bourgeoisie industrielle.

Les intellectuels de la petite-bourgeoisie rurale, c'est-à-dire les médecins, avocats, notaires... constituaient au début du capitalisme les intellectuels organiques de la bourgeoisie mercantiliste et manufacturière. Mais avec l'avènement de l'industrie moderne, ils perdent leur primauté en étant remplacés par les techniciens.

Ils occuperont maintenant une position intermédiaire dans la société, situés entre la masse paysanne dont ils pourraient devenir les intellectuels organiques (la classe des manufacturiers et des commerçants ayant maintenant une assiette sociale trop réduite pour servir de support à ces intellectuels) et la bourgeoisie industrielle qui cherchera à se les attacher en leur octroyant des faveurs. Toute la politique de Giolitti consista à empêcher le ralliement de ces intellectuels traditionnels à la paysannerie. D'une part, il favorisa l'incorporation à titre personnel - et non pas en tant que représentants d'une classe - des intellectuels traditionnels au personnel dirigeant de l'État en leur accordant des privilèges légaux, financiers, bureaucratiques, etc. D'autre part, il réprima violemment tous les mouvements spontanés de révolte paysanne.

¹ I., p. 11 ; O.C., p. 438.

Ceux-ci étaient d'ailleurs condamnés à l'échec n'ayant pas d'intellectuels pour leur donner un caractère permanent.

Gramsci rattache ainsi la distinction entre intellectuel traditionnel et intellectuel organique à l'étude du problème que pose à l'unification du pays la division entre le Sud et le Nord. Le Sud, région essentiellement agricole, produit des intellectuels traditionnels tandis que le Nord, région industrialisée, produit les intellectuels organiques de la bourgeoisie. Pour s'emparer de l'État et assurer l'unification économique, politique et culturelle du pays, le prolétariat du Nord devra au préalable, comme nous le verrons plus loin, assimiler ou s'attacher les intellectuels traditionnels du Sud. Le concept d'intellectuel traditionnel est donc fondamental, dans la perspective gramscienne, pour l'étude du Mezzogiorno.

Gramsci emploie aussi le concept d'intellectuel traditionnel pour désigner les philosophes idéalistes. Ils se posent comme indépendants des classes sociales et comme représentants d'une continuité historique remontant à Platon. Croce est le représentant typique de cette catégorie d'intellectuels.

Mais cette auto-définition d'autonomie de Croce masque en réalité une position de classe : il est l'idéologue du libéralisme italien et le maître des intellectuels libéraux de son pays. Si Croce accepta quelquefois des fonctions directement politiques, ce fut à contre-cœur et pour peu de temps : il préférerait travailler dans des cercles culturels plus autonomes par rapport à la bourgeoisie -ce qui justifiait à ses yeux sa prétention à l'indépendance.

Il faut aussi remarquer que l'idéalisme de type crocéen était un mouvement culturel du Sud qui s'opposait aux mouvements culturels positiviste et futuriste du Nord. La bourgeoisie rurale du Sud produisait donc deux couches d'intellectuels traditionnels : les « notables » qui seront intégrés par la bourgeoisie à son appareil d'État et les « penseurs » qui seront intégrés par la bourgeoisie, sinon au niveau de l'organisation, du moins au niveau de leur position de classe.

Les intellectuels du prolétariat occupent une position spéciale au sein du mode de production capitaliste par le fait que la classe ouvrière est produite par le mode de production capitaliste et qu'elle est appelée à détruire ce mode de production pour instaurer le communisme.

Les notables et les idéalistes produits par la petite-bourgeoisie rurale ainsi que les clercs issus de l'organisation catholique représentent par rapport aux intellectuels du prolétariat des intellectuels traditionnels. Cela est clair : le prolétariat est dans une phase ascendante tandis que la petite-bourgeoisie rurale perd progressivement sa puissance et que l'aristocratie proprement dite n'existe plus.

Les techniciens - qui sont les intellectuels organiques de la bourgeoisie - sont par rapport aux intellectuels du prolétariat *tendanciellement* traditionnels. Tant que la bourgeoisie est dans une phase ascendante, on ne peut dire que ses intellectuels organiques sont traditionnels par rapport à ceux du prolétariat. Mais dès que la bourgeoisie perd son rôle progressif, ils le deviennent. La possibilité de cette tendance est fondée sur les caractéristiques mêmes qui distinguent l'intellectuel du prolétariat de celui de la bourgeoisie. Si celui-ci n'est qu'un technicien, l'intellectuel du prolétariat possède une conception du monde, le marxisme, qui se fonde sur le travail en tant qu'élément d'une activité pratique générale qui transforme perpé-

tuellement le monde physique et social. L'intellectuel du prolétariat, de la technique-travail « parvient à la techniquescience et à la conception humaniste historique, sans laquelle on reste un « spécialiste » et l'on ne devient pas un « dirigeant » (spécialiste + politique) »¹.

Aussi une lutte s'instaure entre la bourgeoisie et le prolétariat pour assimiler les intellectuels traditionnels. Tant que la bourgeoisie joue un rôle progressif dans la société, elle peut - par les positions que son contrôle sur l'ensemble de la société permet d'offrir aux intellectuels traditionnels - plus facilement que le prolétariat assimiler les intellectuels traditionnels et exercer ainsi son hégémonie sur la société. Les intellectuels de la classe historiquement progressive exercent, dit Gramsci,

« un tel pouvoir d'attraction qu'ils finissent, en dernière analyse, par subordonner à eux les intellectuels des autres groupes sociaux et par conséquent par créer un système de solidarité entre tous les intellectuels, avec des liens d'ordre psychologique (vanité, etc.) et souvent de caste (technico-juridiques, corporatifs, etc.) »².

Et l'auteur ajoute

« Cela se manifeste « spontanément » dans les périodes historiques où un groupe social donné est réellement progressif, c'est-à-dire lorsqu'il fait avancer réellement la société tout entière, en satisfaisant non seulement aux exigences de son existence même, mais en augmentant continuellement le nombre de ses cadres, pour s'emparer progressivement de nouvelles sphères de l'activité économique-productive »³.

Le caractère progressif d'une classe est ainsi défini par sa capacité à accroître les forces productives et à élargir ses cadres d'intellectuels organiques. Gramsci s'inspire ici du passage où Marx dit :

« Jamais une société n'expire, avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place, avant que les conditions matérielles de leur existence se soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées, ou sont en voie de se créer »⁴.

Mais lorsque la bourgeoisie devient une entrave au développement de la société, les intellectuels traditionnels tendent progressivement à se détacher d'elle et à se rallier à la classe ouvrière. La bourgeoisie perdra par conséquent son hégémonie sur la société et tendra à la remplacer uniquement par la coercition : le bloc idéologique se défait peu à peu, et le consentement accordé spontanément par les masses à la direction de la bourgeoisie doit être remplacé par la contrainte « de ses formes plus

¹ I., p. 7 ; O.C., p. 434.

² R., p. 71 ; O.C., p. 346.

³ Id.

⁴ Marx Karl, *Avant-propos à la Critique de l'économie politique* (1859). Paris, La Pléiade, p. 273.

ou moins larvées et indirectes jusqu'aux véritables mesures policières et aux coups d'État »¹. Il ne faut pas toutefois tomber dans une interprétation « économiste » : le prolétariat prépare cette crise en constituant progressivement ses intellectuels organiques et en détachant peu à peu les intellectuels traditionnels et même « antagonistes » de l'influence de la bourgeoisie.

*
**

Bon et Burnier démontrent, faits à l'appui, que les notables durant toute la IIIe République ont exercé la fonction d'intellectuels organiques de la bourgeoisie². C'est seulement depuis la dernière grande guerre qu'ils sont progressivement remplacés par les technocrates et les techniciens. Aussi, en démontrant la non-validité de la distinction gramscienne, pour la même époque, entre notables (intellectuels traditionnels) et techniciens (intellectuels organiques) récusent-ils la valeur opératoire du concept d'intellectuel traditionnel.

Remarquons que Gramsci devait sentir obscurément les difficultés que posait cette distinction. Dans un des rares passages où il qualifie les notables de traditionnels, il mettra ce qualificatif entre guillemets³. D'ailleurs les notables, à l'époque où Gramsci les étudie, possèdent des attributs contradictoires, du moins en Italie. D'une part, ils proviennent de la région la moins industrialisée de l'Italie, le Sud et, par rapport aux techniciens liés aux industries les plus modernes, ils se rattachent à des formes archaïques d'industrialisation. D'autre part, ils sont vraiment des intellectuels organiques puisqu'ils exercent des fonctions politiques au service de la bourgeoisie : ce que Gramsci reconnaît indirectement lorsqu'il affirme que les techniciens n'exercent aucun rôle politique.

Cette distinction est si peu claire pour l'auteur qu'à chaque fois qu'il tente de définir « l'homme nouveau », l'intellectuel organique du prolétariat, il le définira non par rapport aux intellectuels organiques de la bourgeoisie, mais par rapport aux notables⁴ !

Nous pourrions faire des commentaires similaires sur sa distinction entre les idéalistes de type crocéen (intellectuels traditionnels) et les positivistes (intellectuels organiques). D'ailleurs Gramsci affirme fréquemment que Croce est le plus illustre représentant de la pensée bourgeoise de l'époque, la pensée libérale. Croce possédait en fait les mêmes caractéristiques ambiguës que les notables de l'époque. L'idéologie qu'il symbolisait sera remplacée par l'idéologie technocratique avec la substitution des technocrates aux notables.

Gramsci a perçu obscurément une tendance qui ne se confirmera que dans la deuxième moitié du XXe siècle et, plus précisément, après la seconde guerre mondiale. C'est l'industrialisation, dit-il, qui entraînera en Italie la prédominance des techniciens sur les notables.

¹ R., p. 72; O.C., p. 347.

² Bon et Burnier, *Les nouveaux intellectuels*. Paris, Cujas, 1966.

³ I., p. 11; O.C., p. 438.

⁴ Entre autres: I., p. 7 ; O.C., p. 434.

« L'industrie a introduit un nouveau type d'intellectuel: l'organisateur technique, le spécialiste de la science appliquée. Dans les sociétés où les forces économiques capitalistes se sont développées, jusqu'à absorber la plus grande partie de l'activité nationale, c'est ce second type d'intellectuel qui a prévalu avec toutes ses caractéristiques d'ordre et de discipline intellectuels. Au contraire, dans les pays où l'agriculture exerce un rôle important ou tout simplement prépondérant, le vieux type d'intellectuel domine tant l'activité nationale (il constitue la plus grande partie du personnel de l'État) que l'activité locale (dans le village ou le bourg rural, il exerce la fonction d'intermédiaire entre le paysan et l'administration centrale)¹. »

Mais Gramsci n'a pu pressentir que les techniciens du début du siècle se diviseraient en deux branches : les techniciens exerçant une fonction de savoir et les technocrates (remplaçant les notables comme intellectuels organiques de la bourgeoisie), une fonction de pouvoir. De même, il n'a pu prévoir que cette division des techniciens et des technocrates s'appuierait sur une mutation du système capitaliste qui engendrerait le néo-capitalisme.

Quelles que soient les obscurités et les lacunes de l'application aux notables et aux techniciens de la distinction entre traditionnel et organique, la valeur de celle-ci ne saurait, selon nous, être remise en question par les insuffisances de celle-là.

Bon et Burnier disent eux-mêmes :

« L'émergence des deux nouveaux types d'intellectuels de la société industrielle, technocrates et techniciens, ne supprime pas les anciennes couches intellectuelles. Celles-ci subsistent dans un cadre social différent. Leur rôle se modifie. Les intellectuels libéraux sont progressivement chassés de la sphère du pouvoir social par la technocratie. Le recul de l'influence des notables, le renouvellement du personnel politique se situent dans un mouvement général qui arrache sa position dominante à une couche intellectuelle dont le sort était lié à la « classe politique » de la république parlementaire classique. Comme dans toute transformation de caractère historique, le phénomène se déroule sur tous les plans. Les intellectuels libéraux, comme le régime qui a cessé de fonctionner, sont atteints dans tous les aspects de leur statut social. L'exclusion du champ du pouvoir s'accompagne d'une perte de prestige social. Le recul de l'influence va de pair avec le déclin d'un certain nombre de valeurs². »

Ne faut-il pas un concept particulier, le concept d'intellectuel traditionnel, pour désigner « les anciennes couches intellectuelles » soumises à un tel bouleversement ?

*
**

Ainsi, en utilisant le concept d'intellectuel traditionnel pour analyser les différentes stratifications au sein d'un même mode de production, Gramsci donne une très grande extension à ce concept en l'identifiant à tous les intellectuels qui étaient ou

¹ Gramsci A., « Alcuni temi della questione meridionale » (manuscrit de 1926). Publié dans *La questione meridionale*, p. 150.

² Bon et Burnier, *Les nouveaux intellectuels*. Cujas, p. 229.

sont organiquement reliés à des classes disparues ou en voie de disparition. Seules les classes bourgeoise et ouvrière ne produisent pas d'intellectuels traditionnels, et même les intellectuels de la bourgeoisie sont, à partir d'une certaine époque historiquement déterminée, traditionnels par rapport au prolétariat. Traditionnel sert ainsi à déterminer les couches intellectuelles que la classe historiquement progressive doit assimiler pour exercer l'hégémonie sur l'ensemble des classes sociales constitutives de la société.

Le concept d'intellectuel traditionnel, désignant les intellectuels qui survivent à la disparition du mode de production dont ils sont issus, est précis. Ainsi, dans le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste, il désigne avec précision le clergé, et constitue un instrument d'analyse précieux pour étudier les luttes entre les intellectuels de la bourgeoisie et ceux de l'aristocratie.

Lorsqu'il sert à désigner les différentes stratifications sociales au sein d'un même mode de production, ce qu'il perd en précision, il le gagne en souplesse. Il ne peut être aussi précis : il doit rendre compte des strates d'intellectuels par les *tendances historiques* de leurs supports, les classes sociales. Et il va de soi que les concepts qui servent à désigner des tendances historiques ne peuvent être aussi précis que ceux qui désignent une réalité qu'on découpe dans l'instantanéité du présent. Cette souplesse, cependant, rend son maniement plus ardu.

Caractéristiques et importance de ce concept.

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons maintenant dégager et résumer ce qui caractérise les couches d'intellectuels traditionnels. 1. Elles sont constituées par les intellectuels qui étaient organiquement reliés à une classe du mode de production *antérieur*. 2. Elles sont aussi constituées par les intellectuels qui, *au sein* d'un mode de production, sont ou étaient organiquement reliés à des classes en voie de disparition ou disparues. En ce sens, le terme « traditionnel » recouvre les intellectuels qui ne sont pas organiquement reliés aux classes actuellement fondamentales. 3. L'intellectuel est dit traditionnel toujours *par rapport* à une classe progressive. Ce qui implique corrélativement que les intellectuels qui sont traditionnels par rapport aux classes fondamentales étaient ou sont, en même temps, les intellectuels organiques de classes disparues ou en voie de disparition. 4. Le concept d'intellectuel traditionnel désigne un objet vu sous l'angle historique. Il est fondé sur l'analyse des *tendances* historiques des classes sociales. Il permet de mieux comprendre le rôle des intellectuels dans une société et les différentes luttes à caractère hégémonique qu'ils dirigent. 5. Ces intellectuels secrètent une idéologie par laquelle ils se posent comme indépendants des classes sociales et comme représentants d'une continuité historique¹. 6. Cette idéologie

¹ Gramsci a cependant tort d'attribuer aux seuls intellectuels traditionnels l'illusion d'être au-dessus des classes sociales. La possibilité de cette illusion repose sur la relative autonomie des

masque leur origine de classe. 7. Elle masque aussi leur position de classe qui pourra varier avec les différentes époques historiques, mais qui sera toujours présente dans toutes leurs activités intellectuelles. 8. Cette idéologie a une efficacité politique certaine : a) elle donne aux intellectuels un sentiment de solidarité de caste et une certaine cohésion ; b) elle les pousse à se donner des organisations relativement indépendantes des classes dominantes ; c) elle justifie ce que la plus ou moins grande autonomie de leur organisation permet : la défense de leurs intérêts de caste, surtout quand cette défense les entraîne à s'opposer à certaines décisions des classes dominantes ; d) elle sert enfin, en masquant leurs positions de classe, à mystifier les classes sur lesquelles ils exercent leur hégémonie. 9. La subordination, ou mieux, l'assimilation des intellectuels traditionnels par les intellectuels organiques de la classe dominante est directement proportionnelle, d'une part, à la force des caractères *organiques* et *progressifs* de cette classe et, d'autre part, à la faiblesse de l'*organisation* des intellectuels traditionnels.

Il est compréhensible que la validité et l'importance du concept d'intellectuel traditionnel ressortent plus nettement dans les périodes de rupture révolutionnaire. Car la prise de l'État oblige alors la nouvelle classe dirigeante à réorganiser de fond en comble l'appareil d'État et l'appareil hégémonique de la société civile. Or les fonctions de domination et de direction sont exercées par les intellectuels, et ceux-ci sont - par rapport à la nouvelle classe dirigeante - en majorité traditionnels. Il s'agira pour celle-ci de les subordonner ou de les assimiler à ses intellectuels organiques, ce qui n'ira pas sans luttes. Dans la mesure où la nouvelle classe dirigeante saura utiliser avec habileté les moyens de contrainte et les instruments hégémoniques que lui confère le contrôle de l'État, dans la même mesure elle pourra assujettir ou assimiler les intellectuels traditionnels et, par conséquent, assurer son hégémonie sur les classes sociales auxquelles ces intellectuels étaient organiquement reliés.

« Ce qui tour à tour existe, dit Gramsci, c'est une combinaison variable d'ancien et de nouveau, un équilibre momentané des rapports culturels correspondant à l'équilibre des rapports sociaux. Ce n'est qu'après la création de l'État, que le problème culturel s'impose dans toute sa complexité et qu'il tend vers une solution cohérente¹. »

Le concept d'intellectuel traditionnel permet ainsi, selon Gramsci, de mieux comprendre la situation politique particulière de l'Allemagne, du XVIII^e siècle à la première grande guerre. Face à la puissance économique et politique des Junkers, représentants des vieilles classes féodales, la bourgeoisie allemande ne réussit pas à

intellectuels par rapport aux classes sociales, relative autonomie fondée, comme nous l'avons vu, sur la nécessité et la spécificité des fonctions des intellectuels, sur leur rôle critique et, enfin, sur les organisations qui les regroupent. Cette possibilité est donc commune à tous les intellectuels. Elle se réalisera selon la nature des classes sociales auxquelles ils sont reliés et la structure idéologique dans laquelle ils œuvrent. Toute l'idéologie libérale, par exemple, est constituée « par les valeurs universelles » de liberté et d'égalité formelles et abstraites (Poulantzas Nicos, « Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'État ». *Temps Modernes*, no 234 (nov. 1965), p. 873). Les rapports sociaux sont ainsi idéologiquement atomisés en monades individuelles entretenant des rapports purement extérieurs d'échange dans des conditions formelles d'égalité. L'intellectuel bourgeois se pose alors illusoirement comme un individu parmi les autres ayant la particularité de réfléchir sur sa condition de « cogito ».

Cependant, la tendance à se rattacher au passé pourrait être plus importante chez les intellectuels traditionnels que chez les intellectuels organiques : coupés du présent, il ne leur resterait que la tradition pour justifier leur existence.

¹ M.S., p. 89 ; O.C., pp. 91-92.

produire, au niveau de l'État, ses propres couches d'intellectuels organiques. Grâce à sa puissance économique croissante, elle réussit à dominer -mais non à assimiler- les Junkers, en leur laissant la fonction de couche dirigeante de l'État et en leur consentant des privilèges particuliers dans l'armée, l'administration et la propriété foncière. Ce compromis se consolida avec la montée du prolétariat : pour contrôler ce nouvel ennemi, la bourgeoisie s'appuya encore davantage sur les Junkers. Mais ce compromis empêcha pendant longtemps la bourgeoisie de constituer sa propre couche de dirigeants politiques et fut à la base des crises parlementaires continues qui dévoilaient les conflits antagonistiques que masquait le compromis.

Il arrive, dit Gramsci,

« que de nombreux intellectuels pensent être eux-mêmes l'État: croyance qui, étant donné la masse imposante de cette catégorie, a parfois des conséquences importantes et apporte de déplaisantes complications dans le groupe économique fondamental qui est *réellement* l'État ¹. »

Lorsque l'État est dirigé par des intellectuels traditionnels, cette tendance « à se croire l'État » se renforce considérablement.

Ce concept fait voir sous un éclairage nouveau les luttes que dût conduire le Parti communiste russe, après la Révolution de 17, pour s'assujettir les intellectuels traditionnels. Le Parti avait besoin de leur compétence pour faire fonctionner l'appareil militaire, la bureaucratie et les entreprises. Il fallait, soit par la persuasion, soit par la *contrainte*, entraîner ces intellectuels à travailler contre tout ce qu'ils avaient défendu auparavant. Ce concept nous permet de mieux évaluer le dosage de contrainte et de persuasion que l'État employait. Il nous permet de mieux comprendre la signification politique des Commissaires qui devaient guider et surveiller les intellectuels traditionnels dans les différents rouages de la société. Il nous permet de voir pourquoi le Parti éleva un « rideau » pour empêcher ces intellectuels de fuir à l'étranger. Il nous permet d'évaluer la composition des différents organismes où le Parti essayait d'équilibrer le poids des intellectuels traditionnels par la présence de ses propres intellectuels. Il nous permet aussi de mieux juger l'appareil policier installé pour réprimer toutes velléités « réactionnaires » de la part de ces intellectuels. Mais il ne s'agissait pas seulement de prendre les moyens nécessaires pour utiliser ces compétences, il s'agissait aussi de les assimiler de façon à ce que le Parti étende son hégémonie sur les classes auxquelles ces intellectuels étaient organiquement reliés. Et cette dernière tâche est la plus longue et la plus difficile. La contrainte ici n'est pas efficace, il s'agit de persuasion. Remarquons que le besoin urgent de compétences satisfait par des moyens de contrainte ou de persuasion peut entrer en conflit avec l'objectif à long terme, l'assimilation des intellectuels qui, elle, ne peut être favorisée par des moyens de coercition.

Si ce concept nous permet de mieux comprendre le processus révolutionnaire, il est aussi l'indice d'un problème non encore complètement résolu par la pensée marxiste. Comment expliquer la « survivance » des intellectuels après la disparition complète des classes sociales qui leur servaient de support ? Comment expliquer que le clergé survit à la disparition complète de la classe des aristocrates ? Comment

¹ I., p. 12 ; O.C., p. 440.

expliquer cette très grande autonomie historique des intellectuels par rapport aux structures économiques et politiques ? Si le prolétariat italien prenait le pouvoir demain, il aurait à assimiler les intellectuels organiques de la bourgeoisie, les intellectuels produits par la petite-bourgeoisie rurale et le clergé !

La survivance des idéologies passées a été, sinon expliquée, du moins clairement entrevue par Mao Tsé-Toung. Il a mis l'accent sur les inégalités de développement entre les niveaux économique, politique et idéologique, et il a clairement affirmé que la révolution aux deux premiers niveaux n'entraînait pas nécessairement la révolution au niveau idéologique. Longtemps après la suppression des bases économique et politique des classes sociales dans les pays socialistes, la lutte des classes se poursuivra au niveau idéologique. Il faudra des générations et des générations, dit-il, avant que les vestiges idéologiques des classes bourgeoise et féodale disparaissent des pays socialistes. Ce facteur idéologique est si important qu'il peut, selon Mao, entraîner la formation d'une nouvelle classe bureaucratique et réactionnaire comme en Russie et même conduire à la restauration du système capitaliste comme cela s'est produit, dit-il, en Yougoslavie. La « Révolution culturelle » est ainsi une tentative planifiée pour transformer les intellectuels chinois de plus en plus influencés par l'idéologie bourgeoise et un essai pour élever la conscience des masses, en s'appuyant, du moins au début, sur les éléments les plus « intransigeants » de la société, les gardes rouges ¹. Quoi que nous puissions penser des thèses maoïstes, il faut admettre que, de tous les chefs d'État marxistes, Mao est celui qui a affirmé le plus clairement le poids spécifique et essentiel de l'idéologie dans les structures sociales.

Si Gramsci n'apporte pas une réponse complète au problème de la survivance des idéologies, il nous donne cependant des éléments de solution. Le clergé a survécu, dit-il, à cause de la puissance de son organisation et parce qu'il s'est adapté « moléculairement » à la société bourgeoise. Le clergé a passé d'une position de classe aristocratique à une position de classe bourgeoise et il s'est transformé profondément au niveau de l'organisation et de l'idéologie, mais il l'a fait progressivement, lentement, prudemment. Même si sa puissance n'est plus comparable à celle qu'il possédait au Moyen Âge, sa démarche prudente lui a permis de traverser l'hérésie protestante, de conserver une grande partie de son « troupeau » et de sauvegarder ainsi un pouvoir toujours imposant. Si la bourgeoisie n'a pas réussi à assimiler le clergé, elle a cependant su se l'attacher.

Traditionnellement, les marxistes étaient portés à rechercher l'explication des survivances idéologiques, soit dans les vestiges économiques ou politiques du mode de production antérieur, soit dans les idéologies elles-mêmes. Gramsci nous détourne de cette voie en nous enseignant que les intellectuels sont, d'une part ceux qui élaborent et diffusent les idéologies et, d'autre part, ceux qui donnent aux classes sociales homogénéité et conscience de leur place et de leur fonction dans la société. Ne vaudrait-il pas mieux chercher la cause de cette survivance des idéologies du côté du poids spécifique des intellectuels traditionnels et des organisations plus ou moins autonomes qu'ils tendent à se donner ? C'est une voie qui pourrait se révéler fructueuse.

¹ A ce sujet voir Baby Jean, « Défense et illustration de la révolution culturelle », *Le Monde*, 1er novembre 1967.

Chapitre III

Le parti

[Retour à la table des matières](#)

Quelle est l'organisation d'intellectuels la plus *organiquement* reliée à une classe sociale ? Quelle est l'organisation d'intellectuels la plus apte à donner à une classe sociale conscience de sa place et de sa fonction dans une société ? Quelle est celle qui peut le plus facilement transformer les rapports culturels existants ? Quelle est la plus apte à assurer l'hégémonie d'une classe sociale sur une autre ? La réponse s'impose d'elle-même : le parti.

Ainsi, ce n'est pas pour des raisons uniquement pratiques, mais aussi pour des raisons théoriques, que Gramsci - dirigeant du Parti communiste italien - centre ses analyses sur le parti : il est l'organisme intellectuel par excellence, celui qui concrétise le plus complètement le sens de la notion d'intellectuel : *le parti est l'intellectuel collectif*¹.

Le parti correspond tellement bien à la notion d'intellectuel qu'on pourrait croire que Gramsci a défini ce dernier par rapport et en pensant au parti. L'étude du parti serait donc la meilleure façon de comprendre la notion d'intellectuel.

Le parti n'est cependant pas la seule organisation intellectuelle. Dans plusieurs textes dispersés, Gramsci fait allusion à la multiplicité des organismes culturels. L'école, entre autres, assure la transmission de la tradition culturelle, permet l'hégémonie de la classe dominante sur les autres classes, prépare et forme - aux niveaux économique, politique et culturel - les cadres intellectuels nécessaires pour que la

¹ L'expression « intellectuel collectif » est de Togliatti.

classe dominante dirige la société, etc. Mais l'école - même si elle est une organisation culturelle très puissante - est une force de conservation. Gramsci, qui a toujours craint les conceptions anti-historiques, centrera ses analyses sur l'organisation la plus apte à transformer les rapports culturels, à former des cadres intellectuels nouveaux et à renverser l'hégémonie de la classe dominante : le parti.

Dans ce chapitre, nous définirons le parti par rapport aux classes sociales, et nous nous arrêterons à la structuration interne du parti ainsi qu'au fonctionnement de cette structure. Dans les deux chapitres suivants, nous étudierons la dialectique qui se développe entre le parti et les masses populaires.

Le parti comme représentant d'une classe.

[Retour à la table des matières](#)

La place qu'occupe une classe sociale au sein d'une société délimite, comme Lukàcs l'a montré dans *Histoire et conscience de classe*¹, une certaine fonction historique possible d'où découle la possibilité d'une certaine conception du monde. Le rôle du parti est d'actualiser ces possibilités, de rendre réel ce qui n'existe que comme potentialité plus ou moins développée au sein de la classe sociale. Le parti, en tant qu'expression nécessaire d'une classe sociale, en est aussi le guide.

Une classe, par définition, ne peut occuper différentes positions au sein d'une structure sociale. Sa fonction historique, délimitée par cette place, ne pourra donc être multiple. Aussi un seul parti exprimera de façon complète cette fonction : la vérité théorique, dit Gramsci, est que chaque classe s'exprime par un seul parti.

Mais comment concilier cette vérité avec l'observation quotidienne qui nous montre l'existence d'une multiplicité de partis ? Par une multiplicité de classes ? Pourtant, certains partis semblent défendre les intérêts d'un même groupe social et partager la même vision du monde. Comment expliquer que certains partis puissent se présenter comme les représentants d'une même classe sociale ? Ou encore, qu'un parti puisse se poser comme l'expression de plusieurs classes sociales ? Gramsci, ayant posé au point de départ le principe méthodologique que chaque parti exprime une classe sociale, essaiera par la suite de rendre compte de la multiplicité des combinaisons existant entre classes sociales et partis.

« Dans le monde moderne, dit Gramsci, on peut observer que, dans de nombreux pays, les partis organiques et fondamentaux, pour des nécessités de lutte ou pour d'autres raisons, se sont divisés en fractions, dont chacune prend le nom de « parti » et même de parti indépendant². »

¹ Lukàcs Georg, *Histoire et conscience de classe*. Paris, éd. de Minuit, 1960, 381 p.

² Mach., pp. 20-21 ; O.C., p. 208.

L'unité réelle de ces partis qui se posent comme indépendants et luttent souvent âprement entre eux repose sur leur commune défense des intérêts fondamentaux d'une même classe et sur leur commune affirmation d'une même conception du monde. Les divergences de ces partis peuvent surgir d'une évaluation différente des moyens les plus aptes à favoriser les intérêts de classe, des alliances différentes conclues avec tel ou tel groupe social pour conquérir ou conserver le pouvoir ou même se fonder sur des intérêts secondaires divergents qui opposent les uns aux autres certaines fractions de la classe dominante. Dans les écrits antérieurs à son emprisonnement, Gramsci nous montre la complexité des liens qui unissent classes et partis. Deux classes dominent la société italienne, les propriétaires fonciers du Sud et la bourgeoisie industrielle du Nord, avec prédominance de la seconde sur la première. Ces deux classes sont unies par la commune défense de la propriété privée et de l'État bourgeois. Plus précisément, elles sont complices dans la mesure où les propriétaires fonciers sont la principale source d'approvisionnement financier pour les industriels. Elles peuvent cependant s'opposer sur des points importants. Par exemple, si une politique protectionniste peut favoriser le développement de l'industrie nationale, elle nuira aux propriétaires fonciers en autant qu'elle entraînera des mesures de rétorsion des pays voisins qui fermeront leurs marchés aux produits agricoles italiens. Ou encore, la propriété foncière, limitant à l'extrême le pouvoir d'achat des paysans, empêche la formation d'un puissant marché intérieur de consommation et limite donc les débouchés de l'industrie italienne. Différents partis peuvent représenter différents types d'alliance entre ces deux classes. Sans oublier les alliances qui peuvent unir l'une ou / et l'autre de ces classes à telle ou telle classe subalterne : petite-bourgeoisie urbaine, celle des campagnes, paysannerie du Sud, celle du Nord, prolétariat, etc. Mais, et Gramsci insiste, qu'elles que soient les divergences opposant les partis qui représentent les différentes fractions d'une même classe, jamais ces divergences n'iront jusqu'à remettre en question l'existence de la classe dont ces partis sont les chiens de garde.

Les partis qui représentent une même classe sociale sont complémentaires. L'existence des uns implique l'existence des autres. L'attitude pratique et la conception du monde de chaque parti ne se posent pas comme isolées et comme indépendantes de celles des autres ; aucun d'eux ne se conçoit comme le seul responsable de la vie collective. L'attitude pratique de chacun de ces partis doit être conçue comme complément, perfectionnement ou contre-poids de celle des autres. Chaque parti suppose l'existence des autres, et chaque parti est prêt à se fusionner à l'autre si celui-ci réforme certains maux présumés. Ainsi chacun est-il, par rapport aux autres, réformiste. Leurs caractères distinctifs sont donc secondaires : fondamentalement, ils s'entendent pour défendre la propriété privée, pour protéger la culture bourgeoise formellement universelle et abstraitement fondée sur la liberté individuelle et pour s'opposer à l'État prolétarien.

Ainsi, par l'analyse de leur réalité politique (programme, organisation, alliances, activités), il est possible théoriquement de démontrer que certains partis ne sont, en vérité, qu'un seul parti d'une même classe. Mais on peut aussi étayer cette démonstration théorique sur des observations concrètes :

« ...la vérité théorique selon laquelle chaque classe a un seul parti, est démontrée, dans les tournants décisifs, par le fait que les regroupements divers qui tous se présentent comme Parti «indépendant» se réunissent et forment un bloc unique. La multiplicité qui existait auparavant était uniquement de caractère « réformiste », c'est-à-dire qu'elle concernait des questions partielles ; en un certain sens, c'était une division du travail politique (utile, dans ses limites) ;

mais chacune des parties présupposait l'autre, au point que dans les moments décisifs, c'est-à-dire précisément quand les questions principales ont été mises en jeu, l'unité s'est formée, le bloc s'est réalisé¹. »

Gramsci n'ignore cependant pas l'importance politique des divergences qui peuvent opposer les partis de la classe dominante. Le parti communiste cherchera à exploiter et à envenimer ces divergences de façon à se renforcer en affaiblissant l'adversaire. D'ailleurs, même dans les « tournants décisifs », il peut arriver que le poids des traditions - avec les rancœur, les mépris et les méfiances réciproques qu'elles charrient - allié à la force d'inertie des différentes bureaucraties retardent la formation de ce « bloc unique » et favorisent, par ce retard, la prise du pouvoir par la classe ennemie. Dans les moments de crise, il y a toujours conflit entre le désir d'union que tous les partis d'une même classe ressentent et le poids des traditions qui s'oppose à la réalisation de ce désir, conflit qui sera résolu plus ou moins rapidement et efficacement selon la conjoncture et l'influence du passé.

Ainsi, malgré les luttes très vives qui les opposent en période normale, ces partis « indépendants » sont unifiés objectivement, même lorsqu'ils en sont plus ou moins conscients, par la défense des mêmes intérêts fondamentaux et par la participation à une même vision du monde. Et ils sont aussi unifiés par ce que Gramsci nomme le « parti idéologique ». La division du parti organique d'une même classe en plusieurs partis « indépendants » explique

« pourquoi souvent l'État-Major intellectuel du parti organique n'appartient à aucune de ces fractions mais opère comme s'il était une force directrice complètement indépendante, supérieure aux partis et parfois même considérée comme telle par le public². »

Cet État-Major peut paraître indépendant car il critique successivement, selon chaque cas particulier, les différentes fractions de l'unité nommée parti organique, mais il est relié à celles-ci dans la mesure où il est organiquement relié à la classe sociale qu'elles représentent. Le rôle de ces intellectuels indépendants consistera à élaborer, développer, enrichir et diffuser la vision du monde de cette classe. On peut étudier cette fonction idéologique dans les journaux qui se disent indépendants et dans la « presse d'information » à prétentions a-politiques. Il faut distinguer ces journaux « indépendants » de ceux qui sont reliés à un parti spécifique. Ceux-ci sont davantage liés à la politique immédiate et aux intérêts de leur propre organisation politique : dans des buts électoraux, ils insisteront sur ce qui les distingue et polémiqueront souvent âprement entre eux, bien qu'ils soient reliés à la même classe sociale. Les premiers, au contraire, indépendants des intérêts particuliers des différents partis politiques, seront plus sensibles aux intérêts fondamentaux de la classe sociale et accorderont une plus grande importance à la politique à long terme. Ainsi, lorsqu'une classe sociale est représentée par divers partis, les journaux « indépendants » seront paradoxalement plus organiquement reliés à la classe sociale que les journaux partisans.

Gramsci distingue donc le *parti politique*, dans le sens strict du mot, du *parti idéologique* constitué par l'ensemble des *organisations intellectuelles* reliées à l'une

¹ Mach., p. 28 ; O.C., p. 218.

² Mach., p. 21 ; O.C., p. 208.

ou l'autre des classes sociales sans être pour cela sous la dépendance d'un parti politique particulier.

« Distinction du concept de parti : a) Le parti comme organisation pratique (ou tendance pratique), c'est-à-dire comme instrument pour la solution d'un problème ou d'un groupe de problèmes de la vie nationale ou internationale (...). b) Le parti comme idéologie générale, supérieure aux différents groupements plus immédiats ¹. »

Croce a toujours craint de passer pour un « homme de parti ». Il se voulait indépendant. Mais si Croce était indépendant des organisations politiques, il ne l'était pas du parti libéral comme idéologie générale, au contraire.

« En réalité, le mode d'être du parti libéral italien après 1876 fut de se présenter au pays comme un « ordre dispersé » de fractions et de groupes nationaux et régionaux ². »

Croce fut le théoricien de ce que tous ces groupes avaient en commun : il fut,

« le chef d'un office central de propagande dont tous ces groupes bénéficiaient et se servaient, le *leader* national des mouvements culturels qui naissaient pour rénover les vieilles formes politiques ³ »

provenant du féodalisme. Ainsi Croce fut plus qu'un « homme de parti » : il fut le dirigeant de l'État-Major intellectuel de la bourgeoisie libérale, il fut le dirigeant du parti idéologique de la classe bourgeoise.

Gramsci ne s'étendra pas sur l'étude des partis « indépendants ». Une fois posé le principe théorique que chaque classe a un seul parti, il analysera les moyens que doit prendre le prolétariat pour que ce principe devienne pour lui une pratique. Car si la bourgeoisie peut se permettre, dans les périodes calmes et tranquilles, de se disputer sur les meilleurs moyens aptes à favoriser ses intérêts fondamentaux et, pour cela, se faire représenter par diverses organisations politiques, le prolétariat ne peut se permettre ces divisions. Par le contrôle qu'elle exerce sur l'État et sur les moyens de production économique et culturelle, la bourgeoisie se trouve déjà dans une position de force face au prolétariat. Le prolétariat ne doit pas ajouter à l'énorme puissance de son adversaire en s'affaiblissant par des divisions.

Le problème consiste à créer un parti qui unit à la fois le « parti idéologique » et le « parti comme organisation pratique » (les grands intellectuels et les simples militants) ainsi que les différentes tendances des différents secteurs de la classe ouvrière qui pourraient se cristalliser en factions. Pour construire un tel parti,

¹ M.S., p. 172.

² M.S., p. 172.

³ M.S., pp. 172-173.

« il faut se fonder sur un caractère « monolithique » et non sur des questions secondaires ; par suite veiller attentivement à ce qu'il y ait homogénéité entre dirigeants et dirigés, entre chefs et masse ¹. »

Gramsci distingue trois conditions permettant un tel monolithisme :

1. Il doit exister une homogénéité *idéologique* qui unifie les trois couches du parti (les dirigeants, les cadres moyens et les simples militants). Pour la classe ouvrière, cette idéologie est le marxisme-léninisme. Les trois points fondamentaux qui distinguent celle-ci de toutes les autres idéologies d'inspiration plus ou moins marxiste sont les suivants : a) elle vise à la socialisation de l'ensemble de l'économie par l'intermédiaire d'une planification impérative b) l'État est conçu comme un pouvoir de classe le prolétariat doit remplacer la dictature de la bourgeoisie par sa propre dictature ; c) pour accomplir sa tâche historique, le prolétariat doit être guidé par une avant-garde consciente qui se constitue en parti homogène et centralisé.

2. Le Parti communiste est le parti de la classe ouvrière. Il est donc nécessaire, non seulement qu'il exprime les aspirations de cette classe, mais qu'il soit surtout constitué de prolétaires. Il faut insister, dit l'auteur,

« sur la nécessité qu'il soit un parti de classe, non seulement abstraitement, c'est-à-dire dans la mesure où le programme accepté par ses membres exprime les aspirations du prolétariat, mais, pour ainsi dire, physiologiquement, dans la mesure où la grande majorité de ses membres est composée de prolétaires, et qu'en eux se reflètent et se résument uniquement les besoins et l'idéologie d'une seule classe : le prolétariat ². »

Cette majorité prolétarienne doit idéalement se manifester à tous les étages de la pyramide du parti. Idéalement, disons-nous, car historiquement le prolétariat, de par la condition d'aliénation dans laquelle il se trouve, peut difficilement produire en son sein les grands chefs nécessaires à un parti. Ceux-ci sont habituellement des transfuges qui, pour des raisons morales, intellectuelles ou autres, délaissent les classes dominantes pour assumer les positions de la classe ouvrière. Mais cette prédominance de la petite-bourgeoisie parmi les cadres dirigeants du nouveau parti ne doit être, selon l'auteur, que le moment initial du développement du parti. Ces cadres doivent favoriser le plus rapidement possible la formation de dirigeants qui soient issus de la classe même qu'ils doivent guider. La permanence de la prédominance des éléments d'origine petite-bourgeoise au sein de l'équipe dirigeante d'un parti communiste serait, pour Gramsci, le signe que celui-ci est profondément vicié.

Que les prolétaires doivent constituer la majorité au parti répond à une réalité précise : chaque classe sociale secrète ses propres attitudes et sa propre idéologie, et le *marxisme-léninisme* est pour l'auteur la philosophie d'une seule classe : le prolétariat. Que les paysans viennent, par exemple, à former la majorité d'un parti communiste, celui-ci délaissera plus ou moins rapidement les positions de la classe ouvrière car il sera nécessairement influencé par la mentalité de « petit-proprétaire »

¹ Mach., p. 28 ; O.C., p. 218.

² Gramsci A., « Il significatc, e i risultati del III Congresso del Partito comunista d'Italia », L'Unità, 24 febbraio 1926. Cet article est le compte rendu du IIIe Congrès dicté par Gramsci à Riccardo Ravagnan. Article recueilli dans les scritti politici, Roma, Riuniti, 1967, p. 659.

de la majorité de ses membres. Pour permettre au prolétariat d'acquérir une indépendance politique complète, pour lui donner une conscience révolutionnaire précise, le parti doit se prémunir contre l'infiltration en son sein d'éléments provenant de classes étrangères au prolétariat, même d'éléments provenant de classes ayant des intérêts contraires à ceux de la bourgeoisie, comme par exemple la paysannerie, car, à la différence de la classe ouvrière, elles ne peuvent désirer conduire cette lutte jusqu'à ses conséquences ultimes : disparition des classes sociales et de l'État, par la socialisation de l'économie ¹. Évidemment, le parti ne peut ni ne doit être constitué que d'ouvriers, mais ceux-ci doivent former la majorité et dans le parti et, le plus rapidement possible, à ses différents échelons.

3. Il faut enfin que la structure du parti unisse en un seul bloc les différentes couches qui le constituent. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous étudierons le type de structure apte à assurer la centralisation de toutes les énergies du parti dans sa lutte contre la classe dominante.

Gramsci a en tête une image exemplaire d'un Parti profondément vicié : le parti socialiste italien. Le P.S.I. se proclamait le parti de la classe ouvrière. Mais, en fait, 60 % de ses membres étaient des paysans et son groupe dirigeant était non seulement d'origine petite-bourgeoise, mais défendait les positions de classe de la petite-bourgeoisie. Cette composition sociale du parti ne pouvait entraîner qu'une idéologie informe et contradictoire de type petit-bourgeois. En fait, le P.S.I. était l'instrument par lequel la bourgeoisie « progressiste » exerçait son influence sur les masses populaires ². Ce manque d'homogénéité sociale et idéologique allait de pair avec le fractionnement du parti en un nombre important de « centres dirigeants » : maximalistes, réformistes, communistes bordighiens, communistes de *L'Ordine Nuovo*, etc. En se constituant à Livourne, le P.C.I. rejeta de la façon la plus énergique les vices du P.S.I. :

« Les fractions eurent leur sépulture à Livourne lorsque surgit le Parti communiste dont un des caractères essentiels est d'être nécessairement, comme parti de la révolution prolétarienne, un parti idéologiquement et organiquement compact, fondu en un seul bloc ³. »

La structure du parti.

[Retour à la table des matières](#)

Tout membre du parti, même le plus simple militant, exerce une fonction éducative et organisatrice : tout membre du parti est un intellectuel. Mais tous ne travaillent pas au même niveau de responsabilités. Comment distinguer ces niveaux ? Quels sont ces niveaux ?

¹ Gramsci A., avec la collaboration de P. Togliatti, « Tesi sulla situazione italiana e sui compiti del P.C.I. approvate dal III Congresso nazionale del P.C.I. nel gennaio 1926 ». Stato operaio, vol. 2, n° 7 (luglio, 1928): pp. 493-494.

² Gramsci A., « L'Avanti contro il Mezzogiorno », L'Unità, 14 luglio 1925.

³ Gramsci A., l'Unità, 14 giugno 1925.

Gramsci distingue au sein du parti trois groupes fondamentaux : les capitaines, les caporaux et les soldats. Cette dénomination inspirée de l'organisation militaire rend bien compte du type de parti centralisé auquel pense l'auteur. Les soldats devront être disciplinés et fidèles ; les capitaines exerceront les fonctions de direction, d'organisation et d'élaboration de la conception du monde ; les caporaux joueront un rôle de liaison, articulant les premiers aux seconds.

1. Les soldats sont

« des hommes communs, moyens, qui offrent comme participation leur discipline, leur fidélité mais non l'esprit de création et de haute organisation ¹. »

Les soldats sont ce que certains nomment la masse ou les militants de base. Gramsci ne s'en fait pas une idée mythique. Il se fonde sur une constatation de fait : les simples militants, en tant que tels, ne sont ni des penseurs originaux ni de grands organisateurs. Ces derniers constitueront l'État-Major du parti qui aura précisément pour rôle de discipliner et d'éduquer les soldats afin que ces derniers puissent accomplir, à leur propre niveau, leurs tâches éducatives et organisatrices.

« Sans eux (les militants de base, J.-M.P.), le parti n'existerait pas » ², car Gramsci étudie ici la structure du parti de type marxiste-léniniste et non pas la structure des partis « d'élite ». Mais, corrélativement, le parti n'existerait pas uniquement avec eux.

« Ils constituent une force dans la mesure où se trouvent les hommes qui les centralisent, les organisent, les disciplinent, mais en l'absence de cette force de cohésion, ils s'éparpilleraient et s'anéantiraient en une poussière impuissante ³. »

Gramsci s'oppose ainsi à toutes les théories fondées sur la spontanéité des masses, à toutes les formes d'anarchisme : les masses, y compris leur partie la plus consciente, ne peuvent engager une action permanente et continue si elles ne sont pas encadrées par une organisation très structurée. Cette permanence et cette continuité ne peuvent être assurées que par un parti centralisé par un état-major puissant. Les masses, par elles-mêmes, ne peuvent provoquer que des mouvements sporadiques de révolte vite réprimés par les classes dirigeantes : ces éclats de colère ne sont alors que de courts intermèdes d'un long et profond silence.

Gramsci ne veut pas nier que chaque militant puisse devenir capitaliste. Au contraire, la fonction des capitaines est d'éduquer la masse pour qu'elle produise le plus de dirigeants possibles. Mais les soldats, en tant que groupe du parti, ne peuvent être capitaines : affirmer que les masses sont et peuvent être l'état-major serait tomber dans la pire forme d'anarchisme et viser à la destruction du parti.

¹ Mach., p. 23; O.C., pp. 211-212.

² Mach., pp. 23-24 ; O.C., p. 212.

³ Mach., p. 24 ; O.C., p. 212.

2. Les capitaines constituent

« l'élément principal de cohésion qui centralise sur le plan national, qui rend efficace et puissant un ensemble de forces qui, abandonnées à elles-mêmes, seraient zéro ou guère plus; cet élément est doué d'une puissante force de cohésion, qui centralise et discipline et également - sans doute même à cause de cela - invente (si on entend « inventer » dans une certaine direction, en suivant certaines lignes de force, certaines perspectives, voire certaines prémisses ¹. »

Ces capitaines, Gramsci les nomme à d'autres endroits l'état-major du parti. Il est constitué des « grands » organisateurs, des stratèges, des théoriciens, etc. Les capitaines élaborent la ligne politique du parti, en s'appuyant sur la classe ouvrière et en tenant compte des rapports nationaux et internationaux ; ils expriment, développent et explicitent la vision du monde qui correspond à la place et à la fonction du prolétariat au sein de la société.

Mais les capitaines ne pourraient exercer efficacement leurs fonctions de stratège et de penseur du prolétariat s'ils n'en étaient pas aussi les organisateurs. Gramsci admet la possibilité et même l'efficacité d'une certaine division du travail au sein de l'état-major. Mais le théoricien, pour ne pas tomber dans l'arbitraire, doit être étroitement uni à l'organisateur, et l'ensemble des capitaines, étroitement uni à la classe ouvrière. Sinon la pensée risque de s'éloigner progressivement des problèmes et des préoccupations de la classe ouvrière, des questions d'organisation et d'action : la théorie se coupe alors de la pratique et devient un jeu purement individuel pour dilettantes.

Les capitaines constituent le centre dirigeant du parti. Toutes les autres instances du parti doivent obéir à ses directives de façon disciplinée. Durant les années 1925-26, Gramsci, à la tête du P.C.I., mena une polémique très dure contre le « fractionnisme » de Bordiga. Sous l'instigation de celui-ci, -des membres du parti avaient fondé une revue qui s'opposait à la ligne politique du Comité central. Gramsci condamna formellement cette activité « scissionniste » et s'opposa énergiquement à la prétention des bordighiens d'être représentés aux congrès régionaux qui préparaient le troisième Congrès national du P.C.I. Le Comité central est le seul centre dirigeant du parti. Il est le seul habilité à définir les modalités et la portée des discussions devant préparer les congrès, Les droits de la minorité sont reconnus en tant que celle-ci fait normalement partie du Comité central:

« La tutelle de la minorité s'exerce au sein du Comité central ; elle est donc, par ce seul fait, reconnue comme un courant d'opinion diffusé dans certains secteurs du parti. Elle aura ses représentants dans les commissions qui élaboreront les thèses ; elle pourra présenter les amendements qu'elle jugera opportuns, etc. Cependant, la « reconnaissance » de la minorité n'inspirera jamais des mesures qui porteraient atteinte à la cohésion du parti ou qui limiteraient le processus de formation « organique » - et non « parlementaire » - de son centre dirigeant. L'intégrité de cette cohésion et la continuité de ce processus sont assurées si la

¹ Mach., p. 24 ; O.C., p. 212.

Centrale ne se supprime pas en tant qu'organisme qui a une pensée, une volonté, un pouvoir¹. »

Au niveau de l'organisation, le Comité central est plus important que les simples militants. D'une part, parce que les fonctions essentielles reposent sur les capitaines, d'autre part, parce que leur formation exige beaucoup plus de temps et d'énergie que celle des soldats.

« Tant il est vrai, dit Gramsci, qu'une armée constituée est détruite si les capitaines viennent à manquer, alors que l'existence d'un groupe de capitaines, qui se sont concertés, d'accord entre eux, réunis par des buts communs, ne tarde pas à former une armée même là où rien n'existe². »

Évidemment, un groupe de capitaines, même génial, ne peut construire un parti sans qu'existent les conditions objectives et subjectives permettant de fournir l'élément de base sans lequel il ne peut y avoir de parti. Ainsi, pour former un parti prolétarien, il faut qu'existe une classe ouvrière (condition objective) et que cette classe ait vécu des expériences historiques qui l'aient sensibilisée à la nécessité d'une action politique révolutionnaire (condition subjective).

Cette priorité accordée aux capitaines, Gramsci la tire de sa propre expérience politique : l'hebdomadaire *L'Ordine Nuovo* (1919-20), dirigé par Gramsci, Tasca, Terracini et Togliatti, fut le principal centre de pensée marxiste où se formèrent les capitaines qui devinrent les dirigeants du parti communiste qui se constitua à Livourne en 1921, par une scission du Parti socialiste italien. Après la direction « gauchiste » de Bordiga, Gramsci dirigea le parti de 1923 à 1926. A son arrestation, Togliatti le remplaça à la tête du secrétariat général et conserva ce poste jusqu'à sa mort. Terracini est actuellement « leader » du groupe des sénateurs communistes. Tasca fut expulsé du parti lors du « tournant à gauche » imposé par Staline à l'Internationale en 1928-29.

Le parti ne peut être détruit par des moyens non violents tant qu'existent des capitaines car ceux-ci en arrivent nécessairement - si les conditions historiques s'y prêtent - à recruter des soldats et à former des caporaux. Mais une armée sans capitaine est vouée à l'échec. Ce fait est tellement évident que le fascisme, pour détruire le parti de la classe ouvrière, s'est employé à emprisonner son État-Major. Fort heureusement pour le P.C.I., il n'a pu réussir à arrêter tous les capitaines (Togliatti, entre autres, ne fut pas emprisonné) et ces derniers avaient déjà commencé à se préparer des remplaçants,

3. Les caporaux forment l'élément

« intermédiaire qui doit articuler le premier au second élément, les mettre en rapport par un contact non seulement « physique » mais moral et intellectuel³. »

¹ Gramsci A., « Per una lettera del compagno Ferragini », *L'Unità*, 1 ottobre 1925.

² Mach., p. 24 ; O.C., p. 212.

³ Mach., p. 24 ; O.C., p. 212.

Contact physique : ils sont les canaux par lesquels les directives vont du sommet à la base et par lesquels les informations sur les activités des différentes sections parviennent au Comité central. Contact moral et intellectuel : ils éduquent, disciplinent et forment les simples militants selon les programmes fixés par l'état-major et ils empêchent celui-ci de s'éloigner de ceux-là en l'informant de leurs préoccupations, de leurs sentiments, de leurs attitudes, etc. Les caporaux sont donc les cadres subalternes du parti.

Gramsci accorde une attention spéciale à ce troisième élément. Car il sait, par expérience aussi, que le petit nombre de capitaines rend leur destruction relativement facile. Il est donc nécessaire qu'ils laissent en héritage un ferment qui permette la reconstitution de l'état-major. Où ce ferment subsistera-t-il le plus facilement ? Où pourra-t-il se développer le plus avantageusement ? Chez les simples militants et, surtout, chez les caporaux qui ont le plus d'affinités avec les capitaines. Un état-major efficace doit donc prévoir la possibilité de sa destruction même si, positivement, il doit tendre de toutes ses énergies vers la victoire :

« L'activité que le second élément consacrera à la constitution de ce ferment est donc fondamentale: le critère de jugement de ce second élément devra être recherché: 1) dans ce qu'il fait réellement; 2) dans ce qu'il prépare pour le cas où il viendrait à être détruit. Il est difficile de dire laquelle de ces deux activités est la plus importante. Car dans la lutte, on doit toujours prévoir la défaite et la préparation de ses propres successeurs est une activité aussi importante que celle qu'on déploie pour atteindre la victoire ¹. »

En tant qu'agents de liaison, les caporaux sont extrêmement importants. Gramsci, pour étendre l'hégémonie du P.C.I. sur les masses influencées par le P.S.I. et le parti populaire, ne s'adressera pas à leurs dirigeants, qu'il juge définitivement perdus pour la révolution, ni ne canaliser ses efforts vers les simples militants, car le travail de persuasion exigerait trop de temps et d'énergies, mais fera porter le gros de ses énergies sur les cadres moyens. Il cherchera à les détacher de leurs dirigeants nationaux en exploitant les contradictions surgissant de l'opposition entre l'attitude réformiste de ces derniers et l'immense insatisfaction des masses. Les intellectuels « moyens » sont le point de contact entre les masses et les dirigeants : il s'agit d'exacerber ces contradictions pour les obliger, soit à se détacher des dirigeants, soit à se couper des masses. Le premier cas, le plus intéressant, favorise l'entrée des caporaux dans le parti, lesquels entraînent toujours avec eux l'apport d'une partie importante des militants. Le second supprime certains des obstacles qui s'opposaient à la pénétration progressive de ces masses par le parti.

*

**

Historiquement, le deuxième élément (les capitaines) se forme toujours avant les deux autres. Gramsci ne veut pas dire par là que des révoltes populaires contre le régime ne puissent pas surgir en l'absence de capitaines. Mais ces mouvements prendront une forme anarchique et seront vite réprimés s'il n'y a pas de parti apte à canaliser et à diriger cette révolte. Ces mouvements spontanés sont d'ailleurs nécessaires dans la mesure où ils constituent un des moyens par lesquels la classe ouvrière vit ses expériences historiques qui permettront par la suite aux futurs capitaines de

¹ Mach., p. 25 ; O.C., p. 213.

trouver l'humus d'où naîtra et sur lequel se développera le parti. Que « les capitaines précèdent historiquement les deux autres éléments » doit être pris dans ce sens précis : pour qu'existent des soldats « fidèles » et « disciplinés », pour qu'existent des caporaux qui relient ceux-ci à l'état-major, il faut qu'antérieurement des capitaines aient érigé cette pyramide. D'ailleurs, dans la majorité des partis prolétariens, lors de leur création, l'élément dirigeant fut formé d'intellectuels provenant de la petite-bourgeoisie. Tel est le cas, entre autres, du P.C.U.S. dont le dirigeant, Lénine, était d'origine petite-bourgeoise. Lénine a conceptualisé ce fait en affirmant que la théorie révolutionnaire a été importée de l'extérieur dans le mouvement ouvrier et doit continuer à y être importée. Gramsci se distingue ici de Lénine, comme nous le verrons mieux plus loin, en insistant sur la dialectique qui existe et doit exister entre le sentir des masses et le savoir du parti et des capitaines.

Si, historiquement, les capitaines précèdent les autres éléments et sont souvent d'origine non prolétarienne, structurellement, il existe, dans un parti sain, un va-et-vient entre les trois éléments. D'une part, les capitaines forment les caporaux comme leur moyen d'expression normale, et ceux-ci font de même pour les simples militants. D'autre part, les capitaines organisent les caporaux qui organisent, à leur tour, les simples militants. Nous avons d'un côté la démocratie interne du parti, de l'autre, son caractère organique, centralisé, discipliné. La conjonction de ces deux mouvements constitue ce que l'on nomme le centralisme démocratique.

Fonctionnement de la structure du parti.

[Retour à la table des matières](#)

Il ne peut évidemment exister de démocratie au sein du parti si ce qui distingue les capitaines des soldats ne repose pas strictement sur une division technique du travail, mais également sur une scission de classes. La discipline à laquelle sont alors soumis les dirigés est purement une imposition extrinsèque et coercitive ; elle est un instrument de domination et non un nécessaire instrument de direction. Une telle discipline sert de frein à la classe ouvrière en l'empêchant de développer sa propre conception du monde et d'imposer à la société un mouvement progressif et libérateur : elle est un instrument de l'ordre bourgeois et non un moyen de lutter pour la société sans classes. Cette situation s'est produite, dit Gramsci, dans le Parti socialiste italien : ses dirigeants, dont l'origine et la position de classe étaient petites-bourgeoises, furent l'instrument par lequel la bourgeoisie a exercé son influence sur les masses populaires.

Quant à la discipline, lorsqu'elle s'exerce au sein d'un groupe socialement homogène, elle est un instrument d'ordre démocratique et de liberté. Cette discipline ne doit toutefois pas être conçue comme une exécution mécanique de consignes, mais comme une assimilation lucide et consciente des directives tracées par l'état-major. Par conséquent, elle n'annule pas la personnalité, mais limite l'arbitraire et l'impulsi-

vité irresponsables. Elle développe la personnalité des militants en favorisant l'intériorisation du savoir et de la morale révolutionnaires, c'est-à-dire en provoquant la formation d'une conscience révolutionnaire :

« Si l'État représente, par sa réglementation juridique, la force coercitive et disciplinaire d'un pays, les partis - en représentant l'adhésion spontanée d'une élite à des normes de conduite considérées comme type de comportement auquel toute la masse doit être éduquée - doivent montrer, dans leur propre vie interne, qu'ils ont assimilé, comme principes de conduite morale, ces règles qui dans l'État sont des obligations légales (...). De ce point de vue, les partis peuvent être considérés comme des écoles préparant à la vie de l'État. Élément de la vie des partis : caractère (résistance aux impulsions de cultures dépassées), honneur (volonté intrépide dans le soutien d'un nouveau type de culture et de vie), dignité (conscience d'agir pour une fin supérieure), etc. ¹. »

Dans des termes similaires, Lukàcs dit que le parti ne peut se développer que si les militants apprennent, par leurs propres expériences, la valeur de la discipline collective :

« Pourtant, l'organisation communiste ne peut être élaborée que dans la lutte, elle ne peut se réaliser que si chaque membre individuel prend conscience, par sa propre expérience, de la justesse et de la nécessité de cette forme précise de cohésion ². »

Ces valeurs morales ont une très grande importance car, si l'État utilise toute une gamme de moyens, de coercition contre ceux qui enfreignent ses lois, le parti ne peut s'appuyer que sur les qualités morales de ses militants

« L'association ouvrière est de caractère volontaire ; ses propres lois ne sont soutenues par aucune menace de sanction corporelle ; qui trahit l'organisation ne peut être ni emprisonné, ni pénalisé, ni condamné à mort. Aussi, depuis qu'elle existe, l'association ouvrière a donné une grande importance au sens de l'honneur, à la loyauté, à la fidélité... ³. »

Cette discipline assumée librement est donc plus que l'obéissance à des directives : elle est l'intériorisation d'une nouvelle culture qui est en germe dans la classe ouvrière, culture qui comprend à la fois une éthique et un savoir. Et puisque nous venons de voir que les caporaux « mettent en contact moral et intellectuel » les soldats avec les capitaines, c'est par leur intermédiaire que ceux-ci élèveront ceux-là à la nouvelle culture.

Quant à l'intériorisation de cette nouvelle culture, elle s'effectuera par l'éducation des soldats, par leur travail même de militant et par leur participation aux discussions qui orientent la vie du parti.

¹ P., pp. 68-69.

² Lukàcs Georg, *Histoire et conscience de classe*, p. 357.

³ Gramsci A., « Il Congresso socialista », *L'Ordine Nuovo*, 9 ottobre 1921. Article recueilli dans *Socialismo e fascismo*, Einaudi, 1966, p. 368.

Chaque militant a pour le parti une valeur inestimable. Il est le produit d'une sélection par laquelle les meilleurs éléments de la classe ouvrière consacrent leur vie, en s'imposant mille sacrifices, à la libération du prolétariat. Le Comité central doit aider les militants à s'améliorer ; il doit les aider à tirer tous les enseignements impliqués dans les expériences vécues en commun. Pour ce faire, en 1924, Gramsci se proposait de mettre sur pied une série de cours par correspondance devant servir de base à la création d'un réseau de petites écoles au sein du parti. Par un de ses journaux, la Centrale aurait fourni aux écoles le matériel nécessaire : schéma des cours, livres à lire, méthodes à appliquer, information sur les expériences similaires faites par les partis frères, etc.¹. Ces écoles doivent se prémunir contre les erreurs commises par les « Universités populaires ». Celles-ci, s'inspirant des Universités bourgeoises, se donnaient comme but de transmettre un enseignement faussement « objectif » et une culture mythiquement « désintéressée ». Le parti est une organisation axée sur la lutte révolutionnaire : ses écoles doivent tendre à accroître les capacités organisatrices et propagandistes de ses militants ; elles doivent viser à mieux faire comprendre les positions de l'ennemi et celles de la classe ouvrière afin que l'action quotidienne des militants s'adapte concrètement à ces positions². Il faut donc lier le plus étroitement possible le contenu des cours à des mouvements de caractère objectif. Gramsci donne comme exemple le travail d'éducation de *L'Ordine Nuovo* de la période 1919-20. Ce travail a été efficace parce qu'il éclairait, expliquait et orientait la série d'actions entreprise par les ouvriers pour imposer 'aux patrons les conseils d'usine. Ainsi se forma à Turin un esprit d'initiative qui permit au parti de fonctionner même lorsque les dirigeants étaient emprisonnés³. Cette nécessité de relier étroitement l'enseignement aux activités politiques n'est que la conséquence du principe marxiste qui accorde la prédominance à l'action sur la, pensée tout en les reliant étroitement sous le terme de « praxis ». C'est dans et par l'action que les militants s'éduquent : les cours doivent avoir pour fonction de leur permettre de retirer tous les enseignements possibles de leurs activités quotidiennes.

Par ailleurs, la discipline sera source de liberté dans la mesure où les militants auront participé aux discussions devant orienter la vie du parti : la démocratie interne du parti se mesure au degré plus ou moins grand de participation des éléments de base à la discussion et à la détermination de la ligne d'action, ainsi qu'à l'élection des dirigeants, qui devront veiller à ce que les décisions prises soient appliquées. Ces discussions élèvent la conscience des masses. Dans les épreuves de la lutte ou lors d'échecs momentanés, elles permettront des accords durables qui empêcheront de remettre en question les décisions prises en commun. Elles favorisent une discipline librement assumée dans la mesure où les règles communes et obligatoires ont été discutées et approuvées antérieurement. Cette participation aux discussions est donc un des moyens essentiels d'éducation intellectuelle et morale des militants et fait de la discipline un instrument de libération.

Évidemment, cette dialectique entre le centralisme et la participation variera avec les conditions concrètes. Moins la capacité politique des simples militants est élevée, plus la Centrale doit intervenir fermement dans les discussions, dans certaines

¹ Gramsci A., « Il programma di L'Ordine Nuovo », 1-15 aprile 1924. Publié dans 2 000 pagine di Gramsci, Milano, Il Saggiatore, 1924, vol. 1, p. 723.

² Gramsci A., « La scuola di Partito », L'Ordine Nuovo, 1 aprile 1925. Publié dans 2 000 pagine di Gramsci, vol. 1, p. 741.

³ Gramsci A., « La guerra è la guerra », L'Ordine Nuovo, 31 gennaio 1921. Article recueilli dans *Socialismo et fascismo*, pp. 56-57.

questions concernant les organisations locales, etc. Nicola Matteuci résume bien cette dialectique :

« L'esprit et la nature de cette pédagogie doivent être interprétés historiquement et dialectiquement : le degré de conformisme et d'autorité est certainement plus grand dans la mesure où est plus faible la capacité politique de la masse ; mais ce conformisme est actif, l'autorité vise directement l'éducation de la liberté. Ainsi, à mesure que la culture devient homogène et critique, que la liberté s'affirme comme autonomie, l'activité disciplinaire tend à diminuer et la liberté à se concilier, par son contenu, avec l'autorité¹. »

Lorsque la discipline est appliquée par l'état-major comme moyen d'épanouissement et qu'elle est assumée librement par les soldats, nous avons le centralisme démocratique. Mais demeure toujours le danger que ce centralisme se fige et se vide de son *contenu pour* devenir bureaucratique.

L'état-major - surtout dans les partis avancés où les grands intellectuels ont une fonction très importante - peut, dans les moments de crise radicale, dévier de sa ligne de conduite, se détacher de la classe ouvrière et se rapprocher de la bourgeoisie. Ce danger est particulièrement important lorsque les dirigeants sont d'origine petite-bourgeoise. La formation entre les chefs et les masses, d'une strate moyenne aussi large que possible, peut circonscrire et limiter ce danger. Les caporaux ont pour fonction d'équilibrer ces deux éléments en les mettant en liaison. Ils doivent faire sentir au sommet les préoccupations de la base et éduquer celle-ci afin qu'elle participe activement à l'orientation du parti. L'éducation de la base empêcherait un état-major devenu opportuniste de l'utiliser comme masse de manœuvre.

Toutefois cette couche moyenne ne recèle pas que des facteurs démocratiques. Au contraire, la partie la plus organisée de cette couche, les bureaucrates, peut plus facilement que l'état-major entraîner un centralisme vidé de toute démocratie :

« La bureaucratie est la force routinière et conservatrice la plus dangereuse ; si elle finit par constituer un corps solidaire et à part, et qui se sent indépendant de la masse, le parti finit par devenir anachronique, et dans les moments de crise aiguë, il arrive à être vidé de son contenu social et reste comme construit dans le vide². ».

Pour contrer ce danger toujours renaissant, il faut plonger cette bureaucratie dans une large couche moyenne de cadres dynamiques. Et il faut surtout que la masse, éduquée par ceux-ci, fasse preuve d'initiative et de responsabilité, c'est-à-dire qu'elle ait atteint une maturité politique.

Le parti persévéra dans le centralisme démocratique dans la mesure où il réalisera un équilibre proportionnel entre ses trois éléments : les capitaines, les caporaux et les soldats. Mais cet équilibre ne doit pas être perçu qu'au niveau quantitatif. Au niveau qualitatif, chaque élément doit exercer la fonction qui lui est propre, sinon, même des proportions quantitativement équilibrées ne peuvent empêcher la bureaucratisation du parti. L'auteur ne donne donc pas de recettes dont l'application

¹ Matteuci Nicola, *Antonio Gramsci e la filosofia della prassi*. Milano, A. Giuffré, 1951, p. 120.

² Mach., p. 51 ; O.C., p. 247.

permettrait *ipso facto* le fonctionnement démocratique du centralisme. Il en pose cependant les conditions théoriques de possibilité : la vie interne de chaque parti dira dans quelle mesure ces conditions sont respectées.

*
**

La vie interne du parti n'est pas seulement importante en elle-même : c'est le degré d'homogénéité et de conscience du parti qui le rendra apte à diriger la classe ouvrière et à exercer, par son intermédiaire, l'hégémonie sur la classe paysanne :

« La fonction hégémonique ou de direction politique des partis peut être évaluée par leur propre vie interne (...). Dans la vie des partis, la nécessité est déjà devenue liberté. De ce fait naît la très grande valeur politique (c'est-à-dire de direction politique) de la discipline interne d'un parti, et donc la valeur d'une telle discipline comme critère pour évaluer les capacités d'expansion des divers partis ¹. »

Cependant, la vie d'un parti ne dépend pas uniquement de ses mécanismes internes. Le parti n'est pas une monade. Il lutte contre la classe bourgeoise et entretient des rapports qui doivent être étroits avec la classe ouvrière. Ces rapports qui l'unissent à la société nationale et internationale et surtout ceux qui l'unissent à la classe ouvrière, influent sur le fonctionnement plus ou moins centralisé et démocratique du parti. Dans les deux prochains chapitres, nous étudierons l'hégémonie - comprise comme direction politique et comme direction morale et intellectuelle - que le parti doit exercer sur le prolétariat et, par l'intermédiaire de celui-ci, sur la paysannerie. Cette étude nous permettra d'éclairer sous un angle différent le fonctionnement plus ou moins démocratique du parti et d'expliquer les tâches qui incombent à « l'intellectuel collectif ».

¹ P., pp. 68-69.

Chapitre IV

La fonction hégémonique du parti

[Retour à la table des matières](#)

Le parti ne se réduit pas à son fonctionnement interne. Il est avant tout une organisation de classe qui exerce ou cherche à exercer son hégémonie sur l'ensemble des masses populaires afin de lutter efficacement contre les classes antagonistes. Aussi, pour écrire l'histoire d'un parti :

« on devra faire l'histoire d'une masse déterminée d'hommes qui a suivi les promoteurs, les a soutenus de sa confiance, de sa loyauté, de sa discipline et les a critiqués d'une manière « réaliste », se dispersant ou restant passive devant certaines initiatives ¹. »

Le parti est l'intellectuel collectif. En tant que tel, il exerce les mêmes fonctions que tout intellectuel organique. Il doit permettre à la classe dont il est le représentant de se forger une conscience de soi homogène et autonome.

Le parti communiste doit être, dans ses activités quotidiennes, le représentant et le guide de la classe ouvrière et, par l'intermédiaire de celle-ci, de l'ensemble des masses populaires. Il doit être l'instigateur d'une réforme morale *et intellectuelle* par laquelle les masses populaires se dégagent de l'influence idéologique des classes dominantes pour accéder à la forme de culture supérieure représentée par le marxisme. Il doit être l'initiateur de la formation d'une *volonté collective* qui unifie les masses populaires dans leurs luttes contre la bourgeoisie. Réforme culturelle et morale *et* formation

¹ Mach., p. 22 ; O.C., p. 210.

d'une volonté collective sont étroitement unies : l'une ne peut se réaliser dans l'autre. Le parti exerce une fonction *hégémonique* sur les masses populaires dans la mesure où il les dirige politiquement (formation d'une volonté collective), intellectuellement et moralement (réforme morale et intellectuelle).

Comment le parti peut-il exercer efficacement sa fonction hégémonique ? Par quel processus peut-il provoquer la naissance et la consolidation d'un « bloc national-populaire » qui dresse les masses contre la domination politique, économique, idéologique et morale des classes dominantes ? Dans ce chapitre, nous étudierons précisément la dialectique parti-masses par laquelle celui-là élève, éduque, forme et discipline la volonté, la morale et la conscience de celles-ci.

L'Union parti-masses.

[Retour à la table des matières](#)

Une masse humaine, dit Gramsci,

« ne se « distingue » pas et ne devient pas indépendante « d'elle-même », sans s'organiser (au sens large), et il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans organisateurs et sans dirigeants, sans que l'aspect théorique du groupe théorie-pratique se distingue concrètement dans une couche de personnes « spécialisées » dans l'élaboration intellectuelle et philosophique ¹. »

Ainsi pour que la classe ouvrière prenne conscience d'elle-même comme classe pour soi, pour qu'elle prenne conscience de son rôle révolutionnaire au sein de la société bourgeoise, il faut qu'elle soit guidée par des théoriciens et des organisateurs, c'est-à-dire par des intellectuels. C'est dans ce contexte que ressortent l'importance et la signification de l'intellectuel collectif, le parti. Il élabore et diffuse la conception du monde du prolétariat et entreprend la réforme culturelle des masses populaires pour les élever jusqu'à cette conception. De l'analyse du rapport des classes au sein d'une structure sociale et de celle, plus immédiate, du rapport de forces dans une situation donnée, il dégage une ligne politique apte à centraliser, sous la direction de la classe ouvrière, les efforts de l'ensemble des masses populaires vers la conquête du pouvoir. Le parti unit la pensée à l'action : il élabore une philosophie par laquelle il éduque les masses et il dirige la lutte de l'ensemble des classes subalternes pour façonner la société à l'image de cette philosophie. Ces trois activités sont unies dans la vie quotidienne du parti ; l'une ne précède pas les autres ; elles se conditionnent réciproquement en tant que chacune d'elles exige la présence des deux autres.

Mais le parti n'est pas un organe qui, de l'extérieur, élèverait jusqu'à soi les masses populaires. Le parti n'est pas un démiurge. Il naît, grandit et apprend progressivement à remplir efficacement son rôle. Son développement est étroitement relié à la prise de

¹ M.S., p. 12 ; O.C., p. 31.

conscience progressive des masses populaires. Pour que le parti puisse diriger et éduquer les masses, il faut qu'il apprenne à comprendre et à expliquer leurs problèmes. C'est dire que la réforme culturelle et la formation d'une volonté collective sont dialectiquement liées au développement quantitatif et qualitatif du parti :

« Le processus de développement est lié à une dialectique intellectuels-masse ; la couche des intellectuels se développe quantitativement et qualitativement, mais tout bond vers une nouvelle « ampleur » et une nouvelle complexité de la couche des intellectuels, est lié à un mouvement analogue de la masse des simples, qui s'élève vers des niveaux supérieurs de culture et élargit en même temps le cercle de son influence, par des pointes individuelles ou même de groupes, plus ou moins importants, en direction de la couche des intellectuels spécialisés¹. »

En réalité, nous sommes en présence de deux mouvements convergents et simultanés, de deux mouvements unis dialectiquement : l'un par lequel le parti élève la conscience des masses et l'autre par lequel les masses enseignent au parti à tenir compte de leurs problèmes, préoccupations, attitudes, etc. L'unité du parti et des masses n'est donc pas donnée : elle est à devenir, elle est une tâche à accomplir. Il s'agit de créer un « bloc culturel et social » unissant de façon organique le parti et ceux qu'il doit représenter. Ce processus d'unification est long, difficile, plein de contradictions, de marches en avant et de retraites, de débandades et de regroupements...

L'histoire de l'Italie avait sensibilisé l'auteur aux difficultés que pose ce processus d'unification. Pour Gramsci, il est impossible de comprendre l'histoire de son pays sans étudier l'absence de liens entre les intellectuels et la masse. L'histoire de l'Italie est précisément l'histoire de cette absence. La fonction de l'Église est ici très importante : d'une part, pour exercer sa fonction internationale, elle détachait les intellectuels des masses en les rendant « cosmopolites » ; d'autre part, elle maintenait les masses dans un état proche de l'ignorance. Même le mouvement d'unification de l'Italie, le « Risorgimento », est marqué par cette scission intellectuels-masse : le Parti d'Action, parti progressiste, ne sut pas rallier à sa cause la classe paysanne et tomba sous la coupe hégémonique du Parti Modéré, parti des classes dominantes, qui, lui, réussit à unifier le pays en faisant l'économie de la participation populaire.

Il faut distinguer, dit Gramsci, deux ordres de phénomènes :

« 1) celui réel, effectif, par lequel se vérifient dans la masse populaire des mouvements de réforme intellectuelle et morale (...) ; 2) les diverses attitudes des groupes intellectuels envers une nécessaire réforme intellectuelle et morale². »

Ces deux ordres de phénomènes sont distincts. Ils peuvent même s'opposer. Nous avons vu que, pour Gramsci, le Parti socialiste italien empêchait le développement des mouvements spontanés de réforme culturelle surgis dans certains secteurs populaires en servant de courroie de transmission à l'idéologie de la bourgeoisie « progressiste ». Il s'agit de joindre ces mouvements spontanés de transformation à la direction consciente des intellectuels constitués en parti. Il s'agit d'unir les préoccu-

¹ M.S., p. 12 ; O.C., pp. 31-32.

² I., p. 45.

pations des intellectuels à celles des masses. Comment provoquer cette union parti-masse sans laquelle il ne peut y avoir ni réforme culturelle et morale, ni formation d'une volonté collective, ni révolution ?

Le sentir, le comprendre et le savoir.

[Retour à la table des matières](#)

Gramsci caractérise la distance qui peut séparer le parti du peuple par un rapport qui est aussi un décalage entre le sentir et le connaître :

« L'élément populaire « sent », mais ne comprend pas ou ne sait pas toujours ; l'élément intellectuel « sait », mais ne comprend pas ou surtout ne « sent » pas toujours ¹. »

Or pour que le parti *sache* véritablement, il faut qu'il *vive* les sentiments des masses populaires, qu'il les explique en les reliant à la conjoncture politique et historique et qu'il les rattache dialectiquement à la conception du monde de la classe ouvrière, le marxisme :

« L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'on peut savoir sans comprendre et surtout sans sentir et sans être passionné (non seulement du savoir en soi, mais de l'objet du savoir) c'est-à-dire à croire que l'intellectuel peut être un véritable intellectuel (et pas simplement un pédant) s'il est distinct et détaché du peuple-nation, s'il ne sent pas les passions élémentaires du peuple, les comprenant, les expliquant et les justifiant dans la situation historique déterminée, en les rattachant dialectiquement aux lois de l'histoire, à une conception du monde supérieure, élaborée suivant une méthode scientifique et cohérente, le « savoir » ; on ne fait pas de politique-histoire sans cette passion, c'est-à-dire sans cette connexion sentimentale entre intellectuels et peuple-nation ². »

Sans cette liaison émotive entre le parti et l'élément populaire de la nation, le marxisme ne peut exprimer les besoins des masses populaires et, notamment, de la partie la plus avancée de celles-ci, la classe ouvrière. Sans ce lien affectif, le marxisme se détache des problèmes de la pratique et se cristallise en dogmes et en formules rituelles. Sans lui, le rapport devient purement extérieur et coercitif : le parti règne sur les masses sans les exprimer vraiment :

« En l'absence d'un tel lien, les rapports de l'intellectuel avec le peuple-nation se réduisent à des rapports d'ordre purement bureaucratique, formel ; les intellectuels deviennent une caste ou un sacerdoce... ³ »

Si le rapport entre parti et masses est défini par une adhésion organique par laquelle le sentiment-passion devient compréhension, puis savoir, on a alors, et seulement alors, un rapport d'expression-éducation : le parti peut diriger la réforme

¹ M.S., p. 114 ; O.C., p. 120.

² M.S., pp. 114-115 ; O.C., pp. 120-121.

³ M.S., p. 115 ; O.C., p. 121.

culturelle et morale des masses populaires *parce qu'il* les exprime. Ainsi peut se créer un « bloc socio-culturel » qui unifie l'ensemble des masses populaires sous le guide de la classe ouvrière et, plus précisément, sous le guide du parti révolutionnaire.

Gramsci a éclairé le sens qu'il donnait au concept « sentir » en étudiant le fait historique de l'absence de littérature nationale-populaire en Italie. Par ce terme, Gramsci entend une littérature qui serait produite par des auteurs italiens et lue par le peuple italien.

Pour qu'une littérature soit nationale-populaire, il faut que son contenu moral, culturel et affectif adhère à celui vécu par les masses. Cependant cette adhérence ne doit pas être conçue de façon statique, mais de façon dynamique. Le contenu de l'œuvre ne doit pas *refléter* passivement la conscience contradictoire et hétérogène de l'élément populaire de la nation. Il doit y adhérer : *l'auteur* doit élaborer une œuvre qui exprime certains des problèmes que vivent à un niveau plus ou moins profond les masses populaires.

Pour qu'un écrivain puisse, par ses œuvres, exprimer la conscience des masses populaires, il faut qu'il comprenne leurs besoins, leurs exigences, leurs problèmes, leurs aspirations et leurs sentiments ; il faut qu'il revive intérieurement leur mode d'être pour pouvoir ensuite l'exprimer dans une forme artistique adéquate. Il n'existe pas de littérature nationale-populaire en Italie

« car il n'y a pas identité de conception du monde chez les « écrivains » et chez le « peuple » ; autrement dit, les sentiments populaires ne sont pas vécus par les écrivains comme étant les leurs propres, et les écrivains n'ont pas une fonction « éducatrice nationale », c'est-à-dire qu'ils ne se sont pas posé et qu'ils ne se posent pas le problème de l'élaboration des sentiments populaires après les avoir faits revivre en eux et faits leurs ¹. »

Ou encore :

« Les intellectuels ne sortent pas du peuple, même si, par accident, l'un d'eux est d'origine populaire ; ils ne se sentent pas liés au peuple (sauf sous l'angle de la rhétorique), ils n'en connaissent ni n'en éprouvent les besoins, les aspirations, les sentiments diffus par rapport au peuple ils sont des êtres détachés, assis sur les nuages, c'est-à-dire une caste et non un élément organiquement lié au peuple lui-même ². »

Gramsci rejoint ainsi une préoccupation chère à Mao Tsé-Toung qui affirme que l'écrivain communiste doit travailler à remplacer ses sentiments petits-bourgeois par ceux de la masse :

« Beaucoup de camarades aiment à parler du « style des masses » ; mais que signifie l'expression « style des masses » ? Elle signifie que les pensées et les sentiments de nos écrivains et artistes doivent se fondre avec ceux des larges masses d'ouvriers, de paysans et de soldats ³. »

¹ I., p. 103 ; O.C., p. 470.

² I., p. 106 ; O.C., p. 472.

³ Mao Tsé-Toung, « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art, à Yénan. Allocution d'ouverture, 2 mai 1942 ». Cahiers marxistes léninistes, nos 12-13 (juillet-octobre 1966), p. 92.

Et pour arriver à cette « fusion », on sait que Mao engage l'artiste à vivre avec les masses, à s'éduquer et à les éduquer en militant parmi eux, à transformer son mode de vie pour qu'il s'harmonise avec celui des ouvriers et des paysans. L'artiste, pour devenir « national-populaire », doit se transformer de petit-bourgeois en militant révolutionnaire de façon à pouvoir vivre au sein des masses comme « un poisson dans l'eau ».

Le contenu culturel de l'œuvre ressort nettement dans l'attitude de l'écrivain par rapport au milieu décrit. Ainsi, si Dostoïevski montre que la sagesse instinctive et ingénue du peuple peut entraîner des crises de conscience chez l'homme cultivé, Manzoni, au contraire, décrit comment les esprits « supérieurs » trouvent les mots justes pour éclairer la masse « ignare » :

« Il existe chez Dostoïevski un fort sentiment national-populaire, c'est-à-dire la conscience d'une mission des intellectuels envers le peuple qui, même s'il est « objective-ment » constitué d'humbles, doit être libéré de cette humilité, transformé, régénéré. Chez l'intellectuel italien, l'expression d' « humbles » indique un rapport de protection paternaliste par lequel l'écrivain fait étalage de son « indiscutable supériorité »... ¹ »

On ne peut comprendre pourquoi la masse peut entraîner des crises idéologiques chez les intellectuels et pourquoi ceux-ci doivent s'imprégner des sentiments populaires, si on ne voit pas l'importance proprement gnoséologique du *sentir* :

« les conceptions du monde ne peuvent pas ne pas être élaborées par des esprits éminents, mais la « réalité » est exprimée par les humbles, par les simples d'esprit ². »

Le *savoir* du parti ne peut être ainsi que l'élaboration et le développement conceptuels du *sentir* de la classe qu'il représente : l'intellectuel marxiste dit ce que la classe ouvrière *sent*.

Il faut prendre garde de ne pas interpréter ce rapport mécaniquement. Le parti n'est pas un miroir qui refléterait le sentir de la classe ouvrière : il doit plutôt se fonder sur ce sentir pour en dégager critiqueusement une conception du monde homogène et cohérente.

Le sentir de la classe ouvrière est naturellement un amalgame de conceptions du monde hétérogènes et hétéroclites. Gramsci revient souvent dans ses notes sur le nœud contradictoire des idéologies vécues par la classe ouvrière. Il y a un sentir qui est le propre de la classe ouvrière ; il s'appuie sur les expériences originales qu'elle a vécues. Ce sentir original et indépendant, Gramsci le nomme aussi « le bon sens ». C'est sur celui-ci que le parti doit se fonder, en écartant l'influence idéologique des autres Masses ainsi que les idéologies particulières à tel ou tel secteur ouvrier. Donc, pour que le parti élabore la conception du monde du prolétariat, il doit se fonder non sur l'ensemble des images, des symboles et des idéologies que cette classe subit, mais sur le sentir original qui en est aussi « le bon sens ».

¹ L.V.N., p. 72.

² L.V.N., p. 76.

On comprend alors la fonction éducatrice des intellectuels et du parti. Celui-ci doit diriger la réforme culturelle et morale des masses populaires et, plus particulièrement, de la classe ouvrière. Cette classe doit se débarrasser de tout ce que sa conscience charrie d'hétérogène et d'étranger pour accéder à la conscience supérieure représentée par le marxisme comme « weltanschauung », c'est-à-dire comme conception intégrale du monde. Cette conception est la théorie correspondant à la pratique politique et économique de la classe ouvrière comme classe pour soi ; elle est l'éthique définissant les modes de comportement de l'homme nouveau de la société communiste, homme nouveau dont les militants du parti doivent être les représentants ; elle est savoir, compréhension et sentir ; elle doit articuler tous les niveaux de la réalité pour penser le monde et permettre sa transformation. Il ne faut donc pas entendre « réforme morale et culturelle » dans un sens réformiste, mais dans un sens révolutionnaire : il ne s'agit de rien moins que de la production d'un *homme nouveau*.

On aurait tort cependant d'interpréter le rapport parti-classe comme pur rapport « pédagogique ». Le prolétariat atteint une conception du monde homogène et indépendante en luttant contre la classe adverse et en œuvrant pour étendre son hégémonie sur les classes appelées à devenir ses alliées. C'est en agissant politiquement que la classe ouvrière prend conscience de la place qu'elle occupe dans la société et du rôle historique que cette place lui assigne. C'est en luttant qu'elle apprend à connaître la société. C'est en transformant le monde que la classe ouvrière transforme sa propre conscience. Le parti est le guide de cette classe dans ce processus de transformation.

Spontanéité et direction.

[Retour à la table des matières](#)

La formation d'une volonté collective qui unifie l'ensemble des masses populaires contre la bourgeoisie exige un juste rapport entre les mouvements spontanés de revendications populaires et l'action directrice du parti. Gramsci cherche à définir ce rapport en critiquant les deux déviations - le « sorellisme » et le sectarisme - qu'entraîne la séparation des deux pôles.

L'un des termes du rapport est la « spontanéité des masses ». Quelle signification l'auteur donne-t-il à cette expression ?

« *Spontanés*, dans le sens qu'ils ne sont pas dus à une activité éducatrice systématique de la part d'un groupe dirigeant déjà conscient, mais qu'ils se sont formés au travers de l'expérience quotidienne éclairée par le « sens commun », c'est-à-dire par la conception traditionnelle du monde, ce qu'on appelle, de façon plus terre-à-terre, « instinct », et qui n'est lui-même qu'une acquisition historique primitive et élémentaire ¹. »

¹ P., p. 57 O.C., p. 338.

Les sentiments spontanés des masses sont donc ceux qui n'ont pas été soumis à l'action éducatrice du parti. Ils sont le fruit de l'ensemble des expériences propres aux masses populaires, mais des expériences dont l'interprétation a été conditionnée par l'influence idéologique des couches intellectuelles reliées plus ou moins organiquement aux classes dominantes. Dans le sens précis du terme, il ne peut pas y avoir de mouvements strictement spontanés : cette prétendue spontanéité renvoie toujours à une série de motifs plus ou moins influencés par les idéologies dominantes :

« Il faut avant tout remarquer que la « pure » spontanéité n'existe pas dans l'histoire : elle coïnciderait avec la « pure » action mécanique. Dans le mouvement « le plus spontané » les éléments de « direction consciente » sont seulement incontrôlables, ils n'ont pas laissé de document authentifiable ¹. »

La spontanéité est caractéristique de l'histoire des classes qui occupent une place subalterne dans la société car elles n'ont pas, à l'instar des classes dominantes, l'ensemble des instruments politiques, économiques et culturels qui leur permettraient assez aisément de définir objectifs à atteindre et moyens pour les réaliser. Elle caractérise l'ensemble des classes qui n'ont pas atteint la conscience « pour soi ».

Le caractère spontané inhérent à la conscience des masses populaires implique donc une multiplicité d'éléments de direction consciente. Mais ces éléments ne sont pas articulés entre eux et ne sont pas unifiés autour de principes cohérents qui prédomineraient, car, en plus de surgir du noyau de « bon sens » des masses populaires, ils renvoient à un ensemble d'idéologies qui, sont étrangères aux aspirations profondes de ces masses. C'est cette spontanéité populaire que Henri de Man décrit et oppose empiriquement au marxisme ². Cet auteur a eu le mérite d'attirer l'attention sur les phénomènes de la psychologie populaire. Mais il a le tort de tomber dans une conception vulgairement positiviste et anti-historique. Il n'a pas cherché à découvrir les racines historiques de cette conscience « spontanée » des masses populaires et les tendances historiques qui, s'appuyant sur ce qu'il y a de valable dans cette conscience, conduiraient les masses à une conception du monde homogène et cohérente. La doctrine de l'hégémonie du parti exige la reconnaissance de cette psychologie populaire, mais comme *point de départ* d'une réforme culturelle et morale et de la formation d'une volonté collective aptes à développer les éléments éthiques conscients et volontaires inclus dans le noyau de « bon sens » de cette psychologie populaire.

Ce noyau de « bon sens », ce minimum de réflexions propres aux masses populaires existe dans tout mouvement spontané. Les classes subalternes ne sont pas que de purs réceptacles ; elles ne sont pas entièrement conditionnées par l'idéologie des classes dominantes ; elles pensent, jusqu'à un certain niveau, par elles-mêmes :

« Qu'il existe dans tout mouvement « spontané » un élément primitif de direction consciente, de discipline, cela est démontré de façon indirecte par le fait qu'il existe des courants et des groupes qui soutiennent la spontanéité comme méthode ³. »

¹ P., p. 55 O.C., p. 335.

² Man Henri de, *La joie du travail*. Paris, Alcan, 1930.

³ P., p. 56 ; O.C., pp. 336-337.

Sorel est précisément le représentant de cette méthode.

Par le mythe de la grève générale, Sorel propose une révolte des producteurs sur le terrain même de la production, révolte qui devrait entraîner la destruction simultanée de l'État et du capitalisme. S'opposant à tout programme politique, concevant tout plan préétabli comme utopique et réactionnaire, il abandonne en définitive la ligne politique à l'impulsion de l'« irrationnel », de l'« arbitraire » (au sens bergsonien d'« élan vital »), ou de la « spontanéité »¹. En condamnant le parti de type léniniste, il condamne la classe ouvrière à demeurer au même niveau de conscience, c'est-à-dire dans sa phase primitive et élémentaire. Car le parti n'est pas, comme le prétend Sorel, une entrave à la prise de conscience de soi du prolétariat, mais, au contraire, l'élément privilégié de cette maturation.

Et à supposer que le mythe négatif de la grève générale puisse conduire à la création d'une volonté collective qui permettrait à la classe ouvrière de détruire les rapports de production bourgeois, comment pourrait-il empêcher, dans la phase positive de construction, cette volonté de se fractionner et de se disperser en une infinité de volontés particulières ? Toute négation implique d'ailleurs, même sous une forme voilée, une affirmation. Politiquement, cette vérité de la dialectique signifie que tout acte politique de destruction contient nécessairement, même sous forme implicite, un programme à réaliser. Ainsi Sorel, en s'opposant au programme politique, au parti, à l'élément directif et discipliné de l'action politique, tombe malgré lui dans le plus vulgaire déterminisme :

« Dans ce cas, on voit qu'on suppose derrière la spontanéité un pur mécanisme, derrière la liberté (libre arbitre-élan vital) un maximum de déterminisme, derrière l'idéalisme, un matérialisme absolu². »

Si les disciples de la spontanéité et ceux du déterminisme se critiquent mutuellement, ils le font en insistant sur les pôles opposés d'une même problématique : le « spontanéisme » est mécanisme et vice versa.

Le sectarisme est l'envers gauchiste de la déviation droitère du culte de la spontanéité. Bordiga, qui dirigea le P.C.I. durant ses premières années, est le représentant italien de cette « maladie infantile du communisme ». Pour ce dirigeant, le parti se définit par sa pureté et son intransigeance révolutionnaires. Il s'opposa ainsi à l'inscription au parti de tout élément qui n'était pas « cent pour cent » révolutionnaire. Il combattit tout compromis tactique, tout mot d'ordre transitoire qui aurait pu relier concrètement le parti aux mouvements de revendication populaire, de crainte de faire du P.C. un autre parti social-démocrate. Le principe que « le parti dirige la classe ouvrière » était interprété de façon mécanique : Bordiga proclamait que le parti était « l'organe du prolétariat », non parce que le parti dirigeait ou cherchait effectivement à diriger, par des moyens adéquats, de larges couches des masses populaires, mais parce que le parti était « marxiste-léniniste », parce que le parti luttait de façon intransigeante pour les objectifs ultimes de la révolution :

¹ Mach., p. 4 ; O.C., p. 184.

² Mach., p. 5 ; O.C., pp. 185-186.

« Toute participation des masses à l'activité et à la vie interne du parti (...) était vue comme dangereuse pour son unité et sa centralisation. Le parti n'a pas été conçu comme le résultat d'un processus dialectique dans lequel convergent le mouvement spontané des masses révolutionnaires et la volonté organisatrice et directrice du centre, mais seulement comme quelque chose « campée en l'air », qui se développe en soi et pour soi, et que les masses rejoignent quand la situation est propice et que la croissance de la vague révolutionnaire les a portées jusqu'à sa « hauteur », ou même, quand le centre du parti juge qu'il doit initier une offensive et, pour cela, s'abaisser jusqu'à la masse pour la stimuler et la porter à l'action¹. »

Pour Gramsci, au contraire, le parti est une partie de la classe ouvrière. Il doit s'unir étroitement à la classe qu'il représente pour la conduire à travers toutes les phases intermédiaires jusqu'à la conquête du pouvoir :

« Le parti est une partie de la classe ouvrière. Il est donc sujet à une série d'influences exercées par les forces et les courants qui se déterminent au sein de la classe ouvrière. En outre, le parti a une tactique qui doit s'adapter continuellement aux situations réelles et à leur développement. Nier l'existence et la nécessité de l'influence de ce double ordre de facteurs sur le parti revient à nier l'existence même du parti comme organisme vivant. A l'extérieur de cette influence, nos problèmes perdent leur valeur, nos solutions et nos mots d'ordre perdent leur signification pour devenir des formules vides et arides. La dialectique marxiste consiste précisément à retrouver continuellement les liaisons entre nos mots d'ordre, les situations objectives et les regroupements de forces qui se produisent au sein de la masse laborieuse². »

Pour illustrer la ligne politique qui favorise la formation d'une volonté collective en unissant spontanéité et direction, Gramsci utilise le mouvement des Conseils d'usine que dirigea *l'Ordine Nuovo* en 1919-20. Pour accomplir efficacement sa fonction de direction, la revue ne répéta pas mécaniquement des formules marxistes, mais se fonda sur les éléments conscients du mouvement pour les éduquer et les élever jusqu'à la théorie moderne, le marxisme :

« Cette direction n'était pas abstraite, elle ne consistait pas à répéter mécaniquement des formules scientifiques ou théoriques, elle ne confondait pas la politique, l'action réelle, avec la recherche particulière du théoricien ; elle s'appliquait à des hommes réels, qui s'étaient formés dans des conditions historiques déterminées, avec des sentiments, des façons de voir, des fragments de conception du monde, etc., déterminés, qui résultaient des combinaisons « spontanées » d'un certain milieu de production matérielle, avec la « fortuite » agglomération d'éléments sociaux disparates. Cet élément de « spontanéité » ne fut pas négligé, et encore moins méprisé : il fut *éduqué*, orienté, purifié de tous les corps étrangers qui pouvaient le souiller, afin de le rendre homogène, mais de façon vivante, historiquement efficace, grâce à la théorie moderne³. »

Le sectarisme, qui est une forme de volontarisme, méprise cette spontanéité. Au lieu de se fonder sur cette spontanéité populaire pour l'éduquer, il la refuse par purisme. Ce volontarisme est souvent le pendant d'un intellectualisme par lequel on juge la classe ouvrière, non pas en la situant dans un contexte socio-économique et en

¹ Lettre de Gramsci du 4 février 1924 adressée à Togliatti, Terracini, etc. Publiée dans *La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano*. Rome, Riuniti, 1962, p. 195.

² Lettre de Gramsci in *La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano*. Rome, Riuniti, 1962, p. 351.

³ P., p. 57 ; O.C., pp. 337-338.

étudiant ce contexte sous l'angle historique, mais en partant « d'idées claires et distinctes », de valeurs a priori auxquelles on voudrait bien que la réalité se plie :

« Une conception historico-politique scolastique et académique est la conception selon laquelle n'a de réalité et de dignité que le mouvement qui est conscient à cent pour cent, et qui, même, est déterminé par un plan minutieusement tracé à l'avance, ou qui correspond (ce qui revient au même) à la théorie abstraite. Mais la réalité est riche des combinaisons les plus bizarres, et c'est le théoricien qui doit, dans cette bizarrerie, retrouver la preuve de sa théorie, « traduire » en langage théorique les éléments de la vie de l'histoire, et ce n'est pas, en sens contraire, la réalité qui doit se présenter selon le schéma abstrait ¹. »

L'union de la spontanéité populaire et de la discipline du parti, voilà la seule façon de provoquer la formation d'une volonté collective :

« Cette unité de la « spontanéité » et de la « direction consciente », ou encore de la « discipline », voilà ce qu'est précisément l'action politique réelle des classes subalternes, en tant qu'elle est une politique de masse et non une simple aventure de groupements qui se réclament des masses ². »

Par ce rapport dialectique, l'éducateur est aussi l'élève de l'éduqué et celui-ci, le maître de l'éducateur. Gramsci d'ailleurs note que, de façon générale, si un groupe d'intellectuels assume une nouvelle position politique qui trouve ses fondements dans la réalité, il finit toujours par entraîner avec lui des couches toujours plus larges de la masse et que, d'autre part, si celle-ci se met en mouvement par des révoltes spontanées, les intellectuels sont alors portés à s'interroger sur la validité de ces mouvements et à se rapprocher des préoccupations populaires.

Lukàcs, aussi, insiste sur le processus par lequel le parti se forme, sur *l'interaction* entre la spontanéité et la discipline :

« Rosa Luxembourg a très justement reconnu que *l'organisation doit se former comme produit de la lutte*. Elle a seulement surestimé le caractère organique de ce processus et sous-estimé l'importance de l'élément organisateur en lui (...). Il s'agit de l'interaction entre spontanéité et réglementation consciente ³. »

Cette dialectique spontanéité-discipline permet d'éclairer le fonctionnement interne du parti. Car si celui-ci se coupe de la classe qu'il devrait représenter, il se sépare de la substance même de sa réalité, il se sépare du mouvement même de la vie et ne peut que se raidir mécaniquement en bureaucratie :

« Le caractère « organique » ne peut appartenir qu'au centralisme démocratique qui est un « centralisme » en mouvement, pour ainsi dire, c'est-à-dire une continuelle adéquation de l'organisation au mouvement réel, une capacité d'équilibrer les poussées qui viennent d'en bas avec les ordres qui viennent d'en haut, une insertion continuelle des éléments qui débouchent

¹ P., pp. 58-59 ; O.C., pp. 339-340.

² P., p. 57 ; O.C., p. 338.

³ Lukàcs Georg, *Histoire et conscience de classe*, p. 357.

des profondeurs de la masse dans le cadre solide de l'appareil de direction, lequel assure la continuité et l'accumulation régulière des expériences ; il est « organique » parce qu'il tient compte du mouvement, qui est, pour la réalité historique, le mode organique de se révéler, et il ne se raidit pas mécaniquement dans la bureaucratie, tout en tenant compte en même temps de ce qui est relativement stable et permanent ou pour le moins de ce qui se meut dans une direction facile à prévoir, etc. ¹. »

Unir l'analyse des conjonctures aux lois de l'histoire, unir la tactique à la stratégie, unir la spontanéité populaire à la philosophie de la praxis : voilà la tâche du parti qui veut centraliser les énergies démocratiquement. Si le parti n'est pas attentif aux préoccupations de la classe ouvrière, il s'en détachera peu à peu et se constituera en caste pour lutter en son sein et hors d'elle contre tout ce qui pourrait remettre en question ses privilèges. C'est alors le centralisme bureaucratique qui l'emporte dans le parti, et ses dirigeants, dit Gramsci, chercheront à étouffer la naissance de toute opposition, même de celles qui présentent une homogénéité avec les intérêts fondamentaux de la classe que le parti devrait représenter.

Une des caractéristiques de la révolution culturelle chinoise est l'union de la spontanéité de la masse et de la direction du sommet dans la lutte contre la bureaucratisation. Tous les commentateurs ont insisté sur le caractère « spontané » des manifestations écrites, orales, etc. des gardes rouges. Ceux-ci sont conviés à critiquer tous les cadres du parti qui se sont éloignés de la pensée de Mao. Mais, d'autre part, à mesure que la révolution a progressé, l'armée a été appelée à jouer un rôle de plus en plus important, assumant des fonctions d'encadrement et de direction. Le caractère nouveau de cette « Révolution » enlève toute possibilité de porter des jugements tranchés. Mais si nous accordons une valeur aux textes de Mao lui-même, il faut bien admettre qu'elle est une tentative colossale pour lutter contre la bureaucratisation du parti et pour élever la conscience des masses en les incitant à exercer leurs fonctions intellectuelles par la critique de ceux mêmes qui les dirigeaient auparavant.

Gramsci dira que

« la seule existence d'un squelette d'organisation est d'une immense utilité, soit pour apporter une certaine solution au problème des hommes, soit pour contrôler les divers groupes intellectuels et empêcher que les intérêts de caste ne les amènent imperceptiblement sur un autre terrain ². »

Mais il ne précisera jamais clairement quelle forme de contrôle il a en tête. Nous pouvons cependant dégager de l'ensemble des fragments des *Quaderni* une attitude assez « libérale » face aux intellectuels. Selon l'auteur, l'Église romaine empêche la formation d'une scission trop radicale entre les intellectuels et les masses, d'une part, en réprimant les premiers par l'index et l'excommunication et, d'autre part, en maintenant les seconds dans une attitude intellectuelle passive et soumise. Gramsci s'oppose à cette politique pour préconiser, comme seul moyen véritable d'unir les intellectuels et la masse, l'élévation culturelle de celle-ci : le parti doit

¹ Mach., p. 76 ; O.C., p. 279.

² R., p. 82 ; O.C., p. 359.

« travailler sans cesse à l'élévation intellectuelle de couches populaires toujours plus larges, pour donner une personnalité à l'élément amorphe de masse, ce qui veut dire de travailler à susciter des élites d'intellectuels d'un type nouveau qui surgissent directement de la masse tout en restant en contact avec elle pour devenir les « baleines » du corset ¹. »

Le parti doit sans cesse oeuvrer à l'éducation de la masse et à l'élargissement de ses propres cadres par l'assimilation des éléments les plus conscients de cette masse : ce mouvement doit être ininterrompu si le parti veut demeurer lié à la classe ouvrière. Pour que la classe ouvrière s'éduque, il faut qu'elle participe *activement* aux activités essentielles du parti. Entre le parti et la classe doit s'instaurer un consensus actif et direct. Toute forme de centralisme est bureaucratique si elle se fonde sur le présupposé que le rapport entre parti et classe doit reposer uniquement sur le fait que celui-ci travaille dans les intérêts de celle-ci. Le centralisme organique exige la participation active et directe des différentes couches de la masse, même si cela provoque des tiraillements et des tensions. Une volonté collective se forme seulement après que la multiplicité des groupes se sont unifiés à travers une longue et difficile participation à l'élaboration de l'œuvre commune.

*

**

Pour définir le concept d'hégémonie, Gramsci s'inspire de Croce et de Lénine. Au premier, il empruntera la signification culturelle du terme, au second, sa signification politique. Le concept d'hégémonie sera ainsi beaucoup plus étendu et plus compréhensif chez Gramsci que chez Lénine ².

Le concept léninien d'hégémonie indique la fonction directrice du parti dans sa lutte pour la conquête du pouvoir ou, encore, le rôle prédominant du prolétariat dans son alliance avec la paysannerie. En plus de signifier *direction politique* (le thème de la formation d'une volonté collective), le concept gramscien signifie *direction culturelle* (le thème de la réforme morale et culturelle). Selon notre auteur, il ne peut y avoir de réforme morale et culturelle des vastes masses populaires si elles ne s'unissent en une seule *volonté* pour lutter contre la classe dominante et, réciproquement, le parti ne peut diriger les masses populaires s'il n'entreprend leur réforme culturelle et morale.

Ainsi, l'hégémonie n'est pas qu'un *moyen* nécessaire à la conquête et à la conservation du pouvoir ; en tant que réforme morale et intellectuelle, elle est une *fin* : la révolution culturelle et morale est aussi essentielle que les révolutions politique et économique pour qu'émerge l'homme nouveau.

Gramsci se distingue aussi de Lénine sur un autre point. Par opposition à la conception déterministe de la IIe Internationale, le dirigeant de la Révolution d'Octobre met l'accent, dans le rapport parti-masses, sur le rôle déterminant du premier. Dans l'ensemble de son œuvre théorique, et en polémique avec le « trade-unionisme », il

¹ M.S., p. 17 ; O.C., p. 38.

² Bobbio Norberto, Gramsci e la concezione della società civile.

insista sur le rôle d'avant-garde et sur la fonction directrice du parti ¹. Gramsci, au contraire, insista autant sur l'élément *direction* cher à Lénine que sur l'élément *spontanéité* populaire, autant sur le *savoir* des dirigeants que sur le *sentir* des masses. Si Lénine affirme que le marxisme doit être importé de l'extérieur au sein du prolétariat, Gramsci, tout au long de sa vie militante, dira que le marxisme, comme conception du monde, se construit dans la dialectique entre les connaissances des intellectuels et le sentir de la classe ouvrière. Dans le rapport dialectique entre le parti et les masses. Gramsci, comme Lukàcs, se situerait donc entre le dirigisme politique de Lénine et le spontanéisme révolutionnaire de Luxembourg.

Gramsci relie donc les deux pôles de toute action politique de masse : le savoir et le sentir, la direction et la spontanéité. Car leur séparation conduirait soit au volontarisme et à l'intellectualisme sectaires soit à l'anarchisme de type sorellien.

¹ Spriano Paolo, préface au recueil *Scritti politici*. Rome, Riuniti, 1967, pp. XVI-XVII.

Chapitre V

L'organisation de l'hégémonie

[Retour à la table des matières](#)

Dans le chapitre précédent, nous avons étudié la dialectique entre le parti et les masses populaires. Le parti se fonde sur le sentir populaire pour en entreprendre la réforme culturelle et il s'appuie sur la spontanéité des masses pour les discipliner et les orienter vers la formation d'une volonté collective.

Mais le concept d'hégémonie ne peut être réduit à cette seule dialectique. Le parti est un organisme de classe, et s'il doit exercer son hégémonie sur les forces populaires, il ne pourra le faire de façon générique et indistincte : c'est par l'intermédiaire de la seule classe ouvrière que le parti peut étendre son influence sur l'ensemble du « peuple-nation ».

Le concept gramscien d'hégémonie implique donc deux niveaux complémentaires : 1) le type de rapport qui peut assurer au parti la direction « culturelle-morale » et la direction politique des masses populaires ; 2) l'articulation de classe par laquelle le parti organise son hégémonie (prédominance du prolétariat sur la paysannerie). Certains commentateurs ont négligé ce deuxième niveau : ils ont donné naissance aux différents gramsci « démocrate ou populiste ». Mais la grande majorité des interprètes ont sous-estimé l'importance du premier niveau : obnubilés par le rapport Lénine-Gramsci, ils n'ont point vu les traits originaux et spécifiques de la pensée gramscienne.

Dans ce chapitre, nous étudierons le type d'organisation par lequel le parti s'unit aux différentes couches populaires et par lequel la classe ouvrière dirige la paysannerie.

L'hégémonie du prolétariat.

[Retour à la table des matières](#)

Le parti communiste est le parti d'une seule classe : le prolétariat. S'il vise à obtenir l'appui de l'ensemble des couches populaires, il n'oublie jamais le fondement de classe sur lequel il repose :

« Les masses laborieuses, prises dans leur ensemble, ont-elles une volonté? Le Parti communiste doit-il « obéir à la volonté des masses en général »? Non. Il existe dans l'ensemble des masses laborieuses plusieurs volontés distinctes: il existe une volonté communiste, une volonté maximaliste, une volonté réformiste, une volonté démocratique-libérale (...). Le parti communiste « représente » les intérêts de l'entière masse laborieuse, mais « actualise » la seule volonté d'une partie déterminée de la masse, de cette partie la plus avancée (le prolétariat) qui veut, par les moyens révolutionnaires, renverser le régime existant pour fonder le communisme ¹. »

Il n'y a pas de volonté unique des masses populaires car celles-ci, en tant que telles, n'existent pas : existent seulement la classe ouvrière, la classe paysanne, etc. « Masses populaires » est un terme collectif qui sert à désigner les différentes classes non dominantes.

Pourquoi le parti révolutionnaire doit-il être le parti de la classe ouvrière et non d'une autre classe ? Le prolétariat, à l'instar de la bourgeoisie industrielle, est le produit propre du système capitaliste. Celui-ci ne peut subsister et se développer sans l'exploitation de celui-là. Or le prolétariat est la seule classe qui, ne possédant aucun moyen de production, peut s'attaquer non seulement à la base du système capitaliste, mais, aussi et en même temps, au fondement de toute exploitation : l'appropriation privée. La place occupée par le prolétariat au sein du système capitaliste détermine la fonction de guide révolutionnaire qui lui incombe.

Chaque classe est porteuse, même sous une forme confuse et rudimentaire, d'une certaine façon de sentir et de se: comporter vis-à-vis de la nature et les autres hommes. Le marxisme est l'élaboration cohérente et homogène du noyau de « bon sens » de la classe ouvrière :

¹ Gramsci A., « La volontà delle masse », L'Unità, 24 giugno 1925. Publié dans Scritti politici, pp. 620-621.

« Chaque classe a eu une conception déterminée, propre et différente de celles de toutes les autres classes (...) : le communisme marxiste est la conception de la classe ouvrière moderne et seulement de celle-ci : les thèses révolutionnaires du marxisme deviennent signes cabalistiques s'ils sont pensés à l'extérieur du prolétariat moderne et du mode de production capitaliste dont le prolétariat est d'ailleurs la conséquence ¹. »

La conscience du prolétariat trouve son fondement dans l'usine. C'est là que chaque prolétaire apprend à travailler de façon disciplinée, comme élément d'un tout. C'est là qu'il apprend l'importance de la solidarité et de l'entraide.

« La classe ouvrière s'est identifiée à l'usine, s'est identifiée à la production : le prolétariat ne peut vivre sans travailler, et sans travailler de façon méthodique et ordonnée. La division du travail a créé l'unité psychologique de la classe prolétarienne, a créé dans le monde prolétaire ce corps de sentiments, d'instincts, de pensées, de coutumes, d'habitudes, d'affections qui se résument dans l'expression : solidarité de classe ². »

Cet apprentissage aux nécessités de l'action collective place naturellement le prolétariat à l'avant-garde de la lutte pour la formation d'une volonté collective, comme la conception du monde propre au prolétariat, le marxisme, le place à la tête de la « réforme culturelle et morale ».

Le parti révolutionnaire est le parti de la classe ouvrière, et il doit l'être, non seulement au niveau du programme, mais dans les faits : la majorité des militants du parti doit être d'origine prolétarienne et le parti doit obtenir l'appui actif de la classe dont il est le représentant. Il s'agira donc d'unir, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la spontanéité ouvrière à la direction consciente du parti. Quel type d'organisme est le plus apte à unir spontanéité et discipline, sentir et théorie ?

Le type d'organisation n'est pas un problème purement technique : il est aussi et surtout un problème politique. L'organisation du parti devra pouvoir assurer la prédominance en son sein du prolétariat. La base du parti sera organisée selon les lieux de production et non pas selon les quartiers. L'organisation territoriale doit être subordonnée à l'organisation par cellules, car, si dans certains quartiers les éléments petits-bourgeois peuvent prédominer sur les éléments d'origine prolétarienne, l'organisation par cellules dans les usines assure *ipso facto* la majorité à la classe ouvrière :

« Tous les problèmes d'organisation sont des problèmes politiques (...). L'organisation du Parti doit être construite sur la base de la production et donc du lieu de travail (...). En posant la base organisationnelle dans le lieu de production, le Parti choisit la classe sur laquelle il se base : il proclame être un Parti de classe et le Parti d'une seule classe, la classe ouvrière ³. »

L'organisation par cellules a aussi, selon Gramsci, d'autres avantages. Elle permet la formation d'une vaste couche de dirigeants qui surgissent des masses et continuent d'exercer leurs fonctions directives en leur sein. Le fait de vivre dans la même usine

¹ Gramsci À., « Discorso agli anarchi », 3-10 aprile 1920. O.N., p. 348.

² Gramsci A., « L'operaio di fabbrica ». O.N., p. 325.

³ Gramsci A. et Togliatti P., « Thèses de Lyon » (IIIe Congrès du P.C.I., 1926). Stato operaio, vol. 2, n° 7 (juillet 1928), p. 493.

assure l'homogénéité des attitudes, des préoccupations et des pensées des membres de la cellule, et donc leur cohésion. Le caractère numériquement petit de la cellule favorise une formation plus rapide et plus profonde des militants en permettant à chacun de participer activement aux discussions et de prendre des responsabilités déterminées dans la vie de la cellule au sein de l'entreprise concernée.

Le parti cherchera à conquérir le consensus actif des prolétaires en œuvrant surtout dans leurs lieux de lutte les plus naturels : syndicats d'entreprise, coopératives, etc. Les syndicats sont, après le parti, l'organisme de classe le plus important. Ils luttent pour défendre les intérêts économiques du prolétariat. Mais les syndicats sont naturellement portés à sacrifier les intérêts économiques, politiques et culturels à long terme du prolétariat pour obtenir des avantages immédiats au niveau des salaires ou des conditions de travail. Aussi les syndicats devront-ils être subordonnés au parti de la même façon que la tactique doit l'être à la stratégie :

« Tout membre du parti, quelle que soit la position qu'il occupe, est toujours un membre du parti et est subordonné à sa direction. Il ne peut y avoir de subordination directe entre syndicat et parti : si le syndicat a spontanément choisi comme dirigeant un membre du parti, cela signifie qu'il accepte librement les directives du parti et donc en accepte librement (et même en désire) le contrôle sur ses fonctionnaires ¹. »

Par ses militants, le parti cherchera à exercer son contrôle et sa direction sur toutes les organisations ouvrières. Car s'il existe une foule d'organisations prolétariennes, une seule est capable de conduire dans toutes ses dimensions et jusqu'à son terme la lutte contre le capital :

« Le Parti communiste est l'avant-garde organisée, mais non la seule organisation de la classe ouvrière. Celle-ci a, en plus du Parti, une série d'organisations qui lui sont indispensables dans sa lutte contre le capital : syndicats, coopératives, comités d'entreprise, fractions parlementaires, union des femmes sans parti, presse, associations, organisations culturelles, unions de la jeunesse, organisations des combattants révolutionnaires (dans le cours de l'action révolutionnaire directe), Soviet des députés, État (si le prolétariat est au pouvoir), etc. (...). Quelle est l'organisation centrale suffisamment expérimentée pour élaborer la ligne politique générale et capable, grâce à son autorité, d'inciter toutes les autres organisations à suivre cette ligne ? Cette organisation est le parti du prolétariat (...). Le parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat ². »

En tout lieu où un secteur ouvrier met en avant certaines revendications, le parti doit être présent. Il doit se manifester dans toute organisation qui défend les intérêts d'un secteur ouvrier particulier. Car c'est par et dans la lutte quotidienne que le parti peut rejoindre son objectif ultime, la conquête du pouvoir ; c'est par l'intermédiaire des revendications partielles qu'il peut faire connaître ses objectifs révolutionnaires :

Le Parti dirige et unifie la classe ouvrière en participant à toutes les luttes de caractère partiel, en formulant et en propageant un programme de revendications qui présentent un intérêt immédiat pour la classe laborieuse. Les actions partielles et limitées sont considérées comme moments nécessaires à la mobilisation progressive et à l'unification de toutes les forces de la classe laborieuse (...). Le parti communiste lie chaque revendication immédiate à un objectif

¹ P., p. 61.

² Gramsci A., « Il partito del proletariato », *L'Ordine Nuovo*, 1er novembre 1924.

révolutionnaire, se sert de toute lutte partielle pour enseigner aux masses la nécessité de l'action générale...¹. »

Le parti, s'il est armé d'une idéologie cohérente et indépendante de celle des classes dominantes, peut, en étendant son contrôle sur les différentes organisations prolétariennes, s'unir à la spontanéité et au sentir du prolétariat pour en entreprendre la réforme culturelle et morale et pour en dégager une volonté collective. Une des conditions de l'hégémonie du parti est qu'il soit indépendant et *autonome* par rapport à l'idéologie et aux partis de la classe bourgeoise. Sans cette autonomie, le parti ne peut, en définitive, que servir de bureau de propagande pour étendre l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière et desservir ainsi la nécessaire formation d'une conscience de classe autonome et prolétarienne.

Même un prolétariat à 100 % conscient de sa fonction historique ne pourrait, par ses seules forces, renverser la bourgeoisie. Une analyse du rapport de forces au sein de la structure bourgeoise explique la nécessité pour le prolétariat de gagner le consensus des classes subalternes dans sa lutte contre l'ordre établi. Car l'adversaire est de taille. Ayant une longue expérience du pouvoir, il s'appuie sur une bureaucratie spécialisée, sur de puissants canaux de propagande et sur des appareils militaire, policier et judiciaire très bien rôdés. Pour vaincre un tel ennemi, le prolétariat doit s'allier les classes non dominantes. Dans un pays peu industrialisé comme l'était l'Italie d'alors, l'allié le plus puissant demeure la paysannerie car elle est la classe la plus nombreuse. Il s'agit d'unir, sous la direction du prolétariat, l'ensemble des classes subalternes en une seule volonté :

« Toute formation de volonté collective nationale populaire est impossible, si les grandes masses des paysans cultivateurs n'envahissent pas *simultanément* la vie politique. C'est ce qu'entendait obtenir Machiavel par la réforme de la milice, c'est ce que firent les *Jacobins* dans la Révolution française ; dans cette intelligence de Machiavel, il faut identifier un jacobinisme précoce...² »

Selon Gramsci, les Jacobins surent - par une organisation politique qui étendait ses rameaux sur l'ensemble du territoire français, par une idéologie qui unifiait l'ensemble des français non aristocrates et par un système de réformes économiques et sociales qui rattachait les paysans et les sans-culottes à la bourgeoisie - diriger une véritable révolution fondée sur une volonté collective nationale et populaire : le fait marquant de la Révolution française est l'appui que la bourgeoisie réussit à obtenir de la paysannerie et des sans-culottes des villes, notamment de ceux de Paris.

Pour Machiavel, il s'agit de constituer un État fondé sur l'unification des différentes Principautés de l'Italie. Le Prince, en fondant la monarchie absolue, sera l'instrument historique de cette unification. Gramsci diagnostique chez cet auteur un jacobinisme précoce. Non dans le sens qu'il aurait été un modèle pour la Révolution française, mais plutôt parce qu'il aurait compris la nécessité d'obtenir l'appui de la paysannerie pour réaliser une véritable unité nationale. En effet, Machiavel propose de remplacer les compagnies de mercenaires par des milices dont l'infanterie serait

¹ Gramsci A. et Togliatti P., « Thèses de Lyon (IIIe Congrès du P.C.I., 1926). *Stato operaio*, vol. 2, n° 7 (juillet 1928), p. 498.

² Mach., p. 7; O.C., p. 190.

constituée par les paysans. Cette substitution n'est pas proposée par un militaire, mais par un politique : il s'agit d'unir le peuple au Prince par l'intermédiaire d'une organisation étatique. Mais Machiavel ne sut pas, pour des raisons historiques, découvrir le fondement économique de l'hégémonie : les Jacobins, sous l'influence des physiocrates qui mettaient l'accent sur l'importance économique et sociale du cultivateur, surent entreprendre les réformes agricoles nécessaires tandis que Machiavel, qui vivait dans la période du mercantilisme, demeura nécessairement étranger à cette future problématique.

À l'époque moderne, l'intellectuel collectif, le parti, doit jouer le rôle que Machiavel assignait au Prince, c'est-à-dire former une volonté collective en unissant la paysannerie, non plus à l'aristocratie, mais à la classe révolutionnaire moderne, le prolétariat.

De même que le parti est l'artisan de la prise de conscience de soi qu'effectue le prolétariat, il est aussi l'architecte de l'hégémonie de cette classe - qu'il a d'abord rendue autonome - sur la paysannerie. Mais pour former une volonté collective nationale-populaire, il faut que le parti lutte sur le plan culturel et moral pour « révolutionner » la mentalité populaire et, spécialement, celle des paysans. Il est impossible d'unir en un seul bloc les masses contre la bourgeoisie, si elles sont encore sous l'influence de l'idéologie bourgeoise. Plus précisément, le parti mobilise des couches de plus en plus larges des masses sur des objectifs précis et, en même temps, élève leur niveau de conscience sociale. Le parti devra lutter contre l'esprit individualiste du paysan et favoriser l'émergence d'un esprit d'entraide et de solidarité. Cet esprit sera non seulement nécessaire à la lutte contre la bourgeoisie, mais indispensable aussi dans la phase positive de construction de la nouvelle société lorsqu'il faudra développer dans l'agriculture les aspects communautaires de la production.

Volonté collective et réforme « culturelle-morale » sont indissociablement liées. Il faut aller plus loin et comprendre qu'elles sont indissolublement liées à un programme de réformes économiques. Que ce soit le prolétariat qui *dirige* implique, d'une part, que ses intérêts économiques à long terme ne seront pas sacrifiés (par exemple, la nationalisation de toute l'économie et donc de l'agriculture) et que, d'autre part, son programme de transition tiendra compte des intérêts immédiats et de la mentalité présente de la classe paysanne (il ne devra pas, par des mesures trop radicales, repousser son allié dans le camp ennemi) :

« Le fait de l'hégémonie suppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie sera exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis, c'est-à-dire que le groupe dirigeant fasse des sacrifices d'ordre économique-corporatif, mais il est également indubitable que de tels sacrifices et qu'un tel compromis ne peuvent concerner l'essentiel, car si l'hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique, elle ne peut pas ne pas avoir son fondement dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans les secteurs décisifs de l'activité économique ¹. »

Il est intéressant de remarquer que Gramsci soutint, contre Togliatti, cette même problématique lors du conflit qui opposa, durant l'été et l'automne 1926, Staline et Trotsky sur la « Nouvelle Politique Économique ». La N.E.P. avait engendré une

¹ Mach., p. 31 ; O.C., pp. 221-222.

contradiction entre la classe ouvrière, contrainte par la crise industrielle à de grandes privations, et les masses paysannes qui imposaient la vente de leurs produits à des prix élevés. Le bloc de l'opposition de gauche dirigé par Trotsky soutenait l'exigence d'une rapide industrialisation et d'une nationalisation des terres. Autrement, disait-il, l'affaiblissement du prolétariat relié au rapide enrichissement des koulaks conduira à la restauration du capitalisme¹. Dans ce débat, Gramsci appuya la majorité dirigée par Staline. Si le prolétariat veut exercer son hégémonie sur la paysannerie, il ne doit pas lui imposer des mesures qui la rejetteraient dans le camp ennemi. Il doit même - si cela est nécessaire pour préserver l'alliance - accepter un niveau de vie plus bas que celui des paysans. Le prolétariat ne peut oublier son but ultime, la nationalisation de toute l'économie. Mais, selon Gramsci, la collectivisation de l'agriculture devrait se faire progressivement par l'industrialisation des travaux agricoles, par l'extension des formules coopératives et par l'éducation sociale et économique (la réforme morale et culturelle) du paysan. Étant donné l'importance de cette question, nous nous permettons de citer un long extrait de la lettre adressée par Gramsci au Comité central du P.C.U.S. :

« C'est le principe et la pratique de l'hégémonie du prolétariat qui sont mis en discussion, ce sont les rapports fondamentaux d'alliance entre ouvriers et paysans qui sont troublés et mis en danger, c'est-à-dire les piliers de l'État ouvrier et de la Révolution. Compagnons, on n'a jamais vu dans l'histoire une classe dominante, dans son ensemble, vivre dans des conditions inférieures à celles de strates déterminées de la classe dominée. Cette contradiction inouïe, l'histoire l'a réservée au prolétariat ; en cette contradiction résident les plus grands dangers pour la dictature du prolétariat, spécialement dans les pays où, comme en Russie, le capitalisme n'avait pas, avant la Révolution, assumé un grand développement et n'avait pas réussi à unifier les forces productives. D'ailleurs, même dans les pays capitalistes où le prolétariat a atteint une fonction sociale élevée, cette contradiction existe à un certain niveau et se présente sous la forme du réformisme et du trade-unionisme par lesquels naissent l'esprit corporatif et les stratifications de l'aristocratie ouvrière. Et pourtant, le prolétariat ne peut devenir classe dominante s'il ne dépasse pas cette contradiction par le sacrifice de ses intérêts corporatifs ; et devenu dominant, il ne peut maintenir son hégémonie et sa dictature, s'il ne sacrifie pas ses intérêts immédiats à ses intérêts essentiels de classe². »

Nous savons que Gramsci s'opposa au « tournant à gauche » imposé par Staline à l'Internationale durant les années 1928-30³. Mais aucun document ne nous révèle si, compte tenu de la conjoncture russe de cette époque, Gramsci continua de s'opposer à la politique de collectivisation brutale des terres que Staline maintenant faisait sienne. Une telle opposition aurait par ailleurs été cohérente avec la problématique qu'il soutint depuis ses premières années dans le socialisme jusqu'à ses derniers jours en prison.

Le prolétariat doit exercer par l'intermédiaire du parti son hégémonie sur la paysannerie à un triple niveau : direction politique, programme économique et réforme culturelle. Mais pour que le parti convainque les paysans de suivre la voie tracée par la classe ouvrière, il faut au préalable qu'il les ait rejoints, qu'il soit entré en communication avec eux. Comment ?

¹ Sur ce sujet: Fiori G., *Vita di Antonio Gramsci*. Laterza, 1966, pp. 246-252.

² Gramsci A., « Lettre au Comité Central du PCUS ». Publié dans les *2 000 pagine di Antonio Gramsci*, pp. 824-825.

³ Voir Fiori G., *Vita di Antonio Gramsci*, p. 298.

La façon la plus efficace et la plus rapide pour conquérir idéologiquement un groupe social consiste à assimiler les intellectuels qui y sont organiquement reliés. Car leur assimilation entraîne habituellement celle des masses sur lesquelles ils exercent leur influence. Essayer de conquérir celles-ci sans ceux-ci ou contre ceux-ci requiert davantage d'énergie pour l'obtention de résultats moindres. Les masses, dit Gramsci, ne se « convertissent pas moléculairement ». Il faut attirer à soi leurs dirigeants naturels, même si ce travail paraît à première vue plus difficile que la conquête directe des masses, les dirigeants ne se laissant convaincre que par des arguments solides et non pas par des slogans. En même temps qu'on cherchera à assimiler ces dirigeants, on formera ses propres intellectuels en éduquant les éléments les plus conscients des masses mêmes qu'il faut conquérir. Gramsci donne comme exemple d'efficacité la stratégie proposée par le pape pour convertir les Hindous :

« Bien que les intellectuels hindous soient réfractaires à la propagande, le pape a dit qu'il fallait surtout diffuser « la bonne parole » parmi eux, car leur conversion entraînerait celle des masses populaires (le pape connaît le mécanisme de réforme culturelle des masses paysannes plus que de nombreux laïcistes de gauche: il sait qu'une grande masse ne peut pas se conquérir moléculairement; il faut, polir accélérer le processus, conquérir les dirigeants naturels des grandes masses, c'est-à-dire les intellectuels, ou encore, former des groupes d'intellectuels d'un nouveau type, d'où la formation d'évêques indigènes) ... ¹ »

Cette importance accordée aux intellectuels ne doit pas nous surprendre. Nous avons vu qu'une classe sociale ne prend conscience d'elle-même et ne s'organise que par ses intellectuels. Aussi, une classe n'exercera son hégémonie sur une autre classe que dans la mesure où ses propres intellectuels auront réussi à subordonner les intellectuels de celle-ci.

Le prolétariat, classe historiquement progressive, doit exercer son hégémonie sur la paysannerie : les intellectuels de cette classe doivent être assimilés par ceux du prolétariat. Le parti est précisément l'organisation qui fait la soudure entre les intellectuels de la classe qu'il représente et les intellectuels des classes sur lesquelles doit s'exercer l'hégémonie. Aux intellectuels organiques de sa classe, il unit les intellectuels traditionnels - les intellectuels de la paysannerie étant, par rapport à ceux du prolétariat, traditionnels.

Tout le discours de Gramsci est cohérent. Une classe ne peut exercer son hégémonie sur une autre classe que si elle est douée d'une conscience de soi homogène et autonome ; sans cette conscience, elle ne peut que servir d'instrument pour étendre l'influence de la classe dominante. Mais une classe ne devient autonome que si elle produit sa propre couche d'intellectuels organiques qui lui donnent conscience de sa place et de sa fonction dans la société. Et ce sont précisément ces intellectuels qui, dans la mesure où ils sont fortement organisés, élargissent l'influence de leur propre classe en assimilant les intellectuels traditionnels des autres classes sociales. Aussi Gramsci peut-il dire qu'une classe conquiert « idéologiquement » d'autres classes sociales d'autant plus rapidement et efficacement qu'elle a davantage développé et élargi sa propre couche d'intellectuels organiques.

Dans toute cette problématique, Gramsci reprend donc et développe une des thèses fondamentales du léninisme, l'alliance de la paysannerie et du prolétariat. En

¹ I., p. 83.

étudiant les problèmes du « Mezzogiorno », c'est-à-dire la division de l'Italie en deux territoires hétérogènes, l'auteur précise les modalités organisatrices qu'une telle alliance doit prendre dans les cadres de son pays.

Le « Mezzogiorno ».

[Retour à la table des matières](#)

Il existe, pourrait-on dire, deux Italies : le Nord qui est une région très industrialisée et le Sud ou « Mezzogiorno » qui est une région essentiellement agricole, la région romaine étant le Centre qui relie ces deux « pays ».

Après le Risorgimento ou l'unification du pays, l'Italie se trouvait devant un fait accompli : la séparation Nord-Sud. L'invasion lombarde avait définitivement brisé, il y a plus de mille ans, l'unité créée par Rome. Dans le Nord, le mouvement des Communes et une certaine tradition d'autonomie avaient engendré une bourgeoisie entreprenante qui avait su mettre sur pied une organisation économique semblable à celle qui existait dans les autres pays européens. Dans le Sud, les administrations espagnoles et bourbonnes n'avaient rien réalisé : les réseaux de transport étaient inexistantes et l'agriculture si primitive qu'elle ne réussissait pas à satisfaire les besoins du territoire ¹. Les années devaient, non pas réduire mais accentuer cette séparation.

Le fondement de cette division est l'exploitation économique : le Nord développe son industrie et son agriculture en appauvrissant l'économie méridionale. Comment s'organise cette exploitation ? Essentiellement à deux niveaux : l'orientation de l'investissement des surplus du Sud et la politique douanière de l'État. D'une part, celui-ci investira la plus grande partie des impôts et des taxes perçus nationalement dans l'infrastructure nécessaire au développement industriel de la région septentrionale. De plus, l'épargne privée du Mezzogiorno ira là où les profits sont les plus sûrs et les plus élevés : dans le Nord. La loi de la concentration du capital joue ici comme ailleurs. D'autre part, le capitalisme de la région septentrionale est un capitalisme naissant, dans sa phase ascendante : il est assuré de trouver des débouchés à l'intérieur du pays. Ce capitalisme a donc tout avantage à se protéger de la concurrence des produits des nations industrielles plus développées par une politique protectionniste. Mais si cette politique aide les capitalistes, elle désavantage les cultivateurs du Mezzogiorno en augmentant le prix des produits industriels qu'ils doivent acheter. Nous voyons donc que l'exploitation économique du Sud par le Nord est aussi directement politique : la bourgeoisie septentrionale utilise l'État pour centraliser et accroître cette exploitation. La supériorité industrielle du Nord ne sert donc pas au développement du Sud : elle renforça le rapport de dépendance et le rendit permanent : elle condamna le Midi à demeurer une région agricole.

¹ Gramsci A., « Il Mezzogiorno e la guerra », 1 aprile 1916, *Il Grido del popolo*. Recueilli dans *La Questione Meridionale*, pp. 55-58.

La bourgeoisie utilisa cette séparation pour diffuser une idéologie qui, s'appuyant sur des préjugés populaires, enseignait des attitudes racistes et engendrait de l'hostilité entre les paysans méridionaux et les ouvriers septentrionaux. Ceux-ci en arrivèrent à penser que le « Mezzogiorno » était un obstacle au développement du Nord et que le Sud était sous-développé, non pour des raisons politiques et économiques objectives, mais parce que les Méridionaux étaient biologiquement paresseux, incapables, voleurs, etc. Ceux-ci, à rebours, virent dans tout le Nord de l'Italie un seul ennemi : les ouvriers septentrionaux, ayant un haut niveau de vie par rapport à celui des Méridionaux, étaient de vils exploitateurs au même titre que les capitalistes.

La structure même de la société méridionale s'ajoutait à l'exploitation économique exercée par la bourgeoisie septentrionale pour abaisser encore le niveau de vie des paysans du Sud. Ceux-ci, à la différence de ceux du Nord, devaient maintenir en vie une large couche de propriétaires terriens non cultivateurs. L'économie des petites villes du Sud reposait sur ces parasites qui vivaient grâce à la rente agricole. Même si les grandes masses paysannes étaient contraintes à se satisfaire d'un très faible niveau de vie, le revenu agricole ne permettait pas une forte épargne car il était en grande partie consommé improductivement par ces parasites. Le peu que ceux-ci réussissaient à épargner était placé sous forme de bons d'État ou de parts dans les industries septentrionales : leur épargne servait donc, quelle que fût la voie suivie, le développement industriel du Nord. A l'hostilité entre Méridionaux et Septentrionaux s'ajoutait donc naturellement le mépris réciproque entre les paysans des campagnes et les propriétaires terriens, habitants des petites villes du Sud :

« Dans ce type de ville il existe entre tous les groupes sociaux, une unité idéologique urbaine contre la campagne (...) : il y a haine et mépris contre le « rustre », un front unique implicite contre les revendications de la campagne qui, si elles étaient satisfaites, rendraient impossible l'existence de ce type de ville. Réciproquement, il existe une aversion « générique », mais qui n'est pas pour autant moins tenace ni moins passionnée, de la campagne envers la ville, envers la ville dans son ensemble, envers tous les groupes qui la constituent ¹. »

Il se produit donc au sommet une alliance entre les industriels du Nord et les propriétaires terriens du Sud par laquelle ceux-ci obtiennent l'appui de la bourgeoisie septentrionale contre tout projet de réforme agricole et ceux-là, en échange, aide financière pour leurs programmes d'industrialisation et neutralité face à la politique protectionniste de l'État. Cette alliance assure donc la direction à la bourgeoisie industrielle car elle lui permet de se développer sans entrave tandis qu'elle ne fait qu'assurer le maintien du *statu quo* pour les propriétaires terriens. Cette union des deux classes possédantes a traversé différentes phases, subi différentes crises et pris différentes formes, mais elle n'a jamais disparu car elle est à la base de la domination que ces classes exercent sur les paysans méridionaux et les ouvriers septentrionaux.

Dans le Sud, la société est structurée par trois classes sociales : les grands propriétaires terriens, la moyenne et petite bourgeoisie rurale et, enfin, la grande masse paysanne amorphe et désagrégée. Ces trois classes forment, selon l'expression de Gramsci, « un monstrueux bloc social » dans lequel dominant les grands propriétaires terriens et par lequel, en définitive, dirige la bourgeoisie septentrionale.

¹ R., pp. 95-96 ; O.C., p. 375.

Les grands propriétaires terriens sont aidés, dans l'exercice de leur domination, par deux couches d'intellectuels. La première couche, la plus importante, est constituée par les grands intellectuels qui, par le prestige de leur savoir et de leurs découvertes, dirigent l'ensemble des manifestations idéologiques dans le camp culturel. Croce, dirigeant du courant idéaliste qui s'opposait au courant positiviste du Nord, fut le plus grand de ces intellectuels. Selon Gramsci, Croce aurait obtenu, d'une part, que la problématique du Mezzogiorno ne dépasse pas certaines limites qui l'auraient rendue révolutionnaire et aurait, d'autre part, réussi à détacher les intellectuels radicaux des paysans du Sud en les faisant participer à la culture bourgeoise nationale et européenne, c'est-à-dire en les déracinant idéologiquement de leurs lieux de naissance et en les reliant aux classes dominantes, et surtout, à la plus importante de celles-ci, à la bourgeoisie septentrionale¹. Dans ce sens, Gramsci dira que Croce est une des plus grandes figures de la réaction italienne.

La petite et moyenne bourgeoisie rurale qui, elle aussi, reçoit des rentes agricoles, fournit la plus grande partie des intellectuels méridionaux. Ceux-ci, à la différence des techniciens du Nord, exercent les professions intellectuelles traditionnelles : avocats, notaires, médecins, etc. Gramsci fait remarquer que c'est le développement de la production italienne qui a conduit à cette séparation, l'organisation scolaire se spécialisant avec l'économie des deux grandes régions : l'école classique est devenue l'école typique du Sud agricole tandis que l'école technique est devenue progressivement dominante dans le Nord industrialisé.

L'intellectuel méridional demeure prisonnier de l'idéologie de sa classe d'origine. Il considère le paysan comme une bête de travail qui doit être exploité à fond car il est interchangeable : le surplus de la population agricole permet de le remplacer facilement. A cette psychologie d'exploiteur, il faut ajouter sa peur atavique des mouvements de révolte des masses paysannes et donc une grande habileté à les tromper et à les domestiquer. Ces intellectuels ont comme tâche d'unir les paysans aux grands propriétaires terriens. Tirant eux-mêmes des revenus de la rente agricole - car ils sont aussi des petits propriétaires terriens non cultivateurs - ils sont vitalement intéressés à ce que les paysans ne prennent pas conscience de leurs intérêts et ne s'organisent pas par et pour eux-mêmes.

De par leur formation académique, ces intellectuels, ne pouvant pas trouver d'emploi industriel, s'orienteront vers les postes qu'offre l'administration gouvernementale. Selon Gramsci, 60 % des fonctionnaires proviennent de la petite et moyenne bourgeoisie rurale. Ainsi, l'administration de l'État, même dans ses organes les plus délicats, tend-elle à devenir le monopole de cette bourgeoisie. Étant donné la très grande importance de l'appareil administratif dans le fonctionnement de l'État, la petite bourgeoisie méridionale possède un grand pouvoir de pression car, si elle le désire - et pour s'opposer, par exemple, à toute velléité de réforme agraire - elle peut paralyser à peu près tous les rouages essentiels de l'État. D'ailleurs, la montée du fascisme - mouvement d'origine petite-bourgeoise, selon Gramsci - reposera sur la neutralité bienveillante, sinon l'aide directe du corps administratif de l'État.

Si dans le Nord le prêtre est plutôt d'origine populaire, dans le Sud, comme la majorité des intellectuels méridionaux, il sera surtout d'origine petite-bourgeoise. C'est pourquoi le prêtre représentera, pour le paysan méridional, celui qui utilise

¹ Gramsci A., « Alcuni temi della questione meridionale », 1926. Dans *La Questione Meridionale*, pp. 150-151.

l'élément religieux pour l'obliger à payer le loyer ou pour l'inciter à accepter les taux usuraires sur ses emprunts. Si le paysan méridional est souvent très superstitieux, il ne sera cependant pas clérical. Ce qui explique, selon Gramsci, le fait que les organisations syndicales et politiques confessionnelles n'avaient pas réussi à s'implanter sérieusement dans le Midi de l'Italie.

L'analyse du problème méridional permet donc à Gramsci de décrire le mécanisme par lequel les grands propriétaires fonciers et les industriels exploitent les classes populaires. Le problème méridional imprègne les structures fondamentales de la société italienne : il ne peut être résolu par des formules réformistes. Sa solution exige la transformation de l'ensemble des rapports sociaux, c'est-à-dire la destruction du « monstrueux bloc social » du Midi et la défaite des classes dominantes.

Le problème méridional est donc relié à la question du pouvoir. A l'union de la bourgeoisie septentrionale et des propriétaires fonciers du Sud, le prolétariat ne peut s'opposer qu'en obtenant l'alliance de la paysannerie méridionale. Cette alliance est directement révolutionnaire : sa seule existence remettrait en cause l'ensemble des rapports sociaux, donc la structure capitaliste. Les forces motrices de la révolution italienne seront donc, par ordre d'importance, la classe ouvrière et la paysannerie du Sud. Le prolétariat cherchera aussi l'appui des paysans des autres parties de l'Italie. Mais ceux-ci, ne subissant pas le même degré d'exploitation que leurs frères du Sud, s'orienteront plus lentement vers la classe ouvrière, et leur appui, ne remettant pas directement en question les rapports sociaux existants, n'aura pas une valeur immédiatement révolutionnaire.

Toutefois cette alliance entre les deux forces révolutionnaires sera difficile à réaliser. Le Parti devra mener une campagne quotidienne pour détruire les préjugés qui dressent les uns contre les autres les ouvriers du Nord et les paysans du Sud. Surtout, il devra briser le « monstrueux bloc social » du Sud et organiser les paysans de façon autonome afin qu'ils s'allient au prolétariat du Nord pour lutter contre les deux classes dominantes. Comment, de quelle façon, le parti doit-il orienter ce travail d'organisation ?

Gramsci utilise le concept d'hégémonie et l'applique aux problèmes soulevés par la division de l'Italie en deux territoires hétérogènes. De la même façon que le prolétariat doit exercer son hégémonie sur la paysannerie, le Nord, région industrialisée, doit diriger le développement économique du Sud. Le rapport entre le Nord et le Sud est semblable à celui intervenant entre une grande ville et la campagne environnante, c'est-à-dire qu'il est semblable au rapport organique normal de la capitale industrielle avec sa province. Le Nord doit exercer l'hégémonie sur le Sud comme, durant la Révolution française, Paris a dirigé les campagnes contre la féodalité.

Mais le Nord ne dirige pas le Sud génériquement. Dans la société capitaliste, le premier dirige le second parce que, dans le « bloc social » au pouvoir, la bourgeoisie septentrionale dirige les propriétaires fonciers méridionaux. Dans une perspective révolutionnaire, le Nord dirigera le Sud dans la mesure où le prolétariat aura réussi à entraîner avec lui la paysannerie méridionale dans sa lutte pour le pouvoir. De l'analyse gramscienne des rapports Nord-Sud durant le Risorgimento, il nous est possible de dégager les modalités organisatrices de cette hégémonie de classe qui est aussi et en même temps une hégémonie territoriale.

Gramsci part de la constatation suivante :

« Une ville «industrielle» est toujours plus progressive que la campagne qui dépend organiquement d'elle ¹. »

Ce caractère progressif dépend de la place et de la fonction économique que la ville occupe au sein du mode de production capitaliste, l'industrialisation d'un pays allant de pair avec son urbanisation. Mais en fait, toutes les villes ne sont pas industrielles. Il existe dans le Sud de l'Italie des centaines de petites villes non industrielles qui, d'une part, fournissent aux campagnes environnantes les services nécessaires et qui, d'autre part, sont habitées et dirigées par cette petite bourgeoisie qui retire la plus grande part de ses revenus de la rente agricole. Ces villes sont souvent moins progressives que les campagnes voisines. Cela se manifesta notamment durant le gouvernement de Giolitti : les masses paysannes se révoltèrent sporadiquement et violemment contre l'exploitation tandis que la petite bourgeoisie continua à soutenir la politique giolittienne. Il est vrai toutefois que même dans ces villes existent certains noyaux ouvriers. Mais quelle est leur position relative parmi la population de ces villes ? Quel est leur rapport de force face à la petite bourgeoisie rurale ?

« Ils sont, dit Gramsci, submergés, pressés, écrasés, par l'autre partie, qui n'est pas de type moderne, et qui est l'immense majorité ². »

Le problème de la création d'une unité Nord-Sud est étroitement lié au problème posé par la plus ou moins grande cohésion et homogénéité entre les forces ouvrières des villes industrialisées du Nord et celles des villes de type médiéval du « Mezzogiorno » : l'hégémonie sur la paysannerie méridionale exige une classe ouvrière consciente d'elle-même sur l'ensemble du territoire national.

Tous les ouvriers sont membres d'une même classe sociale : ils doivent se trouver, quels que soient leurs métiers ou leurs régions, dans une position de parfaite égalité au sein du parti. Ce point de vue est vrai abstraitement, mais il est faux politiquement car il ne tient pas compte des rapports de force réels et existants. Le prolétariat des villes industrialisées du Nord est numériquement fort, économiquement puissant par l'intermédiaire de ses syndicats et de ses coopératives et politiquement conscient de ses intérêts (les nombreuses luttes qui l'ont opposé à la bourgeoisie ont favorisé son éducation) : il peut donc exercer son hégémonie sur l'ensemble de la population de ces villes et sur les campagnes environnantes. Le prolétariat du Sud ne possède aucune de ces caractéristiques : tant aux niveaux économique que politique et culturel, il est naturellement porté à suivre les directives de l'élément petit-bourgeois qui exerce son hégémonie sur les villes et sur les paysans des campagnes voisines. Les rapports de force sont donc opposés : le prolétariat du Nord tend naturellement à devenir dirigeant tandis que celui du Sud est naturellement dirigé, soumis et dominé.

S'il est politiquement faux d'affirmer que les forces ouvrières du Sud doivent être égales à celles du Nord au sein du parti, il est également erroné de considérer le prolétariat méridional comme une force en soi, indépendante de celle du prolétariat

¹ R., p. 95 O.C., p. 375.

² R., p. 95 O.C., p. 375.

septentrional. Une telle indépendance impliquerait l'existence de deux forces ouvrières socialement différentes, de deux classes ouvrières qui ne pourraient être unies que par une forme « d'alliance » contre l'ennemi commun, la bourgeoisie. Une telle position est manifestement absurde : il ne peut exister qu'une seule classe ouvrière.

Au niveau politique, il y a une seule façon de résoudre ce problème : le prolétariat du Sud doit jouer le rôle d'agent de liaison entre la classe ouvrière du Nord et les grandes masses paysannes du Mezzogiorno :

« Les forces urbaines du Nord devraient donc obtenir de celles du Sud qu'elles limitent leur fonction directrice à assurer la direction du Nord vers le Sud, dans le rapport général de ville à campagne, autrement dit la fonction de direction des forces urbaines du Sud ne pouvait être qu'un moment dépendant de la plus vaste fonction directrice du Nord¹. »

Le prolétariat septentrional, par son haut degré de conscience révolutionnaire et d'organisation politique, est la seule force qui est capable de diriger l'ensemble des forces populaires contre la domination conjuguée des propriétaires fonciers du Sud et de la bourgeoisie du Nord. D'ailleurs, seule une telle direction peut permettre aux forces ouvrières du Sud de se rendre autonomes par rapport à la petite-bourgeoisie et, par conséquent, de lutter contre celle-ci pour étendre leur hégémonie sur la paysannerie méridionale.

« La liaison étroite entre les forces urbaines du Nord et du Sud, en donnant aux *secondes la force représentative des premières*, devait aider les secondes à se rendre autonomes, à acquérir la conscience de leur rôle historique de dirigeant, et cela de façon « concrète » et non purement théorique et abstraite, en suggérant les solutions à apporter aux vastes problèmes régionaux². »

Remarquons que Gramsci conceptualise au niveau de l'organisation une *expérience* commune à tous les partis : c'est le prolétariat de la partie la plus industrialisée du pays qui dirige *en fait* le parti (par exemple, le prolétariat parisien pour la France, celui des grandes villes du Nord pour l'Italie, etc.).

Pour que la classe ouvrière puisse exercer une telle hégémonie, il faut que certaines conditions soient remplies. 1. Le prolétariat doit être dirigé par un parti fort et homogène qui le centralise et qui l'aide à atteindre une conscience de soi autonome. 2. Le parti doit apporter une attention spéciale au recrutement et à la formation des éléments ouvriers habitant les villes du « Mezzogiorno ». 3. Il doit chercher à désagréger le « bloc agricole » du Sud par lequel les propriétaires fonciers exercent leur hégémonie sur les paysans. Pour ce faire, le parti orientera simultanément ses activités vers deux objectifs : a) Il cherchera à provoquer la naissance et l'expansion d'une faction de gauche au sein des intellectuels du « Mezzogiorno ». Gramsci insiste sur l'importance de la *distinction entre les grands intellectuels* qui, comme Croce par exemple, sont définitivement attachés aux classes dominantes et les intellectuels *moyens* qui, eux, sont susceptibles d'être ralliés même si difficilement et en nombre

¹ R., p. 101 ; O.C., p. 383.

² R., p. 102 ; O.C., p. 383.

limité, au prolétariat. Gramsci explique ainsi pourquoi il n'a jamais attaqué le libéralisme de gauche de Piero Gobetti¹. Ce dernier servait de point de rencontre entre le parti et, d'une part, un groupe d'intellectuels qui affirmaient la supériorité de la dictature du prolétariat sur la domination bourgeoise et, d'autre part, avec un groupe d'intellectuels méridionaux qui comprenaient la nécessité de poser le problème du Sud en liaison avec les possibilités offertes par le prolétariat du Nord ; b) Le parti cherchera à former directement ses propres intellectuels en éduquant les éléments les plus conscients et les plus dynamiques de la paysannerie méridionale. C'est uniquement en réalisant ces deux objectifs, c'est-à-dire l'assimilation des intellectuels traditionnels et la formation sur le terrain de ses propres intellectuels, que le parti pourra oeuvrer à la destruction du « bloc agraire » et à l'extension de son influence sur la classe paysanne du « Mezzogiorno ». 4. Le parti doit établir un programme de réforme agraire qui propose la remise des terres à ceux qui les cultivent et, ainsi, la suppression de la petite-bourgeoisie rurale en tant que classe parasitaire. Une telle réforme assurerait l'élévation du niveau de vie des masses paysannes, leur donnerait plus d'ambition et plus d'énergie au travail et, en définitive, augmenterait le surplus agricole qui pourrait ainsi servir à l'industrialisation du Sud. 5. Gramsci songeait même à certaines formules fédératives et à certaines formules d'autonomie régionale afin de satisfaire les revendications autonomistes de la Sardaigne, de la Sicile, etc.².

*
**

Ainsi le prolétariat septentrional est-il l'avant-garde des autres forces du pays. Le seul fait qu'il soit combatif et uni stimule les revendications des autres mouvements populaires. S'il joint à cette attraction spontanée une conscience claire de son rôle de dirigeant, il pourra prévoir, canaliser et rendre permanentes les poussées revendicatives de la paysannerie méridionale qui surgissent lors de chaque crise, le « Mezzogiorno » étant « le maillon faible de la chaîne » capitaliste de l'Italie.

Retombe aussi sur les épaules du prolétariat septentrional la tâche de mener à terme le mouvement du Risorgimento. Par ce mouvement, la bourgeoisie avait su réaliser l'unité territoriale de l'Italie, mais elle n'a pu empêcher - et au contraire elle a même provoqué - l'élargissement du fossé entre le Nord et le Sud. Le prolétariat du Nord doit, sous sa direction, unir en un seul bloc, l'ensemble des forces populaires, c'est-à-dire la très grande majorité de la nation italienne. Par la réforme agraire et par la planification économique, il doit assurer la croissance accélérée de l'économie méridionale. Par l'organisation d'un système d'éducation unique sur l'ensemble du territoire, il favorisera l'émergence et la consolidation, au-delà des régionalismes, d'une culture nationale homogène. Le prolétariat est donc l'héritier des énergies les plus saines de la bourgeoisie unitaire qui dirigera le Risorgimento.

¹ Gramsci A., « Alcuni temi della questione meridionale », 1926. Dans *La Questione Meridionale*, pp. 150-151.

² Sur ce sujet : Zucaro Dominico, *La Vita del Carcere di Antonio Gramsci*, pp. 138-144 ; lettre de Gramsci du 1er mars 1924 dans le volume publié sous les soins de Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I.*, p. 225 ; Lay Giovanni, « Colloqui con Gramsci nel carcere di Turi », n° 8, anno 22, 20 febbraio 1965, *Rinascita*, p. 22 ; l'introduction de Franco de Felice et de Valentino Parlato, à *La Questione Meridionale*, pp. 7-50.

Nous voyons donc Gramsci - même sur un thème aussi léninien que l'alliance du prolétariat et de la paysannerie - faire preuve d'originalité. Ici comme ailleurs, Gramsci adapte le léninisme aux particularités de l'Italie, il le « nationalise ».

Chapitre VI

L'orient et l'occident

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici, nous avons étudié la structure, la place et les fonctions du Parti communiste au sein de la lutte des classes sociales. Cette étude serait, selon Gramsci, valable pour tous les pays. Mais l'auteur distingue les pays industrialisés de ceux qui ne le sont pas et fonde sur cette distinction deux grandes lignes stratégiques possibles.

Dans ce chapitre, nous étudierons les deux grands types de structure historique déterminant la ligne stratégique. Nous compléterons ensuite cette analyse par l'étude des principes méthodologiques qui permettent d'étudier les rapports de force qui composent et différencient une nation et, ainsi, rendent possible la détermination et l'adaptation de l'une ou l'autre grande ligne stratégique aux particularités de chaque situation nationale.

L'Orient et l'Occident.

Pour étudier la structure qui détermine le type de lutte, Gramsci utilise une comparaison entre l'art militaire et l'art politique. Dans la guerre de mouvement, l'artillerie est utilisée pour ouvrir une brèche dans la défense ennemie, brèche suffisante pour rendre possible l'irruption des troupes et remporter un succès stratégique important, sinon définitif. La guerre de position ou de tranchées implique que les ennemis en présence sont trop forts pour que l'un puisse annihiler l'autre rapidement : c'est une guerre d'endurance qui exige la patience des hommes et un abondant

ravitaillement en armes et en nourriture. Or, dit Gramsci, on peut retrouver dans l'art politique deux types de stratégie qui se rapprochent de ces deux formes de guerre : la guerre de mouvement désignera ici la lutte frontale et armée pour la conquête directe du pouvoir tandis que la guerre de position indiquera la lutte hégémonique préparant à cette lutte frontale.

Rosa Luxembourg, dans son livre *La Grève en muse, le parti et les syndicats*, théorise la guerre de mouvement. Les crises économiques jouent dans sa théorie le rôle de l'artillerie lourde dans l'art militaire. Nécessairement, elles ont des effets beaucoup plus complexes. Elles permettent :

« 1) d'ouvrir un passage dans la défense ennemie, après avoir jeté la confusion dans ses rangs et avoir abattu sa confiance en lui-même, dans ses forces et dans son avenir; 2) d'organiser les troupes avec une rapidité foudroyante, de créer les cadres, ou tout au moins de placer avec une très grande rapidité les cadres existants (élaborés jusque-là par le processus historique général) à leur poste d'encadrement des troupes disséminées; 3) de créer avec célérité l'idéologie centrée sur l'identité du but à atteindre ¹. »

Gramsci critique le déterminisme économique qui est le pendant du spontanisme luxembourgien (nous avons vu au Chapitre IV que, pour l'auteur, toute théorie de la spontanéité cache, comme son fondement nécessaire, un déterminisme économique). Rosa Luxembourg néglige, d'une part, l'importance des éléments volontaires et organisationnels, éléments qui constituent la spécificité du politique ; d'autre part, elle réduit, dit Gramsci, la superstructure politique et idéologique à l'infrastructure économique car sa théorie de la grève implique nécessairement que l'infrastructure est la cause mécanique des transformations de la superstructure. Il n'y a pas de causalité unilatérale, mais une causalité circulaire entre l'infrastructure et la superstructure : celle-ci jouit d'une autonomie relative et d'une efficacité propre. Si les irrptions catastrophiques de l'élément économique bouleversent les structures sociales de bas en haut, elles ne les détruisent donc pas automatiquement. La théorie de Rosa Luxembourg

« était une forme de déterminisme économique implacable, avec une circonstance aggravante que les effets étaient conçus comme très rapides dans le temps et dans l'espace ; aussi s'agissait-il d'un véritable mysticisme historique, de l'attente d'une sorte de fulguration mystérieuse ². »

On sait que pour Rosa Luxembourg, l'impérialisme devait nécessairement s'écrouler lorsqu'il n'y aurait plus de sociétés pré-capitalistes à incorporer dans sa sphère d'influence économique. Mais J. P. Nettl montre que R. Luxembourg n'a jamais, dans aucun texte, relié sa conception déterministe de l'impérialisme à sa vision de l'activité des masses ³. Bien plus, elle oppose la grève en masse à la grève économique des anarchistes :

¹ Mach., p. 65.

² Mach., p. 65 ; O.C., pp. 264-265.

³ Nettl J.-P., « Sur l'impérialisme », *Partisans*, n° 45 (déc.-janv. 1969).

« Aux perspectives eschatologiques des anarcho-syndicalistes elle substitue une théorie de la dynamique politico-sociale, une nouvelle réalité de lutte de masses: de grèves politiques et politico-économiques de masses qui englobaient *et* les syndicats *et* le parti dans une unité supérieure: la lutte concrète pour la révolution sociale, avec, comme première phase, l'affrontement généralisé contre l'État ¹. »

Pourquoi alors Gramsci accuse-t-il Luxembourg d'économisme ? Pour *lui*, *La Grève en masse, le parti et les syndicats* implique nécessairement *L'Accumulation du Capital*, c'est-à-dire que toute importance accordée à la spontanéité suppose - que l'auteur en soit conscient ou non - que les conflits de structure dégageront nécessairement une conscience juste des buts à atteindre. Notons que Lukàcs fait une critique similaire :

« Malgré toutes les judicieuses réserves de ses meilleurs représentants, cette théorie aboutissait en dernière analyse à l'affirmation que la constante aggravation de la situation économique, l'inévitable guerre mondiale impérialiste et l'approche consécutive de la période de luttes de masses révolutionnaires, provoqueraient, avec une nécessité historique et sociale, des actions de masses spontanées dans lesquelles sera alors mise à l'épreuve cette vue claire des buts et des voies de la révolution chez la direction ². »

En fait, la guerre de mouvement en politique ne se réduit pas à l'interprétation spontanéiste et économique de R. Luxembourg: Lénine a appliqué victorieusement ce type de lutte en Russie en 1917, et Lénine n'était pas un disciple de R. Luxembourg. Au contraire, il a toujours insisté dans son action théorique et politique sur les éléments conscients et volontaires de la lutte politique.

La première grande guerre ayant rendu insupportable l'exploitation des masses populaires par l'oligarchie tsariste et la lutte commune dans les tranchées ayant créé une solidarité entre des hommes qui, auparavant, ne connaissaient que les gens de leurs villages, Lénine sut utiliser cette situation : par la grève générale et l'insurrection armée, il s'empara du pouvoir d'État en chassant la bourgeoisie. Mais Lénine n'aurait pu conduire le prolétariat à la victoire en 17 s'il n'avait, de longue date, préparé la révolution, en fondant un parti centralisé, homogène et fortement relié à la classe ouvrière. Lénine se distingue précisément de R. Luxembourg par cette patiente et consciente préparation de la révolution.

On sait que Trotsky a cherché, comme le souligne Gramsci, à étendre ce type de lutte à l'ensemble de l'Occident. Or une analyse comparative des rapports société civile-société politique en Russie et dans les pays industrialisés montre que la guerre de mouvement est inefficace dans ces pays. Les bolchevistes pouvaient viser à la conquête directe et rapide de l'État russe car celui-ci « était tout » tandis que la société civile « n'était rien » ; en Occident, au contraire, même dans les pays où l'État est faible, la société civile dresse un solide rempart qui protège la structure capitaliste :

¹ Knief Jos, « Rosa Luxembourg vivante ». Id., pp. 4-5.

² Lukàcs Georg, *Histoire et conscience de classe*, p. 342.

« En Orient, l'État étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse; en Occident, entre État et société civile, il y avait un juste rapport et dans un État branlant on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'État n'était qu'une tranchée avancée, derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casemates... ¹ »

La société civile russe se composait, au sommet, d'une couche dirigeante féodale et bourgeoise et de différentes avant-gardes ouvrières, paysannes et intellectuelles et, à la base, de la grande masse paysanne qui formait l'écrasante majorité de la nation et qui vivait dispersée sur l'immense territoire de l'Empire russe. Entre le pouvoir central du Tsar et les masses paysannes existaient uniquement des rapports bureaucratiques et administratifs. Sur le plan idéologique, les paysans étaient liés aux mythes et aux croyances de leurs races et de leurs régions. A la centralisation de la société politique ne correspondait pas une égale centralisation de la société civile. Celle-ci n'était ni structurée ni homogène idéologiquement. Dans le langage de Gramsci, l'État était tout, la société civile, rien. Il s'agissait de s'emparer de l'État pour avoir bien en main le contrôle de l'ensemble du pays ².

En Occident, le développement du capitalisme a déterminé, au contraire, la formation non seulement de larges strates prolétaires, mais aussi de l'aristocratie ouvrière avec ses ramifications, la bureaucratie syndicale et le parti social-démocrate. Il a provoqué la formation d'une hiérarchie sociale complexe et très articulée. La bourgeoisie s'est donné un vaste-réseau de moyens de propagande pour étendre son hégémonie sur les masses populaires. En Occident, l'État repose donc sur une société civile forte. Aussi, pour s'emparer du pouvoir, le parti révolutionnaire devra développer une stratégie et une tactique beaucoup plus complexes et de longue haleine que celles qu'utilisèrent les bolchevistes pour lancer les masses à la conquête de l'État durant la période mars-novembre 1917 ³.

Si dans ses notes de prison, Gramsci insiste sur la différence entre l'Orient et l'Occident, il faut se rappeler qu'avant son arrestation, il insistait, au contraire, sur les ressemblances entre l'Italie et la Russie. De 1919 à 1926, Gramsci souligne que ces deux pays sont tous deux à prédominance agricole et que la guerre y a eu le même effet : détacher des classes dirigeantes l'ensemble des masses populaires qui ont pris conscience dans les tranchées de leur solidarité face à une même oppression renforcée par la guerre. Mais si la Révolution a vaincu en Russie, en Italie, c'est la réaction qui l'a emporté. En prison, Gramsci réfléchira sur cette grande défaite du prolétariat italien et cherchera à en découvrir les raisons. Sous les similitudes historiques qu'il avait cru percevoir, il se rendra compte de la différence fondamentale qui séparait la Russie de l'Italie : l'État italien reposait sur une société civile riche, complexe et articulée. Le P.C.U.S. put s'emparer de l'État et obtenir rapidement le consensus de la majorité du pays car, au niveau de la société civile, l'ancienne classe dominante n'exerçait pratiquement aucune direction. En Italie, l'État, qui était faible, n'aurait pu résister longtemps aux coups que lui portait le prolétariat. Mais de la société civile ont alors émergé des organisations privées armées qui utilisaient l'illégalité pour réorganiser et renforcer l'État bourgeois, tandis que celui-ci semblait s'en tenir à la légalité. Ces organisations trouvèrent leurs membres dans la petite-bourgeoisie rurale et urbaine, et obtinrent progressivement l'appui de la majorité des propriétaires

¹ Mach., p. 68 ; O.C., p. 268.

² Tamburrano Giuseppe, Antonio Gramsci (*la vita - il pensiero - l'azione*), pp. 254-265.

³ Lettre de Gramsci du 9 février 1924. *La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano*, p. 197.

fonciers du Sud et des industriels septentrionaux. Le prolétariat ne put s'opposer efficacement au fascisme car il était divisé : la majorité de ses éléments suivait le parti opportuniste social-démocrate et ni celui-ci ni le parti communiste n'avaient su étendre véritablement leur hégémonie sur la paysannerie. Face à la conjonction des forces réactionnaires, le prolétariat se trouva divisé et isolé : il se fit écraser.

C'est ici que la comparaison gramscienne entre les observations militaires fondées sur le premier conflit mondial et l'art politique prend tout son sens. Durant la première guerre mondiale, l'artillerie lourde ne pouvait détruire rapidement le système défensif de l'ennemi car le développement industriel des ennemis en présence permettait d'habiller, nourrir et armer d'immenses masses humaines et de concentrer rapidement, si nécessaire, une très grande puissance de feu. La guerre de mouvement étant impossible, la guerre de tranchées s'imposa :

« Les techniciens militaires eux-mêmes qui s'en tiennent désormais fixement à la guerre de position comme ils faisaient auparavant pour la guerre de mouvement, ne soutiennent certes pas que le type précédent doit être banni de la science ; mais que, dans les guerres entre les États les plus avancés du point de vue industriel et civilisation, on doit considérer ce type comme réduit à une fonction tactique plus que stratégique, on doit le considérer dans la situation même où se trouvait, à une époque antérieure, la guerre de siège par rapport à la guerre de mouvement ¹. »

Il en est de même en politique. La complexité des structures sociales des États industrialisés et la puissance des centres idéologiques que contrôle la classe dirigeante rendent infructueuse la guerre de mouvement : il n'est pas possible, comme pour la révolution de 17, de s'emparer rapidement de l'État et d'étendre et de consolider, en l'espace de quelques semaines, l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie. La guerre de position doit précéder et préparer la guerre de mouvement : il faut enlever à la classe dirigeante la direction de la société civile avant de s'attaquer à son pouvoir d'État ; il faut pouvoir compter sur l'appui et le soutien de l'ensemble des masses populaires avant de prendre les armes contre la classe dominante : la lutte hégémonique doit préparer la lutte militaire :

« La structure massive des démocraties modernes, considérée soit comme organisation d'État, soit comme ensemble d'associations opérant dans la vie civile, constitue, dans le domaine de l'art politique, les « tranchées » et les fortifications permanentes du front dans la guerre de position: elle fait quelque chose de seulement « partiel » du mouvement qui, auparavant, était « toute » la guerre, etc. ² »

On doit cependant observer que Gramsci utilise des observations militaires limitées à l'expérience de la première guerre mondiale. Depuis lors, la guerre de mouvement a retrouvé toute son importance par rapport à la guerre de position. De toute façon, l'analyse politique de Gramsci conserve toute sa validité même si la comparaison avec l'art militaire n'est plus valable aujourd'hui. D'ailleurs, Gramsci lui-même nous met en garde contre toute interprétation littérale de cette comparaison ³.

¹ Mach., p. 66 ; O.C., p. 266.

² Mach., p. 84 ; O.C., p. 282.

³ Gerratana Valentino, Intervention dans Studi gramsciani, p. 587.

La stratégie que propose Gramsci pour l'Italie est donc différente de celle qu'appliqua victorieusement Lénine en Russie. Cependant, Gramsci note qu'il lui

« semble que Ilitch avait compris qu'il fallait un changement, de la guerre de mouvement, appliquée victorieusement en Orient en 1917, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident ¹. »

Dans différents textes, en effet, Lénine entrevoit les différences spécifiques entre la Russie et les pays industrialisés, mais sans toutefois parvenir, comme Gramsci, à en tirer toutes les conséquences. Ainsi, en 1918, au VII^e Congrès du Parti communiste russe, Lénine affirme qu'il sera beaucoup plus difficile d'accomplir la révolution dans les pays industrialisés qu'en Russie, car les habitants de ces pays sont de longue date, encadrés par des organisations démocratiques et par une culture homogène :

« ... il faut savoir tenir compte de ce que la révolution socialiste mondiale dans les pays avancés ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine, où une partie énorme de la population se désintéressaient complètement de ce qui se passait à la périphérie et de ce qu'étaient les peuples qui l'habitaient. Il était facile, en ce pays-là, de commencer la révolution ; c'était soulever une plume. Mais commencer sans préparation une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratique à tous les hommes jusqu'au dernier, ce serait une erreur. une absurdité ². »

Au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, en 1921, Lénine - s'opposant à Terracini qui affirmait que la conquête de la majorité du prolétariat n'était pas nécessaire pour faire la révolution - insistait sur la nécessité de conquérir non seulement la majorité du prolétariat industriel, mais aussi la majorité des exploités et des paysans pour vaincre et conserver le pouvoir. Les bolchevistes ont vaincu, disait-il, parce qu'ils avaient avec eux la majorité incontestable de la classe ouvrière (lors des élections de 17, les bolchevistes obtinrent contre les menchéviks l'appui de la plus grande partie du prolétariat industriel), parce que la moitié de l'armée, immédiatement après la prise du pouvoir, fut avec eux et parce que les neuf dixièmes des paysans, dans l'espace de quelques semaines, passèrent de leur côté. Il est ridicule de penser, ajoutait-il, que les partis communistes occidentaux puissent conquérir un tel consensus aussi rapidement ³.

C'est précisément ce III^e Congrès de l'Internationale Communiste qui adopta le mot d'ordre de « front unique », et sans doute Gramsci s'y réfère-t-il lorsqu'il affirme que Lénine avait probablement compris la nécessité d'un changement de stratégie. A quelle situation répondait ce mot d'ordre ? En 1921, les tentatives de stabilisation du régime bourgeois d'une part et la consolidation de l'État soviétique d'autre part avaient remplacé les luttes révolutionnaires engendrées par la crise de l'après-guerre : la situation en était une de relative atténuation de la crise révolutionnaire. Ce mot d'ordre de « front unique » répond donc à une analyse de la *conjoncture* internationale.

¹ Mach., p. 68 ; O.C., p. 267.

² Lénine, « Rapport sur la guerre et la paix au VII^e Congrès du P.C.(b)R. », le 7 mars 1918. Oeuvres, tome 27, p. 95. Paris, éd. Sociales, 1951.

³ Lénine, Sul movimento operaio italiano, pp. 227-231.

Il y a donc une très grande différence entre l'analyse qui fonde ce mot d'ordre et celle de Gramsci sur le passage de la guerre de mouvement à la guerre de position ¹. Si le « front unique » du III^e Congrès ne renvoie qu'à une analyse de la *conjoncture*, la stratégie gramscienne se fonde sur les différences *structurelles* entre les pays industrialisés et les pays qui ne le sont pas. La stratégie de l'Internationale de 1921 est transitoire et valable pour tous les pays ; la position de Gramsci est permanente et implique l'existence simultanée de deux stratégies valables, l'une, pour l'Orient et, l'autre, pour l'Occident.

D'ailleurs l'Internationale, à son VI^e Congrès (7 juillet - 1^{er} septembre 1928) et au Xe Plénum de son comité exécutif (juillet 1929), rejeta ce mot d'ordre de « front unique » et proclama terminée sa phase « de droite ». Togliatti appuya les décisions de l'I.C. et obtint l'expulsion de tous les opposants. Gramsci, du fond de sa prison, demeura fidèle à sa propre position sur le type de lutte efficace en Occident et critiqua le tournant « gauchiste » pris par l'Internationale et par son propre parti ².

Lénine a sans doute entrevu les différences fondamentales entre la Russie et les pays industrialisés, mais, dit Gramsci, pris par les tâches pratiques exigées par la consolidation de la révolution russe, il n'a pu approfondir le sens de la formule de « front unique » et découvrir les fondements structurels d'une stratégie distincte pour son pays et pour les pays industrialisés. Et même si Lénine avait eu le temps d'approfondir sa formule, il n'aurait pu que poser les bases théoriques de cette nouvelle stratégie : celle-ci, pour devenir un instrument d'action précis, doit être approfondie par la classe révolutionnaire de chaque nation industrialisée, car elle seule connaît le terrain et peut déterminer quels « éléments des tranchées et des forteresses » de la société civile peuvent être conquis, dans quel ordre chronologique, avec quels moyens, quelles alliances, etc.

Gramsci insiste donc sur le caractère *national* de la révolution. Pourtant, avant son arrestation, l'accent était plutôt mis sur l'aspect international le Parti communiste italien était conçu comme une simple *section* de l'Internationale communiste ; l'auteur acceptait que la direction de celle-ci repose dans les mains du Parti communiste de l'U.R.S.S. et, enfin, toute l'action du P.C.I. était pensée en fonction de l'inévitable et prochaine révolution mondiale dont la Révolution russe avait annoncé la venue. En prison, Gramsci révisa cet aspect de sa pensée en tenant compte de la nouvelle situation historique : en Occident, le capitalisme avait repris solidement en main la situation et le P.C.U.S., en passant du mot d'ordre de « révolution internationale » à celui de « construction du socialisme en un seul pays », avait contraint l'Internationale à se replier sur des positions défensives. En définitive, la Russie demeurait l'exemple à suivre - non pas en l'imitant servilement, non pas en lui confiant la direction du P.C.I. - mais en cherchant, comme elle l'avait fait elle-même victorieusement en '17, *les propres conditions nationales* de la révolution. Nous avons donc ici un très important déplacement dans la pensée gramscienne : la révolution, tant au niveau de ses conditions que de sa direction, se nationalise. Et lorsque, dans plusieurs notes des *Cahiers*, Gramsci prend position pour Staline contre Trotski- sur la question de la « révolution permanente » ³, il prend note du caractère national de la

¹ Maitan Livio, Intervention dans Studi gramsciani. p. 578.

² Fiori Giuseppe, Vita di Antonio Gramsci, pp. 288-298.

³ Gramsci envisage toujours l'aspect international de la théorie trotskiste de la « révolution permanente » et non l'aspect national, c'est-à-dire qu'il ne critique pas la nécessité pour le prolétariat des

révolution russe et s'en sert pour affirmer le caractère nécessairement national et original que prendra la *révolution italienne* :

« En réalité, le rapport « national P est le résultat d'une combinaison « originale » unique (en un certain sens) et c'est dans le contexte de cette originalité et de cette unicité que la combinaison doit être comprise et conçue, si on veut la dominer et la diriger ¹. »

La priorité est maintenant accordée aux rapports nationaux :

« Les rapports internationaux précèdent-ils ou suivent-ils (logiquement) les rapports sociaux fondamentaux ?

Ils les suivent, cela ne fait aucun doute. Toute innovation organique dans la structure modifie organiquement les rapports absolus et *relatifs* dans le domaine international... ² »

Gramsci ne nie pas que les rapports internationaux réagissent activement ou passivement sur les rapports nationaux. Leur réaction est d'ailleurs d'autant plus forte que la nation est petite et faible, et elle prend différentes formes selon les situations : au niveau économique, contrôle étranger de certains secteurs industriels ; au niveau politique et militaire, aide étrangère apportée à une certaine classe nationale ; au niveau idéologique, influence exercée par tel pays sur tel secteur de la population nationale ; etc. Mais le point important pour Gramsci est de bien voir que cette efficacité des rapports internationaux est soumise en dernière analyse à l'efficacité déterminante des rapports nationaux. L'auteur s'oppose ainsi à tout fatalisme qui essaierait de justifier l'immobilisme politique en se référant à la puissance d'un pays impérialiste. De même que la classe qui aspire à prendre le pouvoir doit lutter contre la situation de fait en assurant son hégémonie sur les classes subalternes, de même, au niveau international, doit-elle lutter contre les rapports de force défavorables en s'unissant avec ses alliés naturels et en concluant des alliances avec les amis du moment.

Le parti doit fonder son action sur l'analyse des rapports de force au sein du pays, mais il doit l'orienter dans un sens internationaliste. Il doit étudier attentivement les combinaisons de forces nationales qu'il doit diriger selon la *perspective* et les *directives internationales* ³. Gramsci ne rejette donc pas les directives internationales, mais il leur donne un sens plus indicatif qu'impératif. Comme les « expériences des révolutionnaires russes », les « directives internationales » doivent être davantage un stimulant à étudier la propre situation nationale qu'un ordre à exécuter :

« La question se pose de savoir si une vérité théorique découverte en relation à une pratique déterminée peut être généralisée et retenue universelle pour une époque historique.

pays où prédominent les structures féodales de passer directement de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste - comme cela n'est produit en Russie en 1917.

¹ Mach., p. 114 ; O.C., p. 289.

² Mach., p. 41 ; O.C., p. 235.

³ Mach., p. 114 ; O.C., p. 289.

La preuve de son universalité consiste précisément en ce qu'elle devient un stimulant pour mieux connaître la réalité effective d'un milieu différent de celui où elle fut découverte (en cela réside son premier degré de fécondité) et, ayant aidé et stimulé cette meilleure compréhension de la réalité nationale, en ce qu'elle s'incorpore à cette réalité comme si elle en était l'expression originale ¹. »

Mais, même en insistant sur le caractère « national » de la révolution, Gramsci, dans aucune note de ses *Cahiers*, ne remet directement en question l'organisation centralisée de l'Internationale. Bien plus, proposant la coexistence de deux types de stratégie, il ne semble pas se rendre compte qu'il condamne en fait l'existence de toute directive internationale unique, de tout centre de direction internationale unique. Comment, en effet, unir sous un *même mot d'ordre* la guerre de mouvement valable pour l'Orient et la guerre de position valable pour l'Occident ? Comment unir dans une même organisation centralisée les P.C. des pays industrialisés et ceux des pays sous-développés ? La position de Gramsci conduisait donc naturellement à la reconnaissance de deux centres dirigeants ou, encore, à la reconnaissance de l'autonomie des partis dans la détermination de leur « voie nationale ». Mais Gramsci n'a point conduit sa réflexion jusqu'à ce point. Il s'est arrêté après nous avoir indiqué les principes méthodologiques permettant d'analyser les différentes conjonctures nationales.

Les rapports de force au sein d'une nation.

[Retour à la table des matières](#)

Gramsci étudie les différents moments du rapport de force dans le but de définir certaines règles permettant de comprendre comment s'articulent les diverses forces sociales au sein d'une structure donnée. Mais ces différents moments - économique, politique et militaire - et les différents degrés de ces moments, notamment ceux du moment politique, sont définis par la façon dont ils apparaissent habituellement dans l'histoire. Selon les différentes phases atteintes par les classes sociales et par les groupes inhérents à ces classes, nous aurons un rapport de force déterminé. Les principes d'analyse socio-politique sont donc fondés sur des observations historiques : Gramsci est conséquent dans son historicisme. Dans ce chapitre, nous décrirons les principales étapes que peut parcourir une classe fondamentale, soit par exemple le prolétariat, de sa naissance à la conquête du pouvoir.

¹ P., p. 63.

a) *Le moment économique.*

[Retour à la table des matières](#)

L'étude de la structure économique permet la détermination de la place, de la fonction et des possibilités historiques des différentes classes sociales et l'évaluation du degré de réalisme des différentes idéologies socio-politiques nées sur le terrain même des contradictions économiques. L'analyse de la naissance et du développement des différents modes de production économique rend possible l'étude de la *formation* des classes sociales, de leur *origine* dans les classes sociales préexistantes dont elles conservent pendant un certain temps la mentalité, les idéologies et les aspirations, de leur progressif *accroissement* numérique, etc. :

« C'est sur la base du degré de développement des forces matérielles de production que se font les regroupements sociaux, dont chacun représente une fonction et a une position donnée dans la production elle-même. Ce rapport est ce qu'il est, c'est une réalité rebelle : personne ne peut modifier le nombre des entreprises et de leurs employés, le nombre des villes et de la population urbaine, etc. C'est à partir de cette fondamentale disposition des forces qu'on peut étudier si dans la société existent les conditions nécessaires et suffisantes pour transformer cette société. C'est à partir d'elle qu'on peut contrôler le degré de réalisme et de possibilités de réalisation des diverses idéologies qui sont nées sur son terrain même, sur le terrain des contradictions qu'elle a engendrées pendant son développement ¹. »

Les mouvements organiques de la structure économique, dans la mesure où ils fondent le développement des classes sociales, peuvent susciter une pensée et une action politiques révolutionnaires tandis que les mouvements conjecturaux engendrent une politique réformiste, s'ils ne sont pas pensés en relation avec les transformations mêmes de la structure. Nécessairement le parti doit agir dans le quotidien selon les différentes conjonctures du moment, mais, s'il est révolutionnaire, il doit, dans sa pratique, trouver le lien qui les rattache aux mouvements économiques fondamentaux, il doit relier ses tactiques à une stratégie révolutionnaire.

La séparation idéologique de ces deux types de mouvement entraîne deux erreurs politiques opposées et complémentaires :

« L'erreur où l'on tombe fréquemment, dans les analyses historico-politiques, consiste à ne pas savoir trouver le juste rapport entre ce qui est organique et ce qui est occasionnel : on en vient ainsi soit à présenter comme immédiatement opérantes des causes qui sont au contraire opérantes d'une manière médiate, soit à affirmer que les causes immédiates sont les seules causes efficientes ; dans un cas, on a l'excès de l'« économisme » ou du doctrinarisme pédant ; et dans l'autre, l'excès de l'idéologisme ; dans un cas on surestime les causes mécaniques, dans l'autre, on exalte l'élément volontariste et individuel ². »

¹ Mach., p. 45 ; O.C., p. 240.

² Mach., pp. 42-43 ; O.C., p. 237.

La première conception erronée, l'économisme, consiste à croire que les contradictions fondamentales du système économique entraîneront par elles-mêmes la chute du capitalisme, la seconde, le volontarisme, à penser que l'action politique peut, même si elle n'est pas fondée sur les rapports sociaux-économiques fondamentaux, transformer la société.

b) Le moment politique.

[Retour à la table des matières](#)

Toute l'analyse des divers degrés de ce moment se passe au niveau de l'hégémonie, étape nécessaire pour passer du rapport économique au troisième moment, le rapport militaire. Il s'agit de décrire les différentes phases que peut parcourir une classe sociale avant d'atteindre une conscience de soi autonome et une *hégémonie* sur l'ensemble des classes subalternes. L'autonomie et l'hégémonie sont précisément les deux critères qui nous permettent de mesurer ces différentes phases. Ils sont, de plus, les prérequis nécessaires à la victoire militaire de la classe révolutionnaire sur la classe dominante :

« L'étude du développement de ces forces innovatrices, de groupes subalternes à groupes dirigeants et dominants, doit par conséquent rechercher et identifier les phases à travers lesquelles elles ont acquis l'autonomie par rapport aux ennemis à abattre et l'adhésion des groupes qui les ont aidées activement et passivement, dans la mesure où tout ce processus était nécessaire pour qu'elles s'unifient dans l'État ¹. »

L'étude de ces degrés implique aussi qu'on tienne compte de trois facteurs : 1. Parmi les classes non dominantes, une cherchera à exercer son hégémonie sur l'ensemble des autres. Il faut donc étudier non seulement les répercussions des activités du parti de celle-là sur celles-ci, mais aussi les activités des partis de ces dernières dans la mesure où ils subissent plus ou moins d'hégémonie du premier. 2. Les répercussions des activités de ce parti sur les classes dominantes. 3. Et, enfin, les répercussions des activités bien plus efficaces, parce que consolidées par l'État, des partis des classes dominantes sur ceux des classes subalternes.

L'analyse se complique encore par le fait que les divers degrés qui conduisent à la prise de conscience de soi et à l'hégémonie se combinent verticalement selon les activités économiques et horizontalement selon les territoires. Verticalement : il va de soi que les diverses classes sociales, de par la place et la fonction qu'elles occupent au sein de la structure économique, n'ont pas atteint le même degré de conscience. Plus est, au sein d'une même classe sociale, le prolétariat par exemple, les ouvriers d'une industrie marginale ne peuvent pas avoir le même degré de conscience autonome que ceux d'une industrie de pointe. Horizontalement, il faut tenir compte de toutes les disparités régionales (disparités économiques, culturelles, etc.) qui font, par exemple, du prolétariat du Nord le dirigeant des forces populaires italiennes - le prolétariat du Sud étant réduit à un rôle de liaison entre celui-ci et les masses paysannes du Mezzogiorno.

¹ R., p. 192.

Il est impossible de donner une série de règles qui tiendraient compte de l'ensemble des cas concrets. Une fois posés les principes méthodologiques rapportés plus haut, Gramsci dresse cependant une liste des phases ou degrés possibles de la prise de conscience, liste qui pourrait être précisée; comme il nous le dit lui-même, par des phases intermédiaires et par diverses combinaisons. Cette liste ne peut donc pas être utilisée mécaniquement : elle peut tout simplement servir de guide à la recherche appliquée.

Le moment politique est divisé par l'auteur en quatre degrés qui correspondent aux quatre principales étapes que franchit habituellement le prolétariat avant de vaincre la bourgeoisie : 1) la phase de soumission ; 2) la phase économique-corporative ; 3) la phase trade-unioniste ; 4) la phase hégémonique.

1) La phase de soumission

Les classes sociales qui naissent des transformations de la structure économique n'arrivent pas tout armées dans l'histoire. Ce n'est que lentement et qu'à travers les plus cruelles expériences et les plus amères désillusions que la nouvelle classe sociale prend conscience de sa propre unité et de ses propres intérêts. Au début, elle est par rapport aux classes dominantes en état de soumission.

Dans une première phase, elle adhère activement ou passivement aux formations politiques dominantes. Elle cherche à influencer de l'intérieur ces formations en vue de leur imposer ses propres revendications. Ses différentes initiatives entreront dans la détermination des processus de décomposition, de renouvellement et de création des groupements politiques des classes dominantes, celles-ci favorisant toute solution apte à maintenir la soumission des classes subalternes.

Ainsi, la classe ouvrière a commencé par appuyer les partis libéraux ; elle s'est unie à la bourgeoisie urbaine pour lutter contre les vestiges du féodalisme économique dans les campagnes. La bourgeoisie a réussi ainsi à briser le monopole des vivres et à faire abaisser le coût de la vie. Mais la classe ouvrière ne retira rien de son appui, la moyenne des salaires ayant été abaissée ¹.

2) La phase économique-corporative

Les classes subalternes prennent déjà leur distance par rapport aux classes dominantes en créant les premières organisations qui leur sont propres. C'est un début d'autonomie, mais un début seulement car la conscience de soi est limitée aux intérêts économiques des différentes corporations :

« un commerçant a le sentiment de devoir être solidaire d'un autre commerçant, un fabricant d'un autre fabricant, etc., mais le commerçant ne se sent pas encore solidaire du fabricant; ce

¹ Gramsci A., « I Comunisti e le elezioni », *L'Ordine Nuovo*, le 12 avril 1921. Publié dans *Socialismo e fascismo*, p. 133.

qui est senti, en somme, c'est l'unité du groupe professionnel et le devoir de l'organiser, mais pas encore l'unité d'un groupe social plus vaste¹. »

Dans « *Alcuni temi della quistione meridionale* », Gramsci fait allusion aux luttes politiques que dirigea son groupe contre les résidus du vieil esprit corporatif qui tendaient à diviser le prolétariat turinois en une infinité de groupes économiques : les techniciens, les employés, les ouvriers qualifiés, les manœuvres, etc.².

3) La phase trade-unioniste

On organise ici tous les membres d'une classe sociale, mais en accordant priorité à la question économique. La classe ouvrière s'unit dans les grands syndicats pour obtenir une plus grande part du revenu national et de meilleures conditions de travail. Déjà ici se pose le problème de l'État. La classe ouvrière se constitue en parti politique pour élargir les cadres de l'État bourgeois, pour introduire de nouvelles institutions et pour développer celles qui lui sont profitables : mais elle ne remet pas en question l'État en tant qu'État bourgeois :

« Dans ce moment, déjà, se pose le problème de l'État, mais sur un seul plan : parvenir à l'égalité politique-juridique avec les groupes dominants, car on revendique le droit de participer à la législation et à l'administration et à l'occasion de les modifier, de les réformer, mais dans les cadres fondamentaux existants³. »

Ainsi la classe ouvrière, tout en luttant pour certaines réformes, accepte les structures politiques, économiques et culturelles de la classe dominante. Elle ne conteste donc pas le pouvoir de la classe dominante : elle combat tout simplement les modalités de son exercice. Cette forme de lutte est le propre des organisations réformistes qui cherchent à pousser leurs revendications au sein de la structure globale sans que celle-ci soit remise en question. Les organisations ouvrières qui ont atteint ce degré de conscience portent le nom de sociales-démocrates ou de trade-unionistes.

Gramsci ne distingue généralement pas cette phase de celle qui la précède : il les synthétise sous le terme « *économico-corporatif* » pour les opposer globalement à la phase suivante, la phase hégémonique. Car c'est bien la coupure entre celle-ci et celles-là qui est essentielle : dans la phase hégémonique, la classe ouvrière remet en question l'ensemble des structures capitalistes et lutte pour imposer sa propre dictature tandis que, dans les deux phases précédentes, l'État bourgeois n'est pas remis en question. Mais cette coupure fondamentale ne doit pas nous faire sous-estimer celle qui distingue la phase *économico-corporative* de la phase *trade-unioniste*, c'est-à-dire le passage d'une simple conscience de groupe économique à la conscience de classe économique : c'est cette dernière qui permettra le pas décisif suivant, la naissance d'une conscience de classe politique.

¹ Mach., p. 45 ; O.C., p. 241.

² Gramsci A., « *Alcuni temi della quistione meridionale* », 1926. Publié dans le recueil *La questione meridionale*.

³ Mach., p. 45 ; O.C., p. 241.

4) La phase hégémonique :

Dans cette phase, la classe ouvrière

« atteint la conscience que ses propres intérêts corporatifs, dans leur développement actuel et futur, dépassent les limites de la corporation, d'un groupe purement économique, et peuvent et doivent devenir les intérêts d'autres groupes subordonnés ¹. »

Le prolétariat ne doit pas se replier sur ses intérêts économiques immédiats, mais se fonder sur ses intérêts à long terme afin de pouvoir assurer son hégémonie sur les classes subalternes. Il doit même sacrifier certains de ses intérêts économico-corporatifs pour assurer, consolider et maintenir cette hégémonie. Il ne doit cependant pas remettre en question ses intérêts fondamentaux : son idéologie de classe, le marxisme, détermine l'unité des fins économiques, politiques, intellectuelles et morales qu'il doit poursuivre en guidant l'ensemble des masses populaires. Ainsi, la classe ouvrière dépasse-t-elle ses intérêts trade-unionistes pour poser l'ensemble des problèmes au niveau national et international.

Le parti communiste italien, représentant de cette phase hégémonique, s'opposa directement au parti socialiste italien qui cherchait à exploiter la supériorité industrielle du Nord sur le Sud pour créer une aristocratie ouvrière qui œuvrait à émanciper la classe ouvrière au détriment de l'ensemble des travailleurs. C'est ainsi que *L'Ordine Nuovo*, un des foyers du futur P.C.I., lutta contre la transformation de la Fiat en une coopérative. Car, d'une part, cette transformation aurait subordonné le prolétariat turinois à l'État bourgeois dont la protection serait devenue nécessaire pour assurer le financement de l'entreprise en substitution des crédits que lui auraient nécessairement refusés les institutions financières privées : la classe ouvrière de Turin aurait ainsi perdu son autonomie en devenant un appendice de l'État bourgeois. Et, d'autre part, elle l'aurait placé dans une situation privilégiée par rapport aux paysans et à la masse des ouvriers plus pauvres. La classe ouvrière turinoise aurait ainsi perdu sa fonction de dirigeant révolutionnaire, sa fonction hégémonique ².

Mais, au contraire, l'hégémonie n'implique pas qu'on fasse abstraction des classes sociales et qu'on conçoive l'État comme l'instrument du « peuple ». Le parti communiste se distingue précisément des partis socialistes antérieurs par sa conception de l'État comme instrument de classe. Mais l'État prolétarien doit, selon Gramsci, tenir compte des intérêts de l'ensemble des couches populaires non prolétariennes dans la mesure où celles-ci doivent être les alliés du prolétariat :

« L'État est conçu, certes, comme l'organisme propre d'un groupe, destiné à créer les conditions favorables à la plus grande expansion du groupe lui-même ; mais ce développement et cette expansion sont conçus et présentés comme la force motrice d'une expansion universelle, d'un développement de toutes les énergies « nationales », c'est-à-dire que le groupe dominant est coordonné concrètement avec les intérêts généraux des groupes subor-

¹ Mach., pp. 45-46 ; O.C., p. 241.

² Gramsci A., « Alcuni temi della questione meridionale », 1926. In *La Questione Meridionale*, p. 147.

donnés et que la vie de l'État est conçue comme une formation continue et un continuel dépassement d'équilibres instables (dans les limites de la loi) entre les intérêts du groupe fondamental et ceux des groupes subordonnés, équilibres où les intérêts du groupe dominant l'emportent mais jusqu'à un certain point, c'est-à-dire non jusqu'au mesquin intérêt économique corporatif¹. »

Dans cette phase, le prolétariat prend donc conscience de son rôle de créateur d'une nouvelle civilisation et se place résolument à la tête de l'ensemble des masses populaires pour lutter contre le système bourgeois.

c) Le moment militaire:

[Retour à la table des matières](#)

Le prolétariat conquiert l'hégémonie sur l'ensemble des couches populaires en les soustrayant à l'influence de la bourgeoisie. Les grandes masses se détachent alors des idéologies traditionnelles et rejettent ce en quoi elles croyaient auparavant pour se rapprocher de l'idéologie de la classe ouvrière. La direction de la société civile passe des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat. Cependant, si elle n'est plus *dirigeante*, la bourgeoisie continue à être *dominante*, c'est-à-dire à contrôler les différents moyens de coercition. Aussi, elle ne transmettra pas « démocratiquement » son pouvoir à la nouvelle classe hégémonique : elle cherchera plutôt à le consolider en utilisant les instruments de lutte que lui confère la maîtrise de l'État.

Le parti socialiste rejetait la guerre civile comme inhumaine. Mais pour le parti communiste, il est impossible de s'emparer de l'État sans passer par celle-ci. Le prolétariat s'illusionnerait s'il croyait pouvoir conquérir le pouvoir et l'exercer à travers les organes de l'État parlementaire : celui-ci est un État de classe, et la bourgeoisie ne le cédera pas sans l'avoir défendu par tous les moyens à sa disposition.

Le parti ne rejette pas l'action parlementaire qui est un utile moyen de propagande et qui permet surtout de rejoindre les travailleurs qui croient encore dans le système politique libéral. Mais cette action est perçue comme limitée : d'une part, l'État, en tant qu'instrument de classe, exclut toute possibilité de conquête démocratique du pouvoir ; d'autre part, l'action parlementaire n'est qu'un des moyens par lesquels le parti se lie aux masses populaires pour les diriger politiquement et culturellement.

Le moment militaire succède donc naturellement au moment politique. Gramsci utilise deux critères pour l'étude de ce moment : le technico-militaire et le politico-militaire. Le premier désigne tous les problèmes techniques reliés à l'organisation militaire, à l'armement, aux types de combat, etc. Le second doit répondre à des questions telles que celles-ci : Comment réussir à lever une force militaire apte à vaincre la classe dominante ? Quel programme doit prôner la classe ouvrière pour satisfaire les exigences de la paysannerie de telle sorte qu'elle puisse obtenir son appui enthousiaste et son esprit de sacrifice ? On voit ainsi que le politico-militaire pose les problèmes mêmes de l'hégémonie : celle-ci, en plus d'être un moment

¹ Mach., p. 46 ; O.C., pp. 241-242.

distinct et habituellement antérieur, est aussi une composante essentielle du moment militaire.

Même dans le moment militaire, le technico-militaire est subordonné au politico-militaire, et à un double point de vue : au niveau de l'organisation et au niveau du rapport de forces.

Un des facteurs décisifs de ce moment est constitué par les capacités des dirigeants du parti, par la quantité et la qualité des militants mobilisables pour encadrer les grandes masses, c'est-à-dire repose, en définitive, sur le parti. Le problème de l'organisation militaire est ainsi vu comme une partie de l'ensemble du travail organisateur mené par le parti :

« L'élément décisif de toute situation est la force organisée en permanence et préparée depuis longtemps, et qu'on peut faire avancer quand on juge qu'une situation est favorable (et elle est favorable dans la seule mesure où une telle force existe et où elle est pleine d'une ardeur combative) ; aussi la tâche essentielle est-elle de veiller systématiquement et patiemment à former, à développer, à rendre toujours plus homogène, compacte, consciente d'elle-même, cette force ¹. »

Si les révolutionnaires n'ont pas préparé la révolution en construisant un parti fort, homogène, centralisé et idéologiquement conscient, la classe dominante résistera à sa perte d'hégémonie

« en exterminant physiquement l'élite adverse et en terrorisant les masses de réserve ². »

C'est ce qui se produisit en Italie après la guerre de 1914-1918.

Par rapport de forces militaires, il ne faut pas entendre exclusivement le fait de la possession d'armes ou de contingents militaires mais, surtout, la possibilité pour le parti de mobiliser contre le régime les grandes masses populaires. Pour Gramsci, tout mouvement révolutionnaire est exclu si le prolétariat n'a pas conquis leur appui. Ici encore, le technico-militaire est subordonné au politico-militaire.

Ainsi, le moment militaire, plus que le dépassement du moment politique, en est l'aboutissement et la conclusion : le prolétariat a presque déjà vaincu militairement lorsqu'il a gagné l'appui de l'ensemble des couches populaires.

L'hégémonie - définie par Gramsci comme direction politique et culturelle - prend donc une importance capitale en Occident. Dans le chapitre suivant, nous étudierons la « société civile », c'est-à-dire le lieu où se déroule l'affrontement central entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays industrialisés.

¹ Mach., pp. 49-50 ; O.C., p. 245.

² Id.

Chapitre VII

L'idéologie

[Retour à la table des matières](#)

Pour s'emparer de l'État, le prolétariat doit prendre conscience de lui-même et étendre son hégémonie sur l'ensemble de la société. Or c'est dans l'idéologie qu'une classe sociale prend conscience, par l'intermédiaire de ses intellectuels, de sa place et fonction au sein d'une structure sociale ainsi que de son rôle historique. C'est dans l'idéologie qu'une classe exerce, par l'intermédiaire du parti, l'hégémonie sur d'autres classes sociales. L'étude de l'idéologie s'inscrit donc nécessairement dans le cadre de notre recherche sur la pensée politique de Gramsci, pensée articulée intrinsèquement autour du concept d'intellectuel.

Pour cerner le rôle de ce concept dans la pensée de Gramsci, nous étudierons successivement le domaine de l'idéologie, son articulation sur les domaines économique et étatique ainsi que son mode d'organisation interne. Dans le chapitre suivant, nous compléterons cette analyse de la superstructure par l'étude de l'État.

Le champ de l'idéologie.

[Retour à la table des matières](#)

Pour Croce, la religion est une conception de la vie à laquelle correspond une attitude éthique. Gramsci reprend cette définition et l'applique à l'ensemble des idéologies :

« Si par religion on doit comprendre une conception du monde (une philosophie) avec une norme de conduite qui lui convienne, quelle différence peut-il exister entre religion et idéologie (ou instrument d'action) et, en dernière analyse, entre idéologie et philosophie? Existe-t-il ou peut-il exister une philosophie sans une volonté morale conforme ?¹ »

A ces questions, l'auteur répond qu'il ne peut exister aucune différence fondamentale entre ces trois phénomènes : ils sont structurés par la même dialectique unissant, d'un côté, une *conscience*, de l'autre, une éthique ou des *nomes de conduite*.

Mais une idéologie, une philosophie et même une religion peuvent être des faits purement individuels et historiquement arbitraires. Leur étude relève alors de la psychologie individuelle et de la logique. Mais elles peuvent être aussi des faits de *culture* : ce qui implique que, répondant à des problèmes soulevés par les structures sociales, elles sont ou seront vécues par un ou des groupes sociaux. C'est donc dans ce deuxième sens que Gramsci étudiera les idéologies, c'est-à-dire en tant qu'elles sont historiquement nécessaires. Aussi se moquera-t-il de Croce qui est incapable de comprendre pourquoi le marxisme n'étudie pas les philosophies en tant que créations idéologiques mais en tant qu'elles expriment plus ou moins les rapports sociaux ou, plus précisément, n'étudient ces créations qu'en relation avec les classes ou les fractions de classe qu'elles expriment :

« Par le concept d'historicité de la philosophie, c'est-à-dire par le concept qu'une philosophie est « historique » dans la mesure où elle se diffuse et devient la conception de la réalité d'une masse sociale (avec une éthique conforme), on comprend que la philosophie de la praxis, nonobstant la « surprise » et le « scandale » de Croce, étudie « dans les philosophies précisément (!) ce qui n'est pas philosophique », les tendances pratiques, et les effets sociaux et de classe, que ces philosophies représentent². »

Il ne faut pas tomber dans l'illusion de croire qu'il y a, d'un côté, des philosophies purement arbitraires et, de l'autre, des philosophies entièrement nécessaires. Même celles-ci contiennent des éléments arbitraires qui se rattachent à des philosophies précédentes, ou qui répondent à des nécessités formelles de systématisme, ou à des

¹ M.S., p. 231.

² M.S., p. 233.

idio-syncretismes particulières. En confrontant une philosophie aux structures sociales et, notamment, au rapport des classes sociales, il est possible d'y distinguer le socialement nécessaire de ce qui ne l'est pas. De plus, la société se transformant, ce qui était hier phénomène culturel peut être aujourd'hui résidu anachronique. Le marxisme n'échappe pas à cette historicité, et c'est dans ce sens qu'il doit demeurer une philosophie ouverte : le marxiste doit continuellement lutter contre les aspects arbitraires de sa philosophie, que ceux-ci soient reliés à des erreurs d'interprétation ou au fait que les structures de la société se modifient.

Ainsi si une idéologie - définie par l'union d'une vision du monde et de normes de conduite - est historiquement nécessaire, elle doit pouvoir se retrouver à tous les niveaux de la société : économique, politique, artistique, scientifique, linguistique, etc. L'idéologie, dit Gramsci, si on lui donne son sens le plus intégral, signifie

« une conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective ¹. »

L'idéologie est donc le sens vécu des différents rapports qu'entretient l'homme avec la nature et les autres hommes. Tout comportement, toute activité humaine implique alors une vision du monde et, inversement, toute conception, en tant qu'elle exprime une classe sociale, tend à se manifester dans tous les types de comportement des membres de cette classe.

Gramsci, en se fondant sur des critères d'unité et de complexité, distingue dans l'ensemble culturel différents degrés qu'il nomme la philosophie, l'idéologie, la religion, le sens commun et le folklore.

La *philosophie* est la conception du monde d'une classe sociale : elle définit sa place et sa fonction dans la société ainsi que son rôle historique. Elle est le fait culturel le plus riche et le plus cohérent. Dans le langage de Lukàcs, elle est la conscience possible d'une classe sociale. Le marxisme est ainsi la conception du monde du prolétariat. *L'idéologie*, si on la prend non dans son sens générique mais dans un sens plus étroit, définira chaque conception particulière qu'un groupe secrète face à des problèmes immédiats et précis :

« Est philosophique la conception du monde qui représente la vie intellectuelle et morale (catharsis d'une vie pratique déterminée) d'une classe sociale vue historiquement et donc vue, non seulement dans ses intérêts actuels et immédiats, mais aussi dans ses aspirations à long terme ; est idéologique chaque conception particulière aux fractions de classe qui se proposent d'aider à la résolution de problèmes immédiats et circonscrits ². »

La *religion* est plus complexe que l'idéologie prise dans son sens étroit, mais elle est beaucoup plus hétérogène dans la mesure où elle doit à la fois tenir compte de l'ensemble des classes sociales d'un pays, de la diversité des situations nationales et du lien qui la rattache à sa tradition, c'est-à-dire, en définitive, aux modes de production antérieurs. Le *sens commun* est la vision du monde la plus répandue au sein

¹ M.S., p. 7 ; O.C., p. 22.

² M.S., p. 197.

des classes sociales subalternes. Ce sens commun renferme un noyau de « bon sens » fondé sur une certaine dose d'expérience et d'observation directe de la réalité, mais ce noyau est englué dans des conceptions religieuses, dans l'idéologie de la classe dominante, dans des éléments idéologiques provenant du passé, etc. Le sens commun peut être aussi complexe que la religion, mais il est encore moins homogène et structuré :

« Le « sens commun » est le folklore de la philosophie et il est toujours à mi-chemin entre le folklore proprement dit (c'est-à-dire comme il est généralement entendu) et la philosophie...¹ »

La fonction du parti est de développer le bon sens immergé dans le sens commun du prolétariat afin de le rapprocher graduellement de la philosophie qui le définit, le marxisme. Le *folklore*, enfin, est le sens commun complètement figé, sclérosé, sédimenté. Il est le moins riche des faits culturels et le plus hétérogène.

La place de l'idéologie.

[Retour à la table des matières](#)

Quelle est la place et la fonction de l'idéologie au sein des structures sociales ? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord définir les principaux concepts utilisés ici, analyser la dialectique structure-superstructure et, enfin, étudier le rapport idéologie-État.

La structure sociale se divise, dans la tradition marxiste, en infrastructure et en superstructure, et cette dernière se subdivise, selon Gramsci, en société civile et en société politique.

L'infrastructure est constituée par la relation unissant les forces productives et les rapports de production. C'est ici que se trouve le mécanisme de l'exploitation de la force de travail et de la lutte de classe au niveau économique.

La superstructure est constituée par la dialectique de la société civile (ou idéologie) et de la société politique (ou État). L'État est le pouvoir de coercition par lequel la classe dominante consolide l'hégémonie qu'elle exerce dans la société civile et la direction qu'elle imprime aux forces productives.

Nous voyons ainsi que, tant au niveau de l'infrastructure que de L'État, les définitions gramsciennes ne s'éloignent guère de celles de la tradition marxiste. Mais la définition que Gramsci donne de la société civile s'en distingue radicalement. Nous devons donc nous arrêter un peu plus longuement sur ce concept. Pour ce faire, nous

¹ I., p. 144.

utiliserons les précieuses distinctions apportées par Norberto Bobbio dans son remarquable article « Gramsci, la concezione della società civile ».

Le concept hégélien de société civile est, dit Bobbio, d'un certain côté plus large et d'un autre plus étroit que celui qui sera formé par Marx. Plus large, car il comprend non seulement la sphère des rapports économiques et des rapports sociaux, mais aussi l'administration de la justice et l'organisation policière qui relèveront chez Marx de L'État. Plus étroit, car la société civile chez Hegel constitue le moment intermédiaire entre la famille et L'État et, par conséquent, ne comprend pas tous les rapports et les institutions pré-étatiques.

Chez Marx, la société civile s'étend à toute la vie sociale pré-étatique et elle détermine le moment politique. L'État, en tant que moment du développement des rapports économiques. La société civile coïncide donc *grosso modo* avec l'infrastructure et conditionne les deux moments de la superstructure, l'idéologie et les institutions politiques. Il faut d'ailleurs remarquer que le Marx de la maturité n'emploiera plus ce concept dans la mesure où il fait double emploi avec l'infrastructure.

C'est précisément au niveau du concept de « société civile » que Gramsci introduit une innovation radicale par rapport à la tradition marxiste :

« La société civile chez Gramsci n'appartient pas au moment de la structure mais à celui de la superstructure ¹. »

Les organisations par lesquelles s'élabore et se diffuse l'idéologie et l'idéologie elle-même sont ce que Gramsci nomme société civile. C'est au sein de celle-ci que la classe économiquement dominante tendra à exercer son hégémonie sur l'ensemble des autres classes sociales afin d'obtenir leur consentement à la direction qu'elle imprime à la société. Et c'est au sein de celle-ci que le prolétariat, sa phase économique-corporative à peine dépassée, luttera contre la bourgeoisie afin de se donner une conscience de soi autonome et d'étendre son hégémonie sur la paysannerie.

Pour analyser la dialectique structure-superstructure, Gramsci se réfère au célèbre passage de *l'Avant-propos à la Critique de l'économie politique* (1859) dans lequel Marx dit :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles (...). Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit (celui des rapports de production) et le poussent jusqu'au bout ². »

¹ Bobbio Norberto, « Gramsci, la concezione della società civile ».

² Marx Karl, *Avant-propos à la Critique de l'économie politique* (1859). Paris, La Pléiade, pp. 272-273.

Si les hommes prennent conscience du conflit des rapports de production au niveau de l'idéologie, il doit, dit Gramsci, exister un rapport nécessaire entre celle-ci et l'économie, entre la superstructure et l'infrastructure. Empruntant le terme à George Sorel, il dira qu'elles forment un « bloc historique », en ce sens que l'ensemble complexe, contradictoire et discordant des superstructures doit correspondre dans le temps aux rapports de production économique.

Gramsci s'attaque alors aux interprétations déterministes qui réduisent la dialectique infrastructure-superstructure à un simple et primitif rapport de causalité :

« La prétention de présenter et d'exposer toute fluctuation de la politique et de l'Idéologie comme une expression immédiate de la structure, doit être combattue théoriquement comme un infantilisme primitif, et pratiquement doit être combattue avec le témoignage authentique de Marx, écrivain d'œuvres politiques et historiques concrètes ¹. »

De ces œuvres, Gramsci tire trois remarques méthodologiques fondamentales : 1. Il n'y a pas de lois économiques comme il y en a en chimie ou en physique. En économie, on ne peut parler que des *tendances* du développement de la structure. Aussi est-il impossible d'analyser une phase structurale avant qu'elle ne soit parvenue au terme de son processus de transformation : tant que ce processus est en cours, seules les *hypothèses* sont permises. La politique, qui doit, pour être efficace, se fonder sur les tendances de la structure, révèle donc ainsi son caractère de « risque calculé ». 2. Les dirigeants peuvent commettre une erreur de calcul et poser un acte politique qui entraîne une série de crises parlementaires par lesquelles, précisément, l'erreur sera peu à peu corrigée et surmontée. Le disciple du « matérialisme mécaniste » cherchera tout de suite l'explication économique de ces crises alors qu'elles sont, au contraire, l'indice de l'autonomie de la superstructure par rapport à la base. 3. Beaucoup d'actes politiques répondent à des nécessités strictement politiques : renforcer l'homogénéité et la cohérence du parti ; développer la conscience de classe consolider l'hégémonie d'une classe sur une autre etc. La cause de ces actes se trouve au niveau de la superstructure même, et non pas au niveau de l'économie.

La politique est donc relativement autonome par rapport à l'économie : elle n'en est pas l'effet. Gramsci critique aussi les disciples du « matérialisme vulgaire » qui interprètent littéralement certains termes utilisés par Marx.

Quand Marx dit que les superstructures sont des « apparences », il veut tout simplement signifier, dit Gramsci, qu'elles ne sont pas définitives et qu'elles se transformeront avec les structures de la société. Quand il parle d'« illusions », Marx, dit Gramsci, ne pose pas un principe gnoséologique, il utilise un langage polémique pour faire prendre conscience au prolétariat de ses intérêts et le rendre indépendant de l'idéologie bourgeoise. Pour Gramsci, l'idéologie chez Marx est non seulement une réalité active et opérante, mais aussi le lieu où l'homme prend conscience de soi, des autres et de la nature :

« La proposition contenue dans *l'Avant-propos à la Critique de l'économie politique* qui dit que les hommes prennent conscience des conflits de structure sur le terrain des idéologies,

¹ M.S., p. 96 ; O.C., p. 104.

doit être considérée comme une affirmation à valeur gnoséologique et non purement psychologique et morale ¹. »

Cet *Avant-propos* auquel Gramsci se réfère si souvent devrait normalement le conduire à analyser la base économique de la société et à étudier les conditions matérielles de la révolution. Dans *l'Avant-propos*, Marx pose le rapport structure-superstructure pour montrer précisément l'importance de l'analyse économique et de sa future *Critique à l'économie politique*. Paradoxalement, Gramsci déplace le centre d'intérêt vers la superstructure : l'analyse portera sur la *prise de conscience* des rapports économiques et sur les tâches politiques que le prolétariat doit effectuer pour s'emparer de L'État, transformer la structure économique et créer de nouveaux rapports sociaux. Tandis que Marx insistait sur les conditions structurales de la révolution, Gramsci, lui, s'arrête sur les conditions « superstructurales »

« La thèse marxiste que l'humanité se pose seulement les tâches pour la solution desquelles existent déjà les conditions matérielles est approfondie et intégrée dans la recherche des modes, des formes et des moyens par lesquels l'humanité réalise effectivement ces tâches : c'est-à-dire que l'attention se déplace vers les conditions idéologiques et politiques de la dialectique historique ². »

Norberto Bobbio fait remarquer que si chez Marx la société civile s'identifie à l'infrastructure, le déplacement de la société civile, opéré par Gramsci, de l'infrastructure à la superstructure introduit nécessairement une transformation décisive dans les rapports dialectiques, et donc réciproques, structure-superstructure : chez Marx, le premier terme est dominant tandis que Gramsci accordera la prédominance au second. Gramsci partage l'avis de Marx lorsque celui-ci dit que la société civile est le « théâtre de l'histoire », mais le « théâtre » n'est plus dans la structure, il est dans la superstructure :

« Tant chez Marx que chez Gramsci la société civile - et non L'État comme chez Hegel - représente le moment actif et positif du développement historique. Sauf que chez Marx ce moment actif et positif est structural tandis qu'il est superstructural chez Gramsci ³. »

La société civile est, selon Gramsci, le moment par lequel la nécessité économique se transforme en *programme politique* qui est un « *devoir-être* » ; elle est le moment par lequel la nécessité devient *conscience* de la nécessité et donc *liberté*. En prenant conscience des conditions matérielles de la révolution, le prolétariat les transforme en *moyens* pour atteindre *l'objectif* visé ultimement : la réalisation du communisme. Ce qui était *nécessités* et *conditions* devient *instruments* d'une *fin voulue* et *consciente* :

« On peut employer le terme de « catharsis » pour indiquer le passage du moment purement économique (ou égoïste-passionnel) au moment éthique-politique, c'est-à-dire à l'élaboration supérieure de la structure en superstructure dans la conscience des hommes. Cela

¹ M.S., p. 39.

² Tamburrano Giuseppe in *La Città Futura*, p. 128.

³ Bobbio Norberto, « Gramsci, la concezione della società civile ».

signifie aussi le passage de l' « objectif au subjectif » ou de la « nécessité à la liberté ». La structure, de force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile à elle et le rend passif, se transforme en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthique-politique, et génératrice de nouvelles initiatives ¹. »

Le moment éthique-politique est celui par lequel le prolétariat prend *conscience* de sa place et de sa fonction dans la société, (c'est-à-dire qu'il devient, tant au niveau du savoir qu'au niveau éthique, marxiste) et étend son *hégémonie* (compris comme direction politique *et* comme réforme culturelle réalisée, elle aussi, sur la base du marxisme) sur l'ensemble des couches populaires. Le moment éthique-politique est donc le moment de la *liberté*, conçue de façon hégélienne comme conscience de la nécessité, c'est-à-dire de la base économique de la société. Le prolétariat, *sujet* actif de l'histoire, prend conscience de l'*objectivité* structurale, ce qui lui permet de la mettre au service de la fin qu'il poursuit. C'est dans ce sens que nous pouvons dire que Gramsci accorde la prédominance au second terme dans le rapport réciproque et dialectique structure-superstructure.

Nous retrouvons chez Lukàcs une importance similaire accordée à la conscience de classe. Une juste compréhension de la société est pour le prolétariat, dit Lukàcs, l'arme décisive ². Ou encore :

« quand la crise économique finale du capitalisme a commencé (le stade impérialiste du capitalisme, J.-M.P.), le destin de la révolution (et avec elle celui de l'humanité) dépend de la maturité idéologique du prolétariat, de la conscience de classe ³. »

Cet accent mis par les deux auteurs sur la conscience de classe ne doit pas masquer la différence *capitale* qui les sépare. Lukàcs, en philosophe, disserte sur la conscience de classe comme si elle se formait *sui generis* tandis que Gramsci, dirigeant politique, insiste sur le rôle des intellectuels dans la formation de cette conscience. Gramsci trouve le support historique et politique de cette conscience tandis que Lukàcs en demeure à l'idéalisme hégélien qui empêche, en fait, toute prise réelle sur l'histoire.

Au couple structure-superstructure, il faut aussi ajouter le couple superstructural société civile-société politique où Gramsci se différencie de Marx. Pour ce dernier les idéologies sont subordonnées, dit Bobbio, aux institutions politiques dans la mesure où elles sont la justification mystifiée-mystifiante de la domination de classe. Le philosophe marxiste italien Labriola n'aurait alors que mécanisé ce schéma marxiste en disant que la structure économique détermine, en premier lieu et directement, les institutions politiques et, en deuxième lieu et par l'intermédiaire de ces dernières, l'idéologie. Tout en posant comme Marx la réciprocité à la base de ces deux instances, Gramsci rejette la position par laquelle l'idéologie ne serait que la justification d'un pouvoir politique et économique déjà constitué. Au contraire, c'est dans l'idéologie que le prolétariat prend *conscience* de soi et étend son *hégémonie* sur les classes non bourgeoises, et cette prise de conscience et cette hégémonie sont nécessaires pour

¹ M.S., p. 40 ; O.C., p. 64.

² Lukàcs Georg, *Histoire et conscience de classe*, p. 93.

³ Id., p. 95.

conquérir le pouvoir d'État. Dans ce sens la société civile conditionne donc L'État. Mais une fois conquis le pouvoir politique, celui-ci favorise une plus grande transformation de la culture populaire en transformant les conditions matérielles mêmes de cette culture. L'idéologie étant la conscience de la nécessité, c'est-à-dire de ce qui est et devient, seul L'État permet de transformer cet « être en devenir » et de rendre conformes idéologie et société :

« On ne peut proposer, avant la conquête de L'État, de modifier complètement la conscience de toute la classe ouvrière ; ce serait utopique car la conscience de classe comme telle ne se modifie complètement que lorsqu'a été modifié le mode de vie de la classe même, ce qui implique que le prolétariat est devenu classe dominante et a à sa disposition l'appareil économique et le pouvoir étatique ¹. »

Nous n'insisterons pas sur ce rapport société civile-société politique car nous le reprendrons dans le prochain chapitre où nous insisterons plus longuement sur la réciprocité qui le constitue. Et c'est sur ce point qu'on peut critiquer Norberto Bobbio : insistant tellement sur la prédominance de la société civile chez Gramsci, il tend à négliger et quelquefois à oublier la *réciprocité* de l'action qui est le fondement même du rapport infrastructure-superstructure, société civile (ou idéologie) -société politique (ou État).

Articulations internes de l'idéologie.

[Retour à la table des matières](#)

La structure interne de l'idéologie repose sur le principe suivant :

« Ce qui tour à tour existe c'est une combinaison variable d'ancien et de nouveau, un équilibre momentané des rapports culturels correspondant à l'équilibre des rapports sociaux ². »

Aussi l'étude de l'idéologie d'une société implique-t-elle l'étude des rapports sociaux ; plus précisément, elle exige le dénombrement des différentes classes sociales et la détermination de la place et de la fonction de chacune d'elles au sein de la structure globale.

Cette étude peut être menée de deux points de vue. Premièrement, au niveau des possibilités structurales de parvenir à tel niveau de conscience pour telle ou telle classe. Georg Lukàcs a bien montré, dans *Histoire et conscience de classe*, que la place et la fonction qu'occupe une classe au sein d'une structure sociale délimite a

¹ Gramsci A., « Necessità di una preparazione ideologica di massa », Scritti politici, p. 746.

² M.S., p. 89 ; O.C., pp. 91-92.

priori ses possibilités d'atteindre un particulier niveau de compréhension. Deuxièmement, et c'est ce point que nous retiendrons plus particulièrement ici, on peut étudier les mécanismes par lesquels une classe a atteint un degré déterminé de conscience et ceux par lesquels elle transforme sa conscience réelle pour accéder peu à peu à sa conscience possible.

Lorsque la société ne traverse pas une crise révolutionnaire, lorsque deux classes ne s'affrontent pas décisivement pour s'emparer du pouvoir, l'idéologie de la société est l'idéologie de la classe dominante. Ce qui est bien normal. D'une part, cette relative harmonie sociale implique que la classe dominante a su imposer un développement équilibré à la société et empêcher la formation de trop grandes distorsions entre les différents niveaux de la structure, entre les divers secteurs de la société. D'autre part, contrôlant les leviers de L'État et les principaux instruments hégémoniques (l'appareil de l'éducation, par exemple) elle peut assez facilement assimiler les intellectuels des autres classes en leur offrant des positions et, ainsi, assurer son influence sur les classes qu'ils représentent. En définitive, grâce à son pouvoir économique et politique, la classe dominante est pratiquement la seule à pouvoir se « faire entendre » régulièrement et avec force au sein de la société civile. La classe dominante, dit Marx, en plus de régler la production et la distribution des biens économiques, organise et distribue les idées :

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spiribielle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante ¹. »

L'influence de la classe dominante, comme celle des autres classes d'ailleurs, ne s'exerce pas directement, mais par l'intermédiaire de ses intellectuels. Aussi, en plus de l'analyse de la structure des classes sociales, l'étude de l'idéologie exige la connaissance de la répartition des différents intellectuels, de leur formation, de leurs liens plus ou moins organiques avec les classes sociales, etc.

Il faut aussi étudier les canaux par lesquels s'effectuent la production et la diffusion de l'idéologie. Les principaux organismes de production sont l'université et les différents centres de recherche. Au niveau de la diffusion, nous avons par ordre décroissant d'importance : 1. L'organisation scolaire à laquelle Gramsci accorde une importance telle qu'il consacre plusieurs notes aux types d'école que devrait mettre sur pied le prolétariat lorsqu'il aura conquis le pouvoir : il imagine l'organisation centralisée devant être constituée par l'union de trois types d'institutions soit l'école unique, l'université et l'académie. L'école unique donne la formation culturelle générale préparant à l'université et aux différentes activités professionnelles, c'est-à-dire manuelles. Elle est orientée de façon à permettre aux individus de passer facilement d'un métier à un autre et, aux plus doués, de dirigés à dirigeants, en leur ouvrant les portes de l'université. L'université reçoit les étudiants les plus doués de l'école unique pour préparer les cadres nécessaires au bon fonctionnement de la société. L'académie est l'organisme qui relie les universitaires et les éléments qui passent à la vie professionnelle dès la fin de l'école unique. Elle est organisée

¹ Marx Karl, *L'Idéologie allemande*. Éd. Sociales, 1966, pp. 74-75.

verticalement selon les divisions géographiques (nation, régions et centres locaux) et horizontalement selon les différentes spécialités scientifico-culturelles. L'académie, organisme-clé de l'organisation scolaire, a pour fonctions : a) d'augmenter dans la vie du travailleur manuel les possibilités de réflexion et de permettre aux plus talentueux d'entre eux d'accéder aux fonctions intellectuelles ; b) de sensibiliser les universitaires aux problèmes concrets des travailleurs manuels ; c) de favoriser l'intégration à la culture présente de l'héritage intellectuel des générations précédentes ; d) d'élaborer une culture nationale homogène et unitaire étroitement liée à la vie collective et à l'univers de la production ; e) d'unir étroitement les intellectuels aux non-intellectuels. 2. Le deuxième organisme important de diffusion idéologique est *l'organisation religieuse*. Et Gramsci scrutera attentivement l'organisation de l'Église catholique pour essayer de comprendre les raisons de l'énorme influence qu'elle a exercée et qu'elle exerce encore sur des millions et des millions de personnes. 3. L'ensemble des *organisations* qui s'occupent de *l'imprimé*: les organismes qui éditent ou publient livres, revues, périodiques, quotidiens et bulletins, les librairies, les bibliothèques, etc. 4. Les *canaux audio-visuels* : cinéma, théâtre, etc. Gramsci accorde plus d'efficacité à la presse qu'aux moyens de diffusion audiovisuels car, dit-il, si ceux-ci peuvent atteindre une grande aire d'action et, quelquefois, créer un fort impact émotif, ils ne peuvent, contrairement à l'imprimé, convaincre durablement et profondément. 5. Les *moyens de communication orale*: radio, disques, etc. 6. Il faut même tenir compte, selon l'auteur, de l'influence occulte de *l'architecture* et de *l'urbanisme* sur la culture d'une société. Comme nous pouvons le voir, les difficultés inhérentes à l'étude de l'idéologie reposent non seulement sur les problèmes posés par la hiérarchisation des différents canaux de diffusion selon leur degré d'efficacité, mais aussi et surtout sur le nombre et la complexité des facteurs dont il faut tenir compte.

Quant au développement des sciences, il conditionne indirectement les différents moyens de diffusion - il influe sur l'organisation et la diffusion culturelle en provoquant l'acquisition de nouvelles techniques. Il serait d'ailleurs possible d'étudier les différentes transformations idéologiques entraînées par les différentes acquisitions techniques. Habituellement, ces acquisitions multiplient les possibilités, pour la classe dominante, de lutter contre les idéologies traditionnelles et contre celle de son adversaire de classe et, ainsi, étendre, approfondir et consolider sa domination idéologique sur la société.

Mais même si la classe dominante possède une large couche d'intellectuels organiques, même si elle contrôle les grands canaux de diffusion, son idéologie ne peut jamais s'imposer entièrement aux classes subalternes. Avancer une telle affirmation implique une conception selon laquelle les classes sont purement réceptives, passives et conditionnées de l'extérieur. Or les classes sont des réalités dynamiques. De même, dit Gramsci, que l'individu choisit d'une certaine façon, parmi les diverses influences exercées par le milieu social et pense par lui-même à l'intérieur des limites fixées par sa situation, de même, dans chaque classe sociale, il y a un noyau de « bon sens » fondé sur l'observation directe de la réalité. Sans ce noyau de « bon sens », il serait impossible au prolétariat de se libérer du flot de propagande que déverse sur lui la bourgeoisie et de contester, non seulement son hégémonie sur la société, mais aussi son pouvoir économique et politique.

C'est ce noyau de « bon sens » qui permet à Gramsci de poser la possibilité et la nécessité, pour le prolétariat, de développer une conscience de soi autonome et d'exercer une hégémonie sur la paysannerie. Après avoir expliqué l'importance de la connaissance de l'adversaire, c'est-à-dire l'organisation et la distribution des intellec-

tuels de la classe dominante, plus la structure de ses organes de production et de diffusion idéologique, sans négliger les groupes sociaux sur lesquels elle exerce son influence, Gramsci dit :

« Que peut opposer une classe innovatrice à cet ensemble formidable de tranchées et de fortifications de la classe dominante? L'esprit de scission, c'est-à-dire la progressive acquisition d'une conscience de sa propre personnalité historique, esprit de scission qui doit tendre à s'élargir de la classe protagoniste aux classes potentiellement alliées...¹ »

Mais comment atteindre cet esprit de scission ? Comment acquérir cette progressive conscience de soi ? Comment détacher de l'idéologie bourgeoise les classes potentiellement alliées ?

Le prolétariat ne peut, de lui-même, atteindre cette auto-conscience et cette hégémonie sur la paysannerie ; il a besoin d'une avant-garde, d'intellectuels qui l'organisent :

« Auto-conscience critique signifie historiquement et politiquement création d'une élite d'intellectuels: une masse humaine ne se «distingue» pas et ne devient pas indépendante «d'elle-même», sans s'organiser (au sens large), et il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans organisateurs et sans dirigeants...² »

Pour prendre conscience de soi, le prolétariat doit donc secréter sa propre couche d'intellectuels organiques. Il cherchera aussi à se soumettre et même à assimiler les intellectuels traditionnels - ce qui est la façon la plus rapide et la plus efficace d'étendre son hégémonie sur les groupes que ceux-ci influençaient. Il cherchera même à « décapiter » la classe bourgeoise en assimilant ses intellectuels. Ce processus de formation des intellectuels organiques et d'assimilation des intellectuels traditionnels ne doit pas être séparé de la lutte contre la bourgeoisie ; au contraire, il en est le tissu intime :

« Un des traits caractéristiques les plus importants de chaque groupe qui cherche à atteindre le pouvoir est la lutte qu'il mène pour assimiler et conquérir « idéologiquement » les intellectuels traditionnels, assimilation et conquête qui sont d'autant plus rapides et efficaces que ce groupe donné a davantage modifié, en même temps, ses intellectuels organiques³. »

Ce processus de prise de conscience de soi et de conquête hégémonique est constitué par la dialectique intellectuel-masse : le prolétariat augmente sa conscience de soi dans la mesure où il élargit et enrichit sa couche d'intellectuels organiques et il étend son hégémonie dans la mesure où ceux-ci influencent directement les groupes à conquérir ou, indirectement, dans la mesure où ils se subordonnent les intellectuels qui dirigent ces groupes ; mais, inversement, le prolétariat ne peut accroître sa couche d'intellectuels organiques sans que lui-même ait progressé au niveau de la conscience. Autrement dit, pour Gramsci, il n'y a pas action unilatérale des intellectuels sur les

¹ P., pp. 172-173.

² M.S., p. 12 ; O.C., p. 31.

³ I., p. 7 ; O.C., p. 434.

masses, mais action réciproque par laquelle la classe, elle aussi, influence idéologiquement les intellectuels : le rapport intellectuel-classe est un rapport dialectique.

Qui unifie et centralise ces intellectuels organiques du prolétariat, sinon le parti ? Celui-ci est l'intellectuel collectif de la classe ouvrière. En plus d'en développer la conception du monde et de la diffuser, le parti est aussi, dit Gramsci, « l'expérimentateur » de la conception prolétarienne dans la mesure où il la confronte quotidiennement aux réalités politiques :

« Les partis sélectionnent et la sélection se fait aussi bien dans le domaine théorique que pratique ; et, le rapport est d'autant plus étroit entre théorie et pratique, que la conception innove d'une manière plus vitale et radicale et qu'elle se présente comme l'antagoniste des vieux modes de pensée. Ainsi peut-on dire que par les partis s'élaborent de nouvelles conceptions intellectuelles intégrales et totales, c'est-à-dire qu'ils sont le creuset de l'unification de la théorie et de la pratique, en tant que processus historique réel...¹ »

Si la lutte idéologique s'articule selon la lutte de classes, les partis - surtout ceux de type marxiste-léniniste - auront donc nécessairement une fonction primordiale dans l'élaboration et la diffusion des idéologies. Le parti du prolétariat n'est pas un simple instrument de diffusion idéologique; il centralise plutôt les différents moyens de diffusion qu'il peut contrôler pour développer la conscience de la classe ouvrière et pour étendre son hégémonie sur les classes potentiellement alliées. L'action propagandiste de ses journaux, de ses revues, de ses assemblées,... sert à cet effet. Mais cette seule action idéologique serait insuffisante pour contrecarrer les puissants moyens de propagande de la bourgeoisie. C'est surtout dans et par la lutte quotidienne, par la mobilisation des masses en vue d'objectifs précis, que le parti permet aux masses populaires d'étendre leur champ d'observation et d'approfondir progressivement leur conscience des mécanismes et des rapports sociaux.

Ainsi l'histoire culturelle de l'humanité est-elle jusqu'ici l'histoire de la lutte idéologique entre la classe dominante et la classe antagoniste. Il y a toujours eu une lutte entre deux hégémonies, lutte plus ou moins exacerbée selon les périodes. L'histoire culturelle de l'humanité est l'histoire de la lutte de classes :

« La littérature n'engendre pas la littérature, etc., c'est-à-dire : les idéologies n'engendrent pas d'idéologies, les superstructures ne créent pas des superstructures sinon comme une descendance inerte et passive : elles sont engendrées, non par parthénogenèse, mais par l'intervention de l'élément « mâle », l'histoire, l'activité révolutionnaire qui crée l'homme nouveau, c'est-à-dire de nouveaux rapports sociaux². »

Mais les classes, même si elles constituent le fondement de la structure idéologique, ne sont pas la seule réalité structurante. Une telle affirmation impliquerait que les individus d'une classe sont pris dans un seul « bloc » et qu'il n'y a pas d'intérêts qui peuvent les séparer sinon les opposer. Même si la lutte tend à créer une conscience de classe, la concurrence, cependant, isole les individus et crée le système du « *struggle for life* » :

¹ M.S., p. 13.

² L.V.N., p. 11 ; O.C., p. 452.

« Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence ¹ »

Dans l'analyse, il ne faut jamais oublier ces deux mouvements opposés et complémentaires : un mouvement d'unification sur lequel insistera le parti en mobilisant les masses contre la classe dominante et un mouvement d'atomisation surgissant du système économique fondé sur la concurrence.

Cette concurrence et les différentes places qu'occupent les membres d'une même classe au sein des rapports de production entraînent une multiplication de groupes articulés verticalement (sous-groupes au sein d'une classe) ou horizontalement (selon les intérêts régionaux), groupes ayant des intérêts particuliers plus ou moins hétérogènes quand ils ne sont pas franchement contradictoires. Ces groupes élaborent et diffusent des idéologies particulières plus ou moins compatibles entre elles et plus ou moins homogènes avec celle de telle ou telle classe. Même si l'analyse de la culture repose avant tout sur celle des classes, il faut tenir compte de cette profusion de « fractions » de classes pour avoir une image plus réelle et plus riche de l'idéologie d'une société.

L'étude de l'idéologie des organisations particulières n'a pas qu'une importance théorique ; elle sert aussi pratiquement : chaque groupe social, selon ses traditions, ses intérêts, son milieu géographique, etc., reçoit et incorpore l'idéologie diffusée de façon autonome et différente des autres groupes. Il la reçoit en la déformant :

« Il est puéril de penser qu'un « concept clair », opportunément diffusé, s'insère dans les diverses consciences avec les mêmes effets « organisateur s » de clarté: cette façon de penser est une erreur de la philosophie des Lumières ². »

Aussi le parti, s'il veut développer une conscience de classe homogène, doit tenir compte de la spécificité des différents groupes auxquels il veut s'adresser :

« La même raison lumineuse, en passant par différents prismes, donne des réfractions de lumière différentes: si on veut la même réfraction, il faut toute une série de rectifications ³. »

*
**

Nous l'avons vu, selon Gramsci, le facteur déterminant de la transformation de l'idéologie, comme des autres réalités sociales, est la lutte de classes. Ce facteur est déterminant, mais il n'est pas le seul. La difficulté réside dans l'explication de ce que nous appellerions la *pesanteur* de l'idéologie.

¹ L.V.N., p. 11 ; O.C., p. 452.

² I., p. 142.

³ Id.

Gramsci est très conscient que les transformations au niveau de l'idéologie sont beaucoup plus lentes qu'aux autres niveaux. Il reproche à certains - Gramsci n'aurait pas été partisan de la Révolution culturelle - de confondre l'explosion des passions politiques

« avec les transformations culturelles qui sont lentes et graduelles car, si la passion est impulsive, la culture est le produit d'une élaboration complexe (26). »

Cette transformation se fait par une série de combinaisons successives par lesquelles les différents thèmes idéologiques s'articulent différemment :

« Ce qui importe est la critique à laquelle est soumis le complexe idéologique de la classe dominante par les représentants de la nouvelle phase historique : à travers cette critique, on a un processus de distinction et de changement dans le poids relatif que les éléments de la vieille idéologie possédaient: ce qui était secondaire et subordonné ou même accidentel devient le centre d'un nouveau complexe idéologique et doctrinal ¹. »

Le thème de l'individu, par exemple, naît avec la bourgeoisie dont le système économique est fondé sur la libre circulation des capitaux et des individus : la bourgeoisie s'oppose ainsi aux états et aux corporations du système féodal. Le thème de l'individu existait au Moyen Âge, mais il occupait une place subordonnée dans le système culturel. Il disparaîtra et devra disparaître de nouveau dans la société communiste - ou plutôt il deviendra subordonné - car il ne correspondra plus aux nouveaux rapports de production fondés sur la socialisation des forces productives. La « survivance » du catholicisme est aussi un indice de cette pesanteur de l'idéologie. Gramsci apporte les hypothèses suivantes pour en expliquer la présence au XXe siècle : 1. la puissance de son organisation intellectuelle ; 2. l'appui, après avoir traversé de nombreuses crises, qu'elle obtint de la nouvelle classe dirigeante ; 3. une nouvelle structuration graduelle et progressive de l'idéologie pour l'adapter au système capitaliste. A ne pas oublier non plus que le clergé a payé son entrée dans le système capitaliste par une grande perte de sa puissance économique, politique et hégémonique.

Mais nous devons admettre que, si Gramsci est conscient de la *pesanteur* des idéologies, il ne résoud cependant pas toutes les difficultés qu'elle soulève. 1. Il constate la lenteur des transformations culturelles, mais il n'en donne pas les *raisons*. Pourquoi, si l'idéologie répond à la lutte des classes, ne peut-elle pas se transformer aussi rapidement que l'économique et le politique ? 2. En plus de la révolution politique et économique, le prolétariat doit effectuer la révolution idéologique ². Mais

¹ Mach., p. 83.

² « La révolution prolétarienne ne peut être qu'une révolution totale. Puisqu'elle consiste dans l'instauration de nouveaux modes de travail, de production et de distribution qui sont propres à la classe ouvrière (...) elle suppose aussi la formation d'une nouvelle coutume, d'une nouvelle psychologie, de nouveaux modes de sentir, de penser et de vivre qui sont propres à la classe ouvrière (...). Existe-t-il déjà des éléments pour un art, une philosophie et une morale (une coutume) propres à la classe ouvrière ? Le problème doit être posé et résolu : le prolétariat, à côté du problème de la conquête des pouvoirs politique et économique, doit se poser celui de la conquête du pouvoir idéologique... »

comment relier la nécessité de cette *révolution* avec la nécessaire lenteur des transformations idéologiques ? Ne devrait-on pas parler plutôt d'évolution ? 3. La prise du pouvoir exige une classe ouvrière consciente de soi qui exerce son hégémonie sur la paysannerie. Mais la lenteur des transformations idéologiques ne retardera-t-elle pas pour un temps très long la conquête du pouvoir de L'État ? Ou plutôt, n'entraînera-t-elle pas le déplacement - ce que Gramsci refuse d'accepter - de la nécessité de la conscience et de l'exercice de l'hégémonie de la classe au parti ?

Comme nous le voyons, bien des problèmes subsistent. Mais nous devons admettre que Gramsci est un des premiers marxistes à se pencher sur le très difficile problème de l'idéologie. Nous lui sommes redevables d'avoir mis en lumière la complexité et du phénomène culturel et de son processus de transformation, et d'avoir attiré l'attention sur le rôle des intellectuels en tant que reliés aux classes sociales. Ces réflexions de Gramsci pourraient servir de point de départ pour approfondir un secteur qui a généralement été négligé par le courant marxiste.

Gramsci A., « Cronache di cultura », Avanti !, 14 giugno 1920. Reproduit dans Scritti 1915-1921, pp. 127-128.

Chapitre VIII

L'État

[Retour à la table des matières](#)

L'État, pris dans son sens extensif, est l'union dialectique de la société civile et de la société politique, de l'hégémonie et de la coercition.

Ce concept, à l'instar des autres concepts politiques de Gramsci, se relie à la notion d'intellectuel. La société civile est différenciée de L'État coercitif (sens étroit) à l'aide de la distinction entre les deux fonctions principales de l'intellectuel : fonction de direction et fonction de domination. Mais tout aussi bien, la société politique et la société civile sont fondées toutes deux sur ceux qui en sont, dans le sens littéral, les fonctionnaires, c'est-à-dire les intellectuels. Et nous savons que la fonction fondamentale du parti

« est d'élaborer ses propres composants, éléments d'un groupe social qui est né et qui s'est développé comme « économique », jusqu'à en faire des intellectuels politiques qualifiés, des dirigeants, des organisateurs de toutes les activités et de toutes les fonctions inhérentes au développement organique d'une société intégrale, civile et politique¹. »

Comme le parti est le mode organique de manifestation d'une classe sociale, l'unité de la société civile et de la société politique renvoie des intellectuels et du parti à la classe sociale.

Dans ce chapitre, nous étudierons la valeur et la portée de cette « unité-distinction ». Comme Gramsci l'utilise surtout pour étudier le régime capitaliste de type libéral,

¹ I., p. 12 ; O.C., p. 440.

dans la première partie de notre travail, nous nous attacherons à l'analyse de la validité de cet emploi. Dans la seconde, nous examinerons quelles formes prend cette unité-distinction dans des régimes non libéraux.

Le régime libéral.

[Retour à la table des matières](#)

La société civile et la société politique se distinguent d'abord par leurs fonctions respectives : fonction d'hégémonie pour la première, fonction de domination pour la seconde.

La fonction de domination se caractérise par l'imposition de normes et par l'emploi de la force ou par la possibilité d'utiliser des moyens de coercition. L'imposition de normes s'exprime par un système de lois auquel l'individu doit se soumettre. Les moyens de coercition disponibles sont l'armée, la police, la prison, etc.

La fonction hégémonique s'exerce essentiellement au niveau de la culture ou de l'idéologie. C'est la fonction par laquelle une classe obtient le consentement, l'adhésion ou l'appui des classes subalternes. C'est la fonction par laquelle une classe se pose comme avant-garde et dirigeante de la société avec le consentement des autres classes sociales. Pour devenir dirigeante, une classe doit convaincre l'ensemble des autres classes qu'elle est la plus apte à assurer le développement de la société. Elle doit diffuser sa conception de la vie, ses valeurs,... de telle sorte que l'ensemble des groupes sociaux y adhèrent ou, du moins, ne les rejettent pas globalement. Elle doit convaincre : elle ne peut pas imposer à une classe sociale de penser comme elle-même. L'idéologie n'est pas le domaine de la force, mais celui du consentement. Cependant, il est vrai que si la classe dominante s'organise pour contrôler tous les moyens de diffusion et pour empêcher toute contestation, elle impose par le fait même son idéologie : nous y reviendrons. Mais l'idéologie en tant que telle est le lieu du choix.

Si la distinction société civile-société politique se réduisait à celle qui sépare la fonction hégémonique de la fonction de domination, on ne verrait pas l'utilité d'employer les deux premiers concepts : la différenciation des deux fonctions serait suffisante pour étudier leurs divers modes de liaison dans tel ou tel organisme. Ces deux concepts ont un sens parce qu'ils rendent compte du fait que, dans le régime libéral, ces deux fonctions s'incarnent dans deux types de structures différentes.

On n'insiste pas assez, dit Gramsci, sur le fait, que dans le régime libéral les moyens de législation et de répression sont contrôlés entièrement par L'État tandis que la fonction hégémonique est assurée par les organismes « privés ». Aussi, lorsque l'on affirme que la classe dominante contrôle et organise L'État avec l'assentiment des gouvernés, il ne faut jamais oublier que cet assentiment est obtenu, non par le contrôle de L'État, mais par l'intermédiaire des organismes privés de cette classe :

« Gouvernement avec le consentement des gouvernés, mais avec le consentement organisé, non générique et vague tel qu'on l'affirme dans le moment des élections: L'État a et demande le consentement, mais il «éduque» également ce consentement par (...) des organismes privés, laissés à l'initiative privée de la classe dirigeante ¹. »

Ces organisations privées sont d'ailleurs nombreuses et sont constituées par l'ensemble des organismes non étatiques qui élaborent ou diffusent les idéologies :

« J'ai noté ailleurs, dit Gramsci, que dans une société déterminée personne n'est désorganisé et sans parti, pourvu qu'on comprenne organisation et parti dans un sens large et non forme]. Dans cette multiplicité de sociétés particulières, de caractère double - naturelle et contractuelle ou volontaire - une ou plus prévalent relativement ou absolument, en constituant l'appareil hégémonique d'un groupe social sur le reste de la population (ou société civile), base de L'État entendu strictement comme appareil gouvernemental et coercitif ². »

C'est ainsi que Gramsci distingue deux structures régionales au sein de la superstructure :

« On peut, pour le moment, établir deux grands « étages » dans les superstructures, celui que l'on peut appeler l'étage de la « société civile », c'est-à-dire de l'ensemble des organismes vulgairement dits « privés », et celui de la « société politique » ou de L'État ; ils correspondent à la fonction d'« hégémonie » que le groupe dominant exerce sur toute la société, et à la fonction de « domination directe » ou de commandement qui s'exprime dans L'État et dans le gouvernement « juridique » ³. »

Ces deux fonctions sont exercées par les intellectuels :

« Les intellectuels sont les « commis » du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique, c'est-à-dire : 1) de l'accord « spontané » donné par les grandes masses de la population à l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant, accord qui naît « historiquement » du prestige qu'a le groupe dominant (et de la confiance qu'il inspire) du fait de sa fonction dans le monde de la production ; 2) de l'appareil de coercition d'État qui assure « légalement » la discipline des groupes qui refusent leur « accord » tant actif que passif ; mais cet appareil est constitué pour l'ensemble de la société en prévision des moments de crise dans le commandement et dans la direction, lorsque l'accord spontané vient à faire défaut ⁴. »

Ces deux structures sont complémentaires. Entre la force et le consentement s'établit un équilibre qui peut varier à l'intérieur de certaines limites. Plus le consentement sera faible, plus la classe dominante devra s'appuyer sur L'État et plus L'État sera faible, plus la classe dirigeante devra obtenir l'adhésion des autres classes. Mais la variation de cet équilibre a des limites. D'une part, dans une société constituée de classes antagoniques, il est impossible que la classe dirigeante puisse obtenir une adhésion telle qu'elle puisse se passer complètement de la force. Pour ce faire, il faudrait, premièrement, que la classe dirigeante contrôle tous les moyens de diffusion

¹ Mach., p. 128 ; O.C., p. 290.

² Mach., pp. 138-134.

³ I., p. 9 ; O.C., p. 436.

⁴ Id.

et deuxièmement, que les classes sociales soient purement réceptives, passives et incapables d'atteindre par elles-mêmes une certaine conscience autonome. Si, en principe, la première condition peut être réalisée, la seconde ne correspond ni à la réalité des hommes ni à celle des classes sociales. D'autre part, si la bourgeoisie perd complètement son hégémonie sur la société civile, cela conduira ou bien à la révolution et à la perte de son pouvoir d'État ou bien elle réussira, par des moyens dictatoriaux, à exterminer les dirigeants de la classe adverse et à rétablir graduellement son hégémonie en détruisant toutes les organisations idéologiques s'opposant à son pouvoir. Cette situation dans laquelle la politique-se réduit à la pure force n'existe qu'en période de crise et ne peut être que transitoire, quelle que soit sa solution. Pour indiquer cette nécessaire réciprocité entre les deux structures, Gramsci emploie le terme d'État (sens large) pour désigner l'appareil « privé » d'hégémonie ou société civile et l'appareil d'État (sens strict) ou société politique :

« État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition ¹. »

Nous avons indiqué plus haut que le parti est un des éléments de la société civile. C'est par lui, surtout, que la classe ouvrière peut parvenir à soustraire à la classe bourgeoise l'hégémonie qu'elle exerce sur la société. Mais le parti est aussi, indirectement, un des éléments de la société politique : il prépare les intellectuels aux fonctions de domination de L'État et, une fois le pouvoir atteint, ces intellectuels rempliront ces fonctions sous l'égide du parti, du moins dans la théorie et la pratique du parti de type marxiste-léniniste. De plus, le parti agit indirectement sur L'État en lui donnant sa base éthique, par le rôle hégémonique -qu'il exerce dans la société civile. C'est ainsi que peut s'instaurer un rapport dialectique entre la société politique, la société civile et le parti :

« Dans le monde moderne un parti est réellement un parti lorsqu'il est conçu, organisé et dirigé de façon telle à se développer intégralement en un État (intégral, et non en un gouvernement entendu techniquement) et en une conception du monde. Le développement du parti en État transforme et exige la réorganisation et le développement continuel du parti, comme le développement du parti et de L'État en conception du monde, c'est-à-dire en une transformation totale et moléculaire (individuelle) des façons de penser et d'agir, modifie L'État et le parti, en leur posant des problèmes nouveaux et originaux qui les contraignent à continuellement se réorganiser pour pouvoir les résoudre ². »

La société civile et la société politique sont dans un rapport réciproque. Mais nous aurions tort de limiter cette réciprocité à un jeu de balance dans lequel l'efficacité de l'un serait fonction de l'autre et vice-versa ; l'équilibre de ces deux structures n'est pas réductible à celui qui s'instaure entre deux corps dans une balance à plateau ; la réciprocité ne se réduit pas à l'interaction de deux structures purement extérieures. La dialectique entre la société civile et la société politique est telle que le fonctionnement de chacune d'elles a des effets qui s'inscrivent directement au sein de l'autre. Chaque structure, dans son fonctionnement même, implique l'autre. Voyons cela de plus près.

¹ Mach., p. 132 ; O.C., pp. 295-296.

² Mach., pp. 147-148.

Nous avons dit que l'hégémonie est un fait essentiellement culturel. Mais L'État, dans son fonctionnement même, doit tenir compte des groupes dominés. Si L'État impose des lois qui ne satisfont qu'aux intérêts propres de la classe dominante, il va de soi qu'il sera impossible à cette même classe de convaincre, dans la société civile, les classes subalternes qu'elle est apte à assurer le développement de toute la société. Pour ce faire, il faudrait qu'il soit possible de mystifier complètement les hommes, donc que ceux-ci soient incapables de saisir, même partiellement, la réalité : ce qui n'est pas le cas :

« L'État est conçu, certes, dit Gramsci, comme l'organisme propre d'un groupe, destiné à créer des conditions favorables à la plus grande expansion du groupe lui-même ; mais ce développement et cette expansion sont conçus et présentés comme la force motrice d'une expansion universelle, d'un développement de toutes les énergies « nationales », c'est-à-dire que le groupe dominant est coordonné concrètement avec les intérêts généraux des groupes subordonnés et que la vie de L'État est conçue comme une formation continue et un continuel dépassement d'équilibres instables (dans les limites de la loi) entre les intérêts du groupe fondamental et ceux des groupes subordonnés, équilibres où les intérêts du groupe dominant l'emportent mais jusqu'à un certain point, c'est-à-dire non jusqu'au mesquin intérêt économique-corporatif ¹. »

Ainsi pour que la classe dirigeante puisse présenter L'État comme l'organisme du peuple entier, il faut que cette représentation ne soit pas entièrement fautive : il faut que L'État prenne en charge certains des intérêts des groupes dominés.

L'État tient compte aussi du facteur hégémonique au niveau de la législation. Les lois ont pour fonction d'acquiescer par la coercition ce que la classe dominante ne peut obtenir par le consentement. Ces lois imposent certains modes de comportement, certaines valeurs. Si elles correspondent aux nécessités posées par le développement des forces productives, il peut arriver un moment où ces lois soient intériorisées par les individus et deviennent coutumes ou habitudes, c'est-à-dire que la coercition se transforme en consentement, la force en idéologie : cette transformation repose, selon Gramsci, sur les mêmes bases que la conversion en habitudes des contraintes imposées à l'enfant par ses parents.

De plus, pour qu'une classe dirigeante convainque les autres classes qu'elle est la plus apte à assurer le développement de la société, il faut qu'elle favorise, au sein même de la structure économique, la croissance des forces productives et l'élévation du niveau de vie des masses populaires. Si la classe dirigeante ne peut accomplir l'une ou l'autre de ces fonctions, les classes subalternes se détourneront d'elle et elle perdra son hégémonie au sein de la société civile. Gramsci donne comme exemple la bourgeoisie américaine dont l'hégémonie sur la classe ouvrière repose avant tout sur une politique de hauts salaires et sur la croissance économique :

« L'hégémonie prend naissance dans l'usine et n'a besoin pour s'exercer que d'un minimum d'intermédiaires professionnels de la politique et de l'idéologie ². »

¹ Mach., p. 46 ; O.C., pp. 241-242.

² Mach., p. 317 ; O.C., p. 395.

Même si l'hégémonie est un fait essentiellement idéologique, elle est conditionnée par la politique de L'État et par les décisions des dirigeants d'entreprise. Les paroles ne sont pas suffisantes pour convaincre les classes subalternes de suivre la classe dirigeante : il faut que les faits favorisent la direction idéologique de celle-ci. Aussi, plus ceux-ci lui seront défavorables, plus elle devra développer son appareil idéologique pour conserver son hégémonie à l'intérieur de la société civile. Cette influence des décisions strictement étatiques et économiques sur la société civile et sur l'hégémonie ne devrait pas nous surprendre : nous savons que l'idéologie, en tant que structure sociale, est influencée et conditionnée par les autres structures sociales. Ainsi il n'est pas contradictoire d'affirmer que l'hégémonie est un phénomène essentiellement idéologique et que ce phénomène se réfère aux fonctions étatiques et économiques de la classe dirigeante.

Marx, dans ses oeuvres de jeunesse, avait attiré l'attention sur le fait de la séparation de L'État moderne, sphère à prétention universelle, de la société civile, sphère où s'inscrivent les luttes entre les intérêts économiques et idéologiques privés. La bourgeoisie, en tant que classe, est contrainte, dit Marx,

« de donner une forme universelle à ses intérêts communs. En émancipant de la communauté la propriété privée, L'État a acquis une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle ; mais cet État n'est pas autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité, pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur (...). L'État étant donc la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs...¹ »

A l'encontre de Marx, Gramsci distingue la société civile, instance où s'organisent les luttes idéologiques, de la structure économique où s'affrontent les intérêts économiques privés : il donne ainsi un contenu essentiellement culturel au concept de société civile. Et il essaie de rendre compte de la contradiction entre le contenu de L'État (organisation de classe) et sa représentation à l'aide de l'efficacité spécifique du fonctionnement interne de la société civile sur L'État. La classe dirigeante élabore, présente et diffuse dans la société civile une conception par laquelle L'État est posé comme représentant de l'ensemble du peuple. C'est dans ce sens précisément que Gramsci affirme, dans plusieurs fragments, que L'État trouve son « fondement éthique » dans la société civile. C'est par la fonction hégémonique qu'exerce la classe dirigeante dans la société civile que L'État trouve le fondement de sa représentation comme universelle et au-dessus des classes sociales. Inversement, nous l'avons vu, la classe dirigeante ne pourrait pas donner cette fausse image de L'État si celui-ci consistait en la défense des intérêts économiques immédiats de la classe dominante : L'État doit sacrifier certains de ceux-ci pour empêcher que les classes dominées ne prennent conscience de son caractère de classe et pour préserver, ainsi, les intérêts économiques à long terme de la classe possédante. Et nous verrons plus loin comment les fonctions *subalternes* d'hégémonie exercées par L'État consolidant cette fausse image de lui-même. Mais quel que soit l'impact des activités de domination et des fonctions subalternes d'hégémonie sur la *représentation* de L'État, celle-ci - comme son nom l'indique d'ailleurs - relève avant tout de la fonction idéologique exercée par la classe dirigeante au niveau de la société civile.

¹ Marx Karl, *L'Idéologie allemande*. Éd. Sociales, 1966, p. 105.

Nous devons pousser plus loin notre analyse. Non seulement le fonctionnement interne d'une structure agit sur le fonctionnement interne de l'autre, mais chaque structure implique comme fonction subalterne ce qui est dominant dans l'autre structure. En d'autres mots, si la fonction de domination spécifie L'État, celui-ci exerce tout de même comme fonction secondaire un rôle hégémonique et, si le fonctionnement de la société civile a comme pôle dominant l'hégémonie, elle a comme pôle secondaire la coercition. C'est dans ce sens que Gramsci affirme l'existence du régime libéral comme hypothèse-limite qui ne s'est jamais réalisée intégralement dans la société : la distinction organique entre société civile et société politique n'a jamais été complètement accomplie.

Dans les régimes libéraux, l'école est un organisme d'État et non un organisme privé. Pourtant l'organisation scolaire, est le moyen le plus efficace pour assurer la tradition et consolider l'hégémonie. Certains pourraient affirmer que cela ne correspond pas à l'essence du régime libéral et qu'il faut chercher la cause de ce phénomène dans un accident historique. Dans cette perspective, l'école devrait relever normalement de la société civile. La non-concordance du principe et de l'état de fait résiderait dans la lutte que dut mener la bourgeoisie naissante pour arracher au clergé, qui constituait la couche d'intellectuels organiquement reliée à l'aristocratie, l'hégémonie qu'il exerçait dans la société. Ne pouvant, par le libre jeu des forces de la société civile, remplacer l'école cléricale par l'école bourgeoise, la nouvelle classe dominante aurait été obligée d'employer la coercition. Quelle que soit la valeur de cette explication, il faut admettre que le simple fait de l'existence du système scolaire public prouve que L'État peut aussi exercer une fonction hégémonique.

Le parlement, en tant qu'organisme d'État où l'on discute des projets de lois, sert à informer et à éduquer l'opinion publique. Et qu'est-ce que cette opinion, sinon un baromètre de l'influence idéologique des différentes classes ? Un organisme d'État, qui correspond à la nature même du régime libéral, joue donc un rôle directement hégémonique. On pourrait aussi ajouter à cet exemple les périodes électorales, les référendums, le suffrage universel...

Outre le parlement et l'école publique, on pourrait aussi énumérer une foule d'organismes d'État exerçant une fonction hégémonique : bibliothèques, musées, etc. Ainsi ces différents rôles hégémoniques exercés par L'État - même s'ils sont subordonnés à son rôle principal de domination - aident à répandre parmi les masses populaires l'illusion qu'il est à l'extérieur et l'arbitre de la lutte des classes.

La société civile implique aussi une fonction subalterne de domination. On peut la retrouver au niveau du contrôle des moyens de production idéologique. La classe dirigeante, dominant le secteur économique, exerce par le fait même un quasi-monopole sur les organismes privés de diffusion. L'économie est contraignante et ce monopole plus ou moins total n'est pas liberté, mais coercition. On peut aussi retrouver cet élément coercitif au sein même des organismes privés : chaque organisation possède un minimum de lois qu'elle impose à tous ses membres.

Nous pouvons maintenant dégager les caractéristiques de la distinction société civile-société politique au sein du régime libéral : elle est fondée sur la différenciation de deux fonctions et de deux structures dont le rapport est dialectique ; le fonctionnement interne de l'une implique le fonctionnement interne de l'autre, et vice-versa ; enfin, la fonction dominante d'une structure est la fonction subalterne de l'autre, et réciproquement.

*
**

Une phrase de Gramsci semble contredire notre interprétation :

« Les positions du mouvement de libre-échange se fondent sur une erreur théorique dont il n'est pas difficile d'identifier l'origine pratique : sur la distinction entre société politique et société civile, qui, de distinction méthodique, se trouve transformée en distinction organique et présentée comme telle. C'est ainsi qu'on affirme que l'activité économique est le propre de la société civile et que L'État ne doit pas intervenir dans sa réglementation. Mais, comme dans la réalité effective, société civile et État s'identifient...¹ »

Cette distinction n'aurait donc pas, pour Gramsci, un fondement structural dans le régime libéral ?

Il s'agit de situer ce passage dans l'ensemble du contexte pour voir que Gramsci reproche en fait au mouvement de libre-échange, non de poser une différence organique entre la société civile et la société politique, mais de les séparer arbitrairement comme si l'une n'était pas fonction de l'autre, et vice-versa. Ainsi il reprochera à l'anarcho-syndicalisme ou bien de séparer radicalement l'économie et la société civile de L'État ou bien, ce qui est son corollaire nécessaire, de réduire L'État aux autres structures sociales. La formulation erronée de ce fragment - qui peut être mise sur le compte de l'aspect fragmentaire des *Cahiers de la Prison* - doit donc être corrigée à la lumière de l'ensemble du passage d'où il est extrait et de l'ensemble des notes des *Cahiers*.

Dans ce passage, comme dans quelques autres, Gramsci ne distingue pas la société civile de la structure économique. Mais dans la majorité des fragments, il lui donne le sens précis de domaine où s'instaurent les différentes luttes idéologiques. Nous avons conservé ce dernier sens parce qu'il était le plus utilisé et, surtout, parce qu'il était compatible avec le rôle et la fonction des autres concepts gramsciens.

Les limites de cette distinction.

[Retour à la table des matières](#)

Si la distinction entre société civile et société politique a un fondement structural dans le régime libéral, elle perd ce fondement dans les modes de production féodal et socialiste ainsi que dans le régime fasciste du mode de production capitaliste. Dans ceux-ci, cette distinction n'aura qu'une valeur méthodologique : elle indiquera le type de rapport des deux fonctions politiques (hégémonie et domination) par comparaison avec celui du régime libéral.

¹ Mach., pp. 29-30; O.C., p. 220.

Marx a indiqué que, dans le système féodal, la domination économique était directement politique. Il n'y avait pas d'autonomie structurale de l'économie par rapport au politique, ni de la société civile par rapport à L'État. La place et la fonction de chacun étaient définies politiquement. Le clergé, par exemple, qui exerçait la fonction hégémonique, formait un état : il n'y avait pas d'autonomie organique ou structurale de la fonction hégémonique par rapport à la fonction étatique. Nicos Poulantzas, dans un passage que nous rapportons en entier, résume ainsi les grands traits de ce mode de production :

« Dans les sociétés esclavagistes et féodales, les producteurs étaient en effet immédiatement subordonnés par des liens « naturels » qui, de ce fait, revêtaient, en tant que tels, un caractère « public », bref, les rapports d'exploitation revêtaient globalement un caractère mixte, économique-social et politique. Le rapport du producteur à la communauté hiérarchisée - statut public de l'esclave, du serf, du paysan, etc. - fondé sur un certain mode de production où les échanges n'ont pas un rôle déterminant dans le procès de production, conditionne immédiatement sa position économique-sociale dans le procès de production : les rapports économique-sociaux et les rapports publics tels qu'ils se concrétisent dans les institutions de L'État sont ainsi assimilés et identifiés à l'intérieur du rapport global de naturalité, les classes sociales - à l'encontre des classes mobiles et ouvertes modernes - sont parallèlement des castes « politiques », L'État un entérinement par la force « publique » de rapports économique-sociaux « tels quels » dont la relation avec l'État tient à leur considération comme « naturels » ou « sacrés » : ils sont réputés être déterminés à l'avance par une « nature » humaine, projection des rapports sociaux existants, et résulter ainsi d'une « inégalité naturelle » des hommes, ou bien - et en fait parallèlement - comme des rapports éthico-religieux consacrés par une divinité quelconque, par une nature divine de la société ¹. »

Ainsi un des traits caractéristiques du mode de production féodal est l'absence d'autonomie structurale entre les fonctions économique, idéologique et étatique.

Le mode de production capitaliste peut entraîner lui aussi un régime non libéral : le régime fasciste. Ce type de régime est engendré précisément par la perte d'équilibre entre la société civile et la société politique. La bourgeoisie perd son hégémonie au sein de la société civile tout en conservant le pouvoir d'État. Le prolétariat se dresse et affronte la bourgeoisie. Si celui-là vainc celle-ci, nous aurons le régime socialiste que nous étudierons plus loin. Mais il peut se produire - et il s'est effectivement produit dans certains pays - une autre solution : une troisième classe, la petite bourgeoisie non industrialisée, réussit à assurer son hégémonie sur de larges masses paysannes et sur certains secteurs de la population ouvrière, puis à se faufiler entre les deux protagonistes pour imposer sa domination politique et assurer ainsi la consolidation de la domination bourgeoise sur l'économie. La petite bourgeoisie s'empare du pouvoir d'État et supprime toute autonomie organique de la société civile en centralisant par L'État l'ensemble des moyens de diffusion idéologique. Elle détruit toutes les élites politiques adverses, qu'elles soient libérales ou socialistes, dans la mesure où elles s'opposent à son pouvoir de domination. Elle impose aux industriels et aux banquiers un certain contrôle économique et certaines réformes de structure. Mais si ce contrôle et ces réformes limitent la liberté de la propriété privée, ils ne peuvent cependant la détruire : la petite bourgeoisie supprimerait alors son existence en tant que classe attachée à la petite propriété. C'est précisément cette impossibilité qui entraînera nécessairement la chute du fascisme. La bourgeoisie, conservant le contrôle des moyens de production, reprendra le pouvoir politique quand la petite

¹ Poulantzas Nicos, « Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans L'État ». *Temps Modernes*, n° 234 (novembre 1965) : pp. 874-875.

bourgeoisie aura complètement détruit la puissance organisatrice et idéologique de son principal ennemi, le prolétariat, et lorsque la conjoncture sera favorable au renversement de ce pouvoir transitoire qui, à long terme, lui aura été très bénéfique. L'Italie a produit deux grands idéologues du mode de production capitaliste, l'un, Croce, défendant le régime libéral, l'autre, Gentile, défendant le régime fasciste :

« Il faut voir dans quelle mesure « l'actualisme » correspond à la phase positive de L'État, phase à laquelle Croce fait opposition. L' « unité dans l'acte » donne à Gentile la possibilité de reconnaître comme histoire ce qui, pour Croce, est l'anti-histoire. Pour Gentile, l'histoire est tout entière histoire de L'État; pour Croce, elle est au contraire « éthique-politique », c'est-à-dire que Croce veut maintenir une distinction entre société civile et société politique, entre hégémonie et dictature; les grands intellectuels exercent l'hégémonie, qui présuppose une certaine collaboration, c'est-à-dire un consentement actif et volontaire (libre), en d'autres termes un régime libéral et démocratique. Gentile pose la phase éthique dans l'acte historique hégémonie et dictature ne peuvent être distinguées, la force est exactement le consentement ; on ne peut distinguer la société politique de la société civile ; seul existe L'État, et naturellement l'État-gouvernement, etc. ¹. »

Le mode de production socialiste supprime lui aussi la distinction organique entre la société civile et la société politique.

Le parti, au nom de la classe ouvrière, s'empare de L'État et réorganise la structure économique en socialisant les rapports de production : il met ceux-ci en accord avec les forces productives. Il supprime ainsi l'autonomie de l'économique par rapport à L'État. De plus, il s'empare des moyens de diffusion idéologique et les centralise pour hâter la transformation de la mentalité des masses populaires et l'adapter aux nouvelles tâches suscitées par les transformations économiques. La société civile perd toute autonomie par rapport à la société politique :

« Entre la structure économique et L'État avec sa législation et sa coercition, se tient la société civile, et cette dernière doit être radicalement transformée dans le concret et pas seulement sur le papier de la loi ou celui des livres des savants ; L'État est l'instrument permettant de mettre en juste rapport la société civile et la structure économique, mais il faut que L'État « veuille » le faire, autrement dit que ce soient les représentants du changement advenu dans la structure économique qui prennent en main L'État ². »

La tâche essentielle de L'État est de réorganiser et de développer l'appareil de production économique, mais ce n'est pas pour cela, dit Gramsci, qu'il faut

« conclure que les faits de superstructure doivent être abandonnés à eux-mêmes, à leur développement spontané, à une germination hasardeuse et sporadique. L'État, dans ce domaine également, est un instrument de « rationalisation », d'accélération et de taylorisation, il opère selon un plan, presse, incite, stimule et « punit »... ³

¹ P., pp. 31-32 ; O.C., p. 295, note 1.

² M.S., pp. 266-267 ; O.C., pp. 97-98, note 1.

³ Mach. p. 88 ; O.C., p. 284.

L'État cherche à rendre homogène la classe dirigeante et à créer dans l'ensemble de la société un conformisme culturel qui soit utile au développement de cette classe. Il tend à créer et à maintenir un certain type de citoyen et de civilisation et vise à faire disparaître certaines mœurs et attitudes pour en diffuser d'autres. L'État est donc un éducateur, et le droit n'est que l'aspect répressif et négatif de toute l'activité positive de formation civique qu'il déploie.

La conquête de L'État favorise une solution cohérente au problème culturel non seulement parce qu'elle permet d'unifier l'ensemble des intellectuels autour de la nouvelle classe dirigeante, non seulement parce que le contrôle des moyens de diffusion empêche la bourgeoisie de s'exprimer et permet la diffusion d'une seule conception du monde, mais aussi parce que les réformes des structures économiques et politiques rendent ces structures conformes à l'idéologie de la classe ouvrière. La transformation et l'unification de l'ensemble des structures permet à l'idéologie de mieux se répandre car elle n'a plus à lutter contre un régime de fait, mais à le justifier. L'idéologie marxiste qui était, dans le régime capitaliste, contestation des structures, est maintenant une idéologie de la structure. C'est dans ces multiples sens que doit être interprété le passage où Gramsci dit :

« Ce n'est qu'après la création de L'État que le problème culturel s'impose dans toute sa complexité et qu'il tend vers une solution cohérente ¹. »

Mais si la fonction hégémonique est prise sous la charge de L'État, elle n'est pas pour cela supprimée. Le parti doit, tout en luttant contre la bourgeoisie, continuer à exprimer la classe ouvrière et à diriger la paysannerie :

« La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux façons, comme « domination » et comme « direction intellectuelle et morale ». Un groupe social exerce sa domination sur des groupes adverses qu'il tend à liquider ou à soumettre, même par la force des armes, et il dirige les groupes qui lui sont proches ou alliés. Un groupe social peut, et même doit, être dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental (et c'est là une des 'principales conditions pour la conquête du pouvoir elle-même) ; ensuite, lorsqu'il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fortement en main, il devient le groupe dominant, mais il doit aussi continuer à être le groupe « dirigeant » ². »

Comment cette fonction hégémonique se manifeste-t-elle ?

La fonction hégémonique s'incarne dans le centralisme démocratique qui est l'antithèse du centralisme bureaucratique. L'État qui centralise démocratiquement tient compte du mouvement de la base, de la spontanéité populaire. Le centralisme démocratique ne peut être fondé que sur le *consensus actif et direct* de la base, que sur la *participation* des individus. Toute forme de centralisme est bureaucratique si

« elle se fonde sur le présumé - qui est vrai seulement dans les moments exceptionnels, lorsque les passions populaires sont « chauffées à blanc » - que le rapport entre gouvernants et gouvernés est donné par le fait que les gouvernements expriment les intérêts des gouvernés et, par conséquent, doivent en avoir le consensus, c'est-à-dire que doit se vérifier l'identification de l'individu avec le tout, le tout, quel qu'il soit, étant représenté par les dirigeants. Il faut

¹ M.S., p. 89 ; O.C., p. 92.

² R., p. 70 ; O.C., p. 344.

penser que, pour l'Eglise catholique par exemple, un tel concept n'est pas seulement utile, mais nécessaire et indispensable : chaque forme d'intervention de la base désagrègerait en fait l'Église (on voit d'ailleurs ce phénomène dans les Églises protestantes) : mais pour les autres organismes où le centralisme organique est une question de vie, le consensus ne peut être passif et indirect, mais actif et direct : il exige donc la participation des individus, même si cela provoque une apparence de désagrégation et de tumulte. Une conscience collective, un organisme vivant ne se forme pas avant que la multiplicité se soit unifiée par le frottement des individus...¹ »

Dans le centralisme démocratique, la couche intellectuelle dirigeante est étroitement reliée à la classe qu'elle représente : elle en est l'expression organique. Dans le centralisme bureaucratique, au contraire, elle se forme en caste qui défend ses privilèges égoïstes, même si c'est au détriment des intérêts de la classe qu'elle devrait représenter.

« Quand c'est le centralisme bureaucratique qui l'emporte dans L'État, c'est l'indication que le groupe dirigeant est saturé, qu'il est devenu une sorte de coterie étroite qui tend à perpétuer ses privilèges mesquins, en contrôlant, et même en étouffant la naissance des forces opposantes, même si ces forces présentent une homogénéité avec les intérêts fondamentaux² » /de la classe dominante/.

Malheureusement le centralisme démocratique n'est pas possible dans les pays où n'existe pas une société Civile forte et dynamique. Dans de tels pays se développe ce que Gramsci nomme la « statolatria » par laquelle L'État (entendu dans son sens large comme union de la société civile et de la société politique ou comme synthèse de l'hégémonie et de la coercition) est réduit à l'existence du seul élément second :

« Pour certains groupes sociaux qui n'ont pas eu, avant de s'emparer du pouvoir, une longue période de développement culturel et moral (...) une phase de « statolatria » est nécessaire et même opportune...³ »

Et Gramsci explique que si cette « statolatria » n'est pas abandonnée à elle-même et ne devient pas l'objet d'un fanatisme théorique, elle peut favoriser la formation et le développement d'une société civile. Ainsi, le Parti communiste russe s'empara du pouvoir en 1917 dans un pays où, précisément, « la Société civile était primitive et gélatineuse »⁴. Il fut donc obligé de s'appuyer presque exclusivement sur L'État pour développer l'appareil de production économique et pour élever la conscience et la culture des masses populaires. En Occident, au contraire, il est possible de faire l'économie de la « statolatria » et du centralisme bureaucratique car il existe, selon Gramsci, une robuste structure de la société civile : le fonctionnement de L'État pourrait donc y reposer sur le centralisme démocratique.

En définitive, dit Gramsci, L'État ;est appelé à disparaître, à être absorbé par la société civile. L'État, organisme de classe, renvoie à la lutte de classes aux niveaux

¹ Mach., p. 158.

² Mach., p. 76 ; O.C., pp. 279-280.

³ P., p. 166.

⁴ Mach., p. 68 ; O.C., p. 268.

politique, économique et idéologique. La socialisation des forces productives et la diffusion d'une conception du monde homogène au sein des différentes strates de la société supprimera les classes sociales, donc L'État. Ce qui signifie, dans le langage gramscien, que L'État disparaîtra avec le développement de la société civile, c'est-à-dire avec l'évolution progressive de la conscience des hommes sur la base des nouveaux rapports de production. Le parti de la classe ouvrière ne doit donc pas oublier que L'État n'est qu'un moyen transitoire et que la fin est la création d'une humanité consciente et libre.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Peut-on parler de l'originalité de la pensée politique du communiste Gramsci ? Nous le croyons. Dans les pages qui suivent, nous essaierons de relever les points où Gramsci se distingue du fondateur de la philosophie de la praxis, Marx, et du plus génial penseur politique du courant marxiste, Lénine.

Nous pourrions tout autant signaler les points d'accord entre la pensée de Gramsci et le marxisme-léninisme. Nous insisterons plutôt sur les points de divergence pour (en plus de la raison théorique mentionnée plus haut : faire ressortir l'originalité de la pensée de Gramsci) les deux raisons politiques suivantes :

1) Dans le P.C.I., on pose l'équation suivante : Gramsci égale Togliatti et Togliatti, le marxisme-léninisme. Montrer qu'il existe des différences entre l'un des trois termes de cette équation c'est, comme le dit Amendola ¹, attaquer la base idéologique du Parti. Ce qui ne se fait pas, même si ces divergences sont indéniables. Pourquoi alors étudier la pensée de Gramsci si celle-ci n'est que la simple « traduction en italien » du léninisme ? La pensée de Gramsci devient par conséquent un instrument de propagande pour justifier la ligne politique du parti et un objet de rhétorique : il n'est plus une source de réflexions. Ceci explique sans doute que le niveau des études consacrées à Gramsci par le P.C.I. soit, en général, si faible. C'est donc premièrement contre cette réduction de Gramsci que je m'insurge.

¹ Amendola Giorgio, « Religgendo Gramsci ». Critica marxista, n° 3 (1967) : pp. 3-45.

2) Depuis Staline, les communistes - pour assurer l'homogénéité de l'Internationale et des différents partis nationaux - ont déifié la pensée de Lénine : elle devenait la mesure de toute réalité. Ceux qui différaient d'opinion avec Lénine devaient masquer leurs divergences en dénichant ici ou là, dans son oeuvre, des passages pouvant justifier leurs perspectives. Quant à ceux qui osaient exprimer clairement l'originalité de leurs points de vue, ils étaient impitoyablement balayés du mouvement sous prétexte d'hérésie. Or il faut aujourd'hui - alors que la théorie marxiste est si loin derrière la pratique dans les sociétés technocratiques contemporaines - mettre au contraire l'accent sur l'originalité de chaque penseur marxiste et les confronter afin de dégager de la tradition marxiste tous les concepts qui pourraient nous permettre de mieux cerner les problèmes du monde actuel : de la confrontation seulement pourra jaillir la lumière, et la confrontation exige que Lénine soit descendu de son piédestal et que chaque penseur marxiste soit reconnu dans sa spécificité.

L'intellectuel, défini par sa place et sa fonction au sein d'une structure sociale, est un des concepts centraux de la pensée de l'auteur : ce concept se distingue radicalement de la notion d'intellectuel chez Marx. Celui-ci définit l'intellectuel en le différenciant du travailleur manuel : Gramsci récuse précisément cette distinction comme imprécise ; Marx réduit l'intellectuel au seul rôle d'idéologue de la classe dominante : il exerce, selon le penseur italien, les fonctions de chercheur, de diffuseur du savoir et d'organisateur aux niveaux économique, politique et culturel ; pour Marx, les intellectuels font partie de la classe bourgeoise (si nous exceptons les transfuges passés au prolétariat) ; pour Gramsci ils forment des couches plus ou moins organiquement reliées aux différentes classes sociales (elles en sont donc, dans la même mesure, plus ou moins autonomes et indépendantes) ; la définition étroite de Marx l'entraîne naturellement à accorder peu d'importance à l'intellectuel par rapport aux « membres actifs » de la classe dominante, les capitalistes ; nous savons la très grande importance qu'assument les intellectuels dans la conception gramscienne.

Le concept gramscien ne se distingue pas seulement de celui de Marx : il se différencie, comme le montrent Bon et Burnier ¹ de l'ensemble des définitions déjà proposées, dont celle de Kautsky reprise par Lénine. Pour ces derniers, les intellectuels forment une couche sociale étrangère à la bourgeoisie et au prolétariat. Ils sont hors de la classe bourgeoise : ils vendent leur temps de travail aux capitalistes. Ils sont également étrangers au prolétariat par leur niveau et leur mode de vie petits-bourgeois, par leur psychologie individualiste et réfractaire à toute forme de discipline collective et par leurs conditions de travail qui ressemblent à celles des artisans (travail individuel et par petits groupes). Au sein du Parti communiste, Lénine ne distingue cependant pas les prolétaires des intellectuels.

Face à la définition de Marx et à celle de Kautsky-Lénine, le concept gramscien, fondé sur la place et la fonction de l'intellectuel dans la société, ressort par sa rigueur, sa cohérence, sa complexité et sa richesse. Si Gramsci s'était limité au concept d'intellectuel organique, certains auraient pu lui reprocher une conception structurale et anti-historique. Mais l'auteur, en réaction contre tout le courant positiviste d'Auguste Comte, complète et limite l'analyse structurale du concept d'intellectuel organique par le concept - issu d'analyses historiques - d'intellectuel traditionnel. C'est par l'analyse de ce concept d'intellectuel que Gramsci contribue le plus fructueusement, croyons-

¹ Bon Frédéric et Burnier Marc-Antoine, Les nouveaux intellectuels, pp. 19-24.

nous, à l'enrichissement du courant marxiste et fonde l'originalité de sa pensée politique.

Le Parti, chez Gramsci comme chez Lénine, est le représentant d'une classe et fonctionne selon les règles du centralisme démocratique ; il est donc fortement centralisé et très homogène idéologiquement. Mais il est aussi, chez Gramsci, l'intellectuel collectif. Cette caractéristique entraîne une série de traits qui spécifient le parti de type gramscien.

Gramsci, après Lénine, insiste sur la fonction hégémonique du parti. Mais la définition gramscienne est *plus compréhensive* que celle de Lénine : elle englobe, et le moment de direction politique emprunté à celui-ci (le thème de la création d'une volonté collective dans le langage des *Quaderni*), et le moment de la réforme morale et culturelle (point qui rapprocherait Gramsci du Lukàcs *d'Histoire et conscience de classe*). Elle est aussi *plus extensive* : elle est la fonction, non seulement du parti, mais de l'ensemble des organismes qui œuvrent au sein de la société civile (avec variation de l'importance respective du pôle politique et du pôle culturel selon les organismes).

L'hégémonie chez Lénine n'est qu'un *moyen* nécessaire à une fin : la conquête du pouvoir et sa consolidation. En plus de cette signification instrumentale, le concept d'hégémonie indique chez Gramsci la nécessité d'une réforme morale et culturelle des masses populaires (réforme qui, quoique puisse suggérer ce terme, doit être comprise dans un sens révolutionnaire et non dans un sens réformiste) sans laquelle il est impossible - de par l'unité même des différentes structures sociales - d'effectuer une véritable révolution économique et politique ou sans laquelle cette dernière ne serait qu'une révolution partielle et limitée. L'hégémonie chez Gramsci est donc aussi une *fin*.

Lénine, en opposition à la conception fataliste de la IIe Internationale, avait mis l'accent, tant au niveau théorique que pratique, sur le rôle directeur du parti. La classe ouvrière laissée à elle-même, disait-il, ne peut atteindre qu'une position trade-unioniste : elle luttera pour une amélioration des conditions de travail et pour de meilleurs revenus sans remettre en question les fondements de sa situation de dominée. La théorie révolutionnaire (le marxisme) doit donc y être importée de l'extérieur et le parti, porteur de cette théorie, doit donc la guider fermement hors des ornières du réformisme. Gramsci, au contraire, insiste sur la dialectique entre le sentir de la classe ouvrière et le savoir de l'intellectuel, dialectique sans laquelle une théorie de classe ne peut être construite. Il met également l'accent sur le rapport dialectique - inhérent, selon lui, à toute ligne politique juste - entre la spontanéité populaire et la direction du parti si chère à Lénine. Gramsci rehausse donc l'importance théorique et politique de la classe ouvrière en tant que telle.

Gramsci reprend la conception léninienne de l'alliance de la paysannerie et du prolétariat pour l'adapter à la situation géographique particulière de l'Italie, c'est-à-dire à la division du pays en deux régions économiquement, socialement et culturellement hétérogènes. À l'instar de son maître russe, Gramsci ne voit pas la paysannerie (ou le Sud) comme une force révolutionnaire autonome : il croit qu'elle peut cependant devenir révolutionnaire si elle est dirigée par le prolétariat. Et comme Lénine encore, cette alliance est posée comme condition absolument nécessaire à la conquête et à la conservation du pouvoir.

Lénine avait cependant une vision plus pessimiste, et peut-être plus réaliste, des capacités révolutionnaires de la paysannerie ; et il se représentait le rapport entre celle-ci et le prolétariat de façon plus dramatique. Gramsci, tout tendu vers la formation de cette alliance, est peut-être porté à négliger et à sous-estimer les obstacles qui s'opposent à une entente durable entre ces deux classes - ce qui a permis à certains de parler du « populisme » de Gramsci. Sans doute croit-il trop en la possibilité de transformer la mentalité paysanne par l'éducation et par une transformation graduelle des conditions agricoles ; Lukàcs a montré qu'une classe ne peut accepter lucidement son extinction, et il serait plus qu'étonnant que la paysannerie accepte sa suppression comme classe, même si cette suppression est imposée graduellement par la transformation progressive de ses conditions économiques existentielles : la paysannerie est opposée à la collectivisation, même graduelle, dans la mesure où elle signifie sa mort.

Remarquons toutefois que la valorisation des capacités révolutionnaires des paysans est reliée à celle du prolétariat : tant pour une classe que pour l'autre, Gramsci fait plus confiance à leur spontanéité que Lénine.

L'hégémonie, c'est-à-dire la formation d'une volonté collective et la réforme « morale-culturelle », est, selon Gramsci, l'attribut de la société civile. Ce dernier terme, s'il correspond *grosso modo* à l'infrastructure chez Marx, devient chez le penseur italien l'indice du lieu de la superstructure où s'élaborent et se diffusent les idéologies. Ce changement de signification recouvre et masque une transformation plus importante : les deux penseurs accordant la prédominance au sein des instances sociales à la société civile, le déplacement de celle-ci de l'infrastructure à la superstructure entraîne avec lui le déplacement de la prédominance : chez Gramsci, c'est la superstructure, dans son rapport dialectique avec l'infrastructure, qui est prépondérante. La structure économique, de condition de la révolution, en devient le moyen lorsque le prolétariat prend conscience de la nécessité de la transformer pour atteindre la fin qu'il poursuit : la société sans classe. Cette prise de conscience de *l'instrumentalité* de l'infrastructure s'effectue au niveau de la *société civile*.

Aussi, malgré ce que Gramsci prétend, Marx concevait l'idéologie comme justification mystifiée-mystifiante d'un pouvoir économique et politique déjà constitué. Le penseur italien, au contraire, pose la société civile ou l'Idéologie comme le lieu où l'homme prend *conscience*, et des structures économique-politiques, et de la nécessité de les transformer. L'opposition ici entre Gramsci et Marx ne peut être plus brutale.

Cette valorisation de la société civile entraîne Gramsci à coiffer sous le terme d'État la société politique (ou l'État dans le sens étroit du terme, c'est-à-dire comme instrument de domination d'une classe) et la société civile (ou l'Idéologie). L'État pris dans ce sens général recouvre donc le terme de superstructure.

Gramsci insistera donc comme Lénine sur la nécessité d'un État de transition pour accoucher, des entrailles de la société bourgeoise, la société communiste. Mais chez lui l'État signifiera société politique plus société civile, et non pas seulement dictature du prolétariat comme chez Lénine. Entre l'Idéologie et l'État (au sens strict) doit s'instaurer un juste rapport : la dictature d'une classe par l'État (sens étroit) exige, du moins dans les sociétés industrialisées, le consensus actif et direct des individus, c'est-à-dire leur participation au niveau de la société civile.

L'importance qu'accorde Gramsci à la société civile, à la réforme « culturelle-morale » et à la spontanéité des masses doit être rapportée à sa distinction entre l'Occident et l'Orient : Lénine -même s'il a entrevu la nécessité d'une voie différente pour les pays occidentaux - aurait pensé sa stratégie et sa théorie politiques en fonction des sociétés non industrialisées où l'État est tout et la société civile sans grande consistance, tandis que le penseur italien aurait développé sa pensée en fonction des sociétés industrialisées où existe une société civile articulée et forte. La « statolatria » nécessaire à l'industrialisation deviendrait néfaste aux pays déjà industrialisés, d'où la nécessité de valoriser le domaine de l'Idéologie, la spontanéité des masses populaires et l'aspect « réforme morale et culturelle » de la fonction hégémonique.

La philosophie de l'idéaliste Croce - tant au niveau du rôle des intellectuels, de la nécessité de la réforme « morale-culturelle » et de l'importance de l'Idéologie par rapport aux autres structures sociales - a exercé une influence certaine sur Gramsci. Celui-ci - même s'il croit ou même s'il dit que tout se trouvait déjà chez Lénine - a eu le mérite de transformer les intuitions crocéennes en concepts compatibles avec le courant marxiste :

« La pensée de Croce doit donc, pour le moins, être appréciée comme valeur instrumentale ; ainsi on peut dire qu'elle a énergiquement attiré l'attention sur l'importance des faits de culture et de pensée dans le développement de l'histoire, sur la fonction des grands intellectuels dans la vie organique de la société civile et de l'État et, enfin, sur le moment de l'hégémonie et du consensus comme forme nécessaire du bloc historique concret. Que cela ne soit pas « futile » est démontré par le fait que contemporanément à Croce, le plus grand théoricien moderne a - dans une terminologie politique et sur le terrain de la lutte et de l'organisation politiques - réévalué, en opposition aux différentes tendances « économistes », le front de la lutte culturelle et construit la doctrine de l'hégémonie comme complément de la théorie de l'État-force... ¹ »

¹ M.S., p. 201.

Appendice

Le mouvement des conseils d'usine

[Retour à la table des matières](#)

En avril 1919, quatre jeunes socialistes à Turin (Gramsci, Togliatti, Terracini et Tasca) prennent la décision de fonder un hebdomadaire, *l'Ordine Nuovo*. Quelques mois plus tard, la revue, sous la ferme direction de Gramsci et malgré l'opposition de Tasca, concentre son travail idéologique autour d'un mot d'ordre précis : l'organisation des Conseils d'usine.

Toute la vie turinoise des années 1919 et 1920 sera marquée par la lutte que ces jeunes intellectuels reliés aux grandes masses ouvrières conduiront pour rendre celles-ci maîtres des entreprises. Deux grands événements ressortent de ces années : 1. La grève générale des ouvriers turinois en avril 1920 pour répondre au lock out des établissements métallurgiques et à la volonté des industriels de limiter les pouvoirs des Commissions ouvrières. La grève se termina à l'avantage des industriels qui réussirent à réduire substantiellement les pouvoirs des Commissions. 2. En septembre de la même année, une série de conflits entre la FIOM (Federazione Impiegati Operai Metallurgici) et l'AMMA (Associazione Industriale Metallurgici, Meccanici ed Affini) conduisit les ouvriers à l'occupation des fabriques. Le gouvernement Giolitti imposa sa médiation et octroya de grands avantages aux ouvriers. Malgré l'opposition des révolutionnaires, la F.I.O.M. accepta la solution de compromis. Les avantages promis ne furent en fait jamais accordés, et l'échec de cette occupation signa le début de la réaction qui conduisit Mussolini au pouvoir.

Cette défaite révolutionnaire manifesta de façon scandaleuse l'incapacité organisatrice et révolutionnaire du P.S.I. Les ordinovistes orientèrent alors leur travail vers la constitution d'un Parti communiste (but qui sera atteint au Congrès de Livourne, en janvier 1921, par le départ du P.S.I. de la fraction communiste) et, une fois celui-ci fondé, insistèrent sur la nécessité d'organiser et d'élargir la base de ce nouveau parti.

Les événements historiques de cette période, qui ont d'ailleurs été largement étudiés, ne nous intéressent pas ici : nous analyserons l'idéologie gramscienne des Conseils d'usine : les fonctions et les objectifs des Conseils, leur organisation, leurs rapports avec les syndicats et le parti, etc. En conclusion, nous exposerons les jugements que Gramsci porta rétrospectivement sur les Conseils et les nouveaux rapports qu'il définit entre le parti et les autres organismes prolétariens.

Organisation, fonctions et objectifs des Conseils.

[Retour à la table des matières](#)

Quand l'Ordine Nuovo commence à étudier le problème des Conseils, des Commissions internes existent déjà au sein des entreprises. Ce sont des organismes revendiqués depuis longtemps par les ouvriers et qui, hormis de rares exceptions, n'exercent pas un rôle de collaboration de classe. Mais ils sont faiblement représentatifs (la Commission interne est élue par les seuls syndiqués et, cela, dans des assemblées désordonnées et selon des modes d'élection rudimentaires) et leur organisation n'est pas reliée aux structures productives de chaque entreprise. L'Ordine Nuovo s'appuiera sur cette Commission pour plaider sa transformation en un organisme complètement nouveau répondant aux deux principes suivants : 1. tous les ouvriers d'une entreprise, qu'ils soient syndiqués ou non, ont le droit d'élire les membres de la Commission ; 2. l'organisation de la représentation ouvrière doit se fonder, non sur une vague et confuse assemblée, mais sur les équipes de travail et les départements ¹.

Dans un rapport envoyé en juillet 1920 au Comité exécutif de l'Internationale communiste, Gramsci définit clairement l'organisation de cette représentation :

« Toute entreprise se divise en départements, et tout département en équipes d'ouvriers organisées selon les métiers; chaque équipe accomplit une portion déterminée du travail: les ouvriers de chaque équipe élisent un ouvrier avec mandat impératif et conditionnel]. L'assemblée des délégués de toute l'entreprise forme un conseil qui élit en son sein un comité exécutif. L'assemblée des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le comité central des Conseils qui élit en son sein un comité urbain d'étude pour l'organisation de la propagande, l'élaboration des plans de travail... ² »

¹ A ce sujet, voir Spriano Paolo, Gramsci *e l'Ordine Nuovo*, pp. 49-50.

² Gramsci A., « Il movimento torinese dei consigli di fabbrica », luglio 1920. O.N., pp. 183-184.

Aussi tous les travailleurs de l'entreprise sont des électeurs : qu'ils soient techniciens ou manœuvres et quel que soit leur métier. L'« universalité » du suffrage devrait, selon Gramsci, combattre efficacement l'esprit corporatif qui tend à diviser les ouvriers selon leurs métiers et leurs qualifications. Pour empêcher la démagogie des grands chefs syndicaux qui peuvent manipuler à leur guise les assemblées, les électeurs indiqueront leur choix sur un bulletin et non à main levée. Pour combattre le détachement des dirigeants de la base, ceux-ci seront révocables à tout instant. Cette structure représentative organisera ainsi tous les ouvriers en liant fortement le sommet à la base.

Les tâches des commissaires sont très vastes. D'une part, ils doivent défendre face aux patrons les légitimes griefs des ouvriers. D'autre part, et surtout, ils doivent s'occuper des questions de production. Le commissaire exercera un contrôle : a) « pour connaître de façon précise : 1. la valeur du capital engagé dans son propre département ; 2. le rendement de son département par rapport à toutes les dépenses connues ; 3. l'augmentation du rendement qu'on peut obtenir »¹ ; b) « pour empêcher de la part des capitalistes toute aliénation possible du capital investi dans l'entreprise »². Et Gramsci ajoute :

« Le commissaire de fabrique doit étudier et pousser ses camarades à étudier les systèmes bourgeois de production et de travail, en stimulant leurs critiques et les propositions d'innovation aptes à faciliter le travail par l'accélération de la production »³. »

Les commissaires doivent en plus inciter les ouvriers à accepter de nouvelles innovations techniques - même dans le cas où elles leur sont temporairement dommageables - dans la mesure où elles augmentent les capacités productives.

Cette fonction de contrôle sur la production distingue clairement le rôle du Conseil de fabrique de celui des syndicats, nous y reviendrons. C'est sur ce contrôle que s'articule le mot d'ordre léniniste repris par Gramsci : « Tout le pouvoir des entreprises aux comités d'entreprise, et tout le pouvoir de l'État aux Conseils ouvriers et paysans ». Mot d'ordre qui exige une organisation structurant les grandes masses populaires, non seulement au niveau de l'entreprise, mais aussi aux niveaux des villages, des villes, des régions et, enfin, de la nation. Par ce champ organisationnel, les masses apprendront à se gouverner elles-mêmes tant sur le plan industriel que sur le plan politique ; à l'aide de cette organisation, elles pourront renverser le système économique-politique de la bourgeoisie pour imposer l'État des Conseils ou soviets.

Ainsi l'idéologie gramscienne des Conseils se rattache-t-elle directement aux enseignements théoriques et pratiques de Lénine sur les Soviets et, plus précisément, aux mots d'ordre de l'Internationale communiste des années 1919-1920. En 1919, à sa fondation, l'Internationale accorde la priorité aux soviets, à la nécessité de faire connaître leur importance et de travailler à leur diffusion. Cet objectif sera maintenu au II^e Congrès qui se déroulera à Pétrograd puis à Moscou du 19 juillet au 6 août

¹ Gramsci A., « Il programma dei commissari di reparto », 8 novembre 1919. O.N., p. 197.

² Id.

³ Id.

1920. Gramsci caractérise d'ailleurs *l'Ordine Nuovo* par sa fidélité aux directives de l'Internationale :

« La position de *l'Ordine Nuovo* consistait essentiellement en ceci : 1) avoir su traduire en un langage historique italien les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale Communiste ; en 1919-1920, cela voulait dire le mot d'ordre de Conseils d'usine et de contrôle de la production (...) ; 2) avoir soutenu, au sein du Parti socialiste qui comprenait alors la majorité du prolétariat, le programme intégral de l'Internationale Communiste, et non seulement une quelconque de ses parties ¹. »

Cependant l'idéologie gramscienne se distingue profondément de celle de Lénine sur deux points : 1. Par la très grande importance qu'accorde Gramsci aux Conseils en tant qu'organes *techniques de la production* (nous avons vu plus haut les grandes exigences techniques impliquées par les fonctions du Commissaire) ; 2. Par son insistance sur les Conseils comme organes d'autogestion politique et économique des producteurs, comme instruments d'auto-libération des producteurs. En 1919-20, Gramsci idéalisait les soviets russes en les imaginant surgis d'un mouvement libertaire et spontané, engendrés par la base et auto-gouvernés. Il ne voyait pas que si ces traits avaient existé comme tendances, ils avaient rapidement disparu sous l'intervention centralisée d'une direction jacobine. (Révélatrice est d'ailleurs l'évolution sémantique de ce dernier terme chez Gramsci : avant et pendant la période de *l'Ordine Nuovo*, jacobin a un sens péjoratif et signifie imposition par le haut tandis qu'après 1920, il signifiera dynamisme et volonté créatrice d'un pouvoir dirigeant qui centralise et discipline la volonté populaire.) Nous reviendrons plus loin sur le caractère « libertaire » des Conseils chez Gramsci lorsque nous étudierons les rapports unissant parti, syndicats et Conseils.

La formation des Conseils réalisait, selon Gramsci, différents objectifs que nous pouvons résumer ainsi : 1. Encadrer les grandes masses populaires, en donnant forme et discipline à l'ensemble des non-organisés et en éduquant la spontanéité de leurs mouvements revendicatifs ; 2. Constituer une excellente école d'expérience administrative et politique où tous les producteurs sont étudiants ; 3. Apprendre le fonctionnement technique de l'entreprise - ce qui permettra au prolétariat, pendant et après la révolution, de répondre adéquatement aux mesures répressives de la bourgeoisie nationale, en continuant à exploiter et à développer les capacités productives du pays ; 4. Transformer la psychologie des masses populaires : d'une mentalité de classe dépendante développer une mentalité de classe dirigeante ; à la jalousie et à la concurrence entre groupes d'ouvriers substituer la solidarité de fait fondant une nouvelle éthique des rapports entre camarades et entre travailleurs. C'est dans l'usine, par son Conseil - et non dans le parti ou le syndicat - que l'ouvrier peut acquérir la conscience de sa place et de sa fonction dans l'ensemble de la structure industrielle, conscience qui est à la base du développement d'une conception intégrale du monde. Par son Conseil d'usine, l'ouvrier

« prend conscience - tant au niveau de l'usine qu'aux niveaux national et international de sa fonction au sein du processus de production il sent alors son appartenance de classe et devient communiste parce qu'il voit que la productivité n'est pas fonction de la propriété privée, et il

¹ Gramsci A., « Il nostro programma ». Cité par Spriano Paolo, *Storia del P.C.I.*, p. 49.

devient révolutionnaire parce qu'il se rend compte que le capitaliste, le propriétaire privé, est un poids mort, un encombrement qu'il faut éliminer¹. »

5. Réformer les syndicats bureaucratisés et - après l'échec de la grève d'avril - réformer aussi le parti socialiste inefficace ; 6. Constituer les bases du nouvel État, lequel devra - par opposition à l'État bourgeois dont la représentation est fondée sur des divisions territoriales arbitraires - réfléchir soigneusement la structure économique du pays. Dans les Conseils régionaux, fondements de l'État, sont représentés, outre les Conseils d'usine et de village, les différentes organisations prolétariennes et paysannes : parti, syndicats, coopératives, etc.². Mais les Conseils d'usine et de village forment le pivot central de l'État, pivot autour duquel gravitent les autres organisations populaires³ ; 7. Concrétiser, actualiser le mot d'ordre de prise de pouvoir en liant étroitement pensée et action.

Parti-syndicats-conseils.

[Retour à la table des matières](#)

Si le parti et le syndicat sont les agents de la révolution, ils ne peuvent cependant en constituer la forme :

« Le processus réel de la révolution prolétarienne ne peut être identifié avec le développement et l'action des organisations révolutionnaires de type volontaire et contractuel comme le parti politique et le syndicat professionnel (...). Ces organisations, dans la mesure où elles incarnent une doctrine qui interprète le processus révolutionnaire et en prévoit le développement (à l'intérieur des limites de probabilité historique), dans la mesure où elles sont reconnues par les grandes masses comme leurs reflets et l'embryon de leur appareil gouvernemental, sont actuellement et deviendront toujours plus les agents directs et responsables des actes successifs de libération que l'entière classe laborieuse tentera dans le cours du processus révolutionnaire. Mais, toutefois, elles n'incarnent pas ce processus, elles ne dépassent pas l'État bourgeois...⁴ »

Dans la mesure où le parti et le syndicat ont une idéologie révolutionnaire et plongent leurs racines dans les masses populaires, ils sont les agents de la révolution car, par leurs militants, ils élèvent la conscience des grandes masses et dirigent le processus révolutionnaire. Mais le parti et le syndicat, nés au sein de la structure

¹ Gramsci A., « Sindicalismo e consigli », 8 novembre 1919. O.N., pp. 46-47.

² Gramsci A., « Il problema del potere », 29 novembre 1919. O.N., p. 60.

³ Gramsci lutte donc pour la formation d'un État ouvrier et paysan et non, directement, pour le triomphe de la dictature du prolétariat. Felice et Parlato feront remarquer combien Gramsci n'arrive pas à préciser ce qu'il entend par Conseils de village qui sont pourtant un des deux piliers de l'État. Durant toute cette période (1919-1920), Gramsci analyse de façon détaillée les Conseils d'usine et affirme que les paysans doivent imiter les ouvriers en formant des Conseils de village - mais il ne dit jamais comment. Felice et Parlato ont donc raison de parler du caractère abstrait de la position du problème paysan chez Gramsci durant la période ordinoviste. Cf. P. de Felice et V. Parlato, introduction à *La Questione Meridionale*, pp. 7-52.

⁴ Gramsci A., « Il consiglio di fabbrica », 5 giugno 1920. O.N., pp. 123-124.

bourgeoise comme deux de ses éléments nécessaires, ne peuvent dépasser cette structure. Le processus révolutionnaire s'actualise là où l'ouvrier n'est rien et veut devenir tout, là où le pouvoir du propriétaire est illimité : dans l'usine. Là peut naître et se développer le nouvel État qui, parce qu'il reflète fidèlement la structure productive, possède même à sa naissance les principes de sa dissolution, c'est-à-dire de sa disparition dans l'économie.

Le parti et le syndicat sont constitués par les militants les plus conscients de la classe révolutionnaire. Aussi ne pourront être élus comme commissaires que les membres des syndicats qui prônent la lutte des classes. De plus, les militants du parti, étant plus conscients que ceux des syndicats, devront travailler de façon incessante pour conquérir les fonctions dirigeantes dans les conseils de fabrique.

Mais le parti et le syndicat ne représentent qu'une portion minoritaire de la classe ouvrière. Aussi ses représentants ne seront ni le parti ni le syndicat, mais les Conseils d'usine :

« Les commissaires d'usine sont les seuls et vrais représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe prolétarienne, parce qu'élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur la place même du travail ¹. »

Le syndicat n'est qu'un organisme de négociation au sein du marché capitaliste tandis que le Conseil vise à remplacer le patron au sein de l'entreprise :

« L'apparition des commissaires démontre que la négociation des prix dans le champ de la concurrence bourgeoise et que l'administration des moyens de production et des masses d'hommes sont deux fonctions distinctes. La première a un but qu'on peut appeler commercial et qui consiste à mettre en valeur, dans un marché bourgeois donné, le travail d'une catégorie pour la vendre à meilleur prix (fonction exercée par les syndicats) ; tandis que la seconde a le but potentiel de préparer hommes, organismes et projets (avec une oeuvre pré-révolutionnaire continue de contrôle) pour être prêts à substituer l'autorité patronale dans l'entreprise, à encadrer la vie sociale en une nouvelle discipline ; ceci est la fonction des commissaires qui, par le mécanisme même de leur nomination, représentent le plus démocratique des pouvoirs ². »

Pour bien remplir sa tâche, le syndicat remet tous ses pouvoirs à un organisme central qui contraint l'employeur et l'employé à accepter certains cadres légaux :

« Le syndicat concentre et généralise sa forme jusqu'à placer en un bureau central le pouvoir de la discipline et du mouvement : il se détache en fait de la masse qu'il a enrégimentée, il se pose hors du jeu des caprices, des velléités qui sont propres aux grandes masses tumultueuses. Ainsi le syndicat devient capable de contracter des pactes et d'assumer des engagements : il contraint ainsi l'entrepreneur à accepter une légalité dans les rapports avec l'ouvrier, légalité qui est conditionnée par la foi que l'entrepreneur a dans la solvabilité du syndicat, par la foi que l'entrepreneur a dans la capacité qu'a le syndicat d'obtenir de la part des masses ouvrières le respect des obligations contractées ³. »

¹ Gramsci A., « Il programma dei commissari di reparto », 8 novembre 1919. O.N., p. 193.

² Id., pp. 192-193.

³ Gramsci A., « Sindacati e consigli », 12 giugno 1920. O.N., p. 132.

Par sa fonction même, le syndicat est porté à devenir réformiste. Et, effectivement, la grande centrale italienne, la C.G.L. (Confederazione Generale del Lavoro), était devenue réformiste. Les Conseils avaient donc dans cette situation la fonction de la rajeunir et de la radicaliser afin qu'elle puisse de nouveau considérer la légalité comme un compromis transitoire et non perpétuel, qu'elle emploie tous les moyens pour améliorer les rapports de force dans un sens favorable à la classe ouvrière et qu'elle fasse un travail de préparation matérielle et idéologique pour que la classe ouvrière puisse, en un moment favorable, déclencher l'offensive victorieuse contre le système capitaliste. Mais si le syndicat tend à devenir réformiste, le Conseil, de son côté, tend à sortir continuellement de la légalité : le syndicat œuvrera donc pour empêcher les Conseils de se lancer dans des actions prématurées et aventureuses.

Le Parti ne représente pas la forme, le processus de la révolution :

« Malheur, dit Gramsci, si par une conception sectaire de la fonction du Parti dans la révolution, on prétend matérialiser cette hiérarchie, fixer l'appareil gouvernemental des masses en mouvement en une forme mécanique de pouvoir immédiat et contraindre le processus révolutionnaire à entrer dans la forme du Parti ; on réussira à influencer une partie des hommes et à « dominer » l'histoire, mais le processus réel révolutionnaire fuira au contrôle et à l'influence du Parti, devenu inconsciemment organisme de conservation ¹. »

Dans la ressemblance entre l'organisation de la République russe et celle du Parti socialiste, Gramsci voit le siège de l'idéologie qui pose l'État comme la nécessaire dictature du Parti :

« La Constitution de la République russe des Soviets se fonde sur des principes identiques à ceux sur lesquels se fonde le Parti socialiste ; le gouvernement de la souveraineté populaire russe fonctionne sous des formes qui sont, de façon suggestive, identiques à celles du Parti socialiste. Vraiment, il n'est pas étonnant que de ces motifs d'analogie et d'aspiration soit né le mythe révolutionnaire par lequel on conçoit l'instauration du pouvoir prolétaire comme une dictature du système des sections du Parti socialiste ². »

Le Parti socialiste, comme la C.G.L., s'était détaché des masses et était devenu sclérosé. Après l'échec d'avril, les Conseils auront aussi comme fonction de réveiller et revivifier le Parti socialiste. Étant étroitement reliés à la classe ouvrière, ils devront secouer le Parti pour qu'il se rallie aux grands mouvements spontanés des masses populaires et qu'il les dirige, au lieu de s'en détourner dédaigneusement.

La conception gramscienne des rapports Parti-Conseil durant la période de *l'Ordine Nuovo* est, avec le concept d'hégémonie développé dans les *Quaderni*, un des points les plus controversés chez les commentateurs. Et ces controverses s'expliquent facilement par les expressions ambiguës employées par l'auteur et par le ton polémique de ses articles. Grosso modo, deux grandes lignes d'interprétation s'affrontent : l'une qui réduit toute la problématique des Conseils à un moyen tactique employé par Gramsci pour transformer la C.G.L. et le parti socialiste ; l'autre qui néglige totalement l'influence de la situation politique de la gauche sur la conceptualisation gramscienne des Conseils. Nous croyons que si le réformisme du syndicalisme et du Parti socialiste a influencé l'orientation de la pensée des jeunes

¹ Gramsci A., « Il Partito e la Rivoluzione », 27 dicembre 1919. O.N. p. 70.

² Id., pp. 67-68.

révolutionnaires de *l'Ordine Nuovo*, il ne peut cependant avoir déterminé le contenu de cette pensée, c'est-à-dire la subordination du parti et des syndicats aux Conseils en tant que ceux-ci spécifient le processus de la révolution. Il nous semble donc certain que Gramsci favorise la soumission des syndicats à l'autorité des Conseils :

« Les ouvriers organisés au sein des Conseils acceptent sans discussion que la discipline et l'ordre des mouvements de revendication économique soient fixés par les syndicats dans la mesure où leurs directives sont données par les commissaires de fabrique, en tant que représentants de la masse laborieuse ¹. »

Même les directives du Parti semblent subordonnées aux Conseils dans la mesure où les commissaires sont les vrais représentants de la classe ouvrière et constituent les bases du futur État. Les jugements rétrospectifs portés par Gramsci sur le mouvement « ordinoviste » et la pensée qu'il élabore dans ses *Quaderni* nous permettront de préciser notre interprétation.

Ferrata voit dans l'article II *Partito Comunista* le moment où Gramsci assume sa nouvelle position en affirmant la prédominance du Parti. L'idéologie des Conseils

« se transforme maintenant, dit-il, en celle d'un parti fait pour recueillir ensemble l'élan constitutif de la liberté populaire en un ordre historico-politique, fortement discipliné (...). Il y a la nette position du parti comme guide et volonté de fonder un État (...). Même la renonciation à citer les Conseils de fabrique a en cet article une précise signification (...). Le seul organisme déterminant dans la lutte révolutionnaire est maintenant pour Gramsci le Parti communiste ; et il en accentue la fonction directive ². »

Quelle que soit la validité de l'affirmation de Ferrata, il est certain qu'après la défaite de l'occupation des fabriques, Gramsci mettra de plus en plus l'accent sur le Parti. Le 21 avril 1921, dans *l'Ordine Nuovo* quotidien, il écrira

« Le parti est la forme supérieure d'organisation ; le syndicat et les conseils de fabrique sont des formes organisatives intermédiaires... ³ »

Évaluant le mouvement des Conseils, Gramsci cite parmi les erreurs très graves commises par les *ordinovistes* celle de n'avoir pas constitué une fraction au sein du Parti socialiste et cherché à l'étendre à l'ensemble du territoire. En fait, ils ont sous-estimé théoriquement et pratiquement la fonction du Parti. La cause de l'échec de l'occupation des fabriques est à chercher non pas dans les Conseils, mais dans le Parti

« Les journées de septembre n'ont pas été des journées faciles ; en ces jours, nous avons acquis, peut-être tard, la précise et nette conviction de la nécessité de la scission (...). Si les anarchistes réfléchissent aux faits de septembre 1920, ils ne peuvent arriver qu'à une conclusion : la nécessité du parti politique, fortement organisé et centralisé ⁴. »

¹ Gramsci A., « Il programma dei commissari di reparto », 8 novembre 1919. O.N., p. 194.

² Ferrata G., préface aux 2 000 pagine di Antonio Gramsci, vol. 1, pp. 83-84.

³ Gramsci A., « I comunisti e le elezioni », 12 aprile 1921. Socialismo e fascismo, p. 160.

⁴ Gramsci A., « I più grandi responsabili », 20 settembre 1921. Socialismo e fascismo, pp. 343-344.

Dans les années 1919-20, tandis que *l'Ordine Nuovo* met l'accent sur les Conseils comme fondement du nouvel État, Il *Soviet*, organe du groupe bordighien, insiste sur l'importance du parti de type bolchevique. Tant Bordiga que Gramsci voient dans le prolétariat urbain le fer de lance de la révolution, mais le premier néglige la spontanéité populaire tandis que le second ignore, en pratique, la nécessité du parti centralisé.

Aussi, lorsque l'Internationale provoquera la formation du Parti communiste italien, le groupe gramscien se trouvera en position d'infériorité face à celui de Bordiga qui, lui, avait toujours insisté sur la nécessité de constituer un parti communiste. Il faudra trois ans à Gramsci pour apprendre à relier théoriquement la nécessité d'un parti centralisé et homogène à la spontanéité populaire. Et lorsque l'Internationale, fatiguée de la maladie infantile du communisme de Bordiga, catapultera Gramsci à la place de celui-ci comme secrétaire général, il sera prêt à reprendre la lutte et à conquérir le parti sur une nouvelle plate-forme politique.

L'échec, en 1919-20, du mouvement des Conseils rend donc Gramsci conscient de la nécessité du parti de type bolchevique. Mais il ne sous-évalue pas pour cela la portée des Conseils dont la valeur consiste à avoir suscité un fort mouvement de masse qui donna sa base ouvrière au Parti communiste et à avoir su affermir et canaliser les poussées spontanées de la base. Dans les *Quaderni*, Gramsci reviendra sur le mouvement ordioviste :

« Le mouvement turinois fut accusé en même temps d'être « spontanéiste » et « volontariste » ou bergsonien ! Cette accusation contradictoire, si on l'analyse, montre la fécondité et la justesse de la direction qui avait été imprimée à ce mouvement ¹. »

Après 1920, la tâche de diriger la spontanéité des masses n'est plus accordée aux conseils, mais au Parti. Sous une forme différente, la problématique des Conseils demeure cependant chez Gramsci. Premièrement, en ce qu'il voit la nécessité de relier le parti à la spontanéité populaire (les Conseils sont, en ce sens, un des moyens que peut employer le parti pour se lier fortement aux mouvements de la base).

Deuxièmement, et surtout, les Conseils, en tant qu'organismes qui surgissent des lieux de production et en tant qu'instituts nouveaux et différents des syndicats, demeurent un des pivots centraux de la politique gramscienne. Paolo Spriano, dans son livre *Storia del P.C.I.*, montre très bien que Gramsci, de la fondation du parti à son arrestation, continue inlassablement à mettre l'accent sur les Conseils comme instituts propres à la classe ouvrière.

¹ P., p. 57 ; O.C., p. 337.

Bibliographie commentée

[Retour à la table des matières](#)

Cette bibliographie comprend trois parties : les *Écrits de Gramsci*, les *Analyses de la pensée gramscienne* et la *Bibliographie générale*. La première partie se subdivise en trois sections : a) l'édition Einaudi des œuvres de Gramsci comprenant la plus grande partie de la production littéraire de l'auteur ; b) les publications qui complètent les lacunes de l'édition Einaudi ; c) les traductions françaises des écrits de Gramsci. Seule la section « a » de la première partie suit l'ordre chronologique ; les autres sections respectent l'ordre alphabétique. Cette bibliographie ne contient que les travaux qui ont servi dans la préparation de notre thèse.

Écrits de Gramsci

A. Oeuvres publiées chez Einaudi de Turin.

Scritti giovanilli (1914-1918). 1958, 392 p.

Articles publiés dans *l'Avanti !* et *Il Grido del Popolo* de 1914 à 1918.

L'Ordine Nuovo (1919-1920). 1955, 501 p.

Articles publiés en 1919 et en 1920 dans *l'Avanti !* et dans l'hebdomadaire *L'Ordine Nuovo*.

Sotto la Mole (1916-1920). 1958, 509 p.

Blocs-notes - souvent satiriques et presque toujours reliés aux événements de la vie turinoise - publiés dans *l'Avanti* de 1916 à 1920 sous le titre *Sotto la Mole*.

Socialiamo e fascismo (1921-1922). 1966.

Articles publiés dans le quotidien *L'Ordine Nuovo*, du 1er janvier 1921 - date de la première parution du quotidien - au mois de mai 1922 - date du départ de Gramsci pour Moscou.

Un autre volume, contenant les écrits de la période 1923-1926, était à l'imprimerie au moment de la rédaction de cette bibliographie. Elsa Fubini nous avait cependant gracieusement accordé la permission de consulter une copie du recueil de ces articles.

Quaderni del carcere.

Les *Cahiers de prison* (*Quaderni del carcere*) ont été publiés en six volumes sous les titres suivants :

Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce. 1964, 299 p.

Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura. 1964, 203 p.

Il Risorgimento. 1964, 235 p.

Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo Stato moderno. 1964, 371 p.

Letteratura e vita nazionale. 1964, 400 p.

La première partie de ce volume contient des notes des *Quaderni* tandis que la seconde est composée des chroniques théâtrales publiées par Gramsci dans *l'Avanti !* de 1916 à 1920.

Passato e presente. 1964, 273 p.

Lettere del carcere. 1965, 949 p.

Nouvelle édition revue et complétée par Sergio Caprioglio et Elsa Fubini. Cette édition comprend une excellente chronologie de la vie de Gramsci: XXI-XLVI.

B. Autres publications.

2000 pagine di Gramsci. Milan, Il Saggiatore, 1964.

Choix de textes par Giansino Ferrata et Niccolo Gallo précédé d'une introduction par le premier.

Vol. I Nel tempo della lotta (1914-1926), 856 p.

Vol. II Lettere edite e inedite (1912-1937), 496 p.

La première partie de ce deuxième volume comprend les lettres envoyées par Gramsci à sa famille et à Giulia Schucht, avant son emprisonnement.

« Inediti dai *Quaderni del carcere* », *Rinascita*, anno 24, n° 15 (14 aprile 1967) : pp. 16-19.

Contient la première rédaction de quelques-unes des notes importantes des *Quaderni*.

La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano, publié sous la direction de Palmiro Togliatti. Rome, Riuniti, 1962, 380 p.

Ce volume contient, entre autres, des lettres adressées par Gramsci aux principaux dirigeants du P.C.I., en 1923-1924.

La Questione meridionale. Rome, Riuniti, 1966, 160 p.

Franco de Felice et Valentino Parlato présentent un recueil de textes de Gramsci sur le problème du Sud de l'Italie. Contient le très important écrit 4, *Alcuni temi della quistione meridionale* ».

Scritti 1915-1921. Milano, I Quaderni de Il Corpo, 1968, 198 p.

Sergio Capioglio présente cent vingt articles non publiés par les éditions Einaudi sur la période 1915-1921. Ce recueil est essentiel pour comprendre la pensée du jeune socialiste Gramsci.

Scritti politici. Rome, Riuniti, 1967, 878 p.

Anthologie de textes politiques écrits par Gramsci avant son arrestation. Choix de textes, annotations et préface de Paolo Spriano. Spécialement, pp. 529-742, pour certains des articles de Gramsci de la période 1923-1926.

« Tesi sulla situazione italiana e sui compiti del P.C.I. approvate dal IIIe Congresso nazionale del P.C.I. nel gennaio 1926 ». *Stato operaio*, 11, nos 6 et 7 (juin et juillet 1928) : pp. 390-400 et pp. 490-501.

Thèses - écrites en collaboration avec Palmiro Togliatti - présentées au Congrès de Lyon.

C. TRADUCTIONS FRANÇAISES.

« Américanisme et fordisme ». *Cahiers internationaux*, 89 (septembre-octobre 1957) : pp. 53-74.

Traduction de quelques fragments de *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo Stato moderno*.

« Antonio Gramsci, textes de 1919-1920 ». *Cahiers internationaux*, 76 (mai 1956) : pp. 63-74.

Traduction par Jean Dautry de sept articles publiés par Gramsci dans *L'Ordine Nuovo*.

« La science et les idéologies *scientifiques* » *L'Homme et la société*, 13 (juillet-sept. 1969) : pp. 168-174.

Lettres de la prison. Éd. Sociales, 1953, 310 p.

Préface de Palmiro Togliatti et traduction de Jean Noaro. Choix de lettres effectué d'après l'édition Einaudi de 1947. Mais cette édition avait les deux défauts majeurs suivants : elle était un choix de lettres répondant, entre autres, à des critères de politique immédiate ; les lettres publiées avaient été auparavant expurgées et les expurgations n'avaient pas toujours été indiquées par des points de suspension. La traduction des éditions Sociales ne peut donc donner qu'une image partielle de la correspondance du prisonnier Gramsci.

Oeuvres choisies. Éd. Sociales, 1959, 539 p.

Sauf pour deux articles écrits en 1920, cette traduction de Gilbert Moget et d'Armand Monjo se réduit à un choix de notes des *Quaderni del carcere*.

Analyse de la pensée gramscienne

[Retour à la table des matières](#)

AGAZZI Emilio, « Filosofia della prassi e filosofia dello spirito ». *La Città futura*, pp. 189-269.

ALTHUSSER Louis, le chapitre V (Le marxisme n'est pas un historicisme) de son article « L'objet du Capital ». *Lire le Capital*, t. II, pp. 73-108. Maspéro, 1965.

Partant de sa propre conception, Althusser critique l'historicisme de Gramsci, c'est-à-dire sa négation des différences spécifiques entre le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, et entre celui-ci et l'histoire réelle.

- *Rinascita*, 15 mars 1968, pp. 23-24.

Lettre adressée à Rino del Sasso à propos du compte rendu que celui-ci a donné du chapitre « Le marxisme n'est pas un historicisme » du livre *Lire le Capital*.

AMENDOLA Giorgio, « Rileggendo Gramsci » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3, 1967 : pp. 3-45.

Défense polémique, et par moment assez faible, de l'interprétation de Gramsci donnée par le P.C.I. et, notamment, par Togliatti.

ANGLANI Bartolo, « La critica letteraria in Gramsci » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3, 1967 : pp. 208-230.

Sens et limites de la critique gramscienne des œuvres littéraires.

BADALONI Nicola, « Gramsci storicista di fronte al marxismo contemporaneo » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3, 1967 : pp. 96-118.

Réponse adressée à la critique de l'historicisme gramscien par Althusser.

BERTONDINI Alfo, « Gramsci e Labriola ». *La Città futura*, pp. 165-186.

Texte scolaire dans lequel l'auteur cite pour chaque thème de Gramsci un fragment de l'œuvre de Labriola.

BOBBIO Norberto, « Gramsci e la concezione della società civile ».

Communication - non publiée au moment de la rédaction de cette bibliographie - présentée lors des journées d'étude consacrées à Gramsci à Cagliari en 1967. Ce texte est essentiel pour la compréhension de la nature et de la fonction du concept de la société civile dans la théorie politique de Gramsci.

BON Frédéric et BURNIER Michel-Antoine, *Les nouveaux intellectuels*. Paris, Cujas, 1966, 382 p. Étude - inspirée des analyses gramsciennes de l'intellectuel - de la fonction des technocrates et des techniciens dans la société contemporaine. Voir particulièrement le chapitre premier, « La fonction intellectuelle », pp. 17-36, qui est en réalité un commentaire du concept d'intellectuel organique chez Gramsci.

BORGHI Lamberto, « Educazione e scuola in Gramsci ».

Communication - non publiée au moment de la rédaction de cette bibliographie - présentée lors des journées d'étude consacrées à Gramsci à Cagliari en 1967.

BOURGIN Georges, « A propos d'Antonio Gramsci », *Cahiers Internationaux*, n° 5 (mai 1949) : 83-86.

BUZZI A., *La théorie politique d'Antonio Gramsci*. Louvain, éd. Nauwelaerts, 1967, 356 p.

Étude qui - malgré son titre - consiste en une synthèse peu originale de l'ensemble de la pensée de Gramsci.

CACHIN Marcel, Articles du 30 avril 1937 et du 18 juin 1957 de *L'Humanité* consacrés à Gramsci. Recueillis par Marcelle Hertzog-Cachin dans *Écrits et Portraits*. Paris, les Éditeurs français réunis, 1964.

CALAMANDREI Franco, « Sul convegno gramsciano di Cagliari ». *Critica marxista*, anno 5, n° 2 (marzo-aprile 1967) : pp. 183-204.

- « L'iniziativa politica del partito rivoluzionario da Lenin a Gramsci e Togliatti ». *Critica marxista*, nos 4-5 (luglio-ottobre 1967) : pp. 67-103.

CAMBARERI Serafino, « Il concetto di egemonia nel pensiero di A. Gramsci ». *Studi gramsciani*, pp. 87-94.

CAMMET John M., *Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*. California, Stanford University Press, 1967, 306 p.

Une bonne biographie de Gramsci complétée par une excellente bibliographie.

CAPRIOGLIO Sergio et FUBINI Elsa, « Cronologia della vita di Antonio Gramsci » dans *Lettere del carcere* de Gramsci. Torino, Einaudi, 1965, pp. XXI-XLVIII.

CARACCILO Alberto, « A proposito di Gramsci, la Russia, e il movimento bolscevico ». *Studi gramsciani*, pp. 95-104. Voir aussi *Studi gramsciani*, pp. 561-568 : l'auteur revient sur le sujet traité dans son texte pour insister sur le caractère léniniste des Conseils d'usine.

CERESA Giuseppe, « In carcere con Gramsci » dans le recueil collectif *Gramsci*. Paris, éd. italiana di cultura, 1938, pp. 109-119.

Témoignage qui confirme les propos de Lisa sur l'opposition de Gramsci au tournant « gauchiste » du P.C.I. en 1930.

CERRONI Umberto, « Gramsci e il superamento della separazione tra società e stato ». *Studi gramsciani*, pp. 105-114.

CICERCHIA Carlo, « Il rapporto col leninismo e il problema della rivoluzione italiano ». *La Città futura*, pp. 13-37.

LA CITTA FUTURA, *saggi sulla figura e il pensiero di Antonio Gramsci*. Articles sur Gramsci recueillis par Alberto Caracciolo e Gianni Scalia. Milano, Feltrinelli, 1959, 389 p.

Recueil collectif dont l'intention est de présenter une interprétation de Gramsci différente de celle donnée par *Studi gramsciani*, c'est-à-dire différente de celle du P.C.I.

COGNIOT Georges, « Une grande figure marxiste ».

Introduction aux *Oeuvres choisies* de Gramsci. Éd. Sociales, pp. 7-13.

CORTESI Luigi, « Un convegno su Gramsci ». *Rivista storica del socialismo*, anno X, n° 30 (genn.-aprile 1967) : pp. 159-174.

Commentaire sur les journées d'étude consacrées à Gramsci, du 23 au 27 avril 1967, à Cagliari.

CORVISIERI Silverio, « Gramsci contro Stalin ». *La Sinistra*, A II, n° 6 (giugno 1967) : pp. 10-17,

COTTIER Georges M.M., « Le néo-marxisme d'Antonio Gramsci ». *Nuova e Vetera*, n° 1, 18e année (janvier-mars 1953) : 23-38. Article reproduit pp. 207 à 226 dans le livre du même auteur *Du romantisme au marxisme*, Paris, Alsatia, 1961.

L'auteur critique du point de vue catholique l'historicisme et l'immanentisme de Gramsci.

CROCE Benedetto, Compte rendu du *Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce* de Gramsci. *Quaderni della « Critica »*, n° 10 (marzo 1948) : pp. 78-79.

- « Un gioco che ormai dura troppo ». *Quaderni della « Critica »*, nos 17-18 (nov. 1950) : pp. 231-232.

Pour Croce, Gramsci n'a qu'une valeur littéraire, celle des *Lettere del carcere*.

DESANTI Jean T., « Antonio Gramsci, militant et philosophe ». *Cahiers Internationaux*, 93 (fév. 1958) : pp. 39-46.

- « Gramsci fonctionnaire de t'humanité ». *La Pensée*, n° 78 (mars-avril 1958) : pp. 85-90.

Texte de la communication donnée au colloque de Rome sur Gramsci en 1958. Courte étude du rôle du philosophe chez Gramsci.

FELICE Franco de, et PARLATO Valentino, excellente introduction au recueil de textes de Gramsci, *La Questione meridionale*, Rome, Riuniti, 1966, pp. 7-52.

FERRATA Giansino, préface aux *2000 pagine di Gramsci, vol. I, Nel tempo della lotta (1914-1926)* : pp. 9-166. Milan, Il Saggiatore, 1964.

Interprétation de l'évolution de la pensée de Gramsci durant la période 1914-1926.

FIORI Giuseppe, *Vita di Antonio Gramsci*. Laterza, 1966, 351 p.

Sans doute la meilleure biographie de Gramsci.
Bonne bibliographie.

GARAUDY R., « Introduction à l'œuvre d'Antonio Gramsci ». *La Nouvelle Critique*, 9e année, nos 87-88 (juillet-août 1957) : pp. 97-107.

Extraits de la conférence donnée le 19 juin 1957 lors de la commémoration, organisée par le P.C.F., de la mort de Gramsci.

GARIN Eugenio, « Gramsci nelle cultura italiana ». *Studi gramsciani*, pp. 395-418.

- « La formazione di Gramsci e Croce » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3 (1967) : pp. 119-133.

Influence de l'idéalisme crocéen sur la formation de Gramsci et insertion de Croce dans le grand courant idéaliste européen en lutte contre le positivisme.

- « Politica e cultura in Gramsci ».

Communication - non publiée au moment de la rédaction de cette bibliographie - présentée lors des journées d'étude consacrées à Gramsci à Cagliari en 1967.

GAROSCI Aldo, « Totalitarismo e storicismo nel pensiero di Antonio Gramsci » in *Pensiero politico e storiografia moderna* (Saggi di storia contemporanea, 1). Pisa, Nistri-Lischi, 1954, pp. 193-257.

Cours, non publiés, donnés à l'*Istituto Gramsci* en 1959.

- « Punti di riferimento per un' edizione critica dei *Quaderni dei carcere* » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3 (1967) : pp. 240-259.

Article essentiel pour connaître comment Gramsci a rédigé ses notes dans les différents cahiers.

GRAZIANO Salvatore Giacomo, « Alcune considerazioni intorno all'umanesimo di Gramsci ». *Studi gramsciani*, pp. 149-164.

GRUPPI Luciano, « I rapporti tra pensiero ed essere nella concezione di A. Gramsci ». *Studi gramsciani*, pp. 165-181.

Partant du concept d'hégémonie, l'auteur expose certaines propositions de base de la philosophie gramscienne et montre ce qui les différencie de celles de Lénine.

- « Il concetto di egemonia » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, no 3 (1967) : pp. 78-95.

L'auteur, en opposition à son article précédent, supprime l'originalité de la pensée politique de Gramsci en la réduisant à celle de Lénine ; il dissout le concept d'hégémonie dans celui de dictature du prolétariat et l'applique à toutes les formes de direction et de domination.

LAY Giovanni, « Colloqui con Gramsci nel carcere di Turi ». *Rinascita*, anno 22, n° 8 (20 febbraio 1965) : pp. 21-22.

Commente et complète le rapport de Lisa à propos de l'opposition de Gramsci au tournant « gauchiste » du P.C.I. en 1930.

LEONETTI Alfonso, « Gramsci e i tre ». *Rinascita sarda*, anno IV, n° 21 (15-30 nov. 1966) : pp. 8-9.

L'auteur cherche à démontrer que la position de Gramsci - en antithèse à celle dominante dans le P.C.I. lors du tournant « gauchiste » de 1930 - correspondait à celle de la « Nouvelle Opposition » du P.C.I. et à celle de Trotsky.

LISA Athos, « Discussione politica con Gramsci in carcere ». *Rinascita*, anno XXI, n° 49 (12 dic. 1964) : pp. 17-21.

Texte intégral du rapport envoyé par Lisa, en 1933, au Comité central du P.C.I. Document très utile sinon indispensable pour l'interprétation des *Quaderni*. Voir dans le même numéro la présentation de Franco Ferri « Valore e senso del documento ».

LUPORINI Cesare, « La metodologia del marxismo nel pensiero di Gramsci », *Studi gramsciani*, pp. 445-468.

MAITAN Livio, Intervention dans *Studi gramsciani*, pp. 579-584.

MANACORDA Gastone, « A proposito dei *Quaderni* di Gramsci : Filologia e anti-comunismo ». *Rinascita*, anno XIX, n° 33 (22, XII, 62) : p. 7.

Réponse aux accusations d'altération des textes des *Quaderni* portées par Maturi et Marcelli.

MAREK Franz, « Gramsci e il movimento operaio dell'Europa occidentale » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ».

Critica marxista, n° 3 (1967) : 200-207.

MATTEUCI Nicola, *Antonio Gramsci e la filosofia della prassi*. Milano, A. Giuffré, 1951, 153 p.

L'auteur expose la philosophie de Gramsci en la confrontant à celle de Croce.

MURA Giancarlo, « Antonio Gramsci fra storicismo e intellettualismo ». *Civitas*, anno XVII, nos 11-12 (nov.-dic. 1966) : pp. 87-108.

NATTA Alessandro, « Il partito politico nei *Quaderni del carcere* » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ».

Critica marxista, n° 3 (1967) : pp. 46-47.

NOARO Jean, « Mort et triomphe d'Antoine Gramsci.

(Lettere dal carcere) ». *Les lettres françaises*, n° 230 (21 oct. 1948).

- Cet article fut incorporé à « La vie, la mort et le triomphe d'Antoine Gramsci ». *La Pensée*, 50 (sept.-oct. 1953) : pp. 74-87.

OCCHETTO Achile, « Un teorico della rivoluzione in occidente ». *Rinascita*, anno 24, n° 15 (14 aprile 1967) : pp. 25-26.

ORFEI Ruggero, *Antonio Gramsci, coscienza critica del marxismo*. Ed. Relazioni sociali, 1965, 253 p. Interprétation polémique de la philosophie gramscienne par un catholique. Bonne bibliographie.

OTTINO Carlo Leopoldo, *Concetti fondamentali nella teoria politica di Antonio Gramsci*. Milano, Feltrinelli, 1958, 151 p.

Interprétation scolaire, simpliste et stalinienne de la pensée de Gramsci. De plus, Ottino attribue à Gramsci plusieurs textes qui ne lui appartiennent pas.

PAGGI Leonardo, « Studi e interpretazioni recenti di Gramsci ». *Critica marxista*, anno 4, n° 3 (maggio-giugno 1966) : pp. 151-181.

- « La redazione culturale di *Grido del popolo* » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3 (1967) : pp. 134-174.

La pensée du jeune Gramsci par rapport aux réflexions des *Quaderni*.

PARIS Robert, « La première expérience politique de Gramsci (1914-1915) ». *Le mouvement social*, 42 (janvier-mars 1963) : pp. 31-57.

Analyse de l'évolution de la position de Gramsci face à la guerre.

- « Una revisione *nenniana* di Antonio Gramsci ». *Rivista storica del socialismo*, VII, 21 (genn.-aprile 1964) : pp. 163-179.

Critique du livre de Tamburrano.

- « Qui était Antonio Gramsci ? ». *Partisani*, n° 16 (juin-juillet-août 1964) : pp. 19-27.

Pose quelques hypothèses non fondées.

- « A proposito di Gramsci in Francia (e dei gramsciani in Italia) ». *Rivista storica del socialismo*, anno X, no 30 (genn.-aprile 1967) : pp. 174-178.

- « Il Gramsci di tutti ». *Giovane critica* (primav.-estate 1967) : pp. 48-61.

Critique de gauche des journées d'études consacrées à Gramsci, à Cagliari, du 23 au 27 avril 1967.

PIZZORNO Alessandro, « A propos de la méthode de Gramsci, de l'historiographie de la science politique ». *L'Homme et la Société*, n° 8 (avril-mai-juin 1968) : pp. 161-171.

PRASSI RIVOLUZIONARIA E STORICISMO IN GRAMSCI, *Critica marxista*, cahier 3, 1967.

RAGGIONIERI Ernesto, « Gramsci e il dibattito teorico nel movimento operaio internazionale ».

Communication - non publiée au moment de la rédaction de cette bibliographie - présentée lors des journées d'étude consacrées à Gramsci, à Cagliari, en 1967.

RICHET Denis, « Gramsci et l'histoire de France ». *La Pensée*, 55 (mai-juin 1954) : pp. 61-78.

Article polémique dont le but était de récuser les accusations des intellectuels français qui critiquaient le P.C.F. en lui opposant la pensée de Gramsci.

RISSET Jacqueline, « Gramsci et les intellectuels ».

La Quinzaine littéraire (1er au 15 juin 1967) : pp. 24-25.

ROLLAND Romain, *Antonio Gramsci: Ceux qui Meurent dans les Prisons de Mussolini*. Paris, Imp. Centrale, sept. 1934, 16 p.

ROMANO Salvatore Francesco, *Antonio Gramsci*. Torino, UTET, 1965, 605 p.

Particulièrement, les chapitres où l'auteur brosse un tableau, assez complet, de la période turinoise de Gramsci.

SALINARI Carlo et SPINELLA Mario, préface au premier volume d'Antologia degli scritti. Rome, Riuniti, 1963, pp. 7-17.

Insistance sur l'unité de pensée entre le jeune Gramsci et celui des *Quaderni*.

SCALLA Gianni, « Metodologia e sociologia della letteratura in Gramsci ». *La Città futura*, pp. 331-368.

SPRIANO Paolo, *Gramsci e l'Ordine' Nuovo*. Rome, Riuniti, 1965, 149 p.

- Gramsci. Milano, Compagnie Edizioni Internazionali, 1966, 78 p.

Biographie qui trace les principales étapes de la vie de Gramsci.

- « Gli ultimi anni di Gramsci in un colloquio, con Piero Straffa ». *Rinascita*, n° 15 (14 aprile 1967) : pp. 14-16.

Complète et surtout corrige les affirmations de Fiori sur les derniers jours de Gramsci.

- « Gramsci dirigente politico ». *Studi storici*, anno VIII, n° 2 (aprile-giugno. 1967) : pp. 227-256.

- « Gramsci, il fascismo e gli arditi del popolo » dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci ». *Critica marxista*, n° 3 (1967) : pp. 175-199.

- Préface aux *Scritti politici* de Gramsci. Rome, Riuniti, 1967, pp. XI-XLII.

L'auteur décrit les grandes étapes de la pensée de Gramsci.

STUDI GRAMSCIANI, Atti del convegno tenuto a l'Istituto Gramsci di Roma nei giorni 11-13 gennaio 1958. Roma, Riuniti, 1958, 592 p.

TAMBURRANO Giuseppe, « Gramsci e l'egemonia del proletariato ». *Studi gramsciani*, pp. 277-286.

- « Fasi di sviluppo del pensiero politico di Gramsci ». *La Città futura*, pp. 115-137.

- « Antonio Gramsci (la vita - il pensiero - l'azione). Bari, Lacaita, 1963, 303 p.

Interprétation très discutée, et très discutable, mais aussi très suggestive.

TERRACINI Umberto, « Antonio Gramsci ou la restauration idéologique du mouvement ouvrier italien ». *Cahiers Internationaux*, n° 1 (janv. 1949) : pp. 79-90.

TEXIER Jacques, Gramsci. Éd. Seghers, coll. Philosophes de tous les temps, n° 29, 1966.

Sans doute la meilleure étude de la pensée philosophique de Gramsci.

- « Gramsci in Francia ». *Critica marxista* anno 5, n° 3 (maggio-giugno 1967) : pp. 170-177.

- « Gramsci, théoricien des superstructures ». *La pensée*, n° 139 (juin 1968) : pp. 35-60.

Critique le rapport de N. Bobbio, « Gramsci e la concezione della società civile », présenté au Congrès des études gramsciennes, à Cagliari, en 1967.

TOGLIATTI Palmiro, « Antonio Gramsci, chef de la classe ouvrière italienne ». Préface aux *Lettres de la prison*. Éd. Sociales, 1953.

Traduction d'un écrit - contenant certaines affirmations erronées - publié pour la première fois en 1937.

- « Discours sur Gramsci ». *La Nouvelle Critique*. 5e année, n° 46 (juin 1953).

Traduction par J. Noaro d'un discours prononcé à l'Université de Turin, le 23 avril 1949.

- « Gramsci e il leninismo ». *Studi gramsciani*, pp. 419-444.

- *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I. nel 1923-1924*. Roma, Riuniti, 1962, 380 p.

Introduction de P. Togliatti suivie d'un recueil des lettres échangées par les principaux dirigeants du P.C.I. durant la période 1923-24.

- *Gramsci*. Rome, Riuniti, 1967, 222 p.

Ernesto Ragionieri présente, pp. VII-XVI, les quatorze articles et discours consacrés par Togliatti à Gramsci. Recueil essentiel pour comprendre l'interprétation de Gramsci par les communistes italiens.

TRONTI Mario, « Tra materialismo e filosofia della prassi. Gramsci e Labriola ». *La Città futura*, pp. 141-162.

L'auteur situe Gramsci dans la tradition philosophique italienne.

URBANI Giovanni, « Cultura e scuola unitaria », dans l'ouvrage collectif « Prassi rivoluzionaria e storicismo ». *Critica marxista*, n° 3 (1967) : pp. 231-239.

WILLIAMS Gwynn A., « Gramsci's concept of Egemonia ». *Journal of the History of Ideas*, XXI, 4 (oct.-dec. 1960) : pp. 586-599.

ZUCARO Domenico, *La Vita del Carcere di Antonio Gramsci*. Milano-Roma, ed. Avanti ! 1954, 152 p.

Bibliographie générale

[Retour à la table des matières](#)

BABY Jean, « Défense et illustration de la révolution culturelle ». *Le Monde*, 1er novembre 1967.

BADIOU A., « L'autonomie du processus esthétique ». *Cahiers marxistes léninistes*, nos 12-13 (juillet-octobre 1966) : pp. 77-99.

BERTI Giuseppe, Présentation des documents de l' « Archive Angelo Tasca ». *Annali 1966*. Milano, Istituto Feltrinelli, 1966, pp. 9-185.

La présentation trace à grands traits les origines et l'histoire du P.C.I., de 1919 à 1926. A lire en confrontant avec *l'Histoire du P.C.I.* de Paolo Spriano. Les perspectives de G. Berti sont plus vastes et plus critiques que celles de P. Spriano.

BOUKHARINE N., *La théorie du matérialisme historique (Manuel populaire de sociologie marxiste)*. Éd. Sociales Internationales, 1927.

CHAIX-RUY J., « L'historicisme absolu de B. Croce ». *Revue philosophique*, juillet-septembre 1950 : pp. 269-319.

- « Benedetto Croce ». *Revu de la Méditerranée*, n° 52, décembre 1952.

-
- « Vie et pensée de B. Croce ». *Études philosophiques*, n° 2, 1953.
 - « La genèse de l'historicisme chez Benedetto Croce ». *Revue internationale de Philosophie*, fasc. 4, n° 26, 1953 : pp. 305-326.
 - « Benedetto Croce et Giovanni Gentile » in *Tableau de la Philosophie contemporaine* de Weber et Huisman. Paris, 1957: pp. 129-160.
- COMOTH René, *Introduction à la philosophie politique de Benedetto Croce*. Liège, Centre d'Études Libérales, 1955.
- CROCE Benedetto, *Matérialisme historique et économie marxiste*. Paris, Giard et Brière, 1901.
- GOLDMANN Lucien, *Recherches dialectiques*. Paris, Gallimard, 1959, 359 p.
- *Sciences humaines et philosophie*. Paris, Gonthier, 1966, 156 p.
- GORZ André, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*. Seuil, 1964, 175 p.
- *Le socialisme difficile*. Seuil, 1967, 248 p.
- GUÉRIN Daniel, « L'anarchisme dans les conseils d'usine italienne » in *L'anarchisme*, pp. 126-131. Gallimard, coll. Idées, 1965.
- HOARE Quintin, « What is fascism ? ». *New Left review*, number 20 (summer 1963) : pp. 99-111.
- S'inspirant de Gramsci et de Robert Paris, l'auteur cherche à définir le fascisme.
- LABRIOLA Antonio, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*. Paris, Giard et Brière, 1897.
- L'éditeur Maspéro a publié une traduction plus récente et plus complète.
- LANDOGNA Franco, *Histoire d'Italie* (De 476 après J.-C. à nos jours). Paris, Fayard, 1962, 406 p.
- LEFEBVRE Henri, *Le marxisme*. P.U.F., 1950, 127 p.
- *Pour connaître la pensée de Karl Marx*. Paris, Bordas, 1956, 277 p.
 - *Pour connaître la pensée de Lénine*. Paris, Bordas, 1957, 356 p.
 - *Marx*. P.U.F., 1964, 131 p.
 - « Les sources de la théorie marxiste-léniniste de l'État ». *Les Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, nos 42-43 (mai 1964) : pp. 31-48,
 - *Sociologie de Marx*. P.U.F., 1966, 171 p.

- LENINE V. I., « Rapport sur la guerre et la paix au VIIe Congrès du P.C.(b)R. », 7 mars 1918, *Oeuvres*, tome 27. Paris, éd. Sociales, 1961, pp. 83-106.
- « Discorso in difesa della tattica dell'Internazionale comunista » tenuto il 10 luglio 1921 al IIIe Congresso dell'I.C. Sul *movimento operaio italiano*. Rome, Riuniti, 1962, pp. 224-234.
- LUKACS Georg, *Histoire et conscience de classe*. Paris, éd. de Minuit, 1960, 381 p.
- *Lénine*. Paris, Edi, 1965, 128 P.
- LUXEMBOURG Rosa, *Grève de masses, parti et syndicats*. Paris, Maspéro, 1968.
- Ouvrage collectif sur « Rosa Luxembourg vivante ». *Partisans*, n° 45 (déc.-janv. 1969).
- MACHIAVELLI Niccolò, *Oeuvres*, trad. de Marcel Brion. Paris, Club des éditeurs, 1957, 484 p.
- MALLET Serge, *Une nouvelle classe ouvrière*. Seuil, 1963
- MARX Karl, *L'Idéologie allemande suivie des Thèses sur Feuerbach*. Paris, éd. Sociales, 1966.
- *Avant-propos à la Critique de l'économie politique* (1859). Paris, La Pléiade, 1963, T. I, pp. 267-275.
- L'OPPOSIZIONE NEL P.C.d.I. ALLA SVOLTA DEL 1930 (Strumenti di lavoro - archivi del movimento operaio - n° 10). Milano, ed. del Gallo spa, nov. 1966, 132 p.
- Michele Salerno présente les interventions des membres du Comité central du P.C.I. qui s'opposèrent au « grand tournant ».
- PARIS Robert, *Histoire du fascisme en Italie (I. des origines à la prise du pouvoir)*. Paris, Maspéro, 1962, 364 p.
- POULANTZAS Nicos, « Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'État ». *Les Temps Modernes*, n° 234-235 (nov.-déc. 1965).
Étude influencée par le concept d'hégémonie chez Gramsci.
- *Pouvoir politique et classes sociales*. Maspéro, 1968, 398 p.
Étude influencée par l'école althussérienne.
- PROCACCI Giuliano, « Appunti in tema di crisi dello stato liberale e di origini del fascismo ».
- Studi storici*, anno VI, n° 2 (avril-juin 1965) : pp. 221-237.
- RUMMENS Jean, « Bibliographie crocienne ». *Revue internationale de Philosophie*, fasc. 4, n° 26 (1953) : pp. 363-383.

SOREL Georges, *Réflexions sur la violence*. Paris, Rivière, 1910.

SPRIANO Paolo, *L'occupazione della fabbriche* (settembre 1920). Torino, Einaudi, 1964, 213 p.

Étude indispensable pour comprendre le mouvement des Conseils d'usine, à Turin, en 1919-1920.

- *Storia del Partito comunista italiano* (1. Da Bordiga a Gramsci). Torino, Einaudi, 1967, 525 p.

A lire en confrontation avec l'étude, sur le même sujet, de Giuseppe Berti.

VAUSSARD Maurice, *Histoire de l'Italie contemporaine* (1870-1946). Hachette, 1950, 352 p.

Mao TSE-TOUNG, « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art, à Yénan. Allocution d'ouverture, 2 mai 1942 ». *Cahiers marxistes-léninistes*, nos 12-13 (juillet-octobre 1966) : pp. 90-93.